U d'/ of Ottawa
39003001845493

Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto

http://archive.org/details/rapportsurlesarc47lanc

MAR 21 1974
uOttawa
LIBRARY ANNEX

DOMINION DU CANADA

RAPPORT

DU

DÉPARTEMENT

DES

ARCHIVES PUBLIQUES

POUR L'ANNÉE 1947

GUSTAVE LANCTOT
Conservateur des Archives

OTTAWA
EDMOND CLOUTIER, C.M.G., B.A., L.Ph.,
IMPRIMEUR DE SA TRÈS EXCELLENTE MAJESTÉ LE ROI
CONTRÔLEUR DE LA PAPETERIE
1948

ANNEXE DE LA BIBLIOTHÈQUE
Universitas
BIBLIOTHECA
Ottawa
Ottaviensis

CD
3620
.C312
1947

TABLE DES MATIÈRES

LETTRE D'ENVOI v

RAPPORT DU CONSERVATEUR DES ARCHIVES vii

DIVISION DES MANUSCRITS:

I. Acquisitions diverses de la Division des Manuscrits xiii

II. Documents rapportés d'Europe xvi

DOCUMENTS HISTORIQUES

I. Le Conseil de Québec de 1647 xxv

II. Sentence contre un capitaine de navire, en 1729 xxviii

III. Premiers coupons de viande au Canada, en 1757 xxviii

IV. Coup d'œil sur Smith Falls, Perth, Brockville, Kingston, Port Hope, Toronto, Ste-Catherine, Niagara et Bytown, 1838-1840. xxix

V. Situation financière et économique du Canada, en 1847 xxxvi

APPENDICE

PAPIERS D'ÉTAT DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE:

Inventaire de la correspondance officielle: I. Nova Scotia A., 1821-1836 3

LETTRE D'ENVOI

OTTAWA, le 31 décembre 1947.

A l'Honorable COLIN W. G. GIBSON, C.P., M.C., C.R.,
Secrétaire d'État,
Ottawa,
Ont.

MONSIEUR LE MINISTRE,—J'ai l'honneur de vous soumettre, avec la présente, le rapport annuel du département des Archives publiques pour l'année 1947.

Ce rapport des travaux de l'année est suivi d'un choix de documents historiques et son appendice est la continuation de l'inventaire des papiers d'État de la Nouvelle-Écosse dont on a recommencé la publication l'année dernière.

Sincèrement à vous,

GUSTAVE LANCTOT,
Conservateur des Archives.

RAPPORT

DES

ARCHIVES PUBLIQUES

DE L'ANNÉE 1947

Au cours de l'année, qui vient de se terminer, avec un budget et un personnel fortement réduits par la guerre, les Archives ont réussi à compléter un considérable programme de réorganisation technique. Elles ont, de plus, maintenu au maximum leurs services de recherches et de renseignements au bénéfice des spécialistes, des chercheurs et du public. Enfin, elles se sont enrichies d'une quantité de documents historiques, iconographiques et topographiques.

La division des Manuscrits s'est attachée à regrouper ses collections de documents publics et privés d'après une classification logique, qui respecte leur formation originelle, mais permet de mieux connaître le caractère particulier de leur contenu. De plus, elle travaille à établir un index sur cartes plus complet et plus étendu pour le meilleur bénéfice des recherches et de la documentation.

De son côté, la division de l'iconographie a systématisé et complété la reclassification de son index afin d'en faciliter la consultation aux chercheurs. Elle a, de plus, dressé l'inventaire des pièces en magasin. En même temps, elle a utilisé tout l'espace mural disponible de l'édifice, afin d'y accrocher le plus grand nombre de pièces, mises ainsi à la vue du public et plus accessibles aux chercheurs de matériaux inconographiques. La division a reçu des dons importants: plusieurs centaines de négatifs et de vues pour projections, de la collection de Lawrence J. Burpee; des centaines de négatifs et de photographies de l'Ouest, offerts par le ministère des Mines, et une collection de photographies des gouverneurs et de leurs personnels offerte par M. St. Barbe Sladen.

A la division des Cartes, on a terminé l'index sur fiches des cartes terrestres et maritimes, des plans d'ingénieurs et d'architectes et des levés de constructions et de terrains. On a même commencé un index des cartes, intéressant le Canada, qui se trouvent dans des collections particulières au Canada ou à l'étranger. Au cours de l'année, la division s'est enrichie de plus de deux cents nouvelles pièces, cartes et plans. Il faut signaler un groupe de cartes tirées des volumes 555-556 et 557 (1845-6) Série 1 du Ministère de la Guerre, qui comprennent d'excellentes vues des ports des lacs Ontario et Erié, des environs de Toronto, de la vallée du Richelieu et de la région de Montréal. A noter aussi plusieurs plans de villes canadiennes entre 1850 et 1860.

Quant à la bibliothèque, elle a subi une reclassification et un recatalogueument complets selon le système moderne de la bibliothèque du Congrès. En même temps, on a dressé un index sur fiches par matières, qui s'ajoute à l'index des auteurs. Du nouveau système, résulte une plus grande facilité de consultation avec un plus vaste rayon de documentation, tant pour le personnel du département que pour les travailleurs et visiteurs. Au cours de l'année, la bibliothèque s'est augmentée d'un bon nombre d'ouvrages, anciens et nouveaux, et d'un don de la bibliothèque de Rideau Hall.

Cette année, reprenant la pratique d'avant-guerre, le conservateur des Archives s'est rendu en Europe afin de surveiller et de compléter la réorganisation du bureau de Londres, en partie immobilisé, et du bureau de Paris, complètement fermé pendant les années de guerre. A Londres, il eut des entretiens avec le directeur des Archives nationales. Il en obtint de précieux privilèges, celui d'un bureau permanent à l'usage du personnel canadien et des facilités particulières pour la transcription des séries concernant l'histoire canadienne. De plus, il put se renseigner, au cours de conversations avec le directeur et différents chefs de service, sur les dernières méthodes de classification des collections d'archives, de sélection et de destruction des documents sans utilité, ainsi que sur le mode suivi pour le transfert des documents périmés des ministères au Public Records Office. Pendant son séjour à Londres, le conservateur des archives fit de fréquentes visites aux nombreux libraires spécialisés dans la vente des documents. Il examina quantité de pièces et fit l'acquisition, selon ses fonds, d'un certain nombre de manuscrits, de gravures et de cartes. Il eut aussi des entretiens avec des collectionneurs particuliers afin de les intéresser à l'enrichissement des Archives canadiennes. Il convient de noter ici, avec l'expression de gratitude du département, que la British Record Association a fait don aux Archives canadiennes de plusieurs liasses de documents de grand intérêt historique.

A Paris, un énorme travail s'imposa pour la réouverture du bureau des Archives, installé dans l'ambassade du Canada. En 1940, la grande collection des fiches et les pièces transcrites, dut être mise en caisses, qui furent placées sous la protection des Etats-Unis, avec tout ce qui appartenait à la Légation canadienne. Lorsque les Etats-Unis entrèrent en guerre, la Légation de Suisse assura la protection de ces biens. Mais les Allemands se saisirent des caisses des Archives, croyant trouver là des dossiers de renseignements. Ils examinèrent chaque document, mais désappointés de ne rencontrer que des pièces du temps de Louis XIV et de Louis XV, ils en déchirèrent une partie et rejetèrent le reste dans les caisses ou sur le plancher avec destruction d'une partie du fichier. A la libération de la France, tout fut ramassé pêle-mêle et transporté, une partie au premier siège de la Légation, rue du Faubourg Saint-Honoré, et l'autre au garde-meuble de la maison Maple. Plus tard, les caisses furent réunies à l'ambassade actuelle du Canada, 72 avenue Foch. Il fallut un travail considérable pour tout remettre en ordre, reconstituer les dossiers et refaire la copie des pièces détruites.

Le conservateur des Archives s'employa à faire compléter ces transcriptions, à obtenir des autorités françaises des facilités de travail, à organiser le cataloguement des pièces et des collections et à dresser le programme du personnel, réduit depuis la guerre de douze à quatre personnes. De plus, il entreprit la recherche de nouvelles sources documentaires et visita nombre de bibliothèques publiques à droite et à gauche et dépouilla de nombreuses collections de pièces offertes par des marchands d'autographes. Deux collections, entre autres, groupaient un nombre considérable de pièces de grand intérêt, mais les prix excessifs qu'on en demandait, $15,000 et $100,000, dépassaient énormément les possibilités du budget des Archives. Il engagea, finalement, des entretiens avec des représentants du gouvernement afin d'obtenir pour le Canada le don des premiers documents officiels à l'origine de sa découverte et de sa colonisation.

Comme résultat de cette visite et de ce travail, un nombre considérable de documents, de cartes et de gravures furent réunis et expédiés en plusieurs caisses aux Archives d'Ottawa. On en trouvera plus loin un sommaire, qui couvre plusieurs pages.

Il ne sera pas hors de propos de mentionner ici les plus intéressantes ou les plus curieuses de ces acquisitions: le journal de S. C. Maitland, membre du personnel du gouverneur général, lord Cathcart, en 1846; le journal d'un officier en service au Canada, de 1837 à 1841, avec des observations sur la rébellion de 1837; le journal d'un voyageur qui parcourut le pays en 1839 et 1840, journal dont on trouvera des passages typiques sur les villes canadiennes dans la section des documents historiques du présent rapport; une collection de lettres au gouverneur Murray entre 1760 et 1763, dont plusieurs fort révélatrices; un groupe de lettres de Pellevé Tate et Thorn complotant une invasion du Canada par la France avec l'aide de partisans américains, entre 1795 et 1796; enfin, un groupe de documents, où Sir James W. Montgomery, président de la cour d'Echiquier d'Ecosse, étudie la situation et la politique des terres dans l'île du Prince-Edouard, entre 1791 et 1798; quatorze dessins de scènes canadiennes, vers 1850, et des aquarelles de la Pointe au Moulin à Prescott, 1885, et de l'église Saint-Paul à Woodstock, 1872.

Parmi les liasses de documents tirés du Public Records Office, de Londres, comprenant des centaines de pièces il faut se contenter de signaler, dans la série Colonial Office, 323, (correspondance officielle entre le Bureau de Commerce et les Colonies), les volumes suivants: volumes 12 et 13 (1748-1757) contenant la correspondance du gouverneur Shirley du Massachusetts sur les questions de la frontière acadienne et des expéditions contre la Nouvelle-France; volumes 15 et 16 (1760-1763) contenant les rapports de Murray et de Burton sur les gouvernements de Québec et des Trois-Rivières et les projets à l'étude au sujet des colonies conquises; volume 18 (1764-1766) contenant des mémoires sur l'île Saint-Jean et les îles de la Madeleine.

Tous ces documents furent rapportés d'Angleterre. Il convient d'y ajouter les lettres patentes créant le gouverneur Poulett Thomson, baron Sydenham. Cette pièce fut ramassée dans la rue près de la Banque d'Angleterre, à Londres, par M. O. Singleton, de Walthamstow, après un bombardement aérien, qui avait détruit plusieurs édifices voisins. Un chien jouait avec le document, quand M. Singleton le lui enleva et l'offrit à Mlle Doris Godfrey, directrice du bureau des Archives canadiennes à Londres.

Parmi les documents rapportés de Paris, il importe de mentionner, tirés de la Collection Clairambault à la Bibliothèque Nationale, les numéros suivants: 555, Journaux des événements en Acadie et au Canada, 1755-1756; 704, querelle entre l'évêque de Québec et le séminaire des Missions étrangères; 794, mémoire de la Compagnie du Nord; 880, mémoire sur l'Acadie; 1015, relation sur le Saint-Laurent; Mélanges sur l'Amérique; lettre et mémoire de l'intendant de Meules sur l'Acadie, 1685-1686. Parmi les liasses des Archives de la Charente-Inférieure, il convient de noter: Etude Sacré, Minutes Teuleron, liasses des années 1647 à 1666; engagements d'hommes et de femmes, artisans et domestiques pour l'Acadie et le Canada, et testaments avant la traversée de l'Atlantique; Etude Menon. Minutes Rivière; Liasses des années 1675-1684; contrats pour la pêche et louages de navires; engagements d'artisans, en particulier pour Cavelier de La Salle. Des Archives départmentales de Marseille, il vaut de souligner l'acte de création d'une Compagnie pour la construction de vaisseaux à l'île Royale, en 1735, pour vente en Espagne; et de la bibliothèque de Carpentras, la lettre de De Lisle, du 30 août 1636, décrivant la torture par les Hurons d'un prisonnier à Québec. Enfin, il ne faut pas oublier, parmi les cartes et les plans, quelques pièces hors pair; Archives Nationales, Colonies $C^{11}A$. 126, Nos 42 et 45: Plans de la ville de Louisbourg, 1739 et

1756; No 116, Plan du fort des sauvages Renards, entre l'Illinois et la Ouabache, 1730; Ministère des Colonies, Dépôt des Fortifications: No 64, Plan du Port-Royal de l'Acadie, 1705; Nos 510, 511, 512, Plans du fort Saint-Frédéric; Service technique du Génie: No 210e, Plan du fort Chambly et Carte du Lac Champlain; Séminaire de Saint-Sulpice: Plan de l'île de Montréal avec la situation des terres et les noms des habitants, 1702. Cette dernière pièce est d'un intérêt considérable, à la fois, topographique et historique.

Selon l'habitude, le rapport de l'année s'accompagne de documents historiques, peu nombreux, vu le coût croissant des impressions et la modicité du budget départemental. Le premier document est un règlement du roi de France, du 27 mars 1647, créant le premier conseil de Québec, composé du gouverneur, du supérieur des jésuites et du gouverneur de Montréal. Ce conseil recevait le droit de réglementer tout ce qui était "nécessaire pour la traite et le bien du pays". De plus, le règlement stipulait l'élection au scrutin de syndics par les habitants de Québec, de Montréal et des Trois-Rivières, lesquels syndics auraient le droit d'entrée et de séance au conseil, sans voix délibérative, afin d'exposer les vues et les intérêts de leurs communautés. Sous une forme modeste et restreinte, ce règlement se trouvait à introduire, pour la première fois dans le pays, le droit du peuple d'élire des représentants. Il marque donc ainsi les débuts, il y a trois cents ans, du régime représentatif au Canada. De fait, dans les années suivantes, à la suite de nouvelles ordonnances de 1648 et de 1657, le peuple reçut finalement le droit d'élire au scrutin quatre conseillers, qui participaient de plein droit à l'administration du commerce des fourrures et de la finance du pays. C'était une participation incomplète, mais efficace et réelle, par le contrôle du budget, au gouvernement du pays. Le règlement de 1647, qui établit le conseil de Québec, marque donc bien les débuts du régime de la participation du peuple à l'administration du pays. Le fait est d'autant plus remarquable que la Nouvelle-France recevait alors sa loi d'une monarchie absolue et que le conseil de Québec devait disparaître, avec l'élection de ses conseillers, en 1663.

Le deuxième document appartient au rayon de la curiosité historique. Il s'agit d'une sentence de Louis XV, le 31 août 1729, qui condamne le capitaine Jean-Baptiste Paul, maître du vaisseau Notre-Dame du Bon Succès, prisonnier à Marseille, à la déportation au Canada, où il ne pourra commander aucun bateau, mais simplement servir en qualité de matelot entre Québec et Montréal! Pour un capitaine de haute mer, c'était évidemment la dégradation. Le document est malheureusement trop bref, et n'indique pas la cause de la condamnation. De plus, il a été impossible de retrouver la trace du capitaine Paul au Canada.

Ensuite vient une troisième pièce, qui montre bien qu'il n'est rien de nouveau sous le soleil. Un précédent rapport, celui de 1942, contenait des documents indiquant que le rationnement de l'alimentation, la fixation des profits et le plafond des prix, comprenant le plafond des loyers, avaient existé au Canada dans le passé. Aujourd'hui, voici une courte ordonnance qui établit le premier système de coupons de viande au Canada, en décembre 1757, voilà presque deux cents ans.

Le document qui suit est un extrait du journal d'un voyageur, traversant le Canada, au cours des années 1838-1840. Ses pages nous font connaître toute une série de villes de cette époque: Smith Falls, Perth, Brockville, Kingston, Port Hope, Toronto, Ste-Catherines, Niagara et Bytown. Malheureusement, si notre voyageur a su évoquer les difficultés du voyage à cette époque, ainsi que le spectacle captivant de la nature sauvage, il reste très avare des détails du milieu et des habitants, sauf dans le cas de Ste-Catherines dont il loue le joli village et l'hospitalité de ses habitants.

Quant au dernier document, c'est un bref tableau de la situation économique et financière du Canada, cent ans passés, en 1847. Cela permet au lecteur des comparaisons qui révèlent l'énorme chemin parcouru par notre pays depuis cette date. Il suffit de rapprocher le total du revenu canadien, soit £719,895 environ $3,450,000, comparé au revenu de 1947, pour simplement huit mois, d'avril à novembre, qui s'élève à $1,826,000,000. Quant aux dépenses, en 1847, elles se chiffrent à £716,052, environ $3,400,-000, comparées aux dépenses de 1947, pour huit mois également, qui se totalisent à $1,253,000,000. Ce qui produit un surplus de $572,000,000 pour seulement huit mois de l'année budgétaire. Il est non moins intéressant de voir, à la lecture des autres tableaux, de quels articles se composaient alors nos exportations et nos importations. Ces divers tableaux forment une leçon de choses qui ne peut manquer d'étonner et de réjouir le lecteur devant l'énorme progrès réalisé par notre pays dans le domaine économique et financier.

GUSTAVE LANCTOT,
Conservateur des Archives.

DIVISION DES MANUSCRITS

I

ACQUISITIONS DIVERSES

ABJURATIONS D'HÉRÉSIE faites par les Hugenots à Québec, 1662-1759. Reproduction au photostat de cartes conservées à l'archevêché de Québec.

BERTHELOT, J. R. Demande de payer ce qu'il doit à Benjamin. (Sans date.) Original. (*Documents divers*, vol. 16, No 51).

BORBRIDGE, H. P. Brevet de sous-lieutenant dans les dragons de la Garde de la princesse Louise, le 20 avril 1899. Original.

BUREAU DES COLONIES. Documents du Bureau des Colonies. Transcription et reproduction au photostat.

C.O. 5/1083. Rapport du colonel Romer sur l'expédition d'Onondaga, 1700.

C.O. 323. Papiers du Bureau du Commerce, vol. 1-9, 1689-1733. Cette documentation se rapporte aux colonies de l'Amérique du Nord et notamment aux fournitures de navires, aux pêcheries et aux fourrures. Aussi des rapports de John Nelson sur les agissements des Français et un projet de conquérir le Canada.

BURRITT, HAMLET. Brevet d'enseigne dans la milice de Carleton, en 1856; nommé prédicateur laïque à Merrickville en 1873; nommé juge de la cour du Banc de la Reine en 1878.

COUR DES COMPTES. Comptes établis. Transcriptions.

A.O.1. Comptes établis, 1771-1789. Liasses 2531-2538; comptes se rapportant aux fortifications.

A.O.3. Comptes relatifs aux arpentages, 1763-1789, vol. 140. Ce volume renferme quelques intéressants rapports de Samuel Holland.

COUR DU BANC DU ROI, BAS-CANADA. Table des honoraires, 1830. Copie.

DE MUY, CHARLES. Pièce démontrant qu'il est franc-maçon, 1761. Archives du séminaire de Québec, *Fonds Verreau*, carton 10, No 131.

DESJARDINS, PIERRE. Deux lettres relatives à ses biens. Reproduction au photostat.

EXTRAITS de naissance, de mariage, de décès de rois de France, de membres de la famille royale et d'autres personnages.

FAILLON, LA COLLECTION. Transcription des archives du séminaire de St-Sulpice, à Montréal. Lettre relative à des sources historiques; trois lettres des Missions Étrangères, 1761-1765; lettre en date de 1694 et sans signature; journal des événements survenus à Québec, depuis le 21 juin 1757 au 29 août 1759.

FLEMING, SIR SANDFORD. Lettre du colonel W. Montagu, des Ingénieurs royaux, en 1875, au sujet d'une route passant sur un territoire qui appartient au ministère de la milice. Original (Fleming, vol. 199, No 1).

GIBSON. Lettres et documents offerts par l'hon. Colin Gibson, P.C., M.C., C.R., Secrétaire d'État.

GUERRE, MINISTÈRE DE LA. Transcriptions.

W.O. 1. Lettres reçues 1846, vol. 554-555. Dépêches relatives à la milice aux moyens de défense et aux territoires de l'Ouest. W.O. 34. Papiers Amherst 1758-1763. vol. 59-65. Quartier-maître général; service des transports etc.; service d'hopitaux, 1757-1763.

JAPON. Instrument de reddition, 1945. Reproduction au photostat.

JONQUIÈRE, MARQUIS DE LA, Lettre à Gradis et fils, 8 novembre 1751. Double.

KIRKPATRICK, GEORGE A. Liste des invitations à dîner qu'il lança en sa qualité de président de la Chambre des Communes, de 1884 à 1886.

KRUPER, AUGUST. Rapport sur l'enlèvement des pierres obstruant le chenal du Richelieu, 20 décembre 1830. (PW1–11).

LAMARQUE, CHARLES NOLAN. Inventaire et description de tous les biens, 1754. Transcriptions du Château de Ramezay.

LAUZON, SEIGNEURIE DE. Terre vendue par Théodore Sureau à Jean Joly, 24 juin 1667. Original. *Documents divers*, vol. 16, No 46.

MANNERS, RUSSELL. Lettre à Henry Dundas, de Charlottetown, en date du 5 février 1810, où l'auteur déclare qu'il est grand prévôt; il offre ses services. Lui et Dundas ont fréquenté le même collège. Original (*Documents divers*, vol. 16, No 52).

MÉMOIRE sur la partie occidentale du Canada, 1763. L'auteur est inconnu. Transcriptions de "Ma Saberdache", *Papiers Viger*, au séminaire de Québec. (*Papiers Viger*, vol. 5.)

Mingan. Entente conclue entre les sieurs Pachot et Lalande au sujet du commerce à Mingan, en 1690. Original. (*Documents divers*, vol. 16, No 45.)

Mondelet, Charles. Lettre de l'abbé F.-H. Leclerc, directeur du collège Masson, à Terrebonne, en date du 28 février 1868, qui demande à Mondelet d'offrir une croix d'argent au collège. Au dos de la lettre se trouve la réponse de Mondelet qui se dit incapable d'accéder à ce désir, Montréal, 29 février 1868. Original. (Mondelet, No 1.)

MONTRÉAL. Notes de la synagogue de—. 1770-1780. Reproduction au photostat.

MOODY, LE LIEUTENANT-COLONEL ROBERT. États de service établis conformément à la circulaire du 22 octobre 1828. Transcription de W.O. 25, col. 768, fol. 183-185.

MORIN, P. L. Le voyage en Amérique, 1837. Voyage de Paris au lac Winnipeg.

NAVIGATION. (1) Livres de loch des vaisseaux, Victoria, C.-B., 1891-1894: *Thermopylae*, 1891; 1893-1894; *Vera*, 1893; *Favourite*, 1900. Ces livres renferment les clauses du contrat ainsi que des renseignements sur l'équipage, le tonnage, etc.

(2) Capture de trois vaisseaux français à Louisbourg, en 1746. Originaux et copie de la condamnation de Louis Erasme par l'Amirauté.

(3) Registre, Napanee, 1874-1881.

NÉGOCIATIONS COMMERCIALES FRANCO-CANADIENNES, 1892. Dépêches du comte de Roseberry, en date du 17 novembre 1792 et explication de sir Charles Tupper, en date du 21 novembre 1892. Copies. (G 18, vol. 36.)

NOUVELLE-ÉCOSSE. Dépêches relatives au gouvernement responsable, en date du 15 septembre et du 3 novembre 1846. Transcription de C.O. 217, vol. 193.

RIEL, LOUIS. (1) Déclaration faite par Louis Riel à un nouvelliste du *Star* qui le vit dans la prison, 2 août 1885. Reproduction au photostat. (Papiers Riel, vol. 1.)

(2) Lettre au juge Hugh Richardson, en date du 14 novembre 1885, où l'auteur demande la permission de voir un nouvelliste du *Globe*. Reproduction au photostat. (*Papiers Riel*, vol. 1, No 4.)

STEWART, J. Il demande le poste de percepteur des douanes à l'Ile du Prince-Edouard; 40 Charing Cross, Londres, 3 juillet 1820. (*Stewart*, No 1.)

STRATHCONA, LORD. Lettre munie de la signature de Robert H. Prowse et datée de Montréal, le 15 mars 1894. Un chemin de fer qui traverserait Terre-Neuve ne raccourcirait pas le voyage de l'Europe au Canada. Le Canada serait heureux de voir Terre-Neuve entrer dans l'Union. L'annexion aux États-Unis soulèverait des difficultés. (*Papiers Strathcona*, vol. 3, No 1.)

TRANSPORTS, MINISTÈRE DES. Documents divers se rapportant aux travaux publics, 1830-1888. (P.W. 3, vol. 1.)

TRÉSORERIE. Transcriptions et reproductions au photostat. T1. Lettres reçues 16 9-1712, vol. 1-157. Rapports et Mémoires: maints renseignements sur l'administration et les finances de la colonie.

T46. Liste des approvisionnements, Halifax, 1760-1765, vol. 21. Québec et Montréal, 1786-1788, vol. 23.

VIGER, J. Ma Saberdache. Transcription des archives du séminaire de Québec. (1) Mémoire sur la domination des Français en Canada jusqu'en 1706; (2) sermon sur la bonne tenue dans les églises, Montréal, avril 1760; (3) rapport du sieur d'Aigremont sur les forts au Canada, 1708; (4) lettres de Vaudreuil, 1708-1724. (*Papiers Viger*, vol. 5.)

Ville-Marie. Bref état et description des biens des écoles de Ville-Marie, 1694. Transcription des archives du séminaire de Québec. Fonds Verreau, No 075. (*Fonds Verreau*, vol. 5.)

II

DOCUMENTS RAPPORTÉS D'EUROPE

Public Records Office:

C.O. 323, Colonies; Général. Correspondance originale. Bureau du Commerce.

Vol. 10-11 (1734-1747). Questions maritimes et commerciales relatives aux colonies américaines.

Vol. 12 (1748-1750). Correspondance avec Shirley. Documents sur la frontière.

Vol. 13 (1750-1757). Correspondance avec Shirley, frontières de l'Acadie, commerce de contrebande, lettres de marque, défense des colonies.

Vol. 14 (1757-1760). Correspondance de sir William Johnson et relations indiennes.

Vol. 15 (1760-1763). Correspondance avec sir William Johnson et relations indiennes. Règlements du receveur général. Annexes du rapport de Murray sur la Nouvelle-France.

Vol. 16 (1763). Rapport de Burton sur le gouvernement des Trois-Rivières. Projets au sujet des nouvelles colonies.

Vol. 17 (1763-1764). Matières commerciales et indiennes. Documents relatifs à la prise de possession de la Louisiane.

Vol. 18 (1764-1766). Questions concernant les nouvelles colonies. Projet de Robert Rogers, Iles de la Madeleine et ile St-Jean.

Vol. 19 (1764-1766). Budgets et papier-monnaie des colonies américaines.

Vol. 20 (1764). Rapport des gouverneurs des colonies sur l'administration des affaires indiennes.

Vol. 21-22 (1765-1766). Demandes de terres dans les colonies.

Vol. 24 Affaires des colonies. Correspondance de sir William Johnson. Mémoire sur la situation du commerce et des affaires indiennes.

Vol. 25-26 (1767). Correspondance du général Gage. Colonisation des terres de l'Ouest. Demandes de terre.

Vol. 27 (1769-1773). Etablissements et concessions de terre. Instructions aux gouverneurs.

Mélanges:

Canadian Pipe Rolls. Edward Fisher, Agent de la province du Haut-Canada, pour les années 1802, 1803 et 1804.

Journal manuscrit de 1846 de S. C. Maitland, de New York, au service à l'Hotel du Gouvernement, Montréal, sous lord Cathcart, gouverneur général.

Journal d'un voyageur au Canada en 1838 à 1840. Texte anglais.

Monck, lord: Lettre au duc de Buckingham, au sujet d'une brochure sur la Nouvelle-Ecosse, 29 août 1818.

Lettre non terminée au duc de Buckingham au sujet du mécontentement des habitants de la Nouvelle-Ecosse à la suite de la confédération des provinces anglaises de l'Amérique du Nord. (Sans date.)

Documents offerts par la British Record Association:

Mémoire au Sujet des Limites de la Nouvelle Ecosse ou de l'Acadie (incomplet—) 1751.

Imprimé: *The Memorials of the English and French Commissaries concerning the Limits of Nova Scotia or Acadia.* London, 1755.

(1756). Observations des Commissaires François sur le Mémoire qu'ils ont fait imprimer des Commissaires du Roi de la Grande-Bretagne au sujet des Limites de La Nouvelle Ecosse ou Acadie. (Original.)

(1745). Carte. Partie Orientale de la Nouvelle France ou du Canada par M. Bellin (1756).

(1751). octobre 4. Paris. Mémoire Des Commissaires du Roy en Réponse aux Mémoires des Commissaires de sa Majesté Britannique des 21 septembre 1750 et 11 janvier 1751 concernant l'Acadie. Imprimé.

Six jetons de commerce américains et canadiens.

Une série de vues de paysages et de villes du Canada.

Instructions de John Rose, commandant le sloop *Isabella*, 14 janvier 1818.

Lettre du révérend Henry Caswell, de Brockville, Ont., à sa mère, racontant la bataille de Prescott, 22 novembre 1838.

Journal manuscrit d'un officier anglais, qui fit voile pour le Canada par voie de New York en mai 1838 afin de rejoindre son régiment à Toronto. 1838-1841.

Murray, 10 lettres autographes:

7 lettres de lord Elibank, au général Murray.

1 lettre de lord Lauderdale au général Murray.

2 lettres de Richard Murray au général Murray.

Transport des biens de la succession de lady Littler, dans l'île du Prince Edouard, 28 septembre 1858.

Ragueneau, Paul. Contrat de mariage de Douaire de Bondy et Marguerite de Chavigny, 25 juillet 1656. Nombreuses signatures.

Lettre d'Alexander Johnstone au gouverneur Murray, 9 juillet 1763.

Canada. Onze lettres de Pellevé, Tate et Thorn au sujet d'un plan de capture du Canada par la France avec l'aide de partisans américains. 1795-1796.

Rapport d'une Cour martiale pour le général Butler, Halifax, juin 1910.

Appel au Conseil Privé d'Edmund Waters, Ile du Prince-Edouard, 1817.

Transport de propriété de Thomas Benson, Québec, 1834.

Lettres et documents divers.

Le duc de Bedford au duc de Newcastle, 9 mai 1761, discutant les conditions de paix avec la France.

Projet d'adresse à Robert Dinwiddie, (c. 1756).

Projet de résolutions à Robert Dinwiddie, (c. 1756).

Prince-Edouard (Ile du). Deux lettres de sir James W. Montgomery au major Robert Gray, au sujet de l'administration du gouverneur Fanning, 8 et 12 mars 1792. Photostat.

Sir James Montgomery au gouverneur Edmund Fanning, au sujet des terres, 30 avril 1798. Photostat.

Mémoire de James Montgomery sur la situation de l'ile du Prince-Edouard (1791). Photostat.

Yeo, sir James Lucas. Rapport signé de la défaite des Américains dans leur expédition contre Kingston et Montréal, 6 décembre 1813, et deux lettres de 1813.

Sydenham, lord. Lettres patentes accordant à Poulett Thomson le titre de lord Sydenham, 1840.

Gravures

5 vues de Montreal c. 1840.

Aquarelle—Prescott Mill Point c. 1865.

Aquarelle—Eglise St-Paul, Woodstock, 1872.

Aquarelle—Chevalement à Strathroy, c. 1870.

Lithographe: Washington à la Monongahela.

Album de photographies, prises en 1864, avec des vues de Montréal, Hamilton, Québec, Grimsby, etc.

Canada. Quatorze dessins de scènes canadiennes par F.B. c. 1850.

Groupe de vues modernes du Canada et quelques vues de la descente des rapides du St-Laurent par l'armée du général Amherst, 1760. Par Thos. Davies, officier d'artillerie.

Imprimés

Addresses presented to H.R.H. The Prince of Wales during his State visit to British North America in 1860, with the replies thereto printed by the Duke of Newcastle, 1860.

Illustrated Catalogue of the Museum of the Public Record Office, 1938.

Statutes, Rules and Schedules governing the disposal of public records by destruction or otherwise, 1877-1913, 1 vol. 1914.

Brochures diverses.

Bibliothèque Nationale:

Collection Clairambault:

533. Journaux des événements militaires en Acadie et au Canada, 1755-1756.

578, 580, 599. Maréchal d'Estrades; équipement de navires pour le Canada; ordre au capitaine Gargot; chargement de fusils, 1650.

659. Arrêt du Conseil d'Etat concernant La Tour, 6 mars 1644. Arrêt pour le Canada, 6 mars 1645; arrêts concernant le conseil de Québec, les pensions aux pères de famille nombreuse, un règlement de police, etc., 1647-1672.

660. Arrêts du Conseil: Frontenac; papier-terrier, navires; ferme d'Occident; terres non défrichées; duchesse d'Aiguillon; chapeaux de castor; vente de l'eau-de-vie, etc., 1675-1687.

664. Attributions des ministres, secrétaires d'Etat, 1669.

673. Ordre d'arrêter les Crisafy, 1684.

675. Pension de l'évêque de Québec, 1685.

680, 681. Louis de Beaujeu, 1691; évêque de Québec, 1692.

682, 684. Pension de Madame de Frontenac; surséance de Frontenac.

699. Correspondance au sujet de Vaudreuil, 1704.

704. Querelle entre l'évêché de Québec et les Missions étrangères.

734, 764, 765, 770. Marquisats. Cours de justice.

775. Navires du Canada, 1688.

782. Cardinal Jean Le Veneur, 1543. Pensions de Montmagny Tracy et Razilly, 1743.

785. Cour des Monnaies.

788. Guillaume de Caen, auditeur des comptes, 1583.

791. Colbert au sujet des familles nombreuses.

794. Mémoire de la Compagnie du Nord.

795, 796. Chevalier de Mariemont. Amirauté.

801, 810, 812. Remy de Courcelles, De Jordy de Cabanac, Vaudreuil, Montcalm.

813 à 838. Volumes mentionnant des officiers du Canada occupant des postes particuliers en France.

854 à 856. Ordonnances de la Marine, etc.

858, 859, 863. Mélanges.

864. Voyage à Terre-Neuve et lettres, 1672-1678.

879. Fezeret, Franquelin, Denis et Fronsac, Lettres de Frontenac, 1693-1696; Relation de Champigny, 1692.

880. Mémoire sur l'Acadie.

1015. Relation sur le Saint-Laurent.

Dossiers bleus, vol. 558. Razilly.

Cabinet d'Hozier, vol. 285. Razilly.

Pièces originales, vol. 2443. Razilly.

Mercure Galant, mars 1704. Razilly.

Nouveau d'Hozier. vol. 134-256-1147. Fevret de St-Mesmin.

Mélanges sur l'Amérique. Lettre et Mémoire sur l'Acadie, de l'intendant de Meules, 1685-1686.

Archives de la Charente Inférieure. La Rochelle:

Etude Sacré. Minutes Teuleron.

Liasses, années 1647 à 1666. Engagements d'hommes et de femmes pour le Canada et l'Acadie, contrats d'association et testaments avant départ.

Etude Menon. Minutes Rivière.

Liasses, années 1673-1684. Contrats pour la pêche et engagements d'artisans en particulier par La Salle.

Etude Menon. Minutes Rivière et Soulard.

Liasses, années 1685-1688. Contrats de vente ou pour la pêche et engagements d'artisans.

Liasses des années 1719-1737. Contrats de mariage, d'association ou d'assurance, ainsi qu'engagements d'artisans pour le Canada et l'île Saint-Jean.

Marseille, Archives Départementales:

1. Ordonnance défendant de naviguer aux Amériques sans congés écrits à la main, 28 novembre 1646.
2. Ordre du Roi pour la déportation du capitaine Paul au Canada, 31 août 1729.
3. Passeport du Roi pour le commerce maritime au Canada, 25 janvier 1707.
4. Commission de guerre et de commerce pour le Canada, 10 mai 1707.
5. Compagnie pour la construction de vaisseaux à l'île Royale, 18 janvier 1735.

Carpentras, Bibliothèque Municipale:

Lettre de De Lisle décrivant la torture d'un Indien. Québec, 30 août 1636.

Cartes

Archives Nationales. Colonies C^{11} A.

Vol. 126, No 42. Plan de Louisbourg, 1739. Vol. 126, No 45. Plan de la ville de Louisbourg, 1756. Vol. 126, No 105. Plan de la ville de Montréal. Par Chaussegros de Lery, 4 octobre 1727. Vol. 126, No 116, Plan du fort des Sauvages Renards, entre l'Illinois et la Ouabache. Par Chaussegros de Lery, 10 novembre 1730.

Archives Nationales. Marine.

B. 4. No 285. Plan du retranchement à Lorembec, 1757. Plan des retranchements aux Anses, au Ruisseau et au Sable, 1757.

Ministère des Colonies. Depôt des Fortifications. Carte Amérique Septentrionale.

No 64. Plan du Fort-Royal de l'Acadie. Par le Sr. Labat, 25 novembre 1705.

70. Carte du goulet du Port Royal de l'Acadie. Par De Labat, 9 octobre 1708.

411. Plan du rempart et de l'Anse de la Canoterie. Par Chaussegros de Lery, 15 octobre 1732.

506. Plan d'une redoute à la Pointe à la Chevelure. Par Chaussegros de Lery, 14 novembre 1731.

507. Plan d'un petit fort à la Pointe à la Chevelure. Par Chaussegros de Lery.

510. Nouveau fort à la Pointe à la Chevelure. Par Chaussegros de Lery, 1733.

511. Fort de la Pointe à la Chevelure. Par Chaussegros de Lery, 20 septembre 1737.

512. Plan du fort Saint-Frédéric. Par Chaussegros de Lery, 30 octobre 1737.

514. Plan du fort et redoute de la Pointe à la Chevelure. Par Chaussegros de Lery. (Sans date.)

Service Technique du Génie. Canada et Ile Royale.

Mémoire sur le Canada, Mss. Série en folios:

No. 210d. Plan du Fort La Joye. Ile Saint-Jean. (Sans date.)

No. 210e. Havre de Louisbourg, 1714.

No. 210e. Plan du fort de Chambly.

No. 210e. Carte du Lac Champlain, du fort de Chambly au Lac Saint-Sacrement.

Article 14. Places étrangères: Louisbourg.

Carton No 1. Pièce No 1 a. Carte générale de l'Ile Royale, 1714.

Séminaire de Saint-Sulpice.

Description générale de l'Ile de Montréal avec situation des terres et noms des habitants, 1702.

DOCUMENTS HISTORIQUES

LE CONSEIL DE QUÉBEC DE 1647

Débuts du régime représentatif au Canada

Reglement pour établir un bon ordre et police en Canada.
27 mars 1647[1]

Le Roy estant en son Conseil, la Reyne Regente sa Mère presente: Ouy le rapport faict par les sieurs Laisné, de Morangis et de Mesmes, Conseillers au dit Conseil, et Commissaires deputez par sa Majesté pour les affaires de la nouvelle france dite Canada, suivant l'arrest du 22. Febvrier dernier, De la requeste à luy presentée par ses sujets habitans du dit pays, contenant leurs plaintes sur les abus et malversations qui s'y commettent au faict des traictes de pelteries, et autres differents, en telle sorte que s'il n'y estoit promptement pourveu, l'effect du glorieux dessein de sa Majesté, d'y procurer l'Estendue de la foy, seroit non seulement frustré, mais le bien de son service, et l'accroissement des Colonies françoises retardé, et le repos de ses dits subjects alteré, ensemble des actes, lettres et memoires mis ès mains des dits sieurs Commissaires, tant de la part des directeurs et associez de la Compagnie de la d[itte] nouvelle France, que des d[its] habitants et principaux officiers du dit pays, et des articles accordez entre les dits Directeurs et les dits habitans, le quatorzième Janvier mil six cens quarante cinq, et l'arrest d'homologation d'iceux, du cinquiesme Mars en suivant: Tout veu et considéré, Sa Majesté, en son dit Conseil, La Reyne Regente sa Mère presente, voulant pourvoir aux dits abus, et faire vivre ses subjects de la Nouvelle France, en paix, union, bon ordre et police, A faict et ordonné le Réglement qui s'en suit.

SÇAVOIR, qu'il sera estably un Conseil composé du gouverneur du dit pays, et jusqu'à ce qu'il y ayt un Evesque du Superieur de la maison des Jesuites qui sera lors à Quebec, ensemble du Gouverneur particulier de l'isle de Montreal, Et en l'absence du Gouverneur du dit pays, et du Gouverneur particulier du dit Montreal, de leurs Lieutenans; Lequel Conseil se tiendra en la Maison commune ou est estably le Magazin de Quebec.

Que par le dit conseil à la pluralité des voix, sera pourveu à la nomination du general de la flotte, des Capitaines et autres officiers des vaisseaux, des commis et Controolleurs de la Traicte, tant dans le dit pays qu'en France.

Sera aussi par le dit Conseil nommé un Secrétaire qui ne pourra estre domestique d'aucun de ceux qui composent le dit Conseil, pour garder les Registres, Recevoir et expedier les actes, Commissions et resultats, des Deliberations, et les delivrer à ceux qu'il appartiendra: Lequel secretaire pourra aussi recevoir tous autres actes et contracts qui se passeront entre les particuliers, comme Notaires et personne publique, faisant signer deux tesmoins avec les parties, conformement aux ordonnance gardées en France.

Seront au dit conseil, veuz, examinez et arrestez tous les comptes reglez les gages et appoinctemens des officiers et commis, et generalement pourveu à tout ce qui sera necessaire pour la Traicte et le bien du dit pays, sans que les dits officiers et Commis puissent pretendre aucun profit directement ou indirectement autre que les appoinctemens qui leur seront accordez par le dit conseil, ny estre nourris aux despens du Magazin; ce que sa Majesté defend tres expressément à l'advenir.

[1] F[3], t. 3, p. 169.

Le General de la d[itte] flotte, et les Syndics des habita[n]s de Quebec, des trois rivieres et de Montreal auront entrée et scéance au dit Conseil, sans voix délibérative, pour y representer seulement ce qui regarde leurs charges, et l'interest de leurs Communautez.

Seront les officiers comptables, tenus de rendre compte au dit Conseil de leurs maniemens, pour les années mil six cens quarante cinq, et mil six cens quarante six, un mois après l'arrivée de vaisseaux à Québec en l'année presente: Ce qu'ils feront aussi par chacun an à l'advenir dans ledit temps, dans lequel aussi, toutes les affaires importantes se traicteront et resouderont, autrement et à faute de rendre compte, les dits comptables y seront contraincts par toutes voyes duës et raisonnables, mesmes par corps, sans que les dits officiers comptables puissent estre continuez en leurs maniemens, ny pourveuz d'autres charges, qu'après avoir rendu et appuré leurs dits comptes. La minute desquels, avec les pièces justificatives d'iceux, demeureront entre les mains du Secrétaire qui en délivrera un double au comptable, et en envoyera un autre aux Commissaires députés par Sa Majesté pour les affaires de la Nouvelle France, à peine de radiation de ses gages.

Sera procedé tous les ans au dit Conseil au retour des vaisseaux à la nomination des officiers qui ne pourront estre continuez en mesme charge plus de trois ans de suite, et presteront les dits officiers serment au dit Conseil.

Sera permis à l'advenir à tous les habitans François du dit pays, de traicter et faire commerce de peaux et pelteries avec les Sauvages, de leurs fruicts provenans du dict pays seulement, et à la charge et non autrement, d'apporter aux magazins communs, toutes les peaux et pelteries qu'ils auront reçeues avec les dits Sauvages, pour le prix qui leur en sera payé, ainsi qu'il sera reglé par le dit Conseil, à peine de confiscation d'icelles, et d'amende arbitraire.

Toutes lesquelles susdites peaux et pelteries, et autres qui auront esté traictées au profit commun des marchandises amenées de France, seront venduës en France par ceux que le dit Conseil aura commis, dont l'un d'iceux tiendra bon et fidel controolle de la vente, pour toutes les charges prealablement acquittées, estre le prix d'icelle, employé au bien et augmentation des colonies françoises, et à la conversion des Sauvages, ainsi qu'il sera ordonné par le dit Conseil.

Et à cet effet, Sa Majesté pour pourvoir à la conservation du pays et entretenement des garnisons qui y sont à présent, a ordonné que le Gouverneur du dit pays sera payé par chacun an par le Commis et Receveur général de la Traicte en France, de la somme de vingt cinq mil livres, tant pour ses appoinctemens et de ses Lieutenans à Quebec, et aux trois rivières, officiers et soldats, que pour leur nourriture, et pour entretenir les Forts ès dits lieux, d'armes, munitions de guerre et de bouche, et toutes choses necessaires pour la conservation d'iceux, lesquelles garnisons seront de soixante dix hommes au moins, qu'il despartira aux dits lieux, ainsi qu'il jugera à propos.

Et pour le Gouverneur particulier de Montreal, il sera aussi payé par chacun an par le dit commis et Receveur general, de la somme de dix mil livres, tant pour les appointemens, et de son Lieutenant, officiers et soldats, que leur nourriture, et pour entretenir le fort de Villemarie, de Montreal, de toutes munitions de guerre et de bouche, dans lequel il y aura garnison du moins de trente hommes. Sera aussi payé par chacun an au Supérieur des Jésuites ès Missions du dit pays, la somme de cinq mil livres, pour pourvoir à la nourriture et entretien de ceux qui s'employent aux missions de tout le dit pays.

Sera par chacune année passé dans les vaisseaux de la flotte du dit pays sans aucun frêt, soixante dix tonneaux de vivres, munitions et hardes pour le Gouverneur et les garnisons de Quebec, et des trois rivières: trente tonneaux pour le Gouverneur particulier et garnison de Montréal: trente tonneaux pour les Pères Jésuites, si tant en est besoin, et ce qui a esté accordé cy devant pour les Urselines et hospitalières, et pour tous les autres de quelque qualité et condition qu'ils soient, ils payeront le frêt, fors et excepté les nouveaux habitans qui passero[n]t de France au dit pays pour s'y establir, pour lesquels pendant les deux premieres années, on passera les vivres et hardes sans aucun fret.

Les Syndics de Quebec, des trois rivieres et de Montreal seront esleus chacun par les habitans des dits lieux, chacun an par scrutin, et ne pourront estre continuez plus de trois ans de suite.

Ne sera delivré cy après aucun congé à l'admirauté pour aller dans le fleuve Sainct Laurent, qu'à ceux de la flotte du dit pays, et si aucuns autres s'y trouvoient à l'advenir, les vaisseaux et marchandises demeureront confisquées, nonobstant tous congez qu'ils auroient pu obtenir au prejudice du present reglement. Sera par chacun an, envoyé par le dit Secrétaire aux dits Commissaires deputez par sa Majesté, un bref estat des affaires du dit pays, du nombre et qualité des hommes qui seront dans les garnisons, et autres choses necessaires, pour en informer sa dite Majesté, et pourvoir à l'augmentation ou retranchement des dites garnisons, ainsi qu'elle jugera estre à faire pour le bien du dit pays.

Sera le present reglement leu et publié à l'arrivée des vaisseaux, et enregistré au greffe du dit Conseil, qui sera estably à Quebec, pour y estre gardé et observé selon sa forme et teneur, du jour de la publication d'iceluy, jusqu'à ce qu'autrement par Sa Majesté en ayt esté ordonné.

Et neantmoins, les garnisons du dit pays seront nourries aux despens des Magasins de la dite Traicte, ainsi que par le passé, jusqu'au retour des vaisseaux à Québec, en l'année prochaine mil six cens quarente huit seulement.

Faict au conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, la Reyne Regente sa Mère présente, tenu à Paris le vingt septiesme jour de Mars mil six cens quarante sept.

Signé: Delomenie.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France et de Navarre: A nostre très cher et bien amé le Sieur Charles Huault de Montmagny, Chevalier de l'ordre de Sainct Jean de Hierusalem, gouverneur et notre Lieutenant general dans toute l'estendue du fleuve Sainct Laurent, et terres adjacentes, et à tous autres nos officiers du dit pays, chacun en droict comme il appartiendra, Salut. Nous de l'advis de la Reyne Regente nostre très honorée Dame et Mère; voulons et vous ma[n]do[n]s par ces prése[n]tes signées de nostre main, que l'arrest do[n]t l'extraict est cy attaché souz le co[n]tre-scel de notre chancellerie, ce jourd'huy doné en notre Conseil d'Estat, nous y esta[n]s porta[n]t reglement pour les affaires de la Nouvelle fra[n]ce, dite Canada: Vous ayez à exécuter et faire executer de point en point selon sa forme et teneur, nonobstant oppositions ou appellations quelsconques, pour lesquelles ne sera differé. De ce faire vous donnons plein pouvoir, authorité, commission et mandement spécial: Car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le vingt septiesme jour de Mars, l'an de grace mil six cens quarante sept. Et de nostre règne le quatriesme. Signé: LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, la Reyne Regente sa Mère presente; Signé: De Lomenie. Et scellé de cire jaune sur simple queuë.

Collationné aux originaux, par moy Conseiller et secretaire du Roy et de ses Finances.

Lecoq.

SENTENCE CONTRE UN CAPITAINE DE NAVIRE[1]

Enrégistrement d'ordre du Roy adressé à Monsieur Gerin lieutenant général de l'Amirauté qui ordonne que Jean Baptiste Paul sera tenu aux prisons de ce palais et pour le faire passer dans la colonie de Canada et y venir en qualité de matelot.

De Par le Roy — il est ordonné au greffier des prisons de la ville de Marseille de retenir dans les dites prisons le nommé Jean Baptiste Paul cy devant patron du vaisseau la N-D. de Bon Succès. Sa Majesté l'ayant destiné pour passer dans la Colonie de Canada d'où il ne pourra sortir à peine de désobéissance et sans laquelle il ne pourra commander aucun bâtiment, mais seullement naviguer en qualité de matelot sur ceux qui font la navigation à Québec et Montréal.

Fait à Versailles le 31 aoust 1729.

Signé Louis et plus bas Phelypeaux —

Recouvré l'original du dit ordre cy dessus et enrégistré par moy remis au greffe le 9 septembre 1729 — Emerigon.

Arch. dep. d. B. d. Rh.
Fonds de l'amirauté IX B5.
Insinuation 1711-1730.
f° 873 Vo, 874 R°—

PREMIERS COUPONS DE VIANDE AU CANADA[2]

1757, 4 décembre

De par le roy
Et monsieur le lieutenant general de police

Le public Est averty que toutes les paires familles comprise sur le rolle des viande de boucherie quil plait à M. l'Intendant de leur faire distribuer à six sols la livres par chaque huit Jour seront tenus de se rendre Jeudy prochain deux heures de relevés ches M. labarthe gardes des magasins du roy pour y prendre chacun leur billet de boucherie a raison d'une livres de viande par jour suivant le nombre des personnes dont chaque familles Est composée Et continuront chaque huitaine a six heure au jour qu'il leur sera fixé par mon dit Sr. LaBarthe passé le quel Jour il ny seront plus recüe pour le restant de la Semaine deffendons a tous particuliers quil plait au roy de gratiffier de cette faveur dachepter soit sur le marche de cette ville soit partout ailleurs dautre Beuf destiner a la subsistance des autres domicillier nom compris sur led. rolle a peine d'en Etre rayée Eux même Et afin que personne de ceux qui y sont compris nen puisse pretendre cause d'Ignorance sera notre presente ordonnance lue publiée Et affiché Issus de la grande messe de paroissialle aux Endroits accoutumées de cette ville Et faux bourg Mandons &c. a Montreal le quatre decembre Mil Sept cens cinquante Sept Signé Guiton Monrepos.

La presente ordonnance a Ete lue publiée Et affiches Issue de la messe paroissialle Et aux lieux Et Androits accoutumes par huissier Soussigne ce Jourdhuy dimanche quatre decembre mil Sept cens cinquante Sept Signé Houllier.

[1] Archives du Canada, Pièces diverses, Marseille, Ordre du roi au sujet de Jean Baptiste Paul. Versailles, 31 août, 1729.

[2] Archives du Canada, *Ordonnances*. Montréal, vol. 5. Ordonnance de M. de Monrepos, 4 décembre 1757.

COUP D'OEIL SUR SMITH FALLS, PERTH, BROCKVILLE, KINGSTON, PORT HOPE, TORONTO, STE-CATHERINE, NIAGARA ET BYTOWN[1]

Smithsfalls

Ce fut au cours d'un dimanche que je pénétrai dans ce village enseveli dans d'immenses forêts sur les bords de la Rideau. Le Gouvernement britannique fait creuser un canal qui, par l'intermédiaire d'une série de petits lacs, comme les lacs Black, Mud et Rideau, et de la rivière Rideau elle-même, reliera Kingston à l'Outaouais; en conséquence, ces travaux publics amènent un grand nombre de spéculateurs. Et là où les hommes se rassemblent, des villages bientôt surgissent.

La Rideau prend son origine dans le comté de Leeds, à une journée de distance du Saint-Laurent, au lac des Mille-Iles; près de la source du lac Rideau, la rivière Gannanoqui verse ses eaux dans le Saint-Laurent, en aval de Kingston. Une distance de 190 milles sépare l'embouchure de ce lac du lac Ottawa; une distance de 160 milles, sur le Saint-Laurent, sépare l'embouchure de la rivière Gannanoqui de l'embouchure de la rivière Ottawa. Ces lieux se prêtent à ce moyen de communication et les capitaux britanniques ainsi que l'initiative américaine n'ont pas manqué, lorsqu'il s'est agi de faire disparaître certains obstacles. Les excavations considérables et la série de solides écluses établies sur cette rivière méritent de retenir l'attention des curieux, tandis que l'observateur enclin à la philosophie peut, lui aussi, constater avec plaisir l'essor rapide des villes échelonnées sur ces rives ainsi que la naissance d'une vie commerciale que la navigation suscite dans cette solitude.

Ce dimanche étant un jour de repos, les hommes s'étaient retirés dans leurs cabanes, après une semaine de labeur; en conséquence, le village était muet et silencieux comme un tombeau. Lorsque j'y pénétrai, je rencontrai un vieillard solitaire et tout courbé sous le poids des ans; il flânait le long du canal en pensant à des amis qu'il ne reverrait jamais. Une jeune fille, toute resplendissante de jeunesse et de beauté, était assise près de la porte d'une maisonnette rustique; elle avait à ses côtés une jeune sœur. Ce tableau d'une candide simplicité comportait aussi un homme aux yeux rêveurs et dont le teint cuivré par le soleil indiquait qu'il était né dans un autre hémispère; il méditait, seul sur un rocher au-dessus des eaux qui tombaient en cascade sur des rives escarpées. Je m'approchais de cet étranger pour lui demander s'il y avait un hôtel en ces lieux lorsque, sur un pont d'une architecture grossière, je rencontrai un campagnard, employé au creusage du canal, qui me demanda si je venais des vieux pays. Un autre s'enquit du salaire que recevaient ceux qui creusaient des canaux, en d'autres endroits; mais ni l'un ni l'autre ne purent me donner des renseignements satisfaisants sur l'hôtel. Un troisième dit: "Vous voulez un hotel? Le voilà." Et il m'indiqua une cabane en bois ronds de l'autre côté de la rivière. Mes questions avaient attiré sur mois les regards de l'étranger. Il quitta son siège et m'examina pendant un instant; puis il se jeta dans mes bras: c'était mon frère!

Perth

Accompagné d'un ami je quittai Smithsfalls et je suivis avec hésitation un sentier dans la forêt. Après avoir marché une distance de quatre milles, nous arrivâmes au village de Poonamallee sur la Rideau. Nous franchîmes la rivière et, en nous dirigeant vers l'ouest, nous nous enfonçâmes dans la forêt; en passant au-dessous des branches entrelacées des arbres, nous connûmes cette douce mélancolie qui règne au sein de ces obscures profondeurs.

[1] Journal manuscrit d'un voyageur qui visita le Canada en 1838, 1839 et 1840.

Tant de feuilles mortes s'étaient amoncelées dans notre sentier que souvent il fallut l'œil d'un *Mengwe* pour en découvrir les sinuosités à peine perceptibles. J'avais de grosses bottes sauvages; je pus donc franchir plusieurs étangs boueux ainsi que plusieurs marais dont l'humidité engendre des maladies contagieuses si funestes au voyageur qui n'est pas habitué à ce climat*. Nous franchîmes un ou deux ruisseaux en tombant quelquefois dans l'eau, et nous arrivâmes au vieux chemin militaire qui relie Bytown à Perth. Nous y pénétrâmes au moment où le soleil se couchait dans la pénombre du paysage en illuminant d'un dernier rayon rouge les clochers et le verre des fenêtres de ce village solitaire. Perdu au sein d'une épaisse forêt et habité par des anciens soldats britanniques en retraite, Perth présente d'abord un aspect imposant qui s'évanouit quand on l'examine avec attention. Il est situé sur les bords de la Tay, rivière au cours lent, qui se jette dans la Rideau. Deux ponts ont été construits sur cette rivière, mais ce village peut à peine offrir au voyageur une auberge comfortable. Au fait, les environs sont tellement déserts que l'on est surpris de trouver dans un endroit si éloigné des vestiges de civilisation. Après avoir longtemps cherché, nous pûmes obtenir un mauvais lit qui eut pour résultat de nous éveiller tôt le lendemain. Nous décidâmes d'aller sur l'eau. Nous achetâmes un canot d'un sauvage errant et, avec l'aide de l'aviron, nous descendîmes la rivière tandis que les maisons de Perth disparaissaient à l'horizon et que nous pouvions contempler avec joie la vaste étendue bleue des eaux encerclées par le clair-obscur des forêts impénétrables.

Nous pénétrâmes dans un pays inculte et désert. Les vastes et soudaines sinuosités de la rivière, les arbres qui s'élevaient sur les rives plates et dont les troncs étaient à moitié recouverts d'eau, les feuilles d'érable, d'un rouge vif, qui tombaient sur le sol, les teintes rousses des peupliers, le vert sombre des épinettes, le vert plus gai des saules, le pourpre des cornouillers, le brun des bouleaux et des mélèzes mêlaient leurs nuances et présentaient des effets de lumière et d'ombre tels que la plume ou le crayon essayerait en vain d'en représenter la beauté enchanteresse.

La Tay serpentait au milieu d'un riche amalgame de couleurs qui offraient, à chaque détour, des beautés nouvelles s'ajoutant aux parures de l'automne. Si ses rives ne sont pas escarpées, la Tay révèle, à qui la parcourt et la considère elle-même, des paysages pittoresques, sauvages, silencieux et solitaires; et l'absence de l'homme ajoute au charme et à la beauté de ces lieux. Sous le coup des avirons, l'onde éveillait des échos sur les deux rives; alors le martin-pêcheur surpris s'enfuyait avec rapidité de la rivière en poussant un cri aigu et se refugiait dans la forêt avec le geai et le pic huppé. On voyait souvent un grand nombre de canards sauvages sur la rivière; quelquefois un vieux cormorant venait à la surface de l'eau et un faucon quittait une branche pour s'élancer sur sa proie scintillant dans l'onde. Le soleil apparut et darda sur nous ses rayons les plus chauds; nous les trouvions insupportables et nos efforts augmentaient notre malaise, mais il nous fallait avironner sans cesse pour arriver à l'endroit désiré. Sans tenir compte de la chaleur et de la fatigue, nous allâmes plus vite. Mais notre voyage subit une interruption: notre frêle canot se heurta fortement contre un tronc d'arbre, alors que nous étions malheureusement distraits par un grand nombre d'oiseaux aquatiques. En une telle conjoncture, le désespoir s'empara de nous: l'eau remplissait rapidement notre embarcation. Je pouvais nager, mais mon ami en était incapable. Même s'il en eût été capable, une rive était tellement envahie par l'eau et l'autre si obstruée de branches, de roseaux et de vase que le sauvetage, par l'un ou l'autre côté, devenait difficile. Personne ne connaît la puissance de son intelligence... jusqu'à ce qu'il en fasse l'essai; c'est alors qu'il la trouve plus vaste qu'il ne l'avait cru tout d'abord.

* Parmi les cent hommes qui travaillaient à Mudlake, quinze succombèrent, un jour, à la malaria.

Comme des Iroquois qui s'éloignent rapidement de leurs ennemis, nous fendîmes les eaux avec la rapidité de l'éclair surgissant du sein d'épaisses ténèbres. Chaque fois que l'on pouvait se reposer, on vidait le canot. La chance nous procura enfin un lieu où il nous fut possible d'atterrir, de renverser le canot et de le réparer. De nouveau nous nous confiâmes à la rivière, avec nos avirons; mais le rapiécetage laissait passer l'eau qui entrait maintenant dans le canot avec plus de rapidité que la première fois. Il nous fallait sauver nos vies. Nous étions à bout de force; mais de nouveau nous apercûmes une petite baie que nous nous hâtâmes d'atteindre et nous vidâmes le canot une seconde fois. On s'imagina alors que si l'on tentait encore une fois cette dangereuse entreprise, on arriverait peut-être au but. Nous descendîmes donc de nouveau la rivière; mais au moment où nous caressions cette espérance, nous fûmes rapidement recouverts d'eau comme auparavant. Ici la région était marécageuse. Que faire! Mais nos efforts furent couronnés de succès. La vue d'un filet de fumée s'échappant d'une hutte dans la forêt nous donna l'espérance d'être secourus. Nous nous dirigeâmes vers cette habitation amie et bientôt nous posâmes le pied sur la rive verdoyante. En suivant un sentier raboteux, nous apercûmes une cabane isolée et d'un aspect sauvage. Nous nous en approchâmes et nous rencontrâmes une jeune fille dont les cheveux flottaient sur les épaules; quand elle nous vit, elle poussa un cri comme une sauvagesse et s'enfuit dans la forêt. Nous entrâmes dans la cabane; les paroles de deux ou trois enfants braillards et assis sur le plancher, tout nus, nous révélèrent que ces gens étaient des Écossais. La pièce exhibait tous les objets que l'on trouve dans un village de Hottentots: épis de maïs, peaux de fourrures, poissons, meubles très primitifs. Après avoir cherché dans un tas de guenilles, nous trouvâmes de la cire de cordonnier avec laquelle nous réparâmes le canot. Ainsi nous entrâmes dans le lac Rideau sans avoir subi d'autre interruption, compte non tenu d'un portage. Voilà comment des victoires remportées sur les obstacles accroissent notre bonheur; l'effroi que suscite un objet éloigné diminue de moitié quand on s'en approche.

Brockville

Après un voyage difficile, au cours d'une longue journée automnale (28 septembre), nous arrivâmes à Brockville. L'auberge de Wheeler était remplie de gens venus dans le dessein de fonder une banque en opposition à celle de Little York. Je n'avais en aucune façon le désir de m'occuper de cette affaire; je voulais me rendre à St-Régis.

Après le petit déjeuner, je marchai de Brockville à Prescott. Le long du chemin, les pruniers sauvages abondaient. Les vergers, les champs de maïs et les fermes hollandaises s'épanouissaient sous les rayons du soleil jusqu'au moment où une pluie torrentielle vint endeuiller le paysage et attrister mon imagination, alors que je reposais mes regards sur le Saint-Laurent qui roulait ses eaux entre ses rives profondes et romantiques.

Kingston

Nous atteignîmes le vapeur à Brockville au cours de la nuit et nous traversâmes le lac des Mille-Iles. Celles-ci étant alors trop indistinctes pour être décrites, je laisse à l'imagination le soin de les représenter avec leurs contours éclairés par la lune. Le lendemain matin, nous arrivâmes à Kingston, à 70 milles de Prescott. Sis sur une baie et muni d'un pont de 18 à 20 arches, Kingston est au commencement d'une route qui relie le lac Ontario à la rivière Ottawa. Cataraqui est le nom sauvage de Kingston qui fut souvent ravagé par les belliqueux Iroquois. C'est maintenant une ville considérable, avec des maisons bâties en pierres et plusieurs édifices

publics; mais elle est quelquefois infestée de maladies contagieuses en raison de son emplacement peu élevé. Pendant mon séjour en cette ville, un régiment d'Écossais y tenait garnison.

Le lac Ontario

Après avoir franchi la baie de Quinté qui mesure 90 milles de longueur, nous entrâmes dans le lac Ontario. C'est une vaste étendue d'eau. Quand on pouvait jeter un coup d'œil sur sa rive, elle semblait être un léger nuage à l'horizon; quand on s'en approchait, cette rive offrait une ligne ininterrompue de forêts. Les terres sont basses et marécageuses, mais les regards se perdent sur l'immensité des eaux.

Le lac Ontario a une longueur de 180 milles, une largeur de 40 milles et une profondeur de 500 pieds. Sa surface est à une altitude de 218 pieds au-dessus du niveau de la marée, aux Trois-Rivières. Le soir, nous, arrivâmes à Cobourg où nous restâmes jusqu'au lendemain matin. A 10 heures de la matinée, nous atteignîmes Port Hope situé à sept milles plus loin. De Cobourg à Port Hope, la route s'élève insensiblement; ce village est joli avec ses hautes rives ombragées de beaux arbres. A l'arrière-plan se trouve le lac Price, avec ses îles magnifiques et, non loin de là, le lac Simcoe, rendez-vous des Missasaugas de la baie de Toronto.

Environ 70 milles séparent Port Hope de Little York où nous arrivâmes dans la soirée. Cette ville est importante, parce qu'elle est la capitale du Haut-Canada. Elle s'élève sur le bord du lac, dans la baie de Toronto, près d'une bande de terre basse qui s'étend à quelque distance en face. On prétend que ses habitants sont des aristocrates et que chacune de ses familles constitue une caste distincte, en raison, sans doute, du patronage d'un habit-rouge. *Galli pavos!* La séduction d'un bout d'étoffe rouge!

Au moment où j'entrais dans la chambre des voyageurs de la principale auberge, je fus accosté par un homme de bon ton qui faisait partie d'un groupe considérable de personnes et s'appelait . . . . Au deuxième coup d'œil, il sembla interdit. Encore les Ménechmes: "Comme il lui ressemble! Comment va votre frère? Venez avec nous, mon ami; encore du vin." Nous nous somme amusés de la méprise; je n'étais pas aussi grand que mon père.

Le soir nous quittâmes York pour le fort George situé à 45 milles plus loin; à notre droite s'étendait la baie de Burlington et ses paysages pittoresques. Le lendemain matin, nous arrivâmes au fort George, à l'embouchure de la rivière Niagara. A l'amont du lac, sur la côte américaine, se trouve le fort Niagara. Ici nous scrutâmes les eaux bleues et profondes de la rivière afin de savoir si l'ombre de Morgan qui, affirme-t-on, dort dans le lit de la Niagara parce qu'il a révélé les secrets de la franc-maçonnerie, surgirait et reconnaîtrait le bien-fondé de cette affirmation; mais nul esprit ne surgit des profondeurs de l'onde. Je pris une voiture et je quittai cette froide région à destination de Newark ou ville du Niagara et je pris rapidement un repas à Chrysler. Niagara a une certaine importance; elle s'élève sur un sol sabloneux et les rives de la Niagara comprennent de vastes parcs. Je quittai cette ville en voiture, à destination de Ste-Catherine, située à une distance de 12 milles, où j'arrivai deux heures plus tard, après avoir parcouru un très beau pays rempli de mamelons et de vallons qu'ornaient de riantes moissons ainsi que des arbres conservés avec soin, tandis que ses vergers accroissaient la luxuriance du paysage. Ste-Catherine est un très pittoresque village. Ses maisons — en bois, comme on le pense bien — sont très propres. Son square principal est vaste. Ses jardins sont beaux et nombreux et son sol produit tous les fruits des champs et des forêts. Ses habitants sont hospitaliers, aimables et polis. Cette politesse,

il faut l'admettre, est superficielle et se borne aux apparences; mais quand elle s'allie à la bonté, elle va au cœur. A peine avais-je pris place dans la salle à manger de l'hôtel Campbell pour déguster les mets délicats qu'on y servait et, entre autres, des épis de blé d'inde rôti, que je recevais de plusieurs des braves gens du village une invitation d'aller les voir.

A une certaine distance de Ste-Catherine se trouve le fameux canal Welland qui relie les lacs Erie et Ontario par l'intermédiaire de la rivière Ouse. Ce canal fut creusé par l'habile Hamilton Merritt, le De Wit Clinton du Haut-Canada.

Dans la partie supérieure du village habitent quelques nègres; ce sont d'anciens esclaves qui se sont enfuis de leurs maîtres. On réussit souvent à les attirer, au-delà des frontières, dans des lieux de tourment et de perpétuel esclavage. A l'église, les négresses portent de beaux vêtements.

Les chutes Niagara

Après avoir traversé le village, j'entrevis pour la première fois, à travers le feuillage, les rapides du Niagara, en amont des chutes. Quel spectacle! Comme mon cœur battait avec joie à la pensée que, après tous les labeurs et les dangers d'un voyage accompli sur la terre et sur l'eau, quelques instants additionnels m'amèneraient au bout de ma course et me permettraient de fouler le sol où s'élève le plus noble autel qui puisse se voir dans les temples majestueux qu'a édifiés la Nature. Ces rapides que j'avais entrevus et que j'avais d'abord pris pour les chutes ne sauraient se comparer à rien de terrestre. On peut s'en faire une faible idée en regardant la lune, pendant une nuit claire, par le télescope d'Herschal: des reflets brillants répandus sur une surface bleue, le courant tantôt rapide et tantôt lent, des masses d'argent étincelant qui montent et s'écroulent, de l'émeraude qui se brise et dont les fragments s'éparpillent sur les vagues, les arbres qui empêchent de voir les chutes véritables, ses rives et ses beautés, les rayons que le soleil lance sur les eaux éblouissantes de lumière. Quelle réunion de splendeurs! Comme elles ressemblent à la gloire du soleil surgissant derrière les nues qui disparaissent. Mais comment comparer tout cela aux chutes elles-mêmes? Pour les décrire, il faudrait le pinceau de qui? Bah! Qui pourrait en rendre la sublime grandeur?

— Mais, dit quelqu'un, vous serez désappointé.

— J'ai passé en cet endroit cinquante fois, dit un autre, et je ne les ai jamais regardées.

Vraiment! Votre indifférence m'étonne. Alors je vais regarder ces chutes. Laissez-moi poursuivre mon récit.

Je me dépêchai et je me lançai sur le bord de la célèbre table de pierre où je donnai libre cours à mon émerveillement. Ces beaux rapides sont séparés par deux îles qui s'avancent jusqu'au bord du précipice dans lequel les eaux se jettent en se divisant en trois cataractes: le grand Croissant, du côté canadien, et le Montmorenci et le fort Slausser, du côté américain. Toutes ces cataractes forment un demi-cercle qui mesure un mille et un quart. Ainsi c'est non pas la hauteur, mais bien l'étendue de ces chutes qui cause une si grande surprise. La petite île, du côté américain, ne mesure que dix verges de largeur, tandis que l'île Iris a une largeur de plus de quatre cents verges et une longueur de trois quarts de mille; elle est recouverte de plantes vivaces et entourée d'une agréable promenade d'où l'on peut voir, dans la partie septentrionale, une belle chute de seize pieds enveloppée de vapeurs magnifiques. Vaste et rapide en amont des chutes, la rivière se resserre entre les rocs escarpés et inaccessibles, au-dessous des chutes. La table de pierre est à 148 pieds au-dessus de l'endroit où tombent les

eaux du Croissant ou du Grand Fer à Cheval. La déclivité des rapides est de 58 pieds; la déclivité totale, depuis le commencement des rapides jusqu'au bassin de la rivière, est de 208 pieds.

Je quittai le joli village de Ste-Catherine, ainsi que ses habitants hospitaliers, et je me dirigeai vers la ville de Niagara. Après avoir dit adieu à son vieux fort construit sur le territoire des Iroquois, je descendis de nouveau le lac Ontario. Le 19 septembre, dans la matinée, j'arrivai à Kingston. Je passai devant Port Hope le 20 et j'atteignis Cobourg, village insignifiant où, pendant qu'un ami se faisait raser la barbe, dans la boutique d'un nègre, j'improvisai; mais improviser n'est-il pas un paradoxe?

Attention! Quel spectacle! Le lac des Mille-Iles! Le ciel est beau et ensoleillé! Et les vagues caressent quinze cents de ces étoiles recouvertes de cèdres, de cyprès, de genévriers et de rochers sombres. Quel beau paysage romantique et varié! A l'arrière-plan, la chaîne de hautes collines, sur la rive américaine.

* * * * * * * * * * * *

A cinq heures de l'après-midi, nous atteignîmes Brockville, après avoir parcouru une des plus belles régions du Saint-Laurent. J'y laissai le canot . . . J'arrivai par hasard dans la cabane d'un Irlandais. En vrai Irlandais qu'il était, il me traita avec bonté et me conduisit, à travers la forêt, à une auberge où je passai une nuit de repos. De bonne heure, le lendemain, je quittai l'auberge King et je marchai, au sein d'un épais brouillard, jusque chez Tétuse où je pris mon petit déjeuner. A midi, j'arrivai chez Wilson où je louai un cheval qui me transporta, à travers la forêt, jusqu'à un étang que je contournai pour arriver à Smiths falls.

En cet endroit, je dis adieu à des amis intimes; je partis seul, à pied, et je m'enfonçai dans les bois. Après avoir marché dix ou douze milles et avoir entrevu, de temps en temps, la rivière Rideau, à ma droite, j'arrivai au village de Merricksville. Au cours de ce voyage, je ne rencontrai qu'un groupe d'émigrants irlandais chargés de leurs articles de ménage. Ils croyaient que leur course n'aurait jamais de fin et qu'ils ne sortiraient jamais de la forêt. Je n'oublierai jamais l'éclair de satisfaction qui illumina leurs regards quand je leur appris qu'ils n'avaient qu'à franchir une faible distance pour arriver à destination. Après avoir passé la nuit avec M. Stevens, homme hospitalier, de Merricksville, il me conduisit de bonne heure, le lendemain, dans sa calèche, jusqu'au sentier de la forêt, franchissant ainsi une distance de sept milles. De nouveau je quittai la demeure de l'homme pour pénétrer dans la retraite des animaux sauvages; c'est alors que commencèrent les indescriptibles difficultés de mon voyage solitaire.

* * * * * * * * * * * *

Le soleil se couchait au-dessus des hauts sapins, lorsque je pénétrai dans le village de Richmond, oasis dans le désert. Situé sur la rivière Jacques, il a pris le nom du duc qui mourut ici, dans une misérable bicoque, par suite de la morsure d'un petit renard enragé. Je portai mes regards sur le village, puis sur le soleil couchant, puis sur le chemin qui s'avançait dans le bois, puis sur le village, puis encore une fois sur le chemin et je continuai mon voyage.

* * * * * * * * * * * *

"Ce grand lac est la Chaudière", me dit le sauvage, au moment de me quitter, alors que je poursuivais ma route. Ici et là, apparaissaient des habitations. Mais je ne désirai pas y entrer pour y réparer mes forces: Bytown était à une trop faible distance de moi. Très fatigué, j'essayai vainement d'aller plus loin: j'étais trop faible. La fenêtre d'une petite cabane laissait voir une sorte d'affiche indiquant qu'on y vendait des spiritueux. L'idée me vint qu'un verre de rhum me ferait du bien. Mais j'avais déjà dépassé non seulement cette cabane mais aussi deux autres, en ayant toujours cette pensée à l'esprit. Déjà je me félicitais de mon abstinence; mais rendu un peu plus loin et succombant sous les coups de la chaleur, de la faim et de la lassitude, je revins vers cette troisième cabane. Je demandai un verre de boisson que j'avalai d'un trait et je continuai mon chemin en titubant. Au bout de quelques instants, je devins tout à fait ivre. Je proférai des propos inintelligibles, je tombai sur le sol où je restai étendu sous les rayons brûlants du soleil. Mon estomac, déjà trop vide et trop faible, n'était pas en état de recevoir cette boisson; ce que j'avais pris était trop fort pour mon organisme fatigué; c'est cela qui amena en moi un engourdissement semblable à celui que provoque la mort.

Je ne sais trop comment j'arrivai à Bytown. Mais au lieu d'un morceau de pain bis et d'un petit verre de bierre, j'eus un excellent dîner dans l'auberge principale de cet endroit de peu d'importance. Tout homme de bon ton ne parle jamais de sa panse: voilà un apothtègme connu. Ce sont seulement les gens à demi-morts de faim, au cours de leurs voyages, qui protestent contre la pauvreté des auberges. Qui s'inquiète parce que mon estomac, saturé de bile, m'occasionnait un hoquet répété? Cela n'intéresse que le médecin et je ne donnerais pas un sou pour ses services.

A quelques milles de l'extrémité inférieure du lac de la Chaudière s'élève la ville de Bytown sur le majestueux Outaouais, à 120 milles de Montréal. D'un côté, se trouvent les chutes de la Chaudière; de l'autre, celles de la Rideau. Le pays est accidenté et pittoresque; la rivière forme beaucoup de baies et d'anses fort agréables à la vue. A une grande distance du Saint-Laurent, l'Outaouais prend sa source dans les pays des Chipewas et elle enjolive des paysages qui, lorsqu'ils seront mieux connus, attireront des milliers d'amants de la Nature. Quarante milles en amont de la Chaudière, l'Outaouais étale ses lacs, ses rapides, ses chutes, ses rives et ses îles qui suscitent des sentiments de vive admiration. Le diagramme suivant vous donnera une excellente idée du parcours de la Chaudière. Au nord de la ville, la rivière, à une largeur d'un mille. Sa chute mesure 32 pieds et décrit un cercle complet au milieu de la rivière. Les eaux s'engouffrent avec violence dans une espèce de chaudière d'où elles s'échappent par un étroit passage rocheux qui serpente entre plusieurs îles et certains pics calcinés. Elles coulent sous un bizarre pont en bois qui relie Bytown à Hull, par la rive opposée.

A une faible distance, en aval de Bytown, sur la rive droite, la Rideau passe sur un roc perpendiculaire et verse toutes ses eaux dans l'Outaouais. C'est là un magnifique offrande. Cette chute mesure 30 pieds de hauteur et plusieurs centaines de pieds de largeur. Elle ressemble à un immense rideau blanc et c'est le nom français qu'elle reçut. Une chaîne de collines s'élève au sud de la ville. Sur la rive orientale de l'Outaouais se montre un embranchement de la chaîne des montagnes qui relie le Labrador aux Apalaches.

SITUATION FINANCIÈRE ET ÉCONOMIQUE DU CANADA IL Y A CENT ANS[1]

ÉTAT ANNUEL DU REVENU

Impôts ou droits	Montant perçu, en livres sterling, en 1847		
	£	s	d
Douanes	342957	4	8
Droits d'accise	25938	13	3
Droits de tonnage et de phare	779	7	2
Droits territoriaux	23182	0	0
Revenu affecté aux travaux publics	38301	13	6
Amendes et confiscations	2022	10	3
Amendes de la milice, etc	39	1	5
Impôts sur les banques	14405	14	5
Revenu casuel	7609	19	2
Intérêt sur dépôts publics	907	17	4
Deniers provenant des lettres de change	158740	16	3
Biens des Jésuites	6925	5	1
Droits de chargement	2189	9	11
Droits de tonnage	1742	12	2
Impôt sur les émigrants	17100	8	3
A compte. Emigration 1845 & 1846	2737	10	"
" " 1847	49822	10	"
Fonds des terrains scolaires	1501	17	"
Asile d'aliénés	2343	2	10
Licences d'auberges pour l'est du Canada	9914	8	"
" " " l'ouest du Canada	8398	9	5
Dispenses de bans de mariage pour l'est du Canada	357	3	3
Dispenses de bans de mariage pour l'ouest du Canada	1978	3	7
Total	719,895	16	11

[1] Archives Publiques, *Livre Bleu, Province du Canada, 1847.*

ÉTAT ANNUEL DES DÉPENSES COLONIALES

Articles de dépenses	Dépenses en livres sterling		
	£	s	d
Série de paiements A Acte d'union	34036	17	10
" " " " Acte provincial	7705	4	1
" " " B Acte d'union	18530	15	3
" " " " Acte provincial	8998	2	11
Dépenses de l'Assemblée	33198	11	3
Pensions de retraite	798	6	0
Etat-major de la milice	2694	7	10
Impression des lois	7569	11	8
Autres impressions	2963	11	5
Subventions aux institutions charitables	14766	8	0
" " " d'enseignement	5566	6	5
" " agriculteurs	7602	1	3
Dépenses relatives à la Quarantaine	"	"	"
Pensions aux blessés de la milice	2980	8	1
Routes et ponts	23439	8	2
Police des cités	1004	2	5
Elections	1620	8	6
Pénitencier provincial	11485	17	6
Développement de la marine	18445	9	6
Intérêt sur les prêts	136030	17	5
Restauration des édifices publics	4813	14	4
Pour combler le déficit du fonds d'honoraires des cours de districts	2331	19	
Fonds des terrains d'écoles	867	12	.....
Fonds des pilotes à Montréal	1867	10	"
Soins médicaux aux marins malades	2153	6	10
Dépenses d'immigration	114087	15	"
Asile d'aliénés à Toronto	2590	6	9
Dépense du Bureau des Fortifications	140747	9	9
Exploration géologique	1718	14	1
Traitements des juges de la cour de circuit	3001	12	10
Secours aux victimes de l'incendie	.....	.....	.....
Enseignement (Canada de l'est). Biens des Jésuites	3764	6	11
Administration de la justice	17097	9	6
Versements des licences de cabarets (Canada de l'ouest)	9182	2	0
Versements aux victimes de la rébellion			
Versements des licences de cabarets (Canada de l'ouest)	6197	4	0
Versements aux municipalités			
Fonds des dispenses de bans de mariage (Canada de l'ouest)	2006	4	2
Fonds des dispenses de bans de mariage (Canada de l'est)	393	9	3
Enregistrement	1002	19	8
Divers	12697	7	5
Total	716052	19	0

Agriculture, Manufactures, Mines, Pêcheries, etc. 1847

Agriculture

Les deux parties de la province accusent un progrès marqué en agriculture. Mais à la veille du recensement, aucun calcul comparatif n'est possible. Il reste au compilateur à répéter le même tableau d'année en année, ce qui donne une idée fausse du pays et de ses ressources. Cette année, espérons-le, apportera un état plus exact et en quelque sorte un véritable exposé des ressources industrielles de la province. Les grands bienfaits des sociétés agricoles se font chaque jour mieux connaître et apprécier. Ces sociétés progressent rapidement dans le Bas-Canada. Tous les districts et les comtés du Haut-Canada, et même plusieurs cantons, possèdent leur association agricole. L'Ouest prévoit une riche et abondante moisson. Les prix des produits agricoles varient peu. Seul le marché de la farine a subi, l'année dernière, plusieurs fluctuations par suite de l'état du marché anglais.

Le Livre Bleu de 1846 donne un état de diverses productions appuyé sur les recensements de 1844, pour le Bas-Canada, et de 1842 pour le Haut-Canada. Pour avoir un aperçu de la situation pour l'année 1847, je crois que nous pouvons ajouter au premier 7½ p. 100 et au second 10 p. 100, la différence de 2½ p. 100 provenant de la différence de période et surtout du progrès évidemment plus rapide du second. Le climat y est plus doux et on s'y est jusqu'ici intéressé davantage à produire, mais cette différence disparaît rapidement et on s'attache de plus en plus uniquement aux améliorations éprouvées par des essais:—

—	1847 Haut-Canada	1847 Bas-Canada	1847 Totaux
Chevaux	108,915	155,369	269,284
Gros bétail	362,342	601,397	963,739
Moutons	633,183	646,336	1,279,519
Porcs	433,802	212,330	646,132
Blé	3,544,190	1,015,777	4,560 967
Orge	1,134,470	1,313,338	2,447,808
Avoine	5,266,983	7,514,180	12,781,163
Seigle	322,267	365,992	688,259
Pois	1,312,939	1,535,425	2,848,364
Blé d'Inde	760,094	151,518	911,612
Sarrasin	387,964	413,921	801,885
Patates	8,888,436	10,658,238	19,546,674
Ruches d'abeilles	23,807	8,488	32,295
Sucre d'érable	4,069,844	2,522,264	6,592 108

Les chiffres ci-dessus ne sont pas exacts. Je suis porté à croire qu'ils sont bien 10 p. 100 au-dessous de la vérité. Mais ils nous aideront, avec une valeur moyenne inférieure, à établir la valeur de ces biens au Canada. Aux terres défrichées de 1842 et de 1844, j'ajoute comme ci-haut 10 et 7½ p. 100 et je laisse les terres en friche au montant d'acres donné alors, leur diminution possible étant pleinement rachetée par les nouvelles concessions.

Terres défrichées—				
Haut-Canada.....	2,560,000	acres à	£1	2,560,000
Terres défrichées—				
Bas-Canada.....	3,392,343	"	"	3,392,343
Terres incultes.....	12,000,000	"	" 7/6	4,500,000
Chevaux.....	264,284		£15	3,964,260
Gros bétail.....	963,739		£7.10.0	7,228,042
Moutons.....	1,279,519		s10	639,760
Porcs.....	646,132		£1.5.0	807,665
Blé.....	4,560,967		3/9	855,191
Orge.....	2,447,808	"	3/–	367,161
Avoine.....	12,781,163	"	1/3	798,947
Seigle et pois.....	3,535,623		2/6	442,078
Blé d'Inde.....	911,612		2/6	113,951
Sarrasin.....	801,885		2/–	80,885
Patates.....	19,546,674		1/3	1,221,667
Ruches.....	32,295		£1.10/– d	48,442
Sucre d'érable.....	6,592,108		3	82,400
				£ 27,102,782

Prix moyens de divers *produits* et *marchandises*

Fleur de farine.....Le prix de la fleur de farine a varié beaucoup; au début de l'année, il était élevé mais il a beaucoup baissé.
Blé.....Suit le cours de la farine.
Pain de gruau.....A Montréal, se vend généralement 8d le pain de 4 livres.
Bêtes à cornes.....Suivant la moyenne générale de toutes les catégories environ £7.10.0.
Chevaux.....Environ £15 chacun. Quelques-uns sont très chers surtout dans le Haut-Canada.
Moutons.....10s à 15s chacun.
Chèvres.....Peu connues au Canada.
Cochons.....Suivant la pesanteur
Lait.....Vendu dans les cités seulement en moyenne 1 chelin le gallon.
Beurre frais.....de 6d à 8d la livre
Beurre salé.....de 5d à 7d la livre
Fromage.....de 6d à 9d la livre le bon; quelquefois se vend à un prix médiocre.
Bœuf, Mouton, Porc.....Ces viandes sont chères à Montréal.
Riz.....3d la livre.
Café.....de 1s/ à 1s/3d la livre.
Thé.....Varie évidemment selon la qualité.
Pain de sucre.....1d la livre.
Sucre brut.....6d à 8d la livre.
Sel.....7s/– à 10s/– le baril de 280 livres.
Vin.....Varie d'après la qualité.
Eau-de-vie..... " " "
Genièvre..... " " "

Bière.....Environ 1s le gallon.

Tabac.....Varie suivant la qualité, en gros, bon marché, sauf pour les meilleurs échantillons.

Domestiques.....En moyenne £12 par an, un état exact est évidemment impossible.

Serviteurs attachés à la glèbe.....Les gages moyens ordinaires de ces employés dans le Haut-Canada, où ils sont attirés seulement à certaines saisons, sont pour les plus aptes aux travaux de la ferme: £ 2.10.0 par mois.

Métiers.....Les journaliers dans tous les métiers manuels sont bien rétribués.

Manufacture.....On constate des progrès rapides dans les manufactures, des deux parties du Canada, pendant les quelques dernières années, et tout laisse prévoir un essor encore plus grand.

Les moulins à blé non seulement se multiplient mais ils augmentent leur rendement et leur pouvoir. Plusieurs moulins à vapeur ont été construits l'an dernier; d'autres sont en train de l'être. Les magnifiques avantages offerts par les canaux améliorés sont aussi mis à profit. En 1845, il y avait dans les deux provinces environ 1,300 moulins. Ils se chiffrent maintenant à plus de 1,500 et sont bien supérieurs au vieux modèle de moulins à mouvement unique. Peu de cantons en sont dépourvus; beaucoup en possèdent plusieurs.

Les scieries se multiplient rapidement elles aussi avec l'augmentation constante des exportations, aux États-Unis, de bois de charpente scié. A défaut de chiffres, il est impossible d'en supputer la quantité exportée. Celle-ci, à en juger par un seul district, celui de Newcastle, qui en a exporté un million de pieds, doit être bien considérable.

Les fabriques de potasse n'augmentent pas aussi rapidement que les autres.

Les tanneries se multiplient rapidement surtout dans l'Ouest et on importe les peaux vertes en grande quantité.

Fabriques de verre. La découverte de grandes étendus de terre particulièrement propre à la fabrication du verre a permis d'ériger quelques fabriques de verre. L'une d'elles, à St-Jean, fonctionne depuis plusieurs années et une autre très considérable a été construite l'an dernier, sur la rivière Ottawa.

Papeteries. Il y en a plusieurs dans la province, mais le prix modique du papier fini en Angleterre et aux États-Unis les a forcées à produire uniquement du gros papier d'imprimerie et d'emballage.

Fabrique d'amidon. Il y en a trois dans la province et l'on compte sur l'abondance de la matière pour exporter cet article en grande quantité.

Draperies. Aucune branche du commerce au Canada n'a progressé autant en quelques années que celle-ci. Plusieurs grandes draperies ont été construites et fonctionnent maintenant, mais il est impossible d'en donner la liste. La laine grossière abonde au Canada; la fine provient des États-Unis. La confection à domicile de lainages et de tissus est à la vogue dans presque tous les villages et l'achat d'objets fabriqués à la maison augmente rapidement.

MANUFACTURES D'ARTICLES DE BOIS ET POTERIES. Elles sont très nombreuses et se multiplient grâce aux forces hydrauliques qui se trouvent dans toutes les régions.

MINES. Les explorations géologiques, menées sous la direction de M. Logan, ont mis en valeur les grandes ressources minières du Canada. On se rendra compte par le rapport de ce fonctionnaire public dans les documents de la Chambre des Communes.

LE FER gît en abondance à plusieurs endroits et des usines métallurgiques sont établies notamment sur le Saint-Maurice, près de Trois-Rivières, à Marmora, dans la région de Victoria, et à Toronto, près de M. Vanorman.

LE CUIVRE. Plusieurs sociétés se sont constituées pour exploiter les gisements de cuivre des lacs Supérieur et Huron; l'une donne de bons résultats. On dit que ces régions abondent en minéraux rares. Les Américains ont plusieurs établissements d'envergure du coté sud du lac Supérieur; un gisement d'argent a été découvert.

LE PLOMB se trouve à plusieurs endroits mais en petites quantités.

LE CHARBON est encore à trouver.

PIERRE LITHOGRAPHIQUE. On trouve des gisements de cette pierre à l'état plus pur à plusieurs endroits. A l'égal du gothique, elle présente un caractère délié, clair et est facile à tailler. Les dépôts les plus considérables sont voisins des usines métallurgiques de Marmora et dans le canton de Barrie.

LE MARBRE le plus pur gît en quantité à plusieurs endroits, nommément dans les terres inexplorées au nord du district de Colborne.

NAVIRE. Les chantiers maritimes du Haut-Canada ne construisent que des vapeurs et des goélettes pour les lacs, les premiers d'une capacité de 50 à 700 tonnes, les seconds de 20 à 200 tonnes. Dans la classe des gros vapeurs, il y en a 60 de construits dont 30 fonctionnent actuellement. On en favorise beaucoup la construction: aucune explosion accidentelle n'a éclaté encore sur nos eaux.

Le Gouvernement maintient sur les lacs d'en-haut le service de quelques vapeurs dont l'un est de fer.

A Québec et à Montréal, environ 50 vapeurs ont enregistré un tonnage variant de 80 à 500 tonnes.

Un grand nombre de petits vapeurs non enregistrés font la navette entre Montréal et Kingston et les ports intermédiaires. L'amélioration apportée à la navigation par la construction de quais va augmenter considérablement le commerce qui occupe bon nombre de vaisseaux d'un tonnage élevé.

Le chapitre 5 de la loi 8 Victoria oblige les vaisseaux à s'enregistrer et autorise les différents percepteurs de douanes à les inscrire et à émettre un certificat de propriété en faveur des seuls vaisseaux de construction et de propriété britanniques.

LES PÊCHERIES sont irrégulières. Plusieurs centaines de barils de poisson blanc proviennent chaque année des lacs d'en-haut et près de la côte nord du lac Ontario et sont expédiées aux États. Le saumon, la truite, l'alose, le brochet, le brocheton, le hareng, la perche commune noire et la blanche, le maskinongé, l'esturgeon, le muge, le chabot de

rivière et la perche affluent dans les filets des pêcheurs. On n'en peut cependant pas estimer la valeur parce qu'ils sont exempts de tout droit. En accordant une prime aux exportateurs de poisson, on favoriserait beaucoup cette industrie, car on a peu d'idée de la richesse immense qu'elle apporterait au pays. Les eaux intérieures voisines du lac Ontario fournissent une grande quantité de poisson frais particulièrement de saumon et de truite saumonnée, qu'on exporte chaque année aux États. Une loi soumettant le poissons à l'inspection fut adoptée dans le Haut-Canada, chapitre 24, Victoria 3. Des réglements semblables furent édictés par le Bas-Canada, chapitre 25, Victoria 2 et chapitre 36, Victoria 4 et 5. En 1843, une loi fut adoptée pour mieux assurer la conservation du poisson. La Société des Pêcheurs de Gaspé obtint sa charte et la loi chapitre 36, Victoria 4 et 5, réglementa les pêcheries de Gaspé. La loi chapitre 47, Victoria 8, unifia les lois antérieures du Haut-Canada pour la protection de la pêche au saumon.

ÉCHANGES COMMERCIAUX EN 1847 ET 1848[1]

Importations par mer

Marchandises	1847	1848	1848 Aug. ou Dim.
Bâtiments	1434	1350	84
Vins, gallons	235731	141376	94355
Rhum, gallons	102767	55039	47728
Spiritueux, gallons	253136	194597	58539
Mélasse, "	487255	402624	84631
Sucre:—			
Raffiné, liv.	988035	731275	256760
Cassonade et sucre bâtard, liv.	14146013	9455723	4690290
Café, liv.	1090812	996787	94025
Thé, liv.	3373585	2203964	1169621
Tabac:—			
Manufacturé, liv.	2298926	1704795	594131
Brut, liv.	317999	102205	215794
Sel, boisseaux	226990	948991	72200
Valeur des marchandises taxées *ad valorem*, en livres sterling	£2167463	£1721517	£445946

Importations au Canada par les ports de l'intérieur

Marchandises	Quantités		
		1847	1848
Vin	gallons	6136	16813
Spiritueux	"	67769	19271
Rhum	"		2852
Mélasse	"	121805	80981
Sucre,			
Raffiné	liv.	107730	205882
Cassonade	"	5426914	3455548
Café	liv.	829368	761714
Thé	"	2556719	1720435
Tabac:			
Manufacturé	"	2230335	1244531
Brut	"	189715	22881
Sel	boisseaux	139110	533846
Marchandises taxées *ad valorem*		383781	£541243

[1] Circulaire des courtiers de Montréal, 1849. Imprimée par ordre de la Chambre d'Assemblée.

Table quantitative des produits importés des États-Unis au Canada par navigation maritime ou fluviale et soumis à des droits.

Marchandises	—	1847	1848
Farine	Barils	25533	4326
Orge	Boisseaux	14590	1240
Maïs	"	75328	80528
Avoine	"	5704	496
Seigle	"	12280	4032
Farine de maïs	Barils	1385	877
Blé	Boisseaux	1168	312
Fèves	Quintaux	675	2204
Beurre	"	97	23
Fromage	"	3256	2589
Lard	"	388	874
Bœuf	"	8560	20776
Porc	"	22437	
Viande fraîche	"	1611	720
Pin blanc	Pi.	33917	2634
Chêne	"	97110	2960
Bouleau	"	142	.....
Frêne	"	259279	96372
Planche	"	1652068	746648

Exportations par mer

Exportations par mer, à l'exclusion du bois de construction, des madriers, etc., au cours des deux dernières années:—

Marchandises	1847	1848	1848 Aug. ou Dim.
Cendres, barils	19243	18282	961
Farine, "	651030	383593	267437
Blé.....boisseaux	628001	238051	389950
Pois..... "	119252	88365	30887
Avoine.. "	165805	6162	159643
Orge..... "	23012	3600	19412
Gruau...barils	21999	6072	15927
Porcs.... "	4674	2649	2025
Bœuf.... "	1899	3479	1580
Beurre...livres	1036555	923694	112861

Exportations des bois de construction par mer

Machandises	1847	1848	1848 Aug. ou Dim.
Pin blanc....pieds.....	9626640	10709680	1083040
Pin rouge.... "	4466880	4365560	101320
Chêne..... "	1806080	879040	927040
Orme..... "	1591520	1171760	419760
Frêne..... "	91040	59680	31360
Bouleau..... "	108560	92360	16200
Douves:—			
Ordinaires.... M	990	1163	173
A tonneaux.. "	1740	1721	19
A barils..... "	100	159	59
Madriers:—			
Pin, Pièces.....	3399529	2485010	552638
Sapin "		361881	
Mélèze (épinette rouge) pi.....	1372520	125468	1247052
Bois de fente, cordes.....	4218	3849	369

Exportations du Canada par les ports de l'intérieur, en 1848, et leurs valeurs estimées par la douane.

Nos exportations par les ports de l'intérieur (en plus de celles qui se font par mer et qui sont mentionnées plus haut) méritent, à notre avis, d'être mises en lumière, parce que l'importance de notre commerce d'exportations directes aux Etats-Unis nous paraît fort sous-estimée. Celui-ci, on le verra par le tableau suivant, atteignit le chiffre de £772,432. 5s. 4d. durant l'année écoulée. Ce tableau est basé principalement sur les rapports des Officiers de Douane des Etats-Unis. Nos propres douaniers ne peuvent fournir ces données, parce que nos lois ne les obligent pas à enregistrer les marchandises exportées par la frontière. On peut raisonnablement supposer, par conséquent, qu'une quantité additionnelle et considérable de marchandises passe, chaque année, en contrebande, aux Etats-Unis, où le tarif élevé les attire.

PRODUITS FORESTIERS

MARCHANDISES	QUANTITÉS	VALEUR		
Planches, pieds.....	378831	£10354	3	11
Poteaux de cèdre, cordes.....	128 et cabanes 6	154	0	0
Perches à houblon.....	Quantité inconnue	9	12	3
Lattes, pieds.....	3006			
Bois de charpente (scié) pieds.	57761196	125397	1	3
" noyer, pieds.....	6000	10	10	0
Pin, pièces.....	17133	127	18	0
" pieds.....	1760	17	10	0
Blocs de sciage, cordes.....	No. 3483; Cordes, 33:			
" " pieds.....	Pds 1075288	4901	2	9
Bois équarri, pièces.....	12603	54	19	3
Bardeaux.....	6744000	2638	5	0
" paquets.....	15644½	3030	14	9
Bois à bardeaux, pieds.....	1557000	390	0	0
" " cordes.....	191	143	5	0
Chevilles à bardeaux, cordes..	612	456	0	0
Perches, pièces.....	764	955	0	0

PRODUITS FORESTIERS—*Suite*

MARCHANDISES	QUANTITÉS	VALEUR		
Sapin, pièces	921	7	6	9
Douves de tonnellerie, cordes	1277	638	10	0
Autres douves, pièces	377587	616	8	0
" " "	Ind. Occi. 85; tonneaux 16	585	0	0
Traverses de chemins de fer—	quantité inconnue	3836	4	0
Bois de chauffage, cordes	6990	2485	7	6
Bois divers, pieds	242700			
" " pièces	7460			
" " cordes	133	2742	8	0
		£159551	6	5
BESTIAUX				
Animaux divers		£9400	15	0
Bêtes à cornes No. 3652		10565	2	6
Chevaux No. 3100		33451	15	0
Moutons, 2234, £594 5s.; Cochons 148, £231 10s.		825	15	0
		£54243	7	6
ARTICLES DIVERS, AU DELÀ DE £10,000.				
Espèces monnayées		36400	5	0
Peaux de moutons		19822	14	6
Fourrures		10641	16	11
		£66864	16	5
ARTICLES DIVERS, AU DELÀ DE £5,000.				
Biens particuliers		9365	0	0
Divers		6727	18	8
		£16092	18	8
ARTICLES DIVERS, AU DELÀ DE £,1000				
Peaux		4263	18	0
Poisson		3698	11	5
Fer de toutes sortes		3243	12	8
Quincaillerie		2124	19	6
Chiffons		1905	6	6
		£15236	8	1
ARTICLES DIVERS, AU DELÀ DE £500.				
Eau-de-vie, 252½ barils		£762	5	0
Meubles		562	10	0
Sel		510	5	6
		£1835	0	6
ARTICLES DIVERS, AU DELÀ DE £100.				
Cire d'abeilles		100	15	9
Briques 316,000		349	15	0
Vieux cuivre		120	5	0
Voitures		168	0	0
Lasts		239	10	1
Chandelles, 140 boîtes		245	0	0
Cornes		249	0	0
Chaux		351	15	11
Savon		133	0	0
Amidon, 402 boîtes		341	14	0
Charettes		288	0	0
Lainages		379	11	1
		£2969	6	10
ARTICLES DIVERS, AU-DESSOUS DE £100		£1289	0	2

PRODUITS AGRICOLES

ARTICLES	QUANTITÉ	VALEUR		
Pommes, boisseaux	8591	£252	10	0
Potasse	Barils, 7256; boisseaux, 96 quintaux, 85½	41086	9	8
Perlasse	Tonnes, 35; quintaux 1138 boisseaux, 39	2014	4	2
Cendres lessivées, tonnes	263	28	13	9
Orge, boisseaux	11156	1027	0	0
Son, tonnes	195	219	0	0
Beurre	Lbs. 113237; tonnelets, 163 baquets, 118; caques, 2838	8722	6	0
Cidre, gallons	306	84	0	0
Œufs, douzaines	8756	134	18	6
Graine de lin, boisseaux	11790½	3005	15	0
Farine, barils	277031; & quintaux, 14	310695	9	3
Graine fourragère	Boisseaux, 1712; barils, 5436	1526	11	9
Houblon, lbs	42978	348	15	0
Graine de lin, boisseaux	200	42	0	0
Saindoux, caques	176	212	10	0
Maïs, boisseaux	2941	442	11	0
Farines, variées, boisseaux	986	842	7	6
Avoine, "	43234	2517	18	4
Oignons, "	16	1	10	0
Pois, "	27561	3514	5	0
Patates, "	535	35	9	9
Graine de colza, "	15	2	15	0
Seigle, "	2703	159	12	3
Viandes salées	Quintaux, 494-3-24 barils, 2315; ballots 473	7270	0	0
Sels de prairies	.....	797	14	3
Graine de fléole des prés, boisseaux	2555	907	10	0
Blé, boisseaux	297011	63127	5	6
Laine, lbs	126827	5324	16	1
		£454350	0	9

RÉCAPITULATION.

Produits forestiers	£159551	6	5
Produits agricoles	454350	0	9
Bestiaux	54243	7	6
Divers. Au-dessus de £10000	66864	16	5
" " 5000	16092	18	8
" " 1000	15236	8	1
" " 500	1835	0	6
" " 100	2969	6	10
Au-dessous de 100	1289	0	2
Total	£772432	5	4

APPENDICE

PAPIERS D'ÉTAT DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE

Nouvelle-Écosse A: Collection de transcriptions de documents divers tirés du bureau du Commerce et du ministère des Colonies, elle comprend aussi copie de documents du *British Museum* ainsi que des textes du Palais Lambeth. On y trouve surtout des dépêches, avec annexes, que les gouverneurs, les lieutenants-gouverneurs et les fonctionnaires de la Nouvelle-Ecosse adressèrent au bureau du Commerce et au ministère des Colonies, ainsi que le brouillon des réponses. De 1603 à 1801 inclusivement, la liste des documents fut dressée chronologiquement sans tenir compte des origines ou du contenu des pièces. De 1802 à 1831, les documents sont des transcriptions de la série du ministère des Colonies, C.O. 217. De 1832 à 1840, les pièces sont des reproductions photographiques.

(Suite de l'inventaire commencé dans le Rapport pour l'année 1894 et repris dans le Rapport pour l'année 1946.)

Nouvelle-Écosse A

Nouvelle-Écosse, A. 162

SIR JAMES KEMPT, LIEUTENANT GÉNÉRAL, 1821

1821

Kempt à Bathurst, N° 16. Pourquoi il a partagé le traitement de l'officier de marine entre C. Campbell et J. Blackwell. *Note:* Cela semble une excellente décision. p. 3 — Halifax, le 1er janvier.

Kempt à Bathurst, N° 17. Il demande la permission de prendre 250 louis à même les revenus provenant des houillères pour réparer l'église paroissiale à Sydney. *Note:* Il faut soumettre le cas à la Trésorerie. p. 4 — Halifax, le 6 janvier.

Kempt à Bathurst, N° 18. On a demandé plusieurs fois à la Législature, et sans succès, d'établir la milice sur un meilleur pied. On pourrait peut-être affecter à cette fin les revenus provenant des houillères. *Note:* Le projet recommandé doit être soumis à la Trésorerie. p. 5 — Halifax, le 14 janvier.

Kempt à Bathurst, N° 19. Renseignements sur les houillères. *Note:* Il faudra envoyer cette lettre à la Trésorerie et demander ce qu'on en pense. p. 7 — Halifax, le 20 janvier.

Kempt à H. Goulburn, sous-secrétaire (personnelle). Nécessité de nommer deux officiers supérieurs pour la milice. Il demande qu'on accorde à cette question une attention immédiate. p. 10 — Halifax, le 20 janvier.

Kempt à Bathurst, N° 20. Il lui transmet une adresse de la Législature sur le commerce du bois et il recommande d'accéder aux désirs qu'elle exprime. (L'annexe manque.) *Note:* Cette lettre sera soumise au bureau du Commerce. p. 11 — Halifax, le 25 janvier.

Kempt à Bathurst, N° 21. L'enquête sur les douanes. Pourquoi il a demandé à la Législature de soumettre le cas au Gouvernement britannique. *Note:* Une note a été envoyée à Harrison. p. 12 — Halifax, le 10 mars.

Kempt à Bathurst, N° 22. La Législature a voté 500 louis pour deux officiers supérieurs. Il demande d'approuver le projet esquissé dans la dépêche du 14 janvier. *Note:* Il faudra solliciter l'approbation de la Trésorerie. p. 15 — Halifax, le 11 mars.

Kempt à Bathurst, N° 23. Il lui accuse réception de la dépêche du 4 novembre. Pourquoi il a approuvé une loi qui constitue en corporation le collège Dalhousie. Il demande la permission d'utiliser à cette fin 1,000 louis pris à même les revenus provenant de la mine de Pictou. *Note:* A mettre de côté. p. 16 — Halifax, le 17 mars.

1821 Annexes:—

(1) Le projet de loi. p. 18

(2) Disposition des sommes que constituent les droits imposés sur la castine. p. 24

Halifax, le 26 mars. Kempt à Bathurst, N° 26. Il lui accuse réception de la dépêche du 6 décembre ayant trait aux fonctionnaires de l'ancien Gouvernement du Cap-Breton. L'état de la moyenne des traitements n'a pas encore été reçu. Tout fonctionne bien, grâce à de nouvelles mesures. On a voté en faveur de chemins et de ponts. Les nouvelles commissions ne comportent pas d'honoraires. p. 28

Halifax, le 26 mars. Kempt à Bathurst, N° 27A. Il lui transmet les rapports des officiers de marine pour la Nouvelle-Ecosse et le Cap-Breton. (Les annexes manquent.) p. 30

Halifax, le 27 mars. Kempt à Bathurst, N° 24. La Législature s'est réunie du 12 décembre au 3 mars. Les lois et le journal seront envoyés ultérieurement. p. 26

Halifax, le 28 mars. Kempt à Bathurst, N° 25. Il lui transmet les comptes imprévus du Cap-Breton, du 1er juillet au 31 décembre 1820. (L'annexe manque.) p. 27

Halifax, le 10 avril. Kempt à Bathurst, N° 27B. Il lui transmet une lettre de S. B. Robie, solliciteur général, qui se plaint de n'avoir pas reçu ses honoraires dans les cas de poursuites pour violations des lois de la douane. Le juge en chef et le procureur général prétendent que ces honoraires ont toujours constitué un revenu casuel qui doit s'ajouter à leur traitement fixe. *Note:* Cette lettre sera soumise à la Trésorerie. p. 31

Halifax, le 10 avril. Kempt à Bathurst, N° 28. Il lui accuse réception de la dépêche du 31 octobre et lui transmet le double d'un mémoire déjà soumis sur les houillères ainsi qu'une déclaration de P. H. Clarke. Kempt demande que le bail soit maintenu. *Note:* Nous en avons fini avec cette question. p. 32

Annexe:—

P. H. Clarke à Kempt, Sydney, le 23 janvier 1821. p. 35

Halifax, le 12 avril. Kempt à Bathurst. Il lui transmet un état des revenus provenant des houillères. Il lui demande de confirmer la nomination de R. D. George, secrétaire provincial, qui devient secrétaire et trésorier des mines. La rémunération du nouveau titulaire. *Note:* Quels sont les émoluments de George en sa qualité de secrétaire? p. 38

Annexe:—

L'état. p. 40

Halifax, le 17 avril. Kempt à Bathurst. A propos des émoluments de James Crowdy, ancien secrétaire et greffier du Cap-Breton. *Note:* Il faudra inscrire dans le nouveau budget 300 louis pour Crowdy. p. 42

Annexe:— 1821

Le rapport, Sydney, le 29 mars 1821. p. 43

Kempt à Bathurst. Il demande une indemnité annuelle de 500 louis ainsi que 10 chelins par jour pour un secrétaire; ces sommes seraient prises à même les revenus provenant des houillères; l'annexion du Cap-Breton et le travail supplémentaire qu'elle occasionne. Halifax, le 19 avril. p. 44

Kempt à Goulburn (personnelle). Il le prie d'appuyer sa demande d'un traitement additionnel. Halifax, le 20 avril. p. 45

Kempt à Bathurst. Il lui transmet les remerciements de l'ancien juge en chef du Cap-Breton qui continuera à recevoir ses émoluments sa vie durant. Il lui transmet un mémoire de l'ancien officier de marine qui a perdu son poste et qui demande une compensation. *Note:* Le poste d'officier de marine du Nouveau-Brunswick est-il vacant? Halifax, le 20 avril. p. 47

Annexe:—

La requête de Joseph Noad, le 29 mars 1821. p. 48

Kempt à Bathurst, N° 29. Il lui transmet un mémoire de A. W. Des Barres, ancien procureur général du Cap-Breton, qui demande une compensation. *Note:* Bathurst estime qu'il n'a aucun motif de modifier son opinion. Halifax, le 4 juin. p. 49

Annexe:—

Le mémoire, le 31 mai 1821. p. 50

Kempt a Bathurst, N° 30. Il lui transmet une liste des honoraires dus en raison de confiscations par le Gouvernement et il demande que ces honoraires soient versés. Des bureaux des terres ont été établis dans certaines localités et il désire que les dépenses qu'ils occasionnent soient défrayées à même les revenus provenant des houillères. Halifax, le 18 juin. p. 54

Annexe:—

La liste. *Note:* Faites le brouillon de la réponse et dites que l'individu à qui la terre confisquée est concédée devrait payer les honoraires, à moins que l'Assemblée ne pourvoie à ces derniers. p. 55

Kempt à Bathurst. Il lui transmet les lois votées au cours de la dernière session ainsi que le procès-verbal des réunions. La loi qui accorde une charte au collège Dalhousie. (Les annexes manquent.) *Note:* Ces lois seront transmises à J. Stephen. Halifax, le 18 juin. p. 59

Kempt à Bathurst. Il lui demande de nouveau un octroi qu'on prendrait à même les revenus provenant des houillères pour l'établissement du collège Dalhousie. *Note:* Pourquoi on ne saurait accéder à ce désir. Halifax, le 18 juillet. p. 60

1821
Halifax, le 17 août. Kempt à Bathurst. Il lui transmet une lettre de E. Dodd qui demande une rémunération pour les services qu'il a rendus en sa qualité de procureur général du Cap-Breton. *Note:* Dodd n'a pas droit à cette rémunération. p. 62

Annexe:—

La lettre. p. 63

Halifax, le 19 octobre. Kempt à Bathurst. Il s'est rendu au Cap-Breton où tout est tranquille. Il lui a fallu quelque temps pour faire droit à certaines anciennes réclamations. Il a visité toute la province: la situation s'améliore. p. 64

Halifax, le 20 octobre. Kempt à Bathurst. Il lui transmet une documentation sur les réclamations de Michael Mc Gowen et de John Wilson. Il demande la permission de régler ces comptes. *Note:* On voudrait voir la documentation. Existe-t-il des renseignements sur la réclamation de Mc Gowen? p. 66

Annexes:—

(1) Le mémoire de M. Mc Gowen, Sydney, le 27 août 1821. p. 68

(2) Notes du Conseil, le 21 août 1815 et le 1er octobre 1817. p. 70

(3) Le mémoire de John Wilson, Sydney, le 17 septembre 1821. p. 72

(4) Note du Conseil, le 21 octobre 1806. p. 74

(5) Note du Conseil, le 12 avril 1810. p. 75

(6) Goulburn à W. R. Wilson, Downing St., le 23 décembre 1816. p. 77

Halifax, le 20 octobre. Kempt à Bathurst. Il lui transmet un mémoire des marchands de Halifax au sujet du commerce avec les Indes Occidentales. Il recommande d'accéder aux désirs qu'exprime ce mémoire. *Note:* Le mémoire sera transmis à l'Amirauté qui approuvera les mesures prises pour protéger ce commerce. p. 78

Annexes:—

(1) Le mémoire, Halifax, le 18 octobre 1821. p. 80

(2) Déposition du capitaine W. Coulson. p. 83

Halifax, le 15 novembre. Kempt à Goulburn (personnelle). Il lui accuse réception de la note personnelle du 21 août. Les catholiques romains et le nombre de fauteuils qu'ils détiennent dans l'Assemblée et dans l'administration. Il dit ce qu'il a l'intention de faire si le représentant catholique romain du Cap-Breton vient prendre son fauteuil. Il demande là-dessus les instructions de Bathurst. p. 85

Annexe:—

Bathurst à Kempt, le 21 décembre 1821 (personnelle et confidentielle). Si Lawrence Kavanagh se présente, il faudra soumettre la question au Gouvernement britannique; en ce cas, Bathurst con-

seillera au Roi de l'admettre à condition qu'il prête le serment exigé par la loi de 1783. 1821 p. 89

Kempt à Bathurst. Il lui transmet la requête de la veuve du colonel T. Pearson; elle demande du secours. Il recommande ce cas. *Note:* Les fonds ne sont pas disponibles à cette fin. Halifax, novembre. p. 91

Annexe:—

Le mémoire de Mme Martha Pearson. p. 92

Sous-annexes:—

(i) Liste des pertes subies par le colonel T. Pearson. p. 93

(ii) Témoignages. p. 94

Kempt à Bathurst. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 août. Il a demandé au révérend J. Inglis de lui faire connaître les terres sur lesquelles pourraient être construites l'église et l'école à Dartmouth. Il lui transmet une lettre d'Inglis qui démontre que cela a déjà été fait. Si on l'avait consulté, cet appel à Bathurst n'eût pas eu lieu. Les habitants de Dartmouth ont peu contribué à l'érection de leur église. *Note:* Copie de cette lettre a été envoyée à la Société pour la propagation de l'Évangile, le 12 janvier. Halifax, le 24 novembre. p. 95

Annexe:—

Le révérend J. Inglis, commissaire ecclésiastique, à Kempt, Halifax, le 19 novembre 1821. p. 97

Kempt à Bathurst. Il demande encore une fois le relèvement de son traitement en raison des travaux additionnels que lui occasionne l'annexion du Cap-Breton. Il a besoin d'un autre secrétaire. Halifax, le 26 novembre. p. 98

Kempt à Goulburn (personnelle). Il le prie d'appuyer sa demande de relèvement de traitement. Halifax, le 27 novembre. p. 100

Kempt à Bathurst. Il lui transmet un mémoire du synode presbytérien qui demande de l'aide pour créer une chaire de théologie à l'Académie de Pictou afin d'avoir des ministres. *Note:* Les besoins du collège King et du collège Dalhousie l'empêchent d'accéder à ce désir. Halifax, le 6 décembre. p. 102

Annexe:—

Le mémoire. p. 102

Kempt à Goulburn (confidentielle). Commentaires sur les demandes d'aide pour le collège King et pour l'Académie de Pictou. Il regrette qu'on ait rejeté la demande du collège Dalhousie. Halifax, le 8 décembre. p. 107

Annexes:—

(1) Dalhousie à Edward Mortimer, Halifax, le 12 mars 1819. p. 110

1821 (2) Mémoire du collège King, le 7 décembre 1821. *Note:* Aucun fonds disponible. Rien de plus ne devrait être accordé aux institutions dissidentes. p. 115

Halifax, le 8 décembre. Kempt à Bathurst. Il lui transmet les rapports de l'officier de marine, du 1er juillet au 30 septembre 1821. (L'annexe manque.) p. 111

Halifax, le 10 décembre. Kempt à Bathurst. Il lui transmet le mémoire de la veuve de W. Mackinnon, autrefois secrétaire et greffier du Cap-Breton. p. 112

Annexe:—

Le mémoire de Mme Margaret Mackinnon, le 3 novembre 1821. p. 113

DIVERS

Agent

55 Norton St., Portland Place, le 16 janvier. W. F. Skerrett, procureur pour T. J. Mathias, à Goulburn. Le payement des émoluments de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse jusqu'au 1er janvier 1821. *Note:* Autorisation accordée. p. 122

55 Upper Norton St., le 16 février. Skerrett à Goulburn. Il lui transmet l'extrait d'une lettre du trésorier de la province et il demande l'autorisation de payer les traites tirées pour le traitement que comporte le poste d'officier de marine, actuellement vacant, et pour la pension de Mme M. Tonge. *Note:* Autorisation accordée si ces traites sont en bonne et due forme. p. 123

Annexe:—

M. Wallace à T. J. Mathias, Halifax, le 2 janvier 1821. p. 125

55 Upper Norton St., le 20 juillet. Skerrett à Goulburn. Il demande l'autorisation de payer les émoluments de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse jusqu'au 1er juin 1821. *Note:* Autorisation accordée. p. 125

55 Upper Norton St., le 11 octobre. Skerrett à Bathurst. Il demande les noms des personnes dont il est question dans le mandat pour le Cap-Breton. *Note:* Il faut lui donner la liste. p. 126

55 Upper Norton St., le 27 october. Skerrett à Goulburn. Il demande le certificat attestant que J. Blackwell a été nommé officier de marine. p. 127

55 Upper Norton St., le 12 novembre. Skerrett à Goulburn. Il demande de transmettre à Kempt la documentation de la cour des comptes. Le nom de l'ancien inspecteur général du Cap-Breton a été omis de la liste des fonctionnaires qu'il a reçue. *Note:* Cette erreur sera corrigée. p. 128

Commandant en Chef

Grand Quartier-général, le 23 mars. Le major général sir Herbert Taylor, secrétaire, à Goulburn. Il lui transmet une requête de deux membres de l'ancienne légion allemande qui désirent obtenir des billets de passage pour Halifax ainsi que l'octroi d'une terre. (L'annexe manque.) *Note:* Impossibilité d'accéder à cette requête. p. 129

Taylor à Goulburn. Il lui apprend que l'honorable H. L. Dawson et G. Raitt, lieutenants-colonels brevetés, ont été nommés aux postes d'officiers supérieurs de la milice. *Note:* Il faudra apprendre la chose à Kempt. p. 130 — 1821, Grand Quartier-général, le 2 août.

Bureau du Conseil

T. Lack, secrétaire du bureau du Commerce, à Goulburn. A-t-on reçu des renseignements sur le commerce entre Halifax et les Bermudes? Dans la négative, il faudra obtenir ces renseignements. *Note:* On s'adressera à sir W. Lumley. p. 131 — Whitehall, le 18 janvier.

Lack à Goulburn. On a fait un rapport sur le commerce du bois. Si le Parlement y donne suite, les mauvais résultats que redoutaient ceux qui ont présenté un mémoire là-dessus ne se produiront pas. *Note:* Il faudra le faire savoir aux intéressés. p. 132 — Whitehall, le 20 mars.

Lack à Goulburn. Le bureau du Commerce a recommandé le rejet de la loi qui a pour but d'améliorer le communal de Halifax, et Lack demande qu'on donne au gouverneur les instructions de refuser sa sanction à toute loi sur le sujet ne renfermant pas une clause de surséance. Il lui renvoie la requête de W. Sabatier. *Note:* Avis en sera donné. p. 133 — Whitehall, le 6 juin.

Mémoire: décret du Conseil sanctionnant la loi qui a trait à la construction d'un pont entre Windsor et Falmouth. p. 134 — Le 9 juin.

J. Buller à Goulburn. Il lui transmet des décrets du Conseil qui rejètent les lois concernant le communal de Halifax, le mariage et la nomination de greffiers à la Cour suprême, ainsi que des extraits des rapports sur ces sujets. *Note:* Prière de transmettre. p. 135 — Bureau du Conseil, le 26 juin.

Annexe:—

L'extrait. p. 136

Ministère des Affaires étrangères

W. Hamilton, sous-secrétaire, à Goulburn. Il lui transmet une note du baron Fagel qui demande copie du testament de H. Schuply, mort à Halifax vers 1774. (L'annexe manque.) *Note:* Soumettre ce texte à Kempt. p. 139 — Ministère des Affaires étrangères, le 19 octobre.

Trésorerie

G. Harrison, sous-secrétaire, à Goulburn. Il lui accuse réception de la lettre du 17 novembre et il approuve les mesures prises par Kempt au sujet des mines du Cap-Breton. p. 140 — Trésorerie, le 13 février.

Harrison à Goulburn. Il lui transmet une lettre de Kempt au sujet de l'entente qui a été conclue pour transporter les réfugiés nègres à Trinidad. p. 141 — Trésorerie, le 4 avril.

Annexe:—

Kempt à Harrison, Halifax, le 26 janvier 1821. p. 142

1821
Trésorerie, avril. Harrison à Goulburn. Il lui transmet une lettre de Kempt renfermant la liste des dépenses imprévues encourues au Cap-Breton. Il lui demande là-dessus une opinion. (Les annexes ont été retournées.) *Note:* Ces comptes devraient être acquittés. p. 143

Trésorerie, le 16 avril. Harrison à Goulburn. Il lui accuse réception de la lettre du 20 mars et il l'autorise à prendre 250 louis à même les revenus provenant des houillères pour réparer l'église paroissiale de Sydney. *Note:* Il faudra apprendre la chose à Kempt. p. 144

Trésorerie, le 2 juillet. Harrison à Goulburn. Il lui accuse réception de la lettre du 20 avril et il approuve les mesures prises au sujet des officiers supérieurs (inspecteurs) de la milice. *Note:* Directives à donner. p. 145

Trésorerie, le 18 août. S. R. Lushington, secrétaire, à Goulburn. Il lui transmet copie d'un rapport des commissaires de la douane au sujet de certains abus. Ils ont reçu l'ordre de préparer, avant la prochaine session, un tableau des honoraires. *Note:* Bathurst approuve cet ordre. Avant que tout projet de loi soit soumis au Parlement à ce sujet, Bathurst aimerait l'étudier. p. 146

Annexe:—

Le rapport, bureau de la Douane, le 31 juillet 1821. p. 147

Trésorerie, le 24 octobre. Harrison à Goulburn. Faudrait-il acquitter la traite tirée par D. Stewart afin de payer le traitement d'un secrétaire particulier du 17 octobre au 30 décembre 1820? *Note:* Payez à compte. Ces services ont été requis pendant que Stewart était administrateur de Cap-Breton. p. 151

Trésorerie, le 21 novembre. Harrison à Goulburn. Il approuve les mesures prises par Kempt au sujet des houillères. Les comptes seront envoyés. *Note:* Instructions à donner. p. 152

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Ministère de la Guerre, le 10 septembre. W. Merry à Goulburn. A-t-on pourvu aux pensions des adjudants qui seront frappés par la réduction opérée dans les rangs de la milice? A-t-on lieu de s'opposer à une pareille mesure? p. 154

Ministère de la Guerre, le 15 octobre. Merry à Goulburn. Il demande une réponse à la lettre précédente. *Note:* Il faut voir la lettre précédente. p. 155

Ministère de la Guerre, le 30 octobre. Merry à Goulburn. Il demande encore une fois qu'on lui réponde. *Note:* N'a-t-on pas répondu à cette lettre? p. 155

A

16 Buckingham St., Londres, le 30 octobre. Le major général G. R. Ainslie à Goulburn. Il demande la permission de retirer le reste des émoluments auxquels lui donnait droit son poste de lieutenant-gouverneur du Cap-Breton. *Note:* Que sait-on là-dessus? p. 157

9 Russell St., Bath, sans date. Ainslie à Bathurst. On lui a refusé la permission de retirer le traitement qu'il réclame. Ce refus aura pour lui des suites désagréables. *Note:* A mettre de côté. p. 158

Ainslie à Goulburn. Il demande qu'on lui paie son traitement. 1821
p. 159 Arthur's Club, St. James's, le 3 décembre.

Reçu d'Ainslie. p. 160 Sans date.

B

J. E. Barton à R. Wilmot, sous-secrétaire. Quel poste occupe A. W. Des Barres? Celui-ci lui doit de l'argent? *Note:* Il n'occupa aucun poste. 6 Sutton St., Soho Sq., sans date.
p. 161

C

Colin Campbell à Bathurst. Après qu'on lui eut enlevé son poste d'officier de marine, il fut jeté en prison parce qu'il avait des dettes; il a perdu tous ses biens. *Note:* Brouillon d'une réponse exprimant des regrets. Halifax, le 15 août.
p. 162

J. Crowdy à —. Il demande que l'agent pour le Cap-Breton reçoive l'ordre de payer au capitaine D. Stewart ce qui lui est dû à titre d'administrateur. *Note:* Demande de renseignements sur ce cas. 2 Inner Temple Lane, le 10 octobre.
p. 165

Crowdy à Goulburn. Il demande une réponse à sa lettre du 10 octobre. *Note:* N'a-t-on pas déjà donné l'ordre de payer ce compte? 2 Inner Temple Lane, le 19 octobre.
p. 166

D

— Donaldson à — Baillie. Il lui transmet un certificat afin d'obtenir la moitié des émoluments qui sont dus au major général G. R. Ainslie. (L'annexe manque.) 16 Buckingham St., le 13 avril.
p. 167

A. W. Des Barres à F. Kelsey. Il le prie d'appuyer sa demande de compensation pour la perte de son poste. Halifax, le 4 juin.
p. 168

Le général John Despard à Bathurst. Il lui transmet un mémoire où l'auteur demande que la terre concédée à feu le lieutenant-colonel W. Despard ne soit pas confisquée. Ellesmere, Shropshire, le 6 octobre.
p. 170

Annexe:—

Le mémoire de Mme Elizabeth Despard. p. 171

H

J. Hyde à Goulburn. Son poste de grand prévôt du Cap-Breton a été aboli; que recevra-t-il à titre de compensation? *Note:* Il recevra une idemnité. Halifax, le 6 janvier.
p. 172

Hyde à Goulburn. Il espère être nommé adjoint de l'inspecteur général des bois ou adjoint du maître des casernes. *Note:* Ces postes ne relèvent pas de ce département. Halifax, le 6 janvier.
p. 173

Hyde à Bathurst. Pourquoi il croit avoir droit à un traitement plus élevé. *Note:* Bathurst ne saurait accorder plus de 50 louis par année. Halifax, le 20 mars.
p. 174

1821
Halifax, le 20 mars. Hyde à Goulburn. Il le prie d'appuyer sa demande auprès de Bathurst. p. 176

5 Russell Sq., le 24 mars. John Hall à Bathurst. Il demande pour le lieutenant William Hall, son frère, qui se rendra à Halifax avec le 81e régiment, une lettre d'introduction auprès du lieutenant-gouverneur. p. 177

Halifax, le 18 avril. J. Hyde à Goulburn (personnelle). Nouvel appel. *Note:* Il ne peut rien promettre. p. 178

Halifax, le 17 mai. Hyde à Goulburn (personnelle). Nouvel appel. p. 179

Hanover St., Walworth, le 18 juin. W. Harrison à Goulburn. Il lui transmet un mémoire d'Arthur Smith qui voudrait obtenir une terre dans la Nouvelle-Ecosse. *Note:* Cette demande devrait être adressée au lieutenant-gouverneur. p. 180

Annexe:—

Le mémoire, le 18 juin 1821. p. 202

Halifax, le 18 juin. Hyde à Bathurst. Nouvel appel. *Note:* Refusé. p. 181

Halifax, le 18 juin. Hyde à Goulburn. Nouvel appel. p. 182

42 Castle St., Leicester Sq., le 10 août. Le révérend A. Hamilton, secrétaire de la Société pour la propagation de l'Evangile, à [Bathurst]. Il lui transmet un mémoire demandant une concession de sol en culture et un terrain pour la construction d'une école à Dartmouth. (L'annexe manque.) *Note:* Les directives seront données là-dessus. p. 183

Halifax, le 4 octobre. Hyde à Goulburn. Il lui transmet un mémoire. (L'annexe manque.) *Note:* Ce texte a été transmis à la Trésorerie. p. 184

Halifax, le 2 novembre. Hyde à Goulburn. Il a l'intention d'aller dans le sud de la France et il désire y recevoir sa demi-solde. Il espère qu'on accédera au désir que renferme son mémoire du 4 octobre. p. 185

Sherwood, Halifax, le 10 décembre. Hyde à —. Il demande le payement d'une somme globale au lieu d'une demi-solde ou d'un traitement. *Note:* Rien. p. 186

L

4 Bury St., St. Mary Axe, le 24 mai. Isaac Levi à —. Il demande une déclaration attestant qu'il faisait partie de la milice de Halifax, à partir du 13 octobre 1813 jusqu'à mars 1815. p. 187

M

77 New Wynd, Glascow, sans date. Requête de A. Maxwell qui demande des renseignements lui permettant de prendre possession de la propriété que lui laissa son frère dans la Nouvelle-Ecosse. *Note:* Nécessité d'avoir des renseignements additionnels. p. 188

44 Charing Cross, le 24 mai. Le capitaine John Mackay à Goulburn. Il demande une lettre d'introduction auprès de Kempt: il veut s'établir sur une terre dans la Nouvelle-Ecosse. *Note:* Donnez-lui la lettre. p. 190

Annexe:— 1821

J. Loch à —, 106 Great Russell St., le 24 mai 1821. p. 191

Le baron de Maltzahan à Goulburn. Il demande que soient certifiées des signatures de magistrats de Halifax afin de pouvoir les soumettre aux cours prussiennes. (En français.) *Note:* Cela peut-il se faire? 17 Thayer St., Manchester Sq., le 1er septembre. p. 192

Maltzahan à Goulburn. Il demande de répondre à sa lettre précédente. Il lui faut ces signatures pour établir que L. de Schmeling est mort. (En français.) 17 Thayer St., Manchester Sq., le 4 décembre. p. 193

N

F. Neil à Goulburn. Il demande l'adresse de F. Lynn, adjoint du grand maître des casernes, qui a quitté Halifax. 12 Princess St., Hanover Sq., le 7 mars. p. 194

L'évêque de la Nouvelle-Ecosse à Bathurst. Il lui transmet des extraits d'une lettre du révérend J. Inglis, son délégué, au sujet des points suivants: le collège Dalhousie, la prestation du serment d'Etat par tous les membres de la Législature et l'émission de permis de mariage. *Note:* Commentaires sur ce qui devrait être fait. 7 York Place, Brompton, le 23 mai. p. 195

Annexe:—

Les extraits. p. 196

Certificat médical pour l'évêque de la Nouvelle-Ecosse. Le 7 avril. p. 199

Autre certificat. Le 11 avril. p. 200

P

Le révérend Cyrus Perkins à Bathurst. Il demande de vérifier certaines signatures afin d'obtenir un passeport pour la Prusse. Londres, le 7 mai. p. 201

S

Requête de C. W. Schmidt qui demande du secours. *Note:* Il regrette de ne pouvoir accéder à cette demande. Le 19 juillet. p. 204

Annexe:—

R. H. Crew à Schmidt, Artillerie, le 26 avril 1821. p. 206

U

C. Uniacke à Bathurst. Il déclare que les signatures ci-jointes sont bien celles de J. Stewart, de R. J. Uniacke et de W. Sternes. Londres, le 11 juin. p. 207

Requête de Sarah (Mme William) Urquhart qui demande que la preuve, dans le cas de la réclamation de son mari, puisse être établie en Angleterre. St. John's St., près Winchester, le 18 juin. p. 208

Nouvelle-Écosse, A. 163

1822 **LE MAJOR GÉNÉRAL SIR JAMES KEMPT, 1822**

Halifax, le 14 janvier. Kempt à Bathurst, N° 1. Pourquoi il faudrait renouveler le bail des houillères de Pictou; il demande encore une fois des instructions. *Note:* A mettre de côté. p. 2

Halifax, le 20 mars. Kempt à Bathurst, N° 2. Il lui transmet l'adresse du Conseil législatif qui demande d'admettre les catholiques romains à la Législature, s'ils consentent à prêter le serment d'allégeance tout en omettant la déclaration contre le papisme et la transsubstantiation. Pourquoi cette adresse fut adoptée. Il approuve une telle politique. p. 4

Annexes:—

(1) L'adresse, le 9 mars 1822. p. 6

(2) La loi projetée. p. 8

Halifax, le 22 mars. Kempt à Bathurst, N° 4. Il lui transmet une adresse de l'Assemblée qui demande que les ports de la Nouvelle-Ecosse soient placés sur un pied d'égalité avec ceux des Indes Occidentales en ce qui a trait à l'exportation du rhum au Canada. Il recommande d'accéder à cette requête. (L'annexe manque.) p. 11

Halifax, le 22 mars. Kempt à Bathurst, N° 5. Il lui transmet une adresse de la Législature qui demande que des mesures soient prises pour protéger le commerce des Indes Occidentales contre les déprédations des pirates. (L'annexe a été envoyée à l'Amirauté.) p. 12

Halifax, le 23 mars. Kempt à Bathurst, N° 6. Le projet d'établir des relations commerciales entre les Indes Occidentales et les Etats-Unis a suscité des craintes. Il appuie la requête de la Législature qui demande de ne rien faire là-dessus avant d'avoir étudié les représentations de la Nouvelle-Ecosse. p. 13

Halifax, le 15 avril. Kempt à Bathurst, N° 7. La session s'est terminée le 10 avril. Les lois seront imprimées et envoyées. p. 14

Halifax, le 16 avril. Kempt à Bathurst, N° 8. Il lui transmet une adresse de la Législature qui proteste contre le projet d'ouvrir les ports des Indes Occidentales aux vaisseaux américains. p. 15

Annexe:—

L'adresse, le 4 avril 1822. p. 16

Halifax, le 16 avril. Kempt à Bathurst, N° 9. Il lui transmet une lettre de W. J. Skerrett qui déclare que T. J. Mathias n'est plus agent. Il faudra prendre des mesures pour payer les traites qui ont été tirées. p. 21

Annexe:—

Skerrett à Kempt, Londres, le 25 février 1822. p. 22

Halifax, le 19 avril. Kempt à R. Wilmot, sous-secrétaire, N° 10. Il n'a pu obtenir aucun renseignement sur le testament de H. Schulpy ou sur cet individu. p. 23

Kempt à Bathurst, N° 11. Pourquoi il ne faut pas payer tout de suite le major général G. R. Ainslie. p. 24 1822 Halifax, le 27 mai.

Annexe:—

C. R. Ward à R. D. George, secrétaire, Sydney, le 4 avril 1822. p. 25

Sous-annexe:—

Le compte. p. 26

Kempt à Bathurst, N° 13. Il lui accuse réception de la lettre du 10 avril et lui transmet des lettres de MM. Cunard au sujet du vaisseau armé affecté au service des pêcheries. Il demandera un autre vaisseau, mais il ne signera aucun autre contrat avant d'avoir obtenu là-dessus de nouvelles instructions. p. 27 Halifax, le 27 mai.

Annexes:—

(1) A. Cunard et fils à Kempt, Halifax, le 19 mars 1822. p. 28

(2) S. Cunard à Kempt, Halifax, le 28 mai [sic] 1822. p. 28

Kempt à Bathurst, N° 13 [sic]. *L'Africaine,* frégate française, a fait naufrage sur le cap de Sable. p. 33 Halifax, le 28 mai.

Kempt à Bathurst, N° 14. Il a envoyé les lettres des officiers et des membres de l'équipage de *L'Africaine* avec les dépêches. p. 35 Halifax, le 28 mai.

Kempt à Stephen, N° 15. Il lui transmet la liste des lois votées au cours de la dernière session. (L'annexe manque.) *Note:* Cela a été envoyé à M. Stephen, en juillet 1822. p. 36 Halifax, le 28 mai.

Kempt à Bathurst, N° 17. Il lui transmet l'état des revenus des houillères et il explique l'emploi d'une certaine somme prise à même ce fonds. *Note:* L'octroi de 100 louis au shérif devra être approuvé. p. 39 Halifax, le 17 juin.

Annexe:—

Le compte. p. 42

Kempt à Bathurst, N° 16. Il lui transmet un état des frais occasionnés par les officiers et les membres de l'équipage de *L'Africaine* qui sont rentrés en France. *Note:* Les annexes ont été envoyées au ministère des Affaires étrangères. p. 38 Halifax, le 18 juin.

Kempt à Bathurst, N° 18. Il a transmis, en monnaie courante, la somme due au major général G. R. Ainslie afin de soustraire celui-ci à la nécessité de payer le prix du change. *Note:* Il faudra faire savoir la chose à Ainslie. p. 45 Halifax, le 18 juin.

Kempt à Bathurst, N° 19. W. Hill exercera les fonctions d'adjoint du secrétaire et de greffier pendant l'absence de R. D. George. Un congé a été accordé à l'honorable J. Black. *Note:* Congé accordé. p. 46 Halifax, le 18 juin.

1822
Halifax, le 20 septembre. Kempt à Bathurst, N° 20. Il a accordé à MM. Bown un bail de cinq ans en ce qui a trait aux houillères de Sydney. Pourquoi il a accepté leur offre. p. 47

Halifax, le 19 octobre. Kempt à Bathurst, N° 21. Il lui accuse réception de la dépêche du 6 juillet et il recommande d'accorder à B. Tucker un permis, valable pour deux ans, de rechercher des minéraux; toutefois la Couronne devrait recevoir un quinzième des revenus nets des mines. p. 48

Halifax, le 20 octobre. Kempt à Bathurst. Enos Collins a été nommé membre du Conseil en remplacement de James Fraser qui mourut le 14 octobre. Kempt désire que cette nomination soit confirmée. p. 50

Halifax, le 21 octobre. Kempt à Bathurst. A propos de soumissions pour un vaisseau affecté au service des pêcheries. Il demande là-dessus des instructions. p. 51

Halifax, le 25 novembre. Kempt à Bathurst, N° 24. Il lui accuse réception de la dépêche du 31 mars et lui transmet le Livre Bleu. Il regrette le retard qui en est résulté. (L'annexe manque.) p. 53

Halifax, le 1er décembre. Kempt à Bathurst. Il lui transmet la requête de J. W. Nutting qui désire être nommé greffier de la Couronne et protonotaire lorsque surviendra la mort du présent titulaire dont il est l'adjoint. Il recommande cette nomination. p. 54

Annexe:—

La requête, le 21 novembre 1822. p. 55

Halifax, le 24 décembre. Kempt à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre du 12 octobre. Pendant son séjour, le juge en chef de Terre-Neuve sera l'objet de tous les égards qui lui sont dûs. Tous les vaisseaux de la marine sont aux Bermudes. p. 57

DIVERS

Amirauté

Amirauté, le 3 avril. J. Croker, secrétaire, à Wilmot. Les mesures prises pour protéger le commerce de la Nouvelle-Ecosse contre les actes de piraterie. p. 58

Annexes:—

(1) Le contre-amiral sir C. Rowley à Croker, la Jamaïque, le 2 janvier 1822. p. 60

(2) Rowley à Don Simon Bolivar, la Jamaïque, le 29 octobre 1821. p. 62

(3) Lettre de marque accordée par le Gouvernement de Buenos-Aires et du Chili. p. 63

(4) William Burge à Rowley, Spanish Town, le 11 décembre. p. 65

(5) L. De Clemente à Rowley, Santa Marta, le 27 novembre 1821. p. 66 — 1822

(6) Rowley à Croker, la Jamaïque, le 1er février 1822, N° 10. p. 67

(7) F. S. Santander à Rowley, Bogota, le 17 décembre 1821. p. 68

Croker à Wilmot (urgente). Il lui accuse réception de la lettre du 25 novembre. Si Bathurst approuve cette démarche, on demandera à l'amiral du port de Halifax de pourvoir, si possible, au service des pêcheries. p. 69 — Amirauté, le 5 décembre.

J. Barrow, deuxième secrétaire, à Wilmot. Il lui accuse réception de la lettre du 9 décembre. On a demandé à l'amiral d'affecter un vaisseau au service des pêcheries. p. 70 — Amirauté, le 12 décembre.

L'AGENT DES COLONIES

N. Atcheson à Wilmot. Il lui transmet une adresse de la Législature qui demande que lui soient remis les droits dont est frappé le rhum importé au Canada. *Note:* Il faudra voir les projets de loi actuellement soumis au Parlement. p. 71 — Duke St., Westminster, le 23 mai.

Annexe:—

L'adresse, le 21 mars 1822. p. 72

Atcheson à Wilmot. Il lui transmet l'adresse de la Législature qui s'oppose au projet de loi ayant trait au commerce avec les Indes Occidentales. (L'annexe manque. Voir A. 163, p. 16.) p. 74 — Duke St., Westminster, le 23 mai.

BUREAU DU CONSEIL

Note portant l'ordre de graver les nouveaux sceaux pour la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick, l'Ile du Prince-Edouard et le Cap-Breton. p. 76 — Le 5 juillet.

Note approuvant la nomination d'Enos Collins au Conseil. p. 77 — Le 22 novembre.

BUREAU DU COMMERCE

J. Porter, secrétaire, à Wilmot. Le bureau du Commerce est d'avis que la meilleure solution au problème que souligne la Nouvelle-Ecosse serait d'imposer un droit de 6 deniers sur chaque gallon de rhum importé au Canada. p. 78 — Whitehall, le 5 juin.

T. Lack, secrétaire, à Wilmot. Vingt-quatre des vingt-huit lois transmises au bureau du Commerce ont cessé d'être en vigueur. Il faudrait toutefois étudier le rapport de Stephen, en date du 17 août 1821. Il demande ce que Bathurst pense des quatre autres lois. *Note:* Un extrait de cette lettre sera transmis au gouverneur avec le rapport de Stephen. p. 79 — Whitehall, le 21 novembre.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

J. Plante, fils, sous-secrétaire, à Wilmot. Il lui transmet une dépêche de sir C. Stuart, ambassadeur à Paris, au sujet du naufrage de *L'Africaine*. p. 80 — Ministère des Affaires étrangères, le 10 septembre.

1822 Annexes:—

(1) Stuart à [Castlereagh], secrétaire d'État, Paris, le 5 septembre 1822, N° 245. p. 81

(2) Stuart au vicomte de Montmorency, Paris, le 12 juillet 1822. p. 82

(3) Stuart à Montmorency, Paris, le 24 juillet 1822. p. 83

(4) Montmorency à Stuart, Paris, le 17 août 1822. p. 84

(5) James Drummond, commissaire général, à Stuart, Paris, le 3 septembre 1822. p. 85

ARTILLERIE

Artillerie, le 18 février. Lord Fitzroy Somerset, secrétaire, à Wilmot. Il demande si Bathurst désire qu'une brigade d'artillerie de campagne (pièces de six) soit envoyée à Halifax. Il donne une liste des pièces d'artillerie qui sont déjà sur les lieux. *Note:* Renvoi de la question à qui de droit. p. 86

TRÉSORERIE

Trésorerie, le 9 février. G. Harrison, sous-secrétaire, à Wilmot. Il lui transmet un rapport des commissaires de la douane sur la perte des honoraires que réclame le solliciteur général de la Nouvelle-Ecosse. p. 87

Annexe:—

Le rapport, bureau de la Douane, le 29 janvier 1822. p. 88

Trésorerie, le 7 mars. Harrison à Wilmot. Il approuve le projet de prendre 500 louis à même les revenus des houillères et d'accorder cette somme, à titre d'indemnité, à un secrétaire particulier de Kempt. p. 89

Trésorerie, le 20 avril. Harrison à Wilmot. Il lui transmet une lettre de Mme E. H. Hartley, veuve de l'ex-grand prévôt. A-t-on l'intention de continuer à payer une pension à cette veuve? Pourquoi cette somme n'a-t-elle pas été incluse dans les estimations budgétaires? p. 90

Annexe:—

Mme E. H. Hartley à W. Hill, 2 Hales Place, South Lambeth. p. 91

Trésorerie, le 20 avril. Harrison à Wilmot. W. Hill a reçu l'ordre d'acquitter les comptes de la Nouvelle-Écosse jusqu'à la nomination d'un autre agent. p. 92

Trésorerie, le 21 juin. Harrison à Wilmot. Il lui accuse réception de la lettre du 29 mai. Les lettres de change protestées ont été payées par W. Hill, de la Trésorerie, qui agit en qualité d'agent en attendant une nouvelle nomination. p. 92

Trésorerie, le 24 juillet. Harrison à Wilmot. Pourquoi n'a-t-on pas pourvu dans les estimations budgétaires à la pension consentie à la veuve et aux filles de feu le révérend Dr. Cox. p. 94

Lushington à Wilmot. Il lui transmet un rapport sur les travaux qui devraient être effectués et il lui demande une opinion sur les sommes qu'on devrait affecter à ces fins. *Note:* Nul renseignement disponible permettant de se faire une opinion là-dessus. p. 95 — 1822 Trésorerie, le 10 août.

Annexe:—

Le rapport. p. 96

Harrison à Wilmot. John Kirkland a été nommé agent pour la Nouvelle-Écosse et le Cap-Breton. p. 97 — Trésorerie, le 9 novembre.

Ministère de la Guerre

W. Merry, secrétaire, à Bathurst. Il demande des renseignements sur le traitement et les émoluments de l'officier de marine à Halifax. Pendant combien de temps Colin Campbell a-t-il occupé ce poste? *Note:* Les renseignements seront transmis. p. 98 — Ministère de la Guerre, le 15 janvier.

Merry à Wilmot. Il demande des renseignements sur le traitement et les émoluments du maréchal de la Vice-Amirauté. J. Putnam a demandé une indemnité égale à sa demi-solde. p. 99 — Ministère de la Guerre, le 22 mai.

Société pour la propagation de l'Évangile

La Société pour la propagation de l'Évangile à Bathurst. Les réserves du clergé et certains cantons de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. Il faudra donner des instructions pour remédier à la situation en n'oubliant pas de signaler que les terres réservées aux écoles sont destinées à des institutions qui relèvent de l'Église d'Angleterre; les honoraires. *Note:* Les instructions seront données. p. 100 — Bibliothèque St-Martin, Westminster, le 19 juillet,

Annexe:—

J. Pownall à la Société pour la propagation de l'Évangile, Whitehall, le 6 avril 1749. (Extrait.) p. 102

A

Le major général G. R. Ainslie à Bathurst. Il demande qu'on lui remette la somme qui a été déduite de son traitement et qu'on le rembourse pour les intérêts qu'il a été obligé de payer à cause de cette déduction. p. 103 — Arthur's Club, St. James, le 17 juillet.

Ainslie à Wilmot (personnelle et explicative). Nouvelle demande à propos de son traitement. p. 104 — Arthur's Club, le 18 juillet.

Mémoire d'Ainslie au sujet de son traitement. p. 105 — Arthur's Club, le 19 juillet.

Ainslie à Wilmot. Il lui transmet une lettre du lieutenant T. Smith avec son adresse. p. 107 — Arthur's Club, le 22 juillet.

Annexe:—

Smith à Ainslie, 5 Bateman's Buildings, Soho, le 19 juillet 1822. p. 108

1822

Arthur's Club, le 26 juillet. Ainslie à Wilmot (personnelle). Une partie de son traitement devant être payée en doublons, il demande que ceux-ci soient supputés au prix courant. p. 109

Arthur's Club, le 7 août. Ainslie à Wilmot. Il lui transmet copie d'une lettre à sir George Warrander au sujet de son mémoire. p. 110

Annexe:—

Ainslie à Warrander, Arthur's Club, St. James St., le 7 août 1822. p. 111

16 Buckinghamshire, Adelphi, le 25 août. Ainslie à Wilmot. Il lui accuse réception de la lettre du 24 août et demande une entrevue au sujet de son indemnité annuelle. Ses états de service à la Dominique. p. 114

B

24 Lime St., Londres, le 22 février. A. Belcher à Wilmot. Il lui transmet une lettre de W. T. Skerrett, [avocat de l'agent, T. J. Mathias] qui a refusé d'acquitter les comptes de la Nouvelle-Écosse à cause de la démission de Mathias. *Note:* Copie de cette lettre sera envoyée à la Trésorerie. p. 117

Annexe:—

W. T. Skerrett à Belcher, le 10 janvier 1822. p. 118

Lincoln's Inn, le 10 avril. S. Bannister à ——. La lettre de W. Bromley au sujet des sauvages. Les marchandises que ceux-ci fabriquent ne devraient pas être frappées d'un droit. p. 119

Annexe:—

La lettre, le 26 février 1819. p. 120

46 Upper Seymour St., le 9 mai. Hans Busk à Wilmot. Mme Faesch pourrait-elle réclamer une terre concédée en 1763 au capitaine Faesch, son défunt mari? p. 123

81 St. John Road, le 3 juillet. G. Blanchard à Wilmot. Il envoie des renseignements sur sa famille pour appuyer la demande qu'il a faite au sujet d'un ami. p. 124

Annexe:—

S. Taylor à Blanchard, Biggleswade, le 8 juin 1822. p. 125

C

Portsmouth, le 11 mars. J. Carrington à Bathurst. Il demande copie d'une lettre que H. Goulburn lui écrivit le 29 mars 1822. p. 131

2 Inner Temple, le 3 décembre. Mémoire au sujet de la requête du major D. Stewart. p. 132

G

Willesden, le 17 décembre. R. D. George à Wilmot. Il demande la prolongation de son congé. p. 133

J. Hyde au sous-secrétaire d'État. Il lui transmet un mémoire où il demande le remboursement d'une partie des dépenses occasionnées par son voyage. Le payement de sa demi-solde. p. 134 — 1822 Tadley Lodge, près Basingstoke, le 10 décembre.

Annexe:—

Le mémoire, le 10 décembre 1822. p. 135

Hyde à Wilmot. Il demande des renseignements sur sa lettre du 10 décembre. p. 136 — Tadley Lodge, le 15 décembre.

I

S. Isted à Wilmot. Il demande un texte attestant que A. W. Des Barres avait droit à son plein traitement de 1817 à 1818, et à la moitié de son traitement jusqu'au 31 décembre 1819; l'indemnité que reçut George Isted, son frère, en sa qualité d'agent pour le Cap-Breton. p. 137 — St. James Hotel, Jermyn St., le 31 juillet.

J

W. C. Johnson à ——. Il demande qu'on fasse des recherches au sujet d'une terre de 30,000 acres concédée à Margaret, veuve du colonel Samuel Vetch. p. 138 — Hotel York, Blackfriars, le 15 juillet.

K

John Kirkland à Wilmot. Il voudrait avoir copie des estimations budgétaires de la Nouvelle-Écosse pour 1821 et 1822. Il a été nommé agent. p. 139 — 8 Bennett St., le 14 novembre.

L

C. E. Leonard à Bathurst. Il demande une compensation pour la perte des honoraires qu'il aurait dû recevoir lorsqu'il agissait en qualité d'inspecteur et de visiteur de la douane au Cap-Breton. Ses états de service. p. 140 — Sydney, Cap-Breton, le 22 février.

M

Requête de John Mac Kay qui demande le remboursement des dépenses que lui occasionnèrent ses travaux dans les mines. p. 142 — Sydney, Cap-Breton, le 12 décembre.

Annexes:—

(1) Mac Kay à Kempt, Sydney, le 26 février 1822. p. 144

(2) R. D. George, secrétaire, à Mac Kay, Halifax, le 26 avril 1822. p. 146

(3) Certificat de G. W. Bown. La compensation que le preneur est censé recevoir au terme de son bail. Sydney, le 17 décembre 1822. p. 147

(4) Note du Conseil, Halifax, le 4 mai 1820. p. 148

T. Mackenzie à H. H. Drummond. Il demande une lettre pour le révérend —— Mc Leod, ministre presbytérien, qui désire se rendre dans la Nouvelle-Écosse. *Note:* Cette lettre sera rédigée. p. 149 — 19, Hotel Waterloo.

1822

N

36 Surrey St., Strand, le 15 mars. — L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Bathurst. Il lui transmet un certificat médical. p. 150

Annexe:—

Le certificat, le 12 mars 1822. p. 151

P

Le 27 décembre. — J. Pratt, chirurgien du pénitencier de Milbank, à ——. Tous les professeurs qui enseigneront à l'université de la Nouvelle-Écosse ont-ils été nommés? p. 152

R

Northumberland Coffee House, le 4 avril. — Alex. Robinson à Bathurst. Inutilité de maintenir un vaisseau armé au service de la province. Il regrette de constater que l'administration des douanes n'a pas été améliorée. *Note:* Cette lettre semble nécessiter une enquête. p. 153

S

Halifax, le 5 janvier. — G. M. S—— à Bathurst. Il demande de ne plus maintenir un vaisseau armé au service de la province. p. 155

Halifax, le 20 mars. — C. W. Schmidt à Bathurst. On a refusé de le secourir et il se trouve dans une triste situation. p. 157

Saint-Jean, N.-B., le 16 août. — Mémoire du major D. Stewart. Il demande le remboursement d'une somme, provenant d'honoraires et d'allocations, qui se trouve entre les mains de C. Ward, agent d'Ainslie. p. 159

15 Surrey St., Strand, le 7 septembre. — T. Smith à Wilmot. Il lui transmet un état des dépenses occasionnées par le vaisseau provincial; à propos d'un nouveau contrat. p. 160

Annexe:—

L'état des dépenses. p. 161

Bath, le 14 novembre. — Le duc de Somerset à Bathurst. On devrait encourager les chômeurs à émigrer. p. 162

T

Bureau du Duché de Cornwall, le 3 juillet. — B. Tucker à Bathurst. Il demande un permis pour la recherche de minéraux dans la Nouvelle-Écosse et la liberté et les moyens d'exploiter les mines. *Note:* Il faudra faire part de cette lettre à Kempt et à la Trésorerie. p. 163

Tremanton Castle, près Plymouth, le 20 décembre. — Tucker à Wilmot. Il lui accuse réception de la lettre du 16 décembre et il accepte les conditions qu'elle renferme. p. 164

W 1822

Le lieutenant Henry Walker, de la marine royale, à Wilmot. A quelles conditions peut-on louer les houillères de Sydney? Lui et son associé désireraient un bail de 21 ans, ou au moins de 14 ans. Portsmouth, le 11 avril.
p. 165

Le baron de Werther à Wilmot. Il voudrait avoir une réponse à la lettre du baron de Maltzahan où ce dernier demande de vérifier certaines signatures afin de régler la succession de L. de Schmeling. 8 Mansfield St., le 27 avril.
p. 167

Nouvelle-Écosse, A. 164

LE MAJOR GÉNÉRAL SIR JAMES KEMPT, 1823 1823

Kempt à Bathurst, N° 1. Un congé a été accordé à J. Blackwell, officier de marine, qui a obtenu un remplaçant. Halifax, le 5 janvier.
p. 3

Kempt à Bathurst, N° 2. Il lui transmet des requêtes des habitants de Windsor et de Digby qui demandent que leurs ports soient ouverts au commerce. Il recommande d'accéder à ces requêtes; au cas où l'on déciderait de n'ouvrir qu'un seul port, Windsor devrait obtenir la préférence. (Les annexes envoyées au bureau du Commerce.) Halifax, le 5 janvier.
p. 4

Kempt à Adam Gordon (personnelle). Il lui transmet une lettre du contre-amiral W. C. Fahie. Lui aussi croit que les vaisseaux de la marine ne devraient pas servir au transport du courrier. Il faudra étudier la question lorsque se fera la réorganisation du service des paquebots. Il espère avoir des renseignements de Bathurst au sujet du vaisseau du Gouvernement. (L'annexe manque.) Halifax, le 24 janvier.
p. 6

Kempt à Bathurst. Il lui transmet une lettre du contre-amiral W. C. Fahie qui lui dit pourquoi il n'est pas possible d'assigner un vaisseau pour la protection des pêcheries. Voilà pourquoi il a nolisé le *Chebucto* pour une période de douze mois. Halifax, le 19 mars.
p. 8

Annexe:—

Fahie à Kempt, les Bermudes, le 7 mars 1823.
p. 9

Kempt à Bathurst, N° 4. Il lui transmet l'état des revenus des houillères pour 1822. Il demande encore d'employer une partie de ces revenus pour venir en aide au collège Dalhousie. Il recommande aussi l'octroi d'un autre 1,000 louis pour le collège King. Halifax, le 20 mars.
p. 10

Annexe:—

Les états.
p. 13

Kempt à Bathurst, N° 5. Il lui accuse réception de la dépêche du 20 novembre. Le rapport des légistes sur les lois provinciales sera soumis à l'Assemblée. Halifax, le 21 mars.
p. 18

1823
Halifax, le 10 avril. Kempt à Bathurst, N° 6. La session s'est terminée le 8 avril; lorsque les lois seront imprimées, elles lui seront transmises. L'harmonie règne. Il commentera les questions d'intérêt public qui ont été discutées. p. 19

Halifax, le 22 avril. Kempt à Bathurst, N° 7. Colin Campbell est mort le 19 avril. p. 20

Halifax, le 10 mai. Kempt à Bathurst, N° 8. L'Assemblée a voté un traitement au juge qui demeure au Cap-Breton. Il demande de confirmer la nomination de G. W. Marshall à ce poste. p. 21

Halifax, le 20 mai. [Kempt] à —— (personnelle). Il lui transmet une documentation qui se rapporte au Cap-Breton. L'annexion ne suscite aucun grief réel; bien au contraire, la population est satisfaite. R. Gibbon n'est pas un agent autorisé. p. 26

Annexes:—

(1) L'adresse à Kempt, septembre 1821. p. 29

(2) Les revenus obtenus depuis l'annexion. p. 31

(3) Les crédits budgétaires depuis l'annexion. p. 33

Halifax, le 30 mai. Kempt à Bathurst. Il lui transmet une adresse qui atteste la satisfaction que l'annexion à la Nouvelle-Écosse a suscitée dans la population du Cap-Breton. p. 23

Annexe:—

L'adresse, Sydney, le 9 mai 1823. p. 24

Halifax, le 12 juin. Kempt à Bathurst. Il lui transmet les journaux de l'Assemblée qui embrassent la période au cours de laquelle il dirigea l'administration, ainsi qu'une liste de 38 lois votées au cours de la dernière session. (Les journaux manquent.) p. 40

Annexe:—

La liste. p. 41

Halifax, le 5 juillet. Kempt à Bathurst, N° 9. Il demande que le lieutenant-gouverneur reçoive des émoluments fixes au lieu d'honoraires. p. 49

Annexe:—

Kempt à —— Baillie, le 16 octobre 1823 (extrait). Mémoire au sujet des honoraires. p. 50

Sous-annexe:—

Le mémoire, le 10 août 1823. p. 51

Halifax, le 10 juillet, Kempt à Bathurst, N° 10. Il demande un congé. p. 54

Halifax, le 5 août. Kempt à Bathurst, N° 11. Il lui accuse réception de la lettre du 31 mars. Il soumettra sous peu ses propositions en ce qui a trait à la modification des instructions royales. p. 55

Kempt à Bathurst. Il lui transmet un mémoire et une requête du bureau du Commerce de Halifax au sujet du commerce et des pêcheries. (L'annexe a été envoyée à la Trésorerie.) p. 56 — 1823, Halifax, le 6 août.

Kempt à Bathurst. On éprouve quelques difficultés à interpréter certains articles de la récente loi 3, Geo. IV, ch. 44, qui réglemente le commerce. Il demande là-dessus une décision. p. 57 — Halifax, le 30 août.

Annexes:—

(1) Première opinion donnée par le procureur général au bureau du Commerce. p. 69

(2) Deuxième opinion donnée par le procureur général au bureau du Commerce. p. 59

(3) R. J. Uniacke, procureur général, à Kempt, Halifax, le 21 août 1823. p. 67

(4) Les commissaires des douanes au percepteur à Halifax, Londres, le 5 juin 1823. p. 71

(5) Uniacke à R. Tremain, président du bureau du Commerce, Halifax, le 22 août 1823. p. 72

Kempt à Bathurst, N° 13. Il le renvoie à la dépêche du 5 janvier et il demande une réponse aux requêtes se rapportant à l'ouverture des ports. p. 75 — Halifax, le 14 septembre.

Kempt à Bathurst, N° 14. Il lui transmet les rapports des officiers de marine pour 1822 et 1823. La cause du retard. (Les annexes manquent.) p. 76 — Halifax, le 14 octobre.

Kempt à Bathurst, N° 15. Il lui accuse réception de la lettre du 31 juillet. Les réfugiés américains qui se sont établis sur des terres ne veulent pas se rendre à Trinidad ni à un endroit quelconque où l'esclavage existe. p. 77 — Halifax, le 16 octobre.

Kempt à Bathurst, N° 16. Il lui transmet l'état des revenus et des dépenses sans attendre les rapports sur les exportations et les importations de Sydney et de Shelburne. (L'annexe manque.) p. 78 — Halifax, le 16 octobre.

Kempt à Bathurst (personnelle). Pourquoi il a refusé d'envoyer des troupes à l'Ile du Prince-Edouard. p. 79 — Halifax, le 13 novembre.

Annexes:—

(1) Kempt au lieutenant-gouverneur C. D. Smith, Halifax, le 1er novembre 1823. p. 81

(2) Kempt à Smith, Halifax, le 13 novembre 1823. p. 82

(3) Smith à Kempt, Charlottetown, le 29 octobre 1823. p. 83

(4) Smith à [Kempt], Charlottetown, le 6 novembre 1823. p. 86

1823
Halifax, le 16 décembre. Kempt à Bathurst, N° 17. Il lui transmet des renseignements sur les estimations budgétaires de la Nouvelle-Écosse. Mlle G. E. Cottnam est morte; l'évêque de la Nouvelle-Écosse s'est absenté sans permission. p. 87

Annexe:—

Les estimations budgétaires. p. 88

Halifax, le 27 décembre. Kempt à R. Wilmot Horton, sous-secrétaire, N° 18. Il lui accuse réception de la lettre du 30 septembre. Il promet de lui envoyer un résumé de la correspondance qu'il a échangée avec Bathurst. Les lettres personnelles seront séparées des lettres officielles. p. 91

Halifax, le 27 décembre. Kempt à Bathurst, N° 19. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 septembre. Il suivra les règlements au sujet de la préparation des dépêches. p. 92

Halifax, le 27 décembre. Kempt à Bathurst. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 septembre renfermant l'autorisation de maintenir à vie la pension de 100 louis accordée à la veuve de C. Campbell. p. 93

DIVERS

Amirauté

Amirauté, le 22 avril. J. Barrow, deuxième secrétaire, à Wilmot. Il lui transmet une lettre du contre-amiral W. C. Fahie, où ce dernier déclare qu'il ne pouvait affecter un vaisseau au service de la marine. p. 94

Annexe:—

Fahie à J. W. Croker, premier secrétaire, les Bermudes, le 7 mars 1823. p. 95

Agent

Duke St., Westminster, le 20 mai. N. Atcheson à Wilmot. Il lui transmet une lettre de J. Black qui demande de prolonger son congé. p. 96

Annexe:—

Black à Wilmot, Londres, le 20 mai 1823. p. 97

Commandant en chef

Grand Quartier-général, le 29 mars. Le major général sir Herbert Taylor, secrétaire, à Wilmot. Il demande que l'on donne l'ordre au bureau de la Marine de transporter le 52e régiment en Amérique du Nord où il remplacera le 62e régiment. p. 98

Halifax, le 23 avril. Taylor à Wilmot. Il lui transmet une correspondance échangée au sujet des vétérans qui sont en garnison à Terre-Neuve ou aux Bermudes. Le commandant en chef attache de l'importance au projet de Kempt. p. 99

Annexes:— 1823

(1) Kempt au major général sir W. Gordon, Halifax, le 10 février 1823. p. 100

(2) Mémoire par Kempt, Halifax, le 10 février 1823. p. 102

(3) Kempt à Gordon, Halifax, le 28 mars 1823. (Extrait.) p. 103

BUREAU DE COMMERCE

T. Lack, secrétaire, à Wilmot Horton. Les lois de 1821 de la Nouvelle-Écosse devraient être maintenues en vigueur. Mais le rapport de Stephen sur les lois N^os^ 1004, 1015, 1016, 1022, 1024, 1025 et 1027 devrait être porté à la connaissance de Bathurst. Son rapport sur les lois N^os^ 1009 et 1017 devrait être communiqué à Kempt. p. 104 Whitehall, le 14 juillet.

Lack à Wilmot Norton. Les lois de 1822 de la Nouvelle-Ecosse devraient être maintenues en vigueur; mais il faudrait attirer l'attention de Bathurst sur les remarques de Stephen au sujet des lois N^os^ 1052 et 1056 à 1058. p. 105 Whitehall, le 17 juillet.

Lack à Horton. Il lui accuse réception des lettres du 25 février et du 16 octobre et il lui transmet un rapport des commissaires de la douane. Comme conséquence du rapport, il a été jugé inopportun d'ouvrir les ports de Digby et de Windsor. p. 106 Bureau du Commerce, le 13 novembre.

Annexe:—

Le rapport, ministère des Douanes, le 27 mars 1823. p. 107

CONSEIL: J. STEPHEN

Stephen à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 18 octobre. Son interprétation de la récente loi 3, Geo. IV, ch. 44, qui réglemente le commerce. Cette opinion est donnée conformément à la demande que renfermait la dépêche de Kempt, en date du 30 août 1823. p. 109 Lincoln's Inn, le 13 novembre.

ARTILLERIE

Lord Fitzroy Somerset, secrétaire, à Wilmot. Il n'y a aucune vacance dans le département des casernes à Windsor. H. Smith a demandé de l'emploi. p. 114 Artillerie, le 12 avril.

TRÉSORERIE

G. Harrison, sous-secrétaire, à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 31 mai; la Trésorerie ne saurait consentir à échanger la pension de Joshua Hyde. p. 115 Trésorerie, le 24 juin.

S. R. Lushington, secrétaire, à Wilmot Horton. Il demande une opinion sur le cas de A. W. DesBarres qui, en sa qualité d'ancien procureur général du Cap-Breton, demande le reste de son traitement. p. 116 Trésorerie, le 2 juillet.

1823 MINISTÈRE DE LA GUERRE

Ministère de la Guerre, le 16 mai. W. Merry, secrétaire, à Wilmot Horton. Il voudrait connaître le traitement du lieutenant Nathaniel Thomas, à titre d'officier de la douane à Windsor, ainsi que la date de sa nomination. *Note:* On ne trouve pas le nom de cet individu dans le Livre Bleu. p. 117

Ministère de la Guerre, le 17 juin. Merry à Wilmot Horton. Il demande une réponse à sa lettre du 16 mai. p. 118

SOCIÉTÉ POUR LA PROPAGATION DE L'EVANGILE

St. Mary le Bow, le 20 juin. La Société pour la propagation de l'Evangile [à Bathurst]. Elle demande au Parlement un octroi ainsi qu'une partie des deniers provenant de la douane et des houillères, afin de rebâtir le collège King. p. 119

Bibliothèque St-Martin, Westminster, le 21 novembre. La Société pour la propagation de l'Evangile [à Bathurst]. Elle demande que les archidiacres remplacent les commissaires ecclésiastiques de la Nouvelle-Ecosse, du Nouveau-Brunswick et de Terre-Neuve. *Notes:* Cela occasionnerait une dépense additionnelle d'environ 150 louis. Bathurst demande d'accéder à cette requête. Quels seront les archidiacres? Où prendra-t-on les 400 louis ou 500 louis supplémentaires? p. 125

GOULBURN

Le 18 juillet. H. Goulburn à Wilmot. Il lui envoie une lettre de Joshua Hyde qui désirerait échanger sa pension. p. 122

Annexe:—

Hyde à Goulburn, Paris, le 14 juillet 1823. p. 165

Dublin Castle, le 5 novembre. Goulburn à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre de A. B. Howe qui voudrait recevoir la pension de feu Mlle Cottnam. p. 123

Annexe:—

Howe à Goulburn, 13 Everett St., Brunswick Sq., Londres, le 23 octobre 1823. *Note:* Goulburn a transmis cette lettre à Bathurst. p. 124

CHAMBRE DES COMMUNES

Le 9 mai. La Chambre demande copie des documents ayant trait à l'établissement du Cap-Breton et à la récente annexion de cette colonie à la Nouvelle-Ecosse. p. 127

A

6 Staple Inn, [le 24 mai]. —— Ashfield à Wilmot. Il demande une entrevue à propos des affaires du Cap-Breton. *Note:* Qui est Ashfield? p. 132

B

18 Queen Anne St., Cavendish Sq., le 19 mai. James Blackwell, officier de marine, à Bathurst. Il demande la prolongation de son congé. p. 133

M. B—— à Bathurst. Il demande que J. Blackwell reçoive l'ordre de rentrer dans la Nouvelle-Ecosse. p. 134 — 1823 Le 14 novembre.

C

A. Thomas à ——. Il demande d'inscrire de nouveau le nom de Mme Barbara Cox sur la liste des pensions. *Note:* On devrait y voir. p. 135 — 3 Vigo Lans, Piccadilly, [avril].

A. I. Cochrane à Wilmot. Il partagerait avec Wilmot sa demi-part des revenus si B. Tucker obtenait un bail permettant d'exploiter les mines qu'il a découvertes en Nouvelle-Ecosse. p. 136 — Admiral's Naval Docks, le 25 août.

Mémoire du lieutenant David Campbell qui demande que sa mère et ses sœurs reçoivent la pension de son père. *Note:* La veuve pourra recevoir la pension. p. 138 — Sans date.

G

R. Gibbon à Wilmot. Il lui transmet copie d'une requête des habitants du Cap-Breton qui protestent contre l'annexion du Cap-Breton à la Nouvelle-Ecosse. Il est l'agent des habitants. (La requête manque.) p. 140 — Londres, le 28 février.

Annexe:—

Mémoire sur le Cap-Breton. p. 142

Sir Rupert D. George, secrétaire provincial, à Wilmot. Il demande la prolongation de son congé qui a été approuvé par Kempt. *Note:* La permission sera accordée. p. 147 — [Willesden] Middlessex, le 3 juin.

Annexe:—

Kempt à George, Halifax, le 28 mars 1823. p. 148

W. Givan à Wilmot. Il demande la permission de retirer sa pension lorsqu'il visitera son frère à Horton, dans la Nouvelle-Écosse. p. 149 — Omagh, le 20 décembre.

Givan à Wilmot. Il lui accuse réception de la lettre du 24 décembre. La Trésorerie lui a accordé une pension et il ne désire plus s'établir pour de bon dans la Nouvelle-Écosse. *Note:* Cette requête sera recommandée à la Trésorerie. p. 150 — Omagh, le 27 décembre.

H

J. Hyde à Bathurst. Il demande encore une fois une indemnité pour acheter son billet de passage. *Note:* On n'a pas accordé d'indemnités aux autres fonctionnaires dont les postes ont été abolis; mais le principe dont s'inspire cette demande n'est pas mauvais. p. 152 — 50, rue Rivoli, Paris, le 15 février.

A. B. Howe à H. Goulburn. Il demande d'être nommé percepteur ou contrôleur des douanes, si le port de Windsor est ouvert. p. 154 — 4 Weston Place, St. Pancras, le 19 février.

1823

50, rue Rivoli, le 1er mars. Hyde à Bathurst. Il demande encore une fois une indemnité pour son billet de passage. *Note:* Bathurst croit qu'on a répondu à la lettre précédente. p. 155

50, rue Rivoli, Paris, le 4 mars. Hyde à Goulburn (personnelle). Il demande de l'aide pour se procurer une indemnité lui permettant d'acheter un billet de passage. *Note:* Refusé. p. 156

Le 22 mai. Mémoire de Hyde qui désire échanger sa pension. p. 158

50, rue Rivoli, Paris, le 4 juin. Hyde à Goulburn. Il demande d'appuyer son mémoire. p. 159

50, rue Rivoli, Paris, le 12 juin. Hyde à Wilmot. Il demande une réponse à son mémoire. p. 160

50, rue Rivoli, Paris, le 28 juin. Hyde à ——. Il transmet un nouveau mémoire et demande de l'appuyer. p. 161

Annexe:—

Le mémoire, le 28 juin 1823. p. 162

50, rue Rivoli, le 28 juin. Hyde à Goulburn. Il demande d'appuyer son mémoire. *Note:* Hyde a reçu une réponse du ministère des Colonies et de la Trésorerie. p. 163

Paris, le 17 juillet. Hyde à ——. Il demande de répondre au mémoire qu'il a adressé à la Trésorerie. p. 166

Annexe:—

Le mémoire, le 17 juillet, 1823. p. 167

Paris, le 4 août. Hyde à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre qui renferme la décision de la Trésorerie. p. 168

10 Sussex Place, Kent Road, le 11 novembre. J. Hames à Wilmot Horton. Il demande une entrevue où il pourra exposer son cas à titre d'ex-grand prévôt du Cap-Breton. *Note:* Détails sur le cas. Hames a reçu par erreur plus que ce à quoi il avait droit; il ne doit rien réclamer. p. 169

Annexe:—

Le mémoire, par Hames, le 30 octobre 1823. p. 170

13 Everett St., Brunswick Sq., le 18 novembre. A. B. Howe à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 15 novembre et lui transmet un mémoire où il demande de recevoir la pension accordée à sa famille. p. 172

Annexe:—

Le mémoire, le 18 novembre 1823. *Note:* A. B. Howe a reçu les documents qui lui furent retournés le 10 avril 1826. p. 173

13 Everett St., Brunswick Sq., le 21 novembre. Howe à Wilmot Horton. A propos de la pension qu'il réclame. p. 177

10 Sussex Place, le 15 décembre. Hames à Wilmot Horton. Nouvel appel. *Note:* La question a été soumise à la Trésorerie. p. 178

Howe à Wilmot Horton. A propos de son cas. p. 180 1823 13 Everett St., Brunswick Sq., le 23 décembre.

N

Le révérend J. Inglis à l'évêque de la Nouvelle-Écosse. Il le prie de demander de l'aide pour le collège King. p. 182 Halifax, le 6 janvier.

Certificat médical de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 185 Le 27 mars.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Bathurst. Il demande une entrevue. *Note:* Demain à 4 heures. p. 181 Hampton, Middlesex, le 10 avril.

Elizabeth Nicholson à Bathurst. Elle lui transmet des lettres d'administration. (Lettres retournées.) p. 186 Halifax, le 11 octobre.

S

R. B. Stanser à Bathurst. Il lui accuse réception de la note du 15 avril. Son père qui est malade viendra à Londres le plus vite possible. p. 187 Hampton, le 16 avril.

Lord Sydney à Wilmot Horton. Il lui présente J. Hames. p. 188 Frognal, le 30 octobre.

T

B. Tucker à Wilmot. A-t-on donné des directives qui lui permettront d'aller à la recherche de minéraux dans la Nouvelle-Écosse? p. 189 Duchy of Cornwall Office, le 16 avril.

Tucker à Wilmot. Il demande la concession de mines dans la Nouvelle-Écosse. Il y a envoyé un mineur en juin. *Note:* Il faudrait voir la lettre envoyée à Tucker. p. 190 Tremanton Castle, le 9 juillet.

Nouvelle-Écosse, A. 165

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL SIR JAMES KEMPT ET LE PRÉSIDENT M. WALLACE, 1824

1824

Kempt à Bathurst, N° 1. Il a fait savoir à la Législature qu'il a reçu l'autorisation d'octroyer 1,000 louis au collège King et au collège Dalhousie à la condition que la même somme soit votée par l'Assemblée. Toutefois l'Assemblée a reporté l'étude de la question à une date ultérieure. p. 3 Halifax, le 20 mars.

Annexe:—

La résolution de l'Assemblée, le 11 mars 1824. p. 4

Kempt à Bathurst, N° 2. Il lui accuse réception de la dépêche du 31 avril. Il a demandé au juge B. Halliburton d'ouvrir une enquête sur les accusations portées contre le lieutenant-gouverneur C. D. Smith, de l'Ile du Prince-Édouard. p. 5 Halifax, le 1er avril.

Kempt à Bathurst, N° 3. Il lui demande d'approuver la nomination de S. B. Robie qui remplace J. Black dans le Conseil exécutif. Black est mort. *Note:* Approuvé le 1er juillet. p. 6 Halifax, le 2 avril.

1824

Halifax, le 3 avril. Kempt à Bathurst, N° 4. Il lui transmet copie des instructions générales sur le commerce, avec ses remarques, en conformité de la demande que renfermait la dépêche du 31 mars 1823. L'opinion du juge en chef sur le sujet; pourquoi il ne partage pas cette opinion. Il ose croire que l'on n'apportera pas de modifications trop importantes aux instructions générales. (L'annexe manque.) p. 7

Halifax, le 5 avril. Kempt à Bathurst, N° 5. La session s'est terminée le 11 mars. La loi qui a trait à l'administration de la justice dans la Nouvelle-Écosse et au Cap-Breton. Sous l'empire de cette loi, J. J. Chipman, W. H. O. Haliburton et T. Ritchie ont été nommés juges. (Les annexes manquent.) p. 16

Halifax, le 29 avril. Kempt à Bathurst, N° 6. Il a accordé un congé à S. B. Robie, solliciteur général, qui sera remplacé, pendant son absence, par R. J. Uniacke, procureur général. p. 18

Halifax, le 29 avril. Kempt à Bathurst. Il lui transmet une documentation sur la pension accordée à feu Mlle G. E. Cottnam. Opportunité de payer cette pension à ses trois nièces ou d'accorder à chacune d'elles une pension annuelle de 20 louis. *Note:* Recommandez à la Trésorerie. p. 19

Annexes:—

(1) Mme Martha Tonge à Kempt, Windsor, le 6 septembre 1823. p. 20

(2) Mémoire de Mme Deborah Cottnam, janvier 1806, avec note de Mme Tonge. p. 21

Halifax, le 29 avril. Kempt à Bathurst, N° 8. Il lui transmet des comptes se rapportant aux houillères du Cap-Breton et de Pictou pour 1823. p. 27

Annexe:—

Les comptes. p. 28

Londres, le 9 juin. Kempt à R. Wilmot Horton, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 29 mai. Ce qu'il pense de la requête de MM. Janvrin et Cie, de Jersey, qui se plaignent de certains règlements nuisibles à leurs intérêts dans les pêcheries de la Nouvelle-Écosse. p. 71

Londres, le 25 juin. Kempt à Bathurst. Il demande des garnisons permanentes pour Terre-Neuve et les Bermudes. *Note:* On se propose de séparer le commandement de la Nouvelle-Écosse de celui des Bermudes. p. 74

Londres, le 28 juin. Kempt à Bathurst. Il lui transmet une documentation sur la fusion des collèges King et Dalhousie. Il recommande cette fusion. p. 32

Annexes:—

(1) Notes des directeurs du collège King, du 22 septembre 1823 au 7 avril 1824. Résumé. p. 35

(2) Remarques sur la fusion. p. 37

(3) Dalhousie à Kempt, Les Trois-Rivières, le 26 octobre 1823. p. 43 — 1824

(4) Les objections du juge en chef, S. S. Blowers, Halifax, le 15 janvier 1824. p. 45

(5) Le révérend W. Cochran, D.D., vice-président, à J. W. Nutting, secrétaire intérimaire du collège King, Windsor, le 15 décembre 1823. p. 49

(6) Dalhousie à Kempt, Québec, le 13 mars 1824. p. 54

(7) Brouillon du projet de fusion. p. 62

(8) Le révérend J. Inglis à l'évêque de la Nouvelle-Écosse, Halifax, le 20 février 1824. p. 57

Mémoire de sir James Kempt sur les redevances. p. 76 — Le 3 juillet.

Kempt à Bathurst. Il lui transmet une lettre du révérend J. Inglis qui se plaint de l'absence prolongée de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. Il prétend que celui-ci devrait prendre sa retraite. p. 77 — Le 3 juillet.

Annexe:—

Inglis à Kempt, Haymarket, le 1er juillet 1824. p. 78

Kempt à Bathurst. Il lui transmet une documentation sur la goélette *Herald* qui est arrivée à St. Andrew avec de la farine américaine. Il demande que l'on prenne des mesures pour mettre fin à ces violations du statut britannique 3, Geo. IV, ch. 44. p. 82 — Londres, le 6 juillet.

Annexes:—

(1) T. N. Jeffery, percepteur, à sir Rupert D. George, secrétaire, bureau des Douanes, Halifax, le 29 avril 1824. p. 83

(2) Opinion du solliciteur général, S. B. Robie, le 11 mai 1824. p. 86

(3) Rapport de R. J. Uniacke, procureur général, le 5 mai 1824. p. 90

Kempt à Bathurst. Il désire lui présenter S. G. W. Archibald. p. 95 — 30 Half Moon St., le 12 juillet.

Kempt à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre personnelle du 6 août. Mesures à prendre pour obtenir une pension pour l'évêque de la Nouvelle-Écosse. W. Hill pourrait devenir procureur général de l'Ile du Prince-Édouard. p. 96 — Londres, le 9 août.

Mémoire sur le procureur général de l'Ile du Prince-Edouard. p. 98 — Le 13 août.

Mémoire: Kempt désire savoir si Wilmot Horton aimerait à le voir avant son départ. p. 99 — Le 10 septembre.

1824
Le 21 septembre. Mémoire: Kempt demande la permission de porter la décoration de la Légion d'honneur. p. 100

Le 22 septembre. Mémoire sur la nomination de l'évêque de la Nouvelle-Écosse, et sur celle d'un successeur au bénéfice de l'église Saint-Paul, Halifax. p. 101

Londres, le 29 septembre. Mémoire: Kempt peut seulement répondre au mémoire (non indiqué); les lois doivent servir non pas les intérêts particuliers, mais bien l'intérêt général. p. 103

Londres, le 14 décembre. Kempt à Wilmot Horton. Il ne connaît pas personnellement Ward Chipman; mais nul dans la Nouvelle-Écosse n'est mieux qualifié que lui pour devenir le troisième arbitre dans le comité qui doit répartir les droits entre le Haut et le Bas-Canada. p. 104

LE PRÉSIDENT M. WALLACE

Halifax, le 18 mai. Wallace à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre du 8 mars. On a donné l'ordre de verser les honoraires du lieutenant-gouverneur dans une caisse, d'où l'on puisera, pour ce fonctionnaire, la somme annuelle de 1,000 louis. p. 105

Halifax, le 18 mai. Wallace à Bathurst. Un congé a été accordé à H. Binney, percepteur du revenu provincial. p. 106

Halifax, le 14 août. Wallace à Bathurst. Il lui accuse réception de la circulaire du 4 juin. Un rapport lui parviendra sur les honoraires et émoluments de l'officier de marine à Halifax ainsi que des fonctionnaires à la douane. p. 107

Halifax, le 14 septembre. Wallace à Bathurst. Il lui transmet un rapport sur les honoraires et les émoluments de l'officier de marine à Halifax et des fonctionnaires du bureau de la Douane. Vu l'état de dépression actuel du commerce de cette province, les honoraires ne représentent qu'une faible compensation. Propositions à ce sujet. On parle d'abolir le poste d'officier de marine. On ne perçoit aucun droit de mouillage. Les droits perçus pour le service des phares paraissent élevés. p. 108

Annexes:—

(1) T. N. Jeffery, percepteur, et J. Wallace, contrôleur, à Wallace, bureau de la Douane, Halifax, le 31 août 1824. p. 110

(2) Rapport sur les sommes perçues par les douaniers. p. 111

(3) J. Blackwell, officier de marine, à Wallace, Halifax, le 11 août 1824. p. 113

Halifax, le 20 novembre. Wallace à Bathurst. Il lui transmet une requête des membres du conseil d'administration de l'église Saint-Paul qui s'opposent à la présentation du révérend R. Willis au poste de titulaire. p. 117

Annexe:—

La requête, le 17 novembre 1824. p. 118

Wallace à Bathurst. Il lui transmet une documentation au sujet du refus des membres du conseil d'administration, de l'église Saint-Paul, Halifax, de reconnaître le révérend R. Willis comme titulaire. p. 122 — 1824 Halifax, le 20 décembre.

Annexes:—

(1) L'ordre signifié aux administrateurs, le 13 décembre 1824. p. 123

(2) Willis à Wallace, Halifax, le 16 décembre 1824. p. 125

(3) Ordre signifié au révérend B. G. Gray, le 16 décembre 1824. p. 127

(4) Rapport du révérend B. G. Gray, le 16 décembre 1824. p. 128

(5) Sir Rupert D. George, secrétaire, aux membres du conseil d'administration, Halifax, le 17 décembre 1827. p. 129

(6) Les membres du conseil d'administration à George, Halifax, le 18 décembre 1824. p 130

Sous-annexe:—

Rapport d'une réunion spéciale du Conseil, le 18 décembre 1824. p. 131 — Halifax, le 20 décembre.

Wallace à Bathurst. Il lui accuse réception de la dépêche du 4 octobre et il lui retourne le vieux sceau. p. 132

DIVERS

Commandant en chef

Le major-général sir Herbert Taylor, secrétaire, à R. Wilmot Horton, sous-secrétaire. Il lui transmet le projet du capitaine J. G. Fitzgerald, désireux de réorganiser la corps colonial de soldats de marine, qui était composé de noirs. Ce corps pourrait ensuite servir en Afrique. *Note:* Ces hommes, pour la plupart, doivent être inaptes au service ou employés ailleurs. p. 133 — Grand Quartier-général, le 29 juin.

Annexe:—

Fitzgerald à ——. (Sans date.) p. 134

Bureau du conseil

Décret du Conseil nommant S. B. Robie membre du Conseil de la Nouvelle-Écosse. p. 135 — Le 23 juin.

Décret du Conseil ayant trait à l'usage du nouveau sceau. (Ce décret manque.) p. 136 — Le 14 août.

1824 MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Ministère des Affaires étrangères, le 29 mars. G. Canning, ministère des Affaires étrangères, à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre de S. Kathrens qui désire savoir quelle personne exerce le commandement dans l'établissement de Dalhousie. p. 137

Annexe:—

Kathrens au secrétaire d'État, Dublin, le 24 mars 1824. p. 236

Whitehall, le 6 mai. MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

H. Hobhouse, sous-secrétaire, à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre de P. et F. Janvrin et Cie, à laquelle est annexé un mémoire où sont exposés des griefs au sujet de leur établissement de pêche à Arichat. p. 138

Annexe:—

Janvrin et Cie au major-général sir Colin Halkett, gouverneur de Jersey, Jersey, le 29 avril 1824. (Le mémoire manque.) p. 139

LÉGISTES

Downing St., juillet. Wilmot Horton à J. Stephen, fils. Il demande un rapport sur les questions que soulève la requête de R. Gibbon qui est opposé à l'annexion du Cap-Breton à la Nouvelle-Écosse. p. 144

Sans date. Opinion de Stephen sur le Cap-Breton. p. 142

Collège des docteurs en droit civil, le 15 décembre. Le procureur du Roi à Wilmot Horton. L'évêque de la Nouvelle-Écosse a remis sa démission à Bathurst. p. 141

TRÉSORERIE

Bureau de la Trésorerie, le 23 juin. G. Harrison, sous-secrétaire, à Wilmot Horton. La Trésorerie ne voit aucun motif de continuer à payer la pension que recevait feu Mlle G. E. Cottnam. p. 148

BUREAU DE LA GUERRE

Ministère de la Guerre, le 19 mai. W. Merry, secrétaire, à R. Wilmot Horton. Pourquoi la pension accordée au lieutenant C. Campbell a-t-elle été payée à sa veuve? p. 147

DIVERS

Le 19 juin. H. Goulburn à Wilmot Horton. Il lui transmet une note. (L'annexe manque.) p. 149

A

102 Great Russell St., le 15 avril. W. G. Adam à ——. Il lui transmet une lettre de J. Loch qui demande que le capitaine John Mackay soit nommé membre du Conseil de la Nouvelle-Écosse. Les services rendus par Mackay dans les établissements de Sutherland. p. 150

Annexe:—

Loch à Adam. p. 151

B

1824

J. Blackwell, officier de marine, à ——. Il voudrait prolonger son congé jusqu'au départ du premier vaisseau pour Halifax. p. 154 — 18 Queen Anne St., Cavendish Sq., le 11 février.

Blackwell à ——. Il est parti dans la première semaine d'avril; mais la tempête a obligé le navire à revenir à Plymouth. p. 155 — 18 Queen Anne St., Cavendish Sq., le 31 mai.

Blackwell à A. Gordon. Le vaisseau partira lundi prochain. p. 156 — Le 4 juin.

W. J. Bankes à [Bathurst]. Il aimerait que le révérend H. Binney fût nommé pasteur à Halifax. p. 157 — Loughton Hall, Northrop, le 8 septembre.

Le révérend H. Binney à Wilmot Horton. Il demande une entrevue. p. 158 — 20 Newman St., le 9 septembre.

Binney à Wilmot Horton. Il lui transmet deux lettres adressées à Bathurst où il demande d'être nommé pasteur à Halifax. Il prie Wilmot Horton de se servir de la meilleure des deux lettres. p. 159 — 20 Newman St., le 14 septembre.

Annexes:—

(1) Binney à Bathurst, 20 Newman St., le 14 septembre 1824. p. 161

(2) Binney à Bathurst, 20 Newman St., le 14 septembre 1824. p. 162

C

Sir Alexander Croke à Bathurst. Il lui transmet deux lettres de la Nouvelle-Écosse; leurs auteurs s'opposent, eux aussi, à la fusion des collèges King et Dalhousie. p. 163 — Audley Prior, près Wheatley, Oxon, le 11 mars.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Croke, Windsor, le 17 octobre 1823. p. 164

(2) Lettre sans signature à Croke, Halifax, le 9 janvier 1824. p. 165

L'archevêque de Canterbury à Bathurst. A propos de la retraite de l'évêque de la Nouvelle-Écosse et des émoluments des évêques qui lui succéderont. L'église à Halifax. p. 170 — Kelham, le 8 septembre.

Bathurst à l'archevêque de Canterbury. Il répond aux questions que soulève la lettre du 8 septembre. p. 171 — Cirencester, le 10 septembre.

L'archevêque de Canterbury à Bathurst. Il propose que la nomination des archidiacres soit laissée à la discrétion de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 172 — Kelham, le 30 octobre.

1824

D

16 Fludyer St., le 16 mars. A. W. Des Barres à Wilmot Horton. Il lui demande d'appuyer sa candidature au poste de juge adjoint de la Cour suprême du Nouveau-Brunswick. *Note:* Des Barres n'a aucun titre à ce poste. C'est sir Howard Douglas qui devrait faire la nomination. p. 173

Annexe:—

Le mémoire. p. 174

Sous-annexe:—

Les certificats. p. 176

Fludyer St., le 21 avril. Des Barres à Wilmot Horton. Il demande une pension de 100 louis qu'on prélèverait sur le revenu des houillères, jusqu'à ce qu'on fasse autre chose pour lui. p. 180

Fludyer St., le 22 avril. Des Barres à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre de H. Goulburn, avec la réponse qu'il reçut au sujet de sa demande d'une pension par suite de l'abolition du poste de procureur général du Cap-Breton. p. 183

Annexes:—

(1) Des Barres à Goulburn, 16 Fludyer St., le 31 mars 1824. p. 184

(2) Goulburn à Des Barres, bureau de l'Irlande, Londres, le 3 avril 1824. p. 186

Le 27 avril. Mémoire par A. W. Des Barres au sujet de sa pension. p. 187

Annexes:—

(1) W. H. O. Haliburton à Des Barres, Halifax, le 21 février 1824. p. 188

(2) Certificat signé par Haliburton. p. 189

Sans date. Des Barres à G. Baillie. Il demande quelles mesures on a prises au sujet de sa réclamation. p. 190

16 Fludyer St., le 10 mai. Des Barres à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 7 mai; nouvelles remarques sur sa réclamation. p. 191

G

Harwich, le 29 mars. Le lieutenant-colonel W. Gosset à Wilmot Horton. Il lui transmet la requête de MM. Robin et Cie, protestant contre la prime accordée pour le poisson qu'on exporte dans les vaisseaux du pays. *Note:* Cela sera soumis à Kempt. p. 193

Annexe:—

La requête, Jersey, le 17 mars 1824. p. 248

Gossett à Wilmot Horton. Ce dernier a promis de soumettre le mémoire de Robin et Cie à sir James Kempt dès son arrivée en Angleterre. p. 194 — 1824 Harwich, le 16 juillet.

Gossett à Wilmot Horton. Il demande une réponse au mémoire de Robin et Cie. p. 195 — Harwich, le 11 septembre.

J. Graham à [Bathurst]. Il désire que le révérend H. Binney soit nommé au bénéfice de Halifax. p. 196 — Edmond Castle, Carlisle, le 17 septembre.

H

A. B. Howe à Wilmot Horton. Il lui transmet l'exposé de ses droits à la pension que recevait feu Mlle G. E. Cottnam. (L'annexe manque.) p. 197 — 13 Everett St., Brunswick Sq., le 5 janvier.

J. Hames à Wilmot Horton. Son droit à une rémunération en sa qualité d'ex-grand prévôt du Cap-Breton. p. 198 — 10 Sussex Place, Kent Road, le 7 janvier.

Hames à Wilmot Horton (personnelle). Pourquoi son cas mérite une bienveillante attention. p. 201 — Le 7 janvier.

Hames à Wilmot Horton. Nouvelle demande. p. 202 — 10 Sussex Place, Kent Road, le 12 mars.

Wilmot Horton à Hames. Bathurst est d'avis que Hames n'a pas droit à une nouvelle rémunération. p. 203 — Downing St., mars.

Lettre sans signature à J. Hume. L'auteur proteste contre l'affectation d'un vaisseau au service des pêcheries de la Nouvelle-Écosse. p. 204 — Londres, le 20 mars.

Certificat de médecin attestant que l'évêque de la Nouvelle-Écosse ne peut rentrer dans l'Amérique du Nord. p. 206 — Le 19 avril.

A. B. Howe à Wilmot Horton. Il demande une entrevue à propos de la pension que recevait Mlle G. E. Cottnam. p. 207 — Le 3 mai.

Howe à H. Goulburn. Sa réclamation. p. 208 — 13 Everett St., Russell Sq., le 18 juin.

I

Le révérend J. Inglis à Bathurst. Propositions au sujet de l'évêque de la Nouvelle-Ecosse. p. 217 — 19 Haymarket, le 6 août.

Annexe:—

Le révérend A. Hamilton, secrétaire de la Société pour la propagation de l'Évangile, à Inglis, bibliothèque St-Martin, Westminster, le 17 mai 1816. p. 218

Sous-annexe:—

Résolution de la Société pour la propagation de l'Évangile qui accorde une indemnité supplémentaire au révérend J. Inglis, ainsi qu'une autre somme pour un adjoint à l'église Saint-Paul. p. 219

1824
19 Haymarket, le 30 août. Inglis à Wilmot Horton. Pendant combien de temps les paquebots américains seront-ils immobilisés? A-t-on reçu quelques renseignements sur le diocèse de la Nouvelle-Écosse? Il rendra visite quand ses médecins le lui permettront. p. 220

Le 2 septembre. Mémoire sur les points à étudier dans les lettres patentes de l'évêque de la Nouvelle-Écosse et pour la nomination d'un titulaire à l'église Saint-Paul. p. 231

19 Haymarket, le 14 septembre. Inglis à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 12 septembre et il fait quelques propositions au sujet des lettres patentes du nouvel évêque. *Note:* Demande de renseignements sur les commissaires. Le commissaire devrait être titulaire de l'église Saint-Georges [sic] en remplacement du Dr Inglis. p. 221

19 Haymarket, le 28 septembre. Inglis à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 27 septembre. A moins que Bathurst ne l'ait déjà fait, il communiquera avec l'archevêque de Canterbury au sujet de la nouvelle désignation qu'on se propose d'adopter pour l'évêché de la Nouvelle-Écosse. Pourquoi l'on désire remplacer l'expression commissaires par celle d'archidiacres. Une ou deux autres questions devront être étudiées ultérieurement. La nomination du titulaire de l'église Saint-Paul. p. 223

19 Haymarket, le 2 octobre. Inglis à Wilmot Horton. Peut-il donner suite à la décision de Bathurst et nommer le révérend R. Willis à l'église Saint-Paul? Au sujet des commissaires: il suffit de changer leur titre et de les appeler archidiacres. Il demande qu'on se hâte à préparer ses lettres patentes. Quand commencera-t-on à payer la pension de l'évêque Stanser? p. 225

19 Haymarket, le 27 octobre. Inglis à Bathurst. Il propose que le Nouveau-Brunswick et l'Ile du Prince-Edouard soient désignés dans les lettres patentes de l'évêque. Les commissaires deviennent des archidiacres. p. 227

Sans date. Mémoire manifestant les désirs du révérend J. Inglis au sujet des lettres patentes de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 229

Sans date. Mémoire de G. Baillie pour Wilmot Horton au sujet de la nomination du révérend J. Inglis. p. 233

J

Jersey, le 16 janvier. Requête de P. et F. Janvrin et Cie, se plaignant des lois de la Nouvelle-Écosse qui nuisent à leurs intérêts dans les pêcheries. p. 210

Jersey, le 21 mai. Janvrin et Cie à Wilmot Horton. Ils demandent le rapport de Kempt sur leur requête. p. 214

M

Dorchester, le 26 mai. Requête de J. Mc Pherson, qui désire recevoir son traitement de maître d'école à Glengarry de 1816 à 1822. p. 238.

N

1824

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Wilmot Horton. Il demande copie des lettres patentes nommant les archidiacres dans les Canadas. p. 241 — Hampton, Middlesex, le 11 mai.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Bathurst. Il démissionne. p. 242 — Hampton, le 6 août.

P

W. Pryor et R. Tremain, administrateurs, à Bathurst. Ils lui transmettent le double de leur mémoire sur la nomination d'un titulaire à l'église Saint-Paul; pourquoi ils s'opposent au révérend R. Willis. (L'annexe manque. Voir A. 165, p. 118.) p. 243 — Halifax, le 20 décembre.

R

Mary Russell à R. Wilmot Horton. Elle demande des renseignements sur les biens de feu le capitaine John Allen. p. 247 — Ennis, Irlande, le 18 février.

S

Le baron Seguier, consul général pour la France, à Wilmot Horton. Il demande des renseignements sur P. F. Circet. p. 251 — Londres, le 22 octobre.

T

[T]. J. Taylor à Bathurst. Il demande une entrevue qui lui permettra de soumettre des projets sur le commerce et la colonisation dans les colonies de l'Amérique du Nord. *Note:* On lui a demandé de consigner ses projets par écrit. p. 252 — 12 New Manor Place, King's Road, le 14 février.

Taylor à Bathurst. Pourquoi il n'a pas répondu tout de suite à la lettre. Il pourrait donner des renseignements sur le même sujet. p. 254 — 12 New Manor Road, Chelsea, le 6 mars.

Taylor à Bathurst. A moins qu'il ne reçoive un mot de Bathurst, il se rendra au bureau du Commerce. p. 255 — 12 Manor Road, Chelsea, le 21 mars.

Le révérend J. T. Twining à Bathurst. Il lui transmet copie de la requête du conseil d'administration et des paroissiens de Saint-Paul à la Société pour la propagation de l'Évangile, et il demande qu'on le nomme titulaire de cette paroisse. p. 256 — Halifax, le 18 octobre.

Annexe:—

Le mémoire, le 15 octobre 1824. p. 257

U

W. Underwood à Wilmot Horton. Il demande des renseignements sur John Ellis qui fut licencié à Halifax, le 24 juin 1819. p. 263 — Morton, près Gainsboro, le 28 décembre.

W

Le révérend R. Willis à Bathurst. Il a été nommé pasteur de l'église Saint-Paul, à Halifax, et il lui adresse ses remerciements. p. 266 — Saint-Jean, N.-B., le 25 novembre.

1823
Sydney, le 8 novembre. J. G. Marshall, juge en chef du Cap-Breton, à Kempt (confidentielle—extrait). Renseignements sur l'administration de la justice et sur l'opposition de R. Gibbon à l'annexion. p. 10

Annexe:—

Extrait d'une lettre de E. Leonard à M. Wallace, Sydney, le 6 janvier 1824. p. 15

Nouvelle-Écosse, A. 166

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL SIR JAMES KEMPT ET LE PRÉSIDENT M. WALLACE, 1825

1825
Londres, le 9 janvier. Kempt à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre sur le projet de nommer l'abbé W. Fraser évêque catholique romain de la Nouvelle-Écosse. Il ne peut lui donner aucun renseignement sur ce prêtre. Le Nouveau-Brunswick pourrait être annexé à l'évêché de l'Ile du Prince-Édouard. *Note:* Laisser la chose en suspens. p. 4

Blake's Hotel, le 16 janvier. Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet copie d'un travail rédigé par un membre du Conseil de la Nouvelle-Écosse. A propos de politique coloniale. Il a envoyé une copie de ce travail à Bathurst. (L'annexe manque.) p. 5

Le 7 février. Remarques de sir James Kempt sur la requête du sauvage répondant au nom d'Adelah. p. 6

Londres, le1 0 février. Kempt à Bathurst. Il lui transmet le rapport d'un comité du Conseil nommé pour discuter avec le bureau du Commerce les moyens à prendre pour accroître le commerce et favoriser l'essor des pêcheries. p. 8

Annexe:—

Le rapport, le 9 décembre 1824. p. 9

15 Sackville St., le 11 février. Kempt à A. Gordon. Il lui transmet les remarques de S. B. Robie, solliciteur général, sur le rapport de J. Stephen à propos des lois de la Nouvelle-Écosse, 1823 et 1824. p. 18

Annexe:—

Remarques sur les lois ayant trait aux marchandises importées des États-Unis, aux ordres de saisie, à la franchise au Cap-Breton et aux aubains. p. 19

Londres, le 18 février. Kempt à Bathurst. Il lui transmet et lui recommande un mémoire de ministres presbytériens. p. 24

Annexe:—

Le mémoire. p. 27

Sous-annexe:—

Le précis du mémoire. *Notes:* (1) Il faut attendre une réponse des légistes. (2) Opportunité d'accéder à ces demandes pourvu que de telles faveurs ne soient pas considérées comme un droit. (3) Il demande la lettre adressée au Conseil général d'Écosse. p. 25

Dalhousie et Kempt à Bathurst. Ils lui demandent d'approuver l'union des collèges King et Dalhousie. *Note:* Il faudra soumettre la question à l'archevêque de Canterbury. p. 32 1825 Londres, le 21 février.

Kempt à Bathurst. Il lui transmet une lettre du révérend J. Inglis: les émoluments insuffisants de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 35 Londres, le 22 février.

Annexe:—

Inglis à Kempt, 200 Piccadilly, le 21 février 1825. p. 36

Sous-annexe:—

Mémoire de sir James Kempt, en réponse à la lettre, le 24 février 1825. p. 38

Kempt à Wilmot Horton. Il lui retourne le mémoire de la fille du colonel Des Barres. Il ne peut prendre là-dessus une décision. p. 39 Sackville St., le 22 février.

Kempt à Bathurst. Il lui transmet la requête de Mme Mary Woolenhaupt. Il faudra obtenir du Gouvernement hollandais les renseignements nécessaires. *Note:* Copie de cette requête a été envoyée au ministère des Affaires étrangères. p. 40 Londres, le 11 mars.

Annexe:—

La requête, le 12 mars 1824. p. 41

Kempt à Wilmot Horton. Il demande une entrevue. p. 45 15 Sackville St., le 30 mars.

Kempt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 25 mars. Pourquoi il a transmis à la Nouvelle-Écosse les doléances de MM. Newman Hunt et Cie; il s'agit de droits dont certaines marchandises sont frappées. p. 46 Londres, le 15 avril.

Kempt à Bathurst. Il lui demande de nommer un garde des archives. S. B. Robie est la personne toute désignée pour exercer ces fonctions. p. 48 Londres, le 18 avril.

Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet une lettre de S. B. Robie sur les fonctions de garde des archives. Il recommande de nouveau Robie. Il croit que la Législature voterait un traitement à ce fonctionnaire. p. 50 15 Sackville St., le 19 avril.

Annexe:—

Robie à Kempt, le 30 mars 1825. p. 51

Kempt à Bathurst. Il lui transmet une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse sur l'opinion des légistes en ce qui a trait aux droits de présentation. Les légistes devraient examiner de nouveau la question. *Note:* Cette lettre sera soumise aux légistes. p. 53 Londres, le 4 mai.

Annexes:—

(1) L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Kempt, 200 Piccadilly, le 27 avril 1825. p. 54

1825 (2) Acte de dotation à l'église Saint-Paul, le 4 janvier 1766. p. 57

Londres, le 4 mai. Kempt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 30 avril. Pourquoi il est difficile de convaincre les nègres de s'en aller à la Trinidad. p. 59

Londres, le 24 mai. Kempt à Bathurst. Il lui transmet une lettre du révérend J. T. Twining. Pourquoi ce ministre a demandé qu'on le nomme pasteur de Halifax. p. 61

Annexe:—

Twining à Kempt, Halifax, le 14 avril 1825. p. 62

Londres, le 26 mai. Kempt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 16 mai. Les commandements militaires de la Nouvelle-Écosse et des Bermudes. p. 65

Londres, le 29 mai. Kempt à Bathurst. Il demande l'opinion des légistes sur les droits de la Couronne en ce qui a trait aux houillères de la province. Les propriétaires fonciers sont d'avis qu'ils possèdent en propre tous les minéraux que renferment leurs terres. p. 67

Annexes:—

(1) L'évêque de la Nouvelle-Écosse à sir Rupert George, secrétaire provincial, 200 Piccadilly, le 27 mai 1825. p. 68

(2) Formule de concession de terre. p. 69

15 Sackville St., le 7 juin. Kempt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 26 mai. Il essayera de faire comprendre aux nègres qu'ils doivent rentrer à Trinidad. Il doute de pouvoir mener à bien l'entreprise. p. 73

Londres, le 9 juin. Kempt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 6 juin, et il recommande la demande de sir Rupert George qui désire obtenir un relèvement de traitement en sa qualité de secrétaire de la province. p. 74

15 Sackville St., le 12 juin. Kempt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 30 mai, et il demande la permission de consulter le Conseil de la Nouvelle-Écosse avant d'exprimer une opinion sur l'opportunité d'appliquer, à la Nouvelle-Écosse, les règlements canadiens concernant les réserves du clergé. Réserve-t-on pour le clergé le septième de chaque concession ou chaque septième concession? p. 75

15 Sackville St., le 12 juin. Kempt à Bathurst. On a fixé à sept membres au lieu de cinq le quorum du Conseil. Les difficultés qui en résultent. *Note:* Le quorum devra être abaissé à cinq membres. p. 76

Sans date. Extrait d'une lettre de R. J. Uniacke à sir James Kempt. Commentaires sur l'octroi de terres appartenant à la Couronne, les honoraires du gouverneur et le poste de garde des archives. p. 77

15 Sackville St., le 17 juin. Kempt à Wilmot Horton. Il demande de prendre des mesures pour envoyer bientôt un régiment aux Bermudes. Il faudrait, à

cette fin, faire partir le 96e régiment de Halifax et le remplacer par un autre venant d'Angleterre. p. 82 1825

Kempt à Wilmot Horton. Il demande une entrevue avant de quitter la Nouvelle-Écosse. p. 84 Le 6 juillet.

Kempt à Bathurst, N° 1. Il est arrivé à Halifax le 6 août et il a commencé à administrer la province. p. 85 Le 20 août.

Kempt à Bathurst (personnelle). Il lui transmet une lettre de S. G. W. Archibald, juge en chef de l'Ile du Prince-Edouard, qui motive sa conduite au sujet des membres de la cour de la Chancellerie. Il félicite Archibald. Il espère aplanir la difficulté qui a surgi dans la paroisse de Halifax. p. 86 Halifax, le 20 août.

Annexe:—

Archibald à Kempt, Halifax, le 19 août 1825. p. 87

Kempt à Bathurst. Il renouvelle sa demande de porter de sept à cinq membres le quorum du Conseil. p. 89 Halifax, le 29 août.

Kempt à Bathurst, N° 3. La mort de C. Hill. Il recommande de nommer C. R. Prescott au Conseil. p. 90 Halifax, le 10 septembre.

Kempt à Bathurst, N° 4. Il lui accuse réception de la dépêche du 16 juillet, et il lui donne l'assurance que le Conseil collaborera avec la compagnie qui a obtenu le droit d'exploiter les houillères de la Nouvelle-Écosse. Le Conseil a appris que l'on a demandé à la Trésorerie d'affecter, au bien-être de la province, les profits revenant à la Couronne. Une circulaire a été envoyée aux présidents des sessions trimestrielles et aux magistrats. p. 91 Halifax, le 13 septembre.

Annexe:—

La circulaire, Halifax, le 24 août 1825. p. 93

Kempt à Bathurst, N° 5. Il a collaboré avec les membres du génie qui furent envoyés pour faire rapport sur les moyens de défense du pays. Sa manière de voir à ce sujet. p. 95 Halifax, le 16 septembre.

Kempt à Bathurst. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 juillet, faisant connaître la décision des légistes qui ne voient aucune raison de modifier leurs vues sur le droit de présentation au bénéfice de l'église Saint-Paul. On devrait soumettre à une décision judiciaire toute autre controverse à ce sujet. Il demande copie de la lettre précédente. *Note:* Une copie de la lettre sera envoyée. p. 98 Halifax, le 28 septembre.

Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui accuse réception des lettres personnelles et confidentielles des 9 et 10 septembre, au sujet des terres de la Couronne. Pourquoi on demandera à la Législature d'acquitter certaines dépenses qui étaient d'abord prévues dans les estimations parlementaires. p. 99 Halifax, le 16 octobre.

Kempt à Bathurst. Il lui accuse réception de la dépêche du 14 juillet. Il a donné l'ordre de remettre, à l'ancien évêque de la Nouvelle-Écosse, le supplément de sa pension qui est dû depuis le 1er octobre 1824. p. 100 Halifax, le 17 octobre.

1825
Halifax, le 18 octobre. Kempt à Bathurst, N° 8. L'abbé William Fraser a toutes les qualités voulues pour devenir évêque catholique romain de la Nouvelle-Écosse. p. 101

Halifax, le 14 novembre. Kempt à Bathurst, N° 9. Il a donné un congé à R. J. Uniacke, procureur général. p. 102

Halifax, le 14 novembre. Kempt à Wilmot Horton, N° 10. Il lui accuse réception de la circulaire du 26 juillet; il suivra les règlements édictés au sujet de la correspondance officielle. p. 103

Halifax, le 14 novembre. Kempt à Bathurst, N° 11. Il lui accuse réception de la circulaire du 3 septembre; les règlements prescrits pour la transmission des procès verbaux du Conseil et de l'Assemblée législative. p. 104

Halifax, le 14 novembre. Kempt à Bathurst (personnelle). Il lui présente R. J. Uniacke qui se rend en Angleterre. p. 105

Halifax, le 15 novembre. Kempt à Bathurst, N° 12. Il lui accuse réception de la dépêche du 9 septembre, et lui transmet une requête où il est demandé de constituer en corporation une société désireuse d'exploiter des houillères à Annapolis, en dépit du rejet de la loi provinciale à cet effet. p. 106

Annexe:—

La requête, Halifax, le 12 novembre 1825. *Notes:* (1) Les droits de la compagnie. (2) Mémoire pour obtenir l'approbation. p. 108

Halifax, le 16 novembre. Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet un mémoire sur les terres concédées au cours des vingt dernières années. p. 112

Annexe:—

Le mémoire, le 14 novembre 1825. p. 113

Halifax, le 16 novembre. Kempt à Bathurst (personnelle). Il lui présente le révérend C. Porter, président du collège King, qui a obtenu un congé. *Note:* Il sera heureux de rencontrer le révérend C. Porter lorsque celui-ci rentrera à Londres. p. 116

Sans date. Mémoire sur le collège King: prospectus et liste des donateurs. p. 117

Sans date. Mémoire sur les collèges dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. p. 124

Halifax, le 16 novembre. Kempt à Bathurst, N° 13. Il lui accuse réception de la dépêche du 8 octobre, renfermant l'ordre de demander à la Législature de pourvoir à la liste civile. Ses vues sur le sujet. *Note:* Le 15 décembre 1825. Il faudra mettre cette mesure de côté pendant quelque temps. p. 125

Halifax, le 19 novembre. Kempt à Wilmot Horton (secrète et confidentielle). Il lui transmet une documentation qui atteste l'inopportunité de demander à la Législature de pourvoir à la liste civile. p. 130

Annexes:— 1825

(1) S. G. W. Archibald, président de l'Assemblée, à Kempt, Halifax, le 14 novembre 1825. p. 133

(2) Remarques de Kempt sur les revenus et les dépenses, le 20 novembre 1825. p. 137

(3) Remarques sur la mesure projetée. p. 139

Kempt à Bathurst, N° 14. Il lui accuse réception de la dépêche du 5 octobre. Nul fonctionnaire du Gouvernement n'obtient, à titre gracieux, une maison ou un logement. Halifax, le 9 décembre. p. 142

Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet copie du récent ouvrage du juge B. Halliburton sur la politique coloniale. (L'annexe manque.) Halifax, le 20 décembre. p. 143

Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet une lettre de J. Woodhouse, inspecteur général de la Douane. Il n'a pas reçu le décret du Conseil qui permettrait aux vaisseaux américains de profiter des avantages que leur procurent les récentes lois sur le commerce. Halifax, le 20 décembre. p. 145

Annexe:—

Woodhouse à Kempt, Halifax, le 23 novembre 1825. p. 147

Kempt à Bathurst, N° 15. Il lui transmet une documentation sur les naufrages à l'Ile de Sable; la nécessité d'un poste de secours. Halifax, le 23 décembre. p. 148

Annexes:—

(1) E. Potter, commandant du *Chebucto*, à l'aide-de-camp, Halifax, le 28 septembre 1825. p. 149

(2) E. Hodgson à M. Wallace, Ile de Sable, le 24 septembre 1825. p. 151

LE PRÉSIDENT M. WALLACE

Wallace à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 24 février. Il ne peut obtenir le moindre renseignement sur P. F. Circet qui n'est probablement pas venu dans la Nouvelle-Écosse. Halifax, le 25 mars. p. 153

Wallace à Bathurst. La session s'est terminée le 11 avril. Les lois seront bientôt envoyées. La tranquillité et la prospérité de la colonie. Halifax, le 14 avril. p. 154

Wallace à Bathurst, N° 10. Il lui transmet les comptes de la houillère. Halifax, le 15 avril. p. 155

Annexe:—

Les comptes. p. 156

1825
Halifax, le 16 avril. Wallace à Bathurst. Il lui transmet les rapports des officiers de marine. (L'annexe manque.) p. 160

Halifax, le 16 avril. Wallace à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre du 15 mars. Le conseil d'administration de l'église Saint-Paul a été mis au courant de l'insistance du Roi sur le droit de présentation à cette église. Bien qu'on ne manifeste aucune intention de résister, des résolutions ont été adoptées laissant prévoir la scission. p. 161

Halifax, le 14 mai. Wallace à Bathurst. Il lui accuse réception du Livre Bleu. On préparera aussi les rapports pour l'année 1823. p. 162

Halifax, le 14 mai. Wallace à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la dépêche du 25 mars et il répond à MM. Newman Hunt et Cie qui se plaignent de l'inégalité des droits. *Note:* Copie de la lettre sera envoyée au bureau du Commerce. p. 165

Sans date. Note sur le droit de présentation au bénéfice de la paroisse Saint-Paul. p. 163

Halifax, le 14 mai. Wallace à Bathurst. Il lui transmet le double de sa lettre du 16 avril et il déclare que le révérend G. Willis a été régulièrement mis en possession de bénéfice de la paroisse Saint-Paul. p. 164

Halifax, le 16 mai. Wallace à Bathurst. Il lui transmet les lois votées au cours de la dernière session. (L'annexe manque.) p. 166

Halifax, le 19 mai. Wallace à Bathurst. Il lui transmet une lettre de S. G. W. Archibald, président de l'Assemblée, au sujet de la révision et de la consolidation des lois. p. 167

Annexe:—

Archibald au président, Halifax, le 19 mai 1825. p. 168

Halifax, le 16 juillet. Wallace à Bathurst. Pourquoi il a approuvé la loi qui constitue en corporation une société désireuse d'exploiter les houillères. p. 169

Annexe:—

Mémoire sur les réserves de la Couronne, bureau du secrétaire, Halifax, le 18 juillet 1825. p. 171

Halifax, le 16 juillet. Wallace à Bathurst. Il lui accuse réception de la circulaire du 18 mai. Pourquoi il a demandé à l'adjoint du commissaire général de ne pas émettre de nouvelle monnaie: il veut d'abord communiquer avec la Trésorerie et recevoir une réponse sur le sujet. p. 172

Annexe:—

La proclamation, le 12 juillet 1825. p. 174

Halifax, le 19 juillet. Wallace à Bathurst. Il lui transmet une coupure de journal qui commente la proclamation relative à la nouvelle monnaie. p. 177

Annexe:—

Extrait du journal intitulé *The Recorder*. p. 178

Nouvelle-Écosse, A. 167 1825

DIVERS

BUREAU DE L'AMIRAUTÉ

J. Barrow, deuxième secrétaire, à Wilmot Horton. A propos des renforts qui seront envoyés de Halifax aux Bermudes. p. 2 — Amirauté, le 3 mars.

Le vicomte Melville, grand amiral, à Bathurst. Il lui transmet une lettre de T. B. Martin, contrôleur de la marine. Pourquoi il a refusé à l'évêque de la Nouvelle-Écosse de prendre possession de la maison réservée au commissaire de la marine. p. 3 — Amirauté, le 25 juillet.

Annexe:—

Martin à Melville, Somerset Place, le 22 juillet 1825. Au dos: Copie de cette lettre sera envoyée à l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 4

E. Cockburn à Wilmot Horton. A quel moment l'évêque de la Nouvelle-Écosse pourra-t-il s'embarquer? p. 5 — Amirauté, le 29 juillet.

J. Croker, premier secrétaire, à Wilmot Horton. Combien de personnes accompagneront l'évêque de la Nouvelle-Écosse? p. 6 — Amirauté, le 1er août.

Croker à Wilmot Horton. Le colis de Lady Stewart peut être déposé à bord de l'*Astraea*. p. 8 — Amirauté, le 22 novembre.

AGENTS

J. Kirkland à Wilmot Horton. Il demande un certificat attestant que sir James Kempt eut un congé à partir du 1er mai jusqu'au 30 juin 1824. *Note:* Le certificat accordé. p. 9 — 6 Whitehall, le 9 juin.

N. Atcheson à Wilmot Horton. Il lui transmet une requête où on demande de modifier la nouvelle loi qui réglemente l'importation de produits manufacturés à l'étranger. *Note:* Cette requête sera soumise au bureau du Commerce. p. 10 — 23 Duke St., Westminster, le 25 juin.

Annexe:—

La requête, Halifax, le 16 mai 1825. p .11

Kirkland à Wilmot Horton. Il demande l'autorisation de payer le traitement du surintendant des pêcheries pour 1824. *Note:* Autorisation accordée. p. 17 — 6 Whitehall, le 30 juin.

COMMANDANT EN CHEF

Le major général sir Herbert Taylor, secrétaire, à Wilmot Horton. L'Amirauté et le détachement qui se rendra de Halifax aux Bermudes. *Note:* On demandera de l'aide à l'Amirauté. p. 18 — Grand Quartier-général, le 23 février.

Taylor à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre du major général sir Howard Douglas qui demande une décision sur des questions concernant la Nouvelle-Écosse et les Bermudes. *Note:* Lettre envoyée à Kempt et retournée le 2 août 1825. p. 19 — Grand Quartier-général, le 28 avril.

Annexes:—

(1) Douglas à Taylor, Fredericton, le 16 février 1825. p. 21

1825 (2) Le lieutenant-colonel H. P. Lewis à Taylor, les Bermudes, le 19 décembre 1825. p. 22

(3) Lewis à Taylor, les Bermudes, le 13 mars 1825. p. 23

(4) Ordres généraux, le 12 mars 1825. p. 24

Grand Quartier-général, le 21 juin. Taylor à Wilmot Horton. Bathurst approuve-t-il l'envoi d'un régiment à la Nouvelle-Écosse pour remplacer le 96e régiment qui pourrait alors se rendre aux Bermudes? *Note:* Approbation accordée. p. 30

Grand Quartier-général, le 2 juillet. Taylor à Wilmot Horton. Il faudra donner, au bureau du Commerce, l'ordre de faciliter le mouvement des troupes. p. 31

Grand Quartier-général, le 29 juillet. Taylor à Wilmot Horton. Il voudrait avoir la documentation annexée à sa lettre du 28 avril. *Note:* La documentation a été retournée. p. 32

Grand Quartier-général, le 29 septembre. Taylor à Wilmot Horton (personnelle). Il demande copie de l'opinion des légistes sur les mines de la Nouvelle-Écosse. *Note:* Cette copie lui sera envoyée. p. 33

Grand Quartier-général, le 18 octobre. Taylor à Wilmot Horton. Il le remercie de la copie des lettres qu'il a reçues au sujet de la concession de houillères au duc d'York. p. 34

BUREAU DU CONSEIL

Le 11 novembre. Mémoire au sujet de C. M. Prescott nommé membre du Conseil de la Nouvelle-Écosse. p. 35

BUREAU DU COMMERCE

Le 28 février. C. Grant à Wilmot Horton. Il lui transmet, avec sa recommandation, une requête des habitants d'East River, de Merigomish et de Pictou, qui désirent avoir un ministre, de l'Eglise d'Ecosse, qui parle le gaélique. p. 36

Annexe:—

La substance de la lettre a été transmise à J. Gordon. *Note:* Cette requête sera soumise à Kempt. p. 37

Le 21 mars. Mémoire de MM. Newman et Cie qui se plaignent d'injustices dans certaines colonies. p. 39

Le 23 juillet. T. Lack, secrétaire, à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 28 juin. La nouvelle loi sur le commerce a pour but de venir au secours des industries dont parlent les pétitionnaires. Il ose croire que la mise en vigueur de cette loi fera disparaître leurs craintes. p. 40

LÉGISTES

Collège des docteurs en droit civil, le 10 mars. Opinion sur le droit de présentation aux bénéfices vacants de la Nouvelle-Écosse. p. 42

Opinion sur les droits de la Couronne en ce qui a trait aux mines de la Nouvelle-Écosse. 1825 p. 44 Serjeants Inn, le 13 juillet.

Les légistes à Bathurst. Ils ne voient aucun motif de modifier leur opinion sur le droit de présentation dans la Nouvelle-Écosse. Serjeants Inn, le 16 juillet. p. 47

J. Stephen

Stephen à Wilmot Horton. Il lui transmet le brouillon d'une lettre adressée aux légistes sur le droit de présentation. (L'annexe manque.) Whitehall, le 28 janvier, p. 49

Stephen à Wilmot Horton. Il lui transmet le brouillon d'une lettre adressée aux légistes sur les mines de la Nouvelle-Écosse. (L'annexe manque.) Whitehall, le 14 juin. p. 50

Artillerie

Lord Fitzroy Somerset, secrétaire, à Wilmot Horton (personnelle). Il lui recommande le lieutenant-colonel H. G. Smith. Artillerie, le 10 novembre. p. 52

Bureau de la Trésorerie

Mémoire: la monnaie de papier des colonies sera remboursée et pourra être convertie en livres sterling. Le 12 février et le 22 avril. p. 53

G. Harrison, sous-secrétaire, à Bathurst (personnelle). Il lui transmet une liste des opérations minières. La réclamation de Bent précède celle de B. Tucker. *Note:* L'annexe n'a pas été recue. 4 Spring Garden Terrace, le 12 mars. p. 54

Harrison à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre de C. J. Forbes, adjoint du commissaire général, et il lui demande des renseignements sur l'émission des billets de la Trésorerie. On a découvert un faux. Trésorerie, le 9 mai. p. 55

Annexes:—

(1) Forbes à Harrison, Halifax, le 27 février 1825. p. 56

(2) Résolution de l'Assemblée. p. 58

Harrison à Wilmot Horton. Il lui transmet une documentation sur la concession de mines de la Nouvelle-Écosse au duc d'York. Il lui demande des suggestions sur les conditions auxquelles la concession devrait être assujettie. Trésorerie, le 9 juin. p. 59

Annexe:—

La documentation. p. 60

Harrison à Wilmot Horton. Il lui demande une réponse à la lettre du 6 mai, au sujet de la monnaie de papier de la Nouvelle-Écosse. Trésorerie, le 30 juin. p. 77

Harrison à Wilmot Horton. Jusqu'à la prochaine session le traitement de l'évêque de la Nouvelle-Écosse sera porté au compte des frais divers de l'administration civile. Il propose qu'on prenne des dispositions pour que ce traitement soit pris à même les revenus provenant des terres de la Couronne. *Note:* Suggestions. Trésorerie, le 16 juillet. p. 78

1825
Downing St., le 26 juillet. Lettre sans signature à Harrison. Vues des légistes sur la question des mines. p. 66

Annexe:—

A propos des mines de la Nouvelle-Écosse. p. 68

Trésorerie, le 28 juillet. T. F. Lewis à Wilmot Horton. La Trésorerie approuve les recommandations de Bathurst en ce qui a trait aux mines. Il faudra demander au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse de donner suite à ces recommandations. p. 80

Société pour la propagation de l'Évangile

Bibliothèque St-Martin, Westminster, le 22 avril. Le révérend A. Hamilton, secrétaire, à Bathurst. Il demande de relever le traitement de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. *Note:* Envoyée à la Trésorerie. p. 81

Compagnie de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick

Lime St., le 19 mars. W. Mitchell à Wilmot Horton. Il demande des terres pour leurs gens qui désirent s'y établir. Il aimerait avoir une entrevue. p. 198

Russell Sq., le 4 avril. T. Tooke à Wilmot Horton. Il se retire de la société en raison des objections que soulève Kempt. p. 200

Londres, le 4 mai. A. Belcher et d'autres particuliers à Wilmot Horton. Les projets de la compagnie. p. 202

Le 7 mai. Blunt, Roy et Blunt à Wilmot Horton. Ils lui transmettent une lettre de la compagnie et lui demandent d'adresser la réponse à W. Tooke ou à eux-mêmes. (L'annexe manque.) p. 205

A

3 Wardrobe Place, Collège des docteurs en droit civil, le 16 février. Requête d'Adelah, chef des Micmacs, qui demande la création d'une réserve. p. 84

Annexes:—

(1) Le traité avec les sauvages en 1760. p. 87

(2) Extrait du rapport du Dr. Morse au ministre de la Guerre aux États-Unis. p. 89

Le 7 mars. La requête au sujet de W. Allen. (La documentation manque.) p. 91

Sudbury, le 6 octobre. Le lieutenant-colonel T. F. Addison à Bathurst. Il demande la permission de déposer dans le courrier une lettre adressée au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse. p. 92

B

3 Wardrobe Place, Collège des docteurs en droit civil, le 2 février. W. Bromley, directeur de l'école acadienne, à Bathurst. Il demande une entrevue pour Adelah, chef des Micmacs, et pour lui-même. Il lui envoie des lettres de recommandation. *Note:* L'annexe est retournée. p. 93

Bromley à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 9 février; l'entrevue qu'il demande a pour but d'exposer la situation des sauvages. p. 94 — 1825, 3 Wardrobe Place, Collège des docteurs en droit civil, le 10 février.

Bromley à Wilmot Horton. Il demande qu'on lui retourne son certificat. Kempt a promis de concéder une terre à Adelah; par conséquent, il n'est plus nécessaire d'ennuyer le bureau des Colonies sur le sujet. p. 95 — Ministère des Colonies, le 1er mars.

Annexe:—

Reçu de Bromley. p. 95

Mme Blackwell à Bathurst. Elle est heureuse de savoir que son fils a obtenu un congé. p. 97 — 4 Half Moon St., le 29 octobre.

W. F. Bowes à Bathurst. Il demande d'approuver la nomination de son père qui devient adjoint du percepteur à Windsor. p. 98 — Wimborne, Dorset, le 31 décembre.

C

L'archidiacre de Canterbury à Bathurst. Il ne voit aucun motif de modifier son opposition à l'union des collèges King et Dalhousie. Il espère que le collège King sera réparé. p. 101 — Lambeth Place, le 8 mars.

J. Carrington à Bathurst. On lui a enlevé ses biens dans la Nouvelle-Écosse et il demande du secours. *Note:* On ne peut rien faire pour lui. p. 102 — 60 Union St., Portsmouth, le 17 septembre.

Annexe:—

H. Goulburn à Carrington, Downing St., le 29 mars 1825. p. 103

D

Mme Ann Doyle au sous-secrétaire. Elle demande si quelqu'un a reçu du Gouvernement le loyer du chantier que recevait autrefois sa mère, Mme E. Whitehand, décédée en 1792. p. 104 — 3 St. Albans Place, Edgeware Road, le2 novembre.

—— Dumarisy à Wilmot Horton. Il demande une entrevue. p. 105 — Le 8 décembre.

G

Sir Rupert D. George à Bathurst. Pourquoi il devrait, en sa qualité de secrétaire provincial, obtenir un relèvement de traitement. *Note:* On demandera l'opinion de Kempt. p. 110 — 57 Conduit St., Londres, le 31 mai.

George à Wilmot Horton. Il demande que sa lettre soit soumise à Bathurst; il voudrait aussi avoir une entrevue. p. 115 — 57 Conduit St., le 31 mai.

Mémoire de sir Rupert D. George sur le sujet. p. 116 — Sans date.

Le révérend J. Garbitt à Wilmot Horton. Il lui présente la demande de R. Sharpe; c'est un loyaliste qui voudrait avoir 100 acres de terre et des vivres pour une durée de 18 mois. *Note:* Impossible d'accéder à cette demande. p. 117 — Birmingham, le 7 juin.

1825
Waterford, le 4 novembre. Le major J. Greene à [Bathurst]. Il lui transmet le double de la requête envoyée à Kempt dans laquelle le pétitionnaire demande des terres pour ses deux fils, George et Henry. p. 118

Annexes:—

(1) La requête, le 16 août 1825. p. 119

(2) Sir Rupert D. George, secrétaire, à Greene, Londres, le 1er mai 1825. p. 120

H

50, rue Rivoli, Paris, le 10 janvier. J. Hyde à Bathurst. Il demande que la somme annuelle de 50 louis soit ajoutée à sa pension. p. 121

Paris, le 31 janvier. Hyde à Bathurst. Il demande qu'on date, de janvier 1822, le supplément de sa pension. p. 123

Le 2 février. Mémoire au sujet d'une demande de J. Hennery concernant son frère. p. 124

50, rue Rivoli, Paris, le 11 février. Hyde à H. Goulburn. Il demande de l'aide pour obtenir les arriérés du supplément de sa pension. *Note:* Il peut seulement envoyer cette lettre à Wilmot Horton. p. 125

Halifax, le 11 février. Le lieutenant-colonel J. Herries à Bathurst. Il demande des terres pour lui-même et pour le lieutenant Edward Sutherland. *Note:* Les officiers qui reçoivent leur solde en entier n'ont aucun droit à des concessions. p. 127

Paris, le 13 février. Hyde à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 9 février et lui demande de revenir sur la décision de ne pas accorder d'arriérés en ce qui a trait au supplément de pension. *Note:* Demande refusée et fin de la correspondance. p. 128

16 Jubilee Place, Chelsea, le 21 mars. W. Hampton à Wilmot Horton. Il demande qu'une terre soit concédée à une compagnie qui sera bientôt établie pour faire la pêche au Cap-Breton. *Note:* Pourquoi il faut user de prudence en répondant à cette lettre. p. 129

Royal Exchange Tavern, Limerick, le 8 décembre. J. Hallinan à Bathurst. Il lui transmet un affidavit et lui demande d'enquêter sur une propriété qui lui fut laissée par son frère. p. 132

Annexe:—

L'affidavit, le 26 novembre 1825. p. 133

K

20 Camden St., Dublin, le 2 mars. S. Kathrens à Wilmot Horton. Il aimerait savoir si l'établissement de Dalhousie, en Amérique du Nord, est maintenu, car il désire donner des lettres nommant un administrateur à la succession de feu son oncle. p. 135

20 Camden St., Dublin, le 20 mars. Kathrens à Wilmot Horton. Il lui accuse réception d'une lettre et lui demande d'envoyer le document. p. 136

Kathrens à Wilmot Horton. Kempt rentrera-t-il bientôt dans la Nouvelle-Écosse? p. 137 — **1825** 7 Lower Temple St., Dublin, le 11 juillet.

Kathrens à Wilmot Horton. Il demande de transmettre un document à la Nouvelle-Écosse. *Note:* Pourquoi la chose n'a pas encore été faite. p. 138 — 27 Grafton St., Dublin, le 9 décembre.

L

J. Leary à Bathurst. Il demande un billet de passage pour l'Amérique du Nord, en sa qualité de pensionné de la Compagnie des Indes Orientales. *Note:* Demande refusée. p. 139 — Dublin, le 28 décembre.

M

Ann Munford à Bathurst. Elle demande du secours pour son mari. p. 140 — 5 Crown Court, Great Trinity Lane, Cheapside, le 28 mai.

Requête de John Mc Kay qui demande une compensation pour des ouvrages érigés aux houillères de Pictou et pour les pertes que lui cause le refus de renouveler son bail. *Note:* (1) Lord B. —— ne saurait intervenir, 2 février. (2) Mémoire sur cette affaire. p. 141 — Sydney, Cap-Breton, le 25 août.

N

Le révérend J. Inglis à Wilmot Horton (personnelle). Il demande que l'indemnité spéciale qui lui fut accordée en 1816 soit maintenue à titre de prix de location de son logement. Il demande la permission de fournir des renseignements avant que l'on en vienne à une décision au sujet de la demeure du commissaire ecclésiastique à Fredericton. p. 147 — 200 Piccadilly, le 24 février.

Le révérend J. Inglis, évêque de la Nouvelle-Écosse, à Bathurst. Sa consécration et ses remerciements. p. 150 — 200 Piccadilly, le 28 mars.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Bathurst. Il demande les lettres patentes nommant les archidiacres, y compris celui des Bermudes. p. 151 — 200 Piccadilly, le 2 avril.

Liste des personnes dont les noms furent soumis à Bathurst par l'évêque Inglis et qui méritent d'être nommées archidiacres de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 149 — Le 2 avril.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à ——. C'est en réponse à une requête de la Société pour la propagation de l'Evangile, datée de 1813, qu'une concession de terre fut accordée au doyen et au chapitre de la Nouvelle-Écosse ainsi qu'au collège King. p. 152 — 200 Piccadilly, le 30 avril.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Wilmot Horton (personnelle). Pourquoi il faut augmenter l'indemnité accordée à l'évêque. *Note:* Les archevêques, en recommandant cette indemnité, ont tous deux admis qu'elle devrait être moindre que celle de Québec. p. 153 — 200 Piccadilly, le 30 avril.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Bathurst. Il lui soumet les noms de ceux qui pourraient être nommés archidiacres. p. 155 — 200 Piccadilly, le 30 avril.

1825

200 Piccadilly, le 15 juin. L'évêque de la Nouvelle-Ecosse à Wilmot Horton. Il pourra partir vers la fin du mois; un vaisseau sera-t-il alors disponible? *Note:* Il faudra savoir si un vaisseau de guerre est disponible; si oui, l'évêque pourra monter à bord du vaisseau. p. 156

17 South Bank, Regents Park, le 18 juillet. J. Noad à R. W. Hay. Il lui transmet une requête dans laquelle il demande, en sa qualité d'ancien officier de marine au Cap-Breton, un relèvement de son indemnité de retraite. p. 159

Annexe:—

Le mémoire, le 16 juillet 1825. *Notes:* (1) Commentaires. (2) Il ne voit pas sur quoi l'on pourrait se baser pour accéder à cette demande. p. 156

200 Piccadilly, le 27 juillet. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la note et lui demande des renseignements sur le vaisseau à bord duquel il montera. p. 160

200 Piccadilly, le 29 juillet. L'évêque de la Nouvelle-Écosse. Il lui accuse réception de la lettre du 29 juillet; lui et sa famille seront prêts à partir au moment voulu. p. 161

200 Piccadilly, le 29 juillet. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Wilmot Horton. La maladie grave de l'une de ses filles l'empêche de fixer le jour du départ. p. 162

200 Piccadilly, le 3 août. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Wilmot Horton. Il s'embarquera avec sa femme, ses deux filles et trois serviteurs. La maladie de l'une de ses filles. p. 163

200 Piccadilly, le 27 août. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Bathurst. Il quittera Londres bientôt. Il a demandé à lord Melville l'usage de la maison des commissaires pendant deux ans. Il lui demande d'étudier le cas du collège King. Il le prie de donner l'ordre au commandant de la marine de lui permettre de visiter les Bermudes et Terre-Neuve. p. 164

Halifax, le 20 décembre. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 7 octobre. Bathurst a décidé que le révérend A. G. Spencer serait nommé archidiacre des Bermudes. Il espère qu'un traitement sera attaché à ces fonctions. p. 166

P

Graignoe, près Thurleo, le 6 mars. T. Phelps à Bathurst. Il lui envoie une lettre adressée à T. Kelly, d'Annapolis. *Note:* La lettre a été transmise. p. 167

Hotel Tavistock, Covent Garden, le 23 décembre. Le révérend C. Porter à Wilmot Horton. Il demande une pension en raison de ses états de service. Il a des lettres de recommandation des membres du conseil d'administration du collège King. p. 168

Annexes:—

(1) H. Goulburn, sous-secrétaire, à Porter, Downing St., le 4 juillet 1815. p. 169

(2) Extrait de la 50e, Geo. III, ch. 117, S. 12. *Note:* Si sa situation n'est pas en conformité avec les règlements que mentionne l'extrait, je ne vois pas comment la Trésorerie pourrait accéder à la recommandation. 1825 p. 170

R

Note au sujet d'une lettre de J. B. Robie à Kempt, sur l'opportunité de nommer un garde des archives. Robie offre ses services. Le 30 mars. p. 171

E. W. Rundell (personnelle). Il demandera la concession de houillères du Nouveau-Brunswick si celles-ci ne sont pas comprises dans la concession du duc d'York. Ludgate Hill, le 18 mai. p. 172

S

Résumé d'une lettre de sir James Kempt à MM. Smyth, Forsyth et Cie. Le 19 janvier. p. 173

Le lieutenant général sir John C. Sherbrooke à Wilmot Horton. Il lui demande de transmettre une lettre et des dépêches. Le 6 juillet. p. 174

J. Stewart à Wilmot Horton. A propos de la transmission de lettres. 28 South St., le 1er septembre. p. 175

A. Stewart à Bathurst. Il lui transmet une requête de J. Embree qui demande un remboursement pour les pertes qu'il a subies en sa qualité de loyaliste. Amherst, le 18 octobre. p. 176

Annexe:—

La requête, le 8 octobre 1825. p. 106

A. Scott à Wilmot Horton. Il lui demande l'adresse de J. R. Hyde. Ce fonctionnaire n'a-t-il pas rempli le poste de grand prévôt du Cap-Breton, de 1820 à 1821, ou celui de maréchal de l'Amirauté pour la Nouvelle-Écosse? 6 Cambridge St., Golden Sq., le 28 décembre. p. 177

T

Coutts Trotter à ——. Il lui demande d'étudier favorablement la requête de J. Noad. Strand, Londres, le 19 juillet. p. 178

Le révérend J. T. Twining à Bathurst. Il lui demande un poste. Halifax, le 19 décembre. p. 179

Annexes:—

(1) L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Kempt, 200 Piccadilly, le 11 juillet 1825. p. 181

(2) Wilmot Horton à Dalhousie, Downing St., le 24 novembre 1824. p. 183

(3) Requête et protestations des membres du conseil d'administration de l'église Saint-Paul et des paroissiens, le 20 avril 1825. p. 184

1825 (4) Les membres du conseil d'administration de l'église à Bathurst. (Sans date.) p. 182

Sous-annexe:—

Extrait des registres de l'église Saint-Paul au sujet du droit de présentation, 1791. p. 196

Nouvelle-Écosse, A. 168

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL SIR JAMES KEMPT, 1826

1826

Halifax, le 23 janvier. Kempt à Bathurst, N° 1. Il lui transmet une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse; pourquoi il est impossible de confier un poste au révérend J. T. Twining. p. 4

Annexe:—

L'évêque de la Nouvelle Écosse à Kempt, Halifax, le 23 janvier 1826. p. 5

Halifax, le 23 janvier. Kempt à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 12 octobre. J. Blackwell, officier de marine, a refusé la prolongation de son congé. Il lui transmet une lettre de S. B. Robie, procureur général, au sujet de l'abolition du poste d'officier de marine. p. 8

Annexe:—

Robie à sir Rupert D. George, le 7 janvier 1826. p. 9

Halifax, le 23 janvier. Kempt à Bathurst, N° 3. Il lui demande des instructions au sujet des mines de Sydney. p. 11

Halifax, le 24 janvier. Kempt à Bathurst (personnelle). Il lui transmet une correspondance échangée avec C. R. Vaughan, ambassadeur britannique à Washington, ainsi qu'un décret du Conseil en vertu duquel les vaisseaux américains obtiennent la permission de nouer des relations commerciales avec Halifax, même avant la réception des instructions de l'Angleterre à ce sujet. p. 12

Annexes:—

(1) Vaughan à Kempt, Washington, le 29 décembre 1825. p. 14

(2) Kempt à Vaughan, Halifax, le 24 janvier 1826. p. 17

(3) Le décret du Conseil, le 23 janvier 1826. p. 19

Halifax, le 7 février. Kempt à Bathurst, N° 4. Il lui accuse réception de la dépêche du 17 décembre: la Législature et la liste civile. p. 20

Halifax, le 10 février. Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Pourquoi il a accédé à la requête demandant de constituer une société qui exploitera les mines à Annapolis. p. 21

Kempt à Bathurst, N° 5. Il lui transmet le rapport de S. B. Robie, procureur général, ayant trait aux traitements des douaniers payés à même les revenus provenant de la 6e, Geo. IV, ch. 73 et 114. Il demande là-dessus des instructions. p. 22 1826 Halifax, le 12 février.

Annexes:—

(1) Robie à Kempt, Halifax, le 10 février 1826. p. 24

(2) Kempt au percepteur et contrôleur de la douane, Halifax, le 11 février 1826. p. 27

Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet un discours et des adresses au sujet de la liste civile. Les droits de la douane et les difficultés qu'ils occasionnent. p. 29 Halifax, le 12 février.

Annexes:—

(1) Le discours. (Sans transcription.)

(2) L'adresse du Conseil, le 3 février 1826. p. 32

(3) L'adresse de l'Assemblée, le 3 février 1826. (Sans transcription.)

Kempt à Wilmot Horton. Il lui transmet une documentation sur les mines de Sydney et il demande que le port de Sydney soit accessible aux vaisseaux étrangers. p. 36 Halifax, le 13 février.

Annexes:—

(1) Le mémoire, le 10 novembre 1820. (Sans transcription.)

(2) Propositions de MM. Cunard et Cie, Halifax, le 9 janvier 1826. p. 39

Annexe:—

Remarques de Kempt. p. 40

Kempt à Bathurst, N° 6. Il lui accuse réception de la circulaire de mai 1825 et il lui transmet un rapport de la Législature sur le numéraire britannique. Commentaires sur certaines difficultés que suscite le projet. p. 41 Halifax, le 15 mars.

Annexe:—

Le rapport, le 14 février 1826. p. 44

Kempt à Bathurst, N° 7. Il lui accuse réception de la dépêche du 7 janvier au sujet du traitement des douaniers. En vertu des règlements édictés sur le sujet, l'officier de marine, dont le poste a été aboli, aura droit à une pension de 273 louis et 12 chelins. p. 45 Halifax, le 15 mars.

Annexe:—

J. Blackwell, officier de marine, à Bathurst, Halifax, le 13 mars 1826. p. 46

1826

Halifax, le 8 avril. Kempt à Bathurst, N° 8. La Législature a été prorogée le 6 avril. Les lois seront bientôt transmises. p. 48

Halifax, le 10 avril. Kempt à Bathurst, N° 9. La Legislature a voté 600 louis à S. B. Robie, à titre de garde des archives. S. G. W. Archibald devient solliciteur général en remplacement de Robie. *Note:* Il faudra préparer le document nommant Archibald solliciteur général. p. 50

Halifax, le 13 avril. Kempt à Bathurst, N° 10. Il lui accuse réception de la lettre du 30 novembre. Le commerce et la navigation. p. 51

Halifax, le 14 avril. Kempt à Bathurst, N° 11. Pourquoi on a mis fin aux délibérations de la Chancellerie en ce qui a trait à la présentation au bénéfice de l'église Saint-Paul. Il demande que les frais soient remboursés. p. 52

Annexe:—

Etat des frais, Halifax, le 13 avril 1826. p. 53

Halifax, le 14 avril. Kempt à Wilmot Horton. Le prix du blé. Inutilité d'envoyer des rapports mensuels sur le sujet. p. 54

Halifax, le 15 avril. Kempt à Bathurst (distincte). Le baron de Turyll, ambassadeur russe aux Etats-Unis, est mort en mer. Il a été inhumé à Halifax. p. 55

Halifax, le 16 avril. Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 8 mars et lui transmet un rapport sur les terres et les mines. Il met à nu certaines erreurs au sujet des mines de la Nouvelle-Écosse. Les recherches vigilantes de ceux qui sont sous la direction du duc d'York. p. 56

Annexe:—

Le rapport, le 16 avril 1826. p. 57

Halifax, le 16 avril. Kempt à Bathurst. Il lui transmet une adresse de l'Assemblée qui proteste contre les instructions données aux douaniers de prendre leurs traitements à même les droits perçus sous l'empire de la 6e, Geo. IV, ch. 73 et 114. (L'annexe manque.) p. 59

Halifax, le 17 avril. Kempt à Wilmot Horton. Il discute la difficulté qui a surgi au sujet des traitements des douaniers. Comment remédier à la situation. p. 61

Annexe:—

Remarques du président. p. 64

Halifax, le 17 avril. Kempt à Wilmot Horton. Il lui transmet copie d'une loi qui constitue légalement une société ayant pour but d'exploiter les mines de fer du comté d'Annapolis. Il espère que cette loi ne sera pas annulée. (L'annexe manque.) p. 65

Halifax, le 14 mai. Kempt à Bathurst, N° 14. Il lui accuse réception de la lettre personnelle et de la circulaire du 12 avril. Il est heureux de savoir que la Trésorerie fournira des explications sur le traitement des douaniers pris à même les droits perçus dans la colonie. p. 67

Kempt à Bathurst. Les prix moyens du blé sont ceux dont il fut fait mention le 14 avril. p. 68 1826 Halifax, le 15 mai.

Kempt à Bathurst, N° 15. Il lui transmet les lois votées au cours de la dernière session. Il attire l'attention sur les remarques qu'il a annexées à l'acte ayant pour but de frapper d'un droit les produits importés des pays étrangers. p. 69 Halifax, le 16 mai.

Kempt à Bathurst, N° 16. Il lui accuse réception de la lettre du 6 mai et le remercie d'un octroi annuel de 400 louis pour l'Ile de Sable. Les mesures prises à la suite de recents naufrages. p. 70 Halifax, le 20 juin.

Annexe:—

Liste de naufrages, signée par Michael Wallace, commissaire de l'Ile de Sable, Halifax, le 16 juin 1826. p. 72

Kempt à Bathurst, [N° 17]. Il lui transmet les journaux de la Législature pour la dernière session. (L'annexe manque.) p. 78 Halifax, le 20 juin.

Kempt à Bathurst, N° 18. Il lui transmet un état du revenu casuel et du revenu provenant des houillères. p. 74 Halifax, le 20 juin.

Annexe:—

L'état, le 1er janvier 1826. p. 75

Kempt à Bathurst, N° 19. Il lui accuse réception de la dépêche du 28 avril avec la note de la Trésorerie sur les traitements des douaniers. p. 78 Halifax, le 20 juin.

Kempt à Wilmot (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre personnelle du 6 mai et il lui transmet une documentation ayant trait aux règlements auxquels sont soumises les concessions de terres et qui s'inspirent des nouveaux règlements du Haut-Canada. Son opinion là-dessus. p. 79

Annexes:—

(1) Le rapport du comité du Conseil, Halifax, le 11 juillet 1826. p. 82

(2) Le mémoire sur les redevances. p. 86 Halifax, le 30 juillet.

(3) Pièce indiquant les réserves de mines. (Sans transcription.)

Kempt à Bathurst, N° 20. Il lui accuse réception de la dépêche du 3 juillet, mais il y a eu erreur dans l'envoi de l'annexe. Il voudrait avoir l'annexe véritable qui était une lettre de la Trésorerie sur le numéraire britannique dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. p. 88 Halifax, le 14 août.

Kempt à Bathurst. Il lui transmet le brouillon de la charte que l'on projette d'accorder à la compagnie qui exploitera les mines de fer du comté d'Annapolis, ainsi que le rapport du comité du Conseil. Il demande la permission de faire approuver cette charte le plus vite possible. p. 83 Halifax, le 15 août.

1826 Annexes:—

(1) Le brouillon de la charte. (Sans transcription.)

(2) Le rapport du comité du Conseil, le 7 août 1826. p. 91

Halifax, le 14 septembre. Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il lui transmet une documentation sur la concession des terres et l'émigration. Il ne saurait, pour le moment, faire là-dessus des recommandations. p. 92

Annexes:—

(1) Mémoire sur la disposition des terres de la Couronne. p. 94

(2) Instructions aux commissaires des terres. p. 99

(3) Propositions pour coloniser les terres de la Couronne du Cap-Breton. p. 103

Halifax, le 19 septembre. Kempt à Bathurst, N° 22. Il lui transmet une copie corrigée du brouillon de la charte en vertu de laquelle serait constituée légalement une compagnie ayant pour objet l'exploitation des mines de fer à Annapolis. Pourquoi la copie envoyée le 15 août renferme une erreur. p. 118

Annexe:—

Le brouillon de la charte. p. 119

Halifax, le 19 septembre. Kempt à Wilmot Horton (personnelle et confidentielle). Pourquoi il faut annuler les lois de 1824 sur les élections. L'opportunité d'uniformiser le droit de vote. p. 132

Halifax, le 17 octobre. Kempt à Bathurst, N° 23. Il lui accuse réception de la dépêche du 9 août. Pourquoi on a diminué les effectifs à l'Ile du Prince-Edouard. Il déclare toutefois qu'ils seront sous peu augmentés. p. 134

Halifax, le 18 octobre. Kempt à Bathurst, N° 24. Il lui transmet la requête de James Mc Queen au sujet des biens de Mme Elizabeth Kidston. (L'annexe manque.) p. 136

Halifax, le 18 octobre. Kempt à Bathurst, N° 25. L'arrestation de deux matelots américains accusés du meurtre du capitaine et de l'officier de la goélette *Fairy*. Pourquoi il les a envoyés aux Etats-Unis où ils subiront leur procès. p. 137

Halifax, le 19 octobre. Kempt à Bathurst, N° 26. Il le renvoie à des lettres antérieures et il insiste sur l'à-propos de réduire le quorum du Conseil de sept à cinq membres. p. 139

Halifax, le 28 octobre. Kempt à Bathurst, N° 27. Il lui accuse réception de la dépêche du 9 août. Pourquoi il n'approuve pas l'imposition d'un droit sur le charbon qui sera importé. p. 140

Halifax, le 28 octobre. Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Pourquoi il s'oppose à l'imposition d'un droit sur le charbon qui sera importé. Pourquoi il faudrait reporter à une date ultérieure la décision d'établir un port libre au Cap-Breton. p. 141

Kempt à Wilmot Horton, N° 28. Il a accordé à l'agent de la *General Mining Association* la permission d'exploiter les houillères du Cap-Breton pendant un an. p. 144 — 1826, Halifax, le 14 novembre.

Kempt à Bathurst, N° 29. Il lui transmet une lettre de H. Clay, secrétaire d'Etat aux États-Unis, qui est heureux de constater que les matelots américains ont été capturés et incarcérés; il offre de rembourser le sommes dépensées par le Gouvernement britannique. p. 145 — Halifax, le 22 novembre.

Annexe:—

Clay à l'honorable C. R. Vaughan, ministre de Sa Majesté à Washington, Washington, le 23 octobre 1826. p. 146

Kempt à Bathurst, N° 30. La mort de G. Leonard, surintendant des pêcheries. Ce poste pourrait être aboli. p. 147 — Halifax, le 22 novembre.

Kempt à Bathurst, N° 31. Il lui accuse réception de la circulaire du 30 septembre. Il suivra les instructions au sujet des dépêches. p. 148 — Halifax, le 11 décembre.

Kempt à Bathurst, N° 32. Il lui transmet deux lettres de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. Ses remarques sur les sommes qu'on devrait affecter au soutien de l'Eglise établie. p. 149 — Halifax, le 17 décembre.

Annexes:—

(1) L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Kempt, Halifax, le 15 décembre 1826. p. 153

(2) L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Kempt (confidentielle), Halifax, le 16 décembre 1826. p. 158

Kempt à Bathurst, N° 33. A propos des matelots américains accusés de meurtre. Il lui transmet la correspondance échangée là-dessus entre le secrétaire d'État et le ministre britannique à Washington. p. 160 — Halifax, le 18 décembre.

Annexes:—

(1) C. R. Vaughan à Kempt, Washington, le 5 décembre 1826. p. 161

(2) H. Clay à Vaughan, secrétariat d'État, Washington, le 1er décembre 1826. p. 162

Kempt à Bathurst, N° 34. Il lui transmet une requête de la chambre de Commerce: la modification du service du paquebot et les difficultés qui en résulteraient. *Note:* Copie pour l'Amirauté, janvier 1827. p. 163 — Halifax, le 18 décembre.

Annexe:—

La requête, Halifax, le 7 décembre 1826. p. 165

Kempt à Wilmot Horton (personnelle et confidentielle). Il lui accuse réception de la lettre du 31 octobre. Pourquoi il a loué les houillères à l'agent de la *General Mining Association.* p. 167 — Halifax, le 30 décembre.

1826

DIVERS

Agent

Duke St., Westminster, le 15 avril. R. S. Atcheson à ——. Il demande que les papiers de la Chambre des Communes soient déposés dans la valise diplomatique pour être transmis à C. R. Fairbanks. p. 169

Bureau du Commerce

Le 27 mars. T. Lack, secrétaire, à Wilmot Horton. On a étudié les lois de 1823 et de 1824 de la Nouvelle-Écosse. La loi N° 1083 n'a pas été reçue. 44 lois ont expiré avant d'arriver au bureau. Les lois N^{os} 1104 à 1107 et 1111 se rapportent à des questions de jurisprudence. Les remarques de J. Stephen sur la loi N° 1131. Les lois N^{os} 1075 à 1078, 1080, 1081, 1084, 1092 et 1093 sont retournées et seront maintenues en vigueur. Les 18 autres lois se rapportent à des questions de politique domestique. p. 170

Le 4 août. J. Porter à Wilmot Horton. Il lui accuse réception d'une lettre du 13 avril. On a étudié la lettre de Kempt où il est question d'un port libre au Cap-Breton. Il lui transmet là-dessus un rapport. Les droits sur le charbon. p. 172

Annexe:—

Rapport du commissaire de la douane, bureau de la Douane, le 1er août 1826. p. 173

Le 26 septembre. Note de la lettre de Porter, renvoyant les lois N^{os} 1148 à 1181, à l'exception du N° 1164. p. 175

Ministère des Affaires étrangères

Ministère des Affaires étrangères, le 16 février. J. Planta fils, sous-secrétaire, à Wilmot Horton (urgente). Il demande des renseignements sur l'avis donné au sujet du port de Halifax qui n'est plus accessible aux vaisseaux américains. *Note:* Copie transmise au bureau du Commerce. p. 176

Le 30 juin. Le très honorable G. Canning, secrétaire des Affaires étrangères, à Bathurst. Il lui transmet une lettre du révérend C. Griffin. (L'annexe manque.) p. 178

Sans date. Canning à Bathurst. Il lui transmet une autre lettre de Griffin. (L'annexe manque.) p. 177

Le 6 octobre. Canning à Bathurst. Il lui transmet une autre lettre de Griffin. *Note:* Lettre envoyée au révérend A. Hamilton, de la Société pour la propagation de l'Évangile, qui en fera l'objet de ses commentaires, le 11 octobre. p. 179

Annexe:—

Griffin à Canning, Bridgetown, le 10 juillet 1826. p. 240

Ministère des Affaires étrangères, le 31 octobre. Planta à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre et la requête de L. de Mézangeau qui demande de l'aide pour quitter la France et venir à Halifax. p. 180

Annexe:— 1826

De Mézangeau à Canning, Paris, le 4 octobre 1826. p. 181

Sous-annexe:—

La requête. p. 183

Planta à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre de Vaughan. Les matelots américains accusés de meurtre seront-ils extradés? p. 185 — Ministère des Affaires étrangères, le 17 novembre.

Annexes:—

(1) Vaughan à Canning, Washington, le 2 octobre 1826. p. 186

(2) Clay à Vaughan, secrétariat d'État, Washington, le 25 septembre 1826. p. 187

(3) A. et C. Cunningham à Clay, Boston, le 18 septembre 1826. p. 188

(4) P. H. Clarke, agent de Lloyd au Cap-Breton, à l'agent de Lloyd à Boston, Sydney, le 2 septembre 1826. p. 189

(5) W. M. Deblois à G. L. Deblois, Halifax, le 9 septembre 1826. p. 190

(6) Registre du *Fairy*, Boston et Charlestown, le 15 août 1826. p. 191

(7) Equipage du *Fairy*. p. 193

(8) Vaughan à Clay, Washington, le 26 septembre 1826. p. 195

(9) Vaughan à Kempt, Washington, le 26 septembre 1826. p. 196

Planta à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 7 décembre. Les autorités américaines et l'extradition des matelots accusés de meurtre. p. 197 — Ministère des Affaires étrangères, le 26 décembre.

Bureau de la Marine

Sir Bryan Martin, contrôleur, à Wilmot Horton. Il lui transmet une correspondance où l'on s'oppose à la demande de l'évêque de la Nouvelle-Écosse qui voudrait prendre possession de la maison des commissaires à Halifax. p. 198 — Bureau de la Marine, le 15 février.

Annexes:—

(1) Le contre-amiral W. Lake à Martin (personnelle), les Bermudes, le 27 décembre 1825. p. 199

(2) Martin à Melville, Somerset Place, le 15 décembre 1826. p. 200

Trésorerie

W. Hull, sous-secrétaire, à Wilmot Horton. Il lui transmet une note de la Trésorerie, en date du 7 avril, qui demande aux légistes leur opinion sur les traitements des douaniers. p. 201 — Trésorerie, le 8 avril.

1826 Annexe:—

La note, le 7 avril, 1826. p. 202

Trésorerie, le 25 avril. Hill à Wilmot Horton. La Trésorerie approuve la dépense de 400 louis pour les travaux sur l'Ile de Sable. p. 204

Trésorerie, le 26 avril. J. C. Herries, secrétaire, à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 19 mars et il lui transmet la note de la Trésorerie sur le traitement des douaniers. (L'annexe manque.) p. 205

Trésorerie, le 12 mai. Herries à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 13 mai. Inopportunité de donner de nouvelles instructions sur l'introduction de la monnaie d'argent dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. Une nouvelle somme sera envoyée. On espère qu'elle finira par remplacer le numéraire étranger. p. 206

Ministère de la Guerre

Ministère de la Guerre, le 27 juin. W. Merry, sous-ministre de la Guerre, à Wilmot Horton. A quel moment le major Charles Yorke sera-t-il nommé secrétaire particulier de Kempt? Son traitement? Ses émoluments? p. 207

Ministère de la Guerre, le 30 juin. Merry à Wilmot Horton. A quel moment le lieutenant Charles Morris a-t-il été nommé inspecteur général? Son traitement? Ses émoluments? p. 208

Ministère de la Guerre, le 14 septembre. Merry à Wilmot Horton. A quel moment l'enseigne J. Winniett a-t-il été nommé commis au magasin de l'Artillerie? Son traitement? Ses émoluments? p. 209

Ministère des Postes

Administration générale des Postes, le 26 octobre. F. Freeling, secrétaire, à Wilmot Horton. Pendant combien de temps le paquebot restera-t-il à Halifax? Mesures prises à ce sujet. p. 217

Société pour la propagation de l'Évangile

42 Castle St., Leicester Sq., le 26 juillet. Le vénérable archidiacre A. Hamilton, secrétaire, à Wilmot Horton. La Société pour la propagation de l'Évangile a rappelé le révérend C. Griffin. p. 210

Annexes:—

(1) Hamilton à Griffin, 42 Castle St., le 4 avril 1826. p. 211

(2) Extrait d'une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse à Griffin, le 13 février 1826. p. 212

(3) Résolution de la Société pour la propagation de l'Évangile, le 1er mars 1826. p. 213

(4) Extrait d'une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse à la Société pour la propagation de l'Évangile, le 14 août 1826. p. 214

42 Castle St., Leicester Sq., octobre. Hamilton à Wilmot Horton. Il lui accuse réception d'une lettre du 11 octobre. La requête que Griffin adressa à Canning sera étudiée. La Société pour la propagation de l'Évangile a traité équitablement Griffin. p. 215

Hamilton à Wilmot Horton. Il lui renvoie la lettre de Griffin à Canning. On a conservé une copie de cette lettre. (L'annexe manque.) p. 218 — **1826** 42 Castle St., Leicester Sq., le 27 octobre.

Hamilton à Wilmot Horton. Si les lettres de recommandation de Salmon sont jugées suffisantes, on pourra l'employer dans la Nouvelle-Écosse. Le cas de Griffin. p. 219 — 42 Castle St., le 27 octobre.

Hamilton à [Wilmot Horton]. Il lui accuse réception d'une lettre du 10 novembre. La Société pour la propagation de l'Évangile a envoyé, dans la Nouvelle-Écosse, le révérend E. L. Benwell qui partit en septembre. p. 221 — 42 Castle St., le 13 novembre.

B

Note à propos de la compensation accordée à J. Blackwell, officier de marine de la Nouvelle-Écosse. p. 222 — Le 13 mars.

Le révérend Andrew Brown à Bathurst. Il demande un passage gratuit pour un ministre de l'Église d'Écosse. *Note:* Les passages gratuits ne sont pas accordés aux ministres de la Société pour la propagation de l'Évangile. p. 223 — College, Edinburgh, le 14 août.

J. Blackwell à ——. Il est rentré en Angleterre après avoir appris que son indemnité de retraite, en sa qualité d'officier de marine, peut lui être versée seulement en Angleterre. p. 225 — Brighton, le 1er octobre.

T. G. Blackwell à Bathurst. Comment J. Blackwell recevra-t-il son indemnité de retraite? p. 226 — Seymour Place, sans date.

D

Reiquête des filles de feu le lieutenant-colonel J. W. Des Barres qui désirent que le duc de Kent leur aide à obtenir une partie de la pension de leur père. p. 227 — 16 Brompton Crescent, le 1er février.

Les demoiselles Des Barres à Wilmot Horton. Elles demandent une entrevue. p. 229 — 16 Brompton Crescent, le 5 avril.

Isabella M. Des Barres à Wilmot Horton (personnelle). Elle demande encore une fois une entrevue. *Note:* L'entrevue fixée au 15 avril. p. 230 — 16 Brompton Crescent, le 12 avril.

Annexe:—

Le major général sir Herbert Taylor à I. M. Des Barres, Grand Quartier-général, le 6 mars 1826. p. 231

I. M. Des Barres à Wilmot Horton. Ce dernier a promis d'écrire une lettre à lord Liverpool. p. 232 — Brompton Crescent, le 20 avril.

I. M. Des Barres à Wilmot Horton. Elle lui demande encore une fois d'écrire à lord Liverpool. p. 233 — Brompton Crescent, le 28 avril.

E

T. Edgcombe, directeur de la chapelle Saint-Georges, à Bathurst. Le révérend E. L. Benwell est parti pour Halifax sans donner avis de son départ. A-t-il accepté un poste? p. 234 — Portsea, le 1er novembre.

1826

G

Waterford, Irlande, le 2 janvier. — J. Greene à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre du 15 décembre et il demande de nouveau une terre. p. 235

Waterford, le 15 avril. — Greene à Bathurst. Il lui demande une réponse à sa lettre du 2 janvier. p. 236

Sans date. — Mémoire sur le cas du révérend C. Griffin. p. 238

Sans date. — Esquisse de la vie de Cornelius Griffin, missionnaire de la Société pour la propagation de l'Évangile, adressée à Canning. p. 247

H

Hakes' Hotel, Manchester Sq., le 7 avril. — R. U. Howe à Wilmot Horton. Il lui transmet une note du lieutenant A. B. Howe, son frère, qui demande qu'on lui retourne les documents annexés à sa requête. p. 292

Annexe:—

Howe à Wilmot Horton, 35 Totton St., Stepney. p. 291

Londres, le 10 juillet. — Requête de Joshua Hyde qui demande qu'on lui paye les arriérés de sa pension de 1822 à 1825. p. 293

Leamington, le 31 juillet. — Hyde à Bathurst. Il lui accuse réception de la lettre. Il voudrait connaître la nature de l'erreur que renferme sa requête. p. 295

Portsmouth, le 7 novembre. — Le révérend C. B. Henville, curé de Portsea, à Bathurst. Le révérend E. L. Benwell a-t-il été nommé à Halifax? Il désire obtenir ce renseignement afin que ce ministre ait un successeur. p. 296

K

27 Grafton St., Dublin, le 11 janvier. — S. Kathrens à Wilmot Horton. A-t-il reçu la lettre qui devait être envoyée dans la Nouvelle-Écosse? p. 297

Dublin, le 14 février. — Kathrens à Bathurst. Il voudrait connaître le lieu où son oncle S. Kathrens s'établit dans la Nouvelle-Écosse vers 1784. p. 298

M

Le 4 janvier. — Note: le capitaine Martin a demandé 200 acres de terre. p. 299

Le 28 mars. — Mémoire: le capitaine Martin serait heureux de collaborer à la colonisation de la province. p. 299

Shopstreet, Tuam, Irlande, le 3 mai. — Mme Catherine Manion à Bathurst. Elle demande que sa requête soit transmise à Kempt et elle le prie d'enquêter sur son frère, James Glynn. (L'annexe manque.) p. 300

Le 16 juin. — Requête de H. McLean qui désirerait obtenir des terres pour 3,000 personnes. p. 301

N

1826

R. Noad à R. W. Hay, sous-secrétaire permanent. Il demande une réponse à la requête de son frère Joseph Noad, ancien officier de marine du Cap-Breton, qui désire obtenir une indemnité plus élevée. p. 302

17 South Bank, St. John's Wood, le 18 février.

Le marquis de Northampton à Bathurst. Il lui demande d'étudier la requête de J. Hyde. p. 304

Castle Ashby, le 11 juillet.

J. O'Neil à Bathurst. Il demande qu'une lettre soit transmise au ministre des postes à Halifax. p. 305

Ennis, Irlande, le 14 avril.

P

Le révérend C. Porter à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 31 décembre et lui transmet les lettres de recommendation. Il demande de l'avancement. p. 313

Tavistock Hotel, le 4 janvier.

S

A. Scott à Wilmot Horton. Il lui demande l'adresse de J. Putnam, officier en chef de la Nouvelle-Écosse. p. 317

6 Cambridge St., Golden Sq., le 6 janvier.

MM. Smith et Forsyth à Wimot Norton. Ils lui demandent de transmettre une lettre à Kempt. p. 318

Liverpool, le 19 janvier.

Le très révérend R. Stanser, ancien évêque de la Nouvelle-Écosse, à Wilmot Horton. Il demande qu'on lui paye son indemnité en Angletrerre. p. 319

Hampton, le 21 février.

U

R. J. Uniacke, procureur général, à Bathurst. Il lui demande un poste. p. 321

51 Lisson Grove, Londres, le 3 janvier.

R. J. Uniacke, procureur général, à Wilmot Horton. Il lui demande un poste. p. 322

51 Lisson Grove, Londres, le 3 janvier.

R. J. Uniacke à Wilmot Horton. Les délibérations à la Chancellerie sur le droit de présentation; les frais. Il faudra donner, aux douaniers de la province, les instructions de ne prélever aucun droit sur les marchandises qui sont entreposées, ou sur celles qui ont déjà été soumises à des droits, en vertu des nouvelles lois. La monnaie de la province devrait être changée en argent comme on l'a fait en Irlande. p. 323

20 Hay Market, Londres, le 7 mars.

Uniacke à Wilmot Horton. Il lui retourne la documentation qu'on lui a envoyée. L'article qui réserve les mines à la Couronne ne figurait pas sur les lettres patentes émises avant 1780. Il n'est pas en faveur d'un monopole des mines. Ses connaissances sur les mines lui permettraient d'offrir quelques observations sur l'émigration. Il donnera son opinion sur les affaires coloniales. p. 325

20 Hay Market, Londres, le 10 mars.

Uniacke à Wilmot Horton. Comme on le lui a demandé, il donne son opinion sur le commerce entre l'Amérique britannique et les États-Unis. La récente loi sur le commerce renferme une erreur. p. 328

20 Hay Market, Londres, le 28 mars.

1826 Uniacke à Bathurst. Ses remarques sur l'Amérique britannique
Londres, le 11 avril. du Nord; projet de confédération. p. 332

Annexe:—

Remarques. p. 334

Londres, le 28 avril. Uniacke à Wilmot Horton. Il lui demande de prolonger son congé. p. 371

Londres, le 29 avril. Uniacke à Bathurst. Il lui transmet un projet de loi relatif à la constitution de l'Amérique britannique du Nord. Pourquoi ce projet de loi devrait être adopté. (L'annexe manque.) p. 372

112 Jermyn St., Londres, le 4 septembre. Uniacke à Wilmot Horton. Il lui envoie copie de sa lettre. Il se propose de rentrer à Halifax au cours du présent mois. (L'annexe manque.) p. 374

112 Jermyn St., Londres, le 7 septembre. Uniacke à Wilmot Horton. Son fils, Crofton Uniacke, maintenant membre du barreau anglais, est au courant de ses idées sur la politique coloniale. p. 375

W

Le 4 janvier. Enquête de J. Wray sur les mines. p. 376

Nouvelle-Écosse, A. 169

1827 LE LIEUTENANT GÉNÉRAL SIR JAMES KEMPT, 1827

Halifax, le 17 janvier, Kempt à Bathurst, N° 1. Il lui accuse réception de la dépêche du 24 octobre et lui fait savoir que l'on prépare une nouvelle charte en vertu de laquelle sera constituée une société qui exploitera les houillères dans le comté d'Annapolis. Cette charte ne sera pas signée avant que tous les renseignements aient été obtenus. Les annexes à la dépêche de Bathurst n'ont pas été envoyées. Il les désire. p. 4

Halifax, le 19 janvier. Kempt à Bathurst, N° 2. Il n'a pas encore pu obtenir tous les renseignements nécessaires à la rédaction du résumé statistique que demandait la circulaire du 11 septembre. Il le lui fera parvenir le plus vite possible. Il lui transmet l'état des revenus et des dépenses. p. 6

Annexe:—

L'état des revenus et des dépenses. p. 7

Halifax, le 19 janvier. Kempt à R. Wilmot Horton, sous-secrétaire. Il lui transmet une description générale de la Nouvelle-Écosse et un almanach pour 1827. *Note:* Cette documentation a été envoyée à la bibliothèque. p. 9

Halifax, le 10 février. Kempt à Wilmot Horton. Il lui transmet un journal renfermant la harangue qu'il prononça à l'ouverture de la Législature. Le traitement des douaniers est le seul point controversé. (L'annexe manque.) p. 10

Halifax, le 16 février. Kempt à Bathurst, N° 3. Il lui transmet des statistiques et des notes sur la Nouvelle-Écosse. (L'annexe manque.) p. 12

Kempt à Bathurst, N° 4. Il lui transmet une adresse de la Législature protestant contre une récente loi de la Jamaïque qui impose des droits de tonnage. (L'annexe manque.) p. 23 — 1827 Halifax, le 18 février.

Kempt à Bathurst, N° 5. Il lui transmet une requête de Mme B. Green qui demande une pension. p. 25 — Halifax, le 21 février.

Kempt à Bathurst (personnelle). Il demande du secours et une petite pension pour Mme B. Green. p. 29 — Halifax, le 21 février.

Kempt à Bathurst, N° 6. Il lui transmet un état du revenu casuel et un rapport sur le revenu provenant des houillères p. 30 — Halifax, le 5 avril.

Annexes:—

(1) Etat du revenu casuel. p. 30

(2) Rapport sur le revenu provenant des houillères. p. 33

Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il promet de venir en aide au lieutenant-colonel F. Cockburn qui lui a remis la lettre du 2 février. p. 35 — Halifax, le 5 avril.

Kempt à Bathurst (distincte). Il lui accuse réception de la dépêche du 6 janvier et lui transmet l'adresse de la Législature à l'occasion de la mort du duc d'York. (L'annexe manque.) p. 36 — Halifax, le 6 avril.

Kempt à Bathurst, N° 7. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée sur le salaire des douaniers et il lui recommande d'étudier ce texte avec bienveillance. (L'annexe manque.) p. 37 — Halifax, le 6 avril.

Kempt à Wilmot Horton (confidentielle). Il viendra au secours du lieutenant-colonel F. Cockburn. Il lui recommande d'étudier avec bienveillance l'adresse de l'Assemblée sur le salaire des douaniers. Pourquoi il a concédé à bail les mines du Cap-Breton à la *General Mining Association.* Il lui demande de remettre en vigueur l'ancien mode de transmission du courrier. p. 42 — Halifax, le 8 avril.

Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Pourquoi il ne convient pas d'assujettir l'exportation du charbon à un droit. Opportunité de faire de Sydney un port libre. p. 44 — Halifax, le 8 avril.

Kempt à Wilmot Horton. Il lui présente J. Woodhouse, inspecteur général de la douane, qui rentre en Angleterre après s'être acquitté de sa mission. p. 46 — Halifax, le 8 avril.

Kempt à Bathurst, N° 8. Il lui accuse réception de la dépêche du 10 mars. Pourquoi il ne faut pas augmenter le nombre des membres du Conseil même si l'on ne peut constituer un quorum. p. 47 — Halifax, le 25 avril.

Kempt à Bathurst, N° 9. Il lui transmet une adresse de l'Assemblée qui demande que la déclaration contre le papisme et la transsubstantiation soit supprimée. *Note:* Les délibérations de 1822. p. 48 — Halifax, le 26 avril.

1827
Halifax, le 27 avril. Kempt à Bathurst, N° 10. Il lui accuse réception de deux dépêches du 1er mars: la première avait trait aux instructions relatives à la concession des terres; la seconde renfermait l'ordre de nommer un commissaire des terres de la Couronne et un inspecteur général des forêts. p. 51

Halifax, le 29 avril. Kempt à Wilmot Horton. Le lieutenant-colonel F. Cockburn est dans le Nouveau-Brunswick. Il a reçu de l'aide. p. 52

Halifax, le 18 mai. Kempt à Bathurst, N° 11. Mesures prises pour donner suite aux instructions concernant les terres de la Couronne et les redevances. J. S. Spry est nommé commissaire des terres de la Couronne et inspecteur des forêts. Il lui transmet une lettre de R. Uniacke, adjoint du receveur général des redevances. Faut-il considérer ce poste comme ayant été aboli? p. 53

Annexes:—

(1) Uniacke à sir Rupert D. George, secrétaire, Halifax le 14 mai 1827. p. 55

(2) Commission envoyée à Crofton Uniacke, receveur général des redevances, le 26 mai 1808. p. 57

Halifax, le 20 mai. Kempt à Bathurst (personnelle). Il lui transmet une correspondance dans laquelle l'Assemblée de l'Ile du Prince-Edouard demande avec insistance que S. G. W. Archibald, juge en chef, demeure dans la colonie. Les états de service d'Archibald; il mérite appui et protection. p. 58

Annexes:—

(1) Archibald à Kempt, Halifax, le 15 mai 1827. p. 60

(2) Archibald au colonel J. Ready, lieutenant-gouverneur de l'Ile du Prince-Edouard, Charlottetown, le 8 mai 1827. p. 62

(3) Le Conseil de l'Ile du Prince-Édouard à Archibald, Charlottetown, le 8 mai 1827. p. 68

Halifax, le 12 juin. Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il demande copie du bail cédant la jouissance des mines à feu le duc d'York. Les travaux des sous-locataires MM. Rundell, Bridge et Rundell, qui ont envoyé R. Smith les représenter. Il prévoit des difficultés, parce que les mines de fer n'ont pas été reservées dans les anciennes cessions. p. 69

Annexe:—

Les magistrats et les propriétaires terriens devront faciliter le travail de R. Smith, bureau du secrétaire, Halifax, le 11 juin 1827. p. 70

Halifax, le 21 juin. Kempt au vicomte Goderich, secrétaire d'État, il lui accuse réception de la circulaire du 1er mai lui annonçant que Goderich remplace Bathurst au ministère des Colonies. p. 74

Kempt à Goderich. Après avoir subi son procès pour piraterie, James Nixon a été gracié à condition qu'il fût déporté. Kempt demande qu'on donne les instructions nécessaires. *Notes:* (1) J. Stephen s'occupera de l'affaire. (2) Documentation soumise au ministère de l'Intérieur. p. 71 — 1827 Halifax, le 30 juin.

Kempt â Goderich. Il lui accuse réception de la circulaire du 1er mars; commentaires sur le progrès des études géographiques et topographiques. p. 75 — Halifax, le 1er juillet.

Note sur une dépêche du 11 août 1826, de Wilmot Horton, transmettant une circulaire qui enjoint à Terre-Neuve et aux Indes Occidentales de fermer l'accès de leurs ports aux vaisseaux américains. p. 76 — Halifax, le 1er juillet.

Kempt à Goderich, N° 13. Il lui transmet l'opinion de R. J. Uniacke, procureur général, ainsi qu'une lettre adressée à H. Morfit qui vient d'arriver à Halifax après y avoir été nommé consul des États-Unis. Faut-il reconnaître officiellement une pareille nomination? p. 77 — Halifax, le 12 juillet.

Annexes:—

(1) Uniacke à Kempt, Halifax, le 11 juillet 1827. p. 79

(2) Sir Rupert D. George, secrétaire, à Morfit, Halifax, le 11 juillet 1827. p. 81

Kempt à Wilmot Horton (personnelle). Il espère qu'on approuvera la décision qu'il a prise au sujet du consul des États-Unis. p. 82 — Halifax, le 12 juillet.

Kempt â Wilmot Horton. Morfit est rentré aux États-Unis après avoir agi en qualité de consul. p. 83 — Le 26 juillet.

Kempt à Goderich, N° 14. Il lui transmet une correspondance échangée avec Morfit qui est rentré aux États-Unis. p. 84 — Halifax, le 26 juillet.

Annexes:—

(1) Morfit à George, Halifax, le 19 juillet 1827. p. 85

(2) George à Morfit, Halifax, le 20 juillet 1827. p. 86

Kempt à Goderich, N° 15. Il lui transmet copie des lois adoptées au cours de la dernière session. (L'annexe manque.) p. 87 — Halifax, le 26 juillet.

Kempt à Goderich, N° 16. Il lui transmet une lettre de C. R. Vaughan, ministre britannique à Washington, qui demande qu'on reconnaisse H. Morfit comme agent commercial des États-Unis. Il demande là-dessus des instructions. *Note:* Il faudra envoyer copie de notre lettre au ministère des Affaires étrangères. p. 88 — Halifax, le 2 septembre.

Annexe:—

Vaughan à Kempt, Washington, le 3 août 1827. p. 89

Kempt à Goderich, N° 17. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 juin ayant trait aux pêcheries sur le Saint-Laurent. p. 91 — Halifax, le 6 septembre.

1827
Halifax, le 6 septembre. Kempt à Goderich, N° 18. Il lui transmet une lettre de M. Wallace. Celui-ci recommande qu'on prolonge la période d'exemption en ce qui concerne la confiscation des terres tenues par sir Alexander Cochrane. Ces terres ont été endommagées par l'inondation. p. 92

Annexe:—

Wallace à George, Halifax, le 23 juin 1827. p. 93

Le 7 septembre. Kempt à Goderich, N° 19. L'abrogation de la loi concernant les passagers et les inconvénients qui en résultent. p. 95

Annexe:—

C. W. Wallace, médecin sanitaire, à George, Halifax, le 7 septembre 1827. p. 97

Halifax, le 16 octobre. Kempt au très honorable W. Huskisson, secrétariat d'État, N° 1. Il lui accuse réception de la circulaire du 3 septembre, annonçant que Huskisson a remplacé Goderich au ministère des Colonies. p. 98

Halifax, le 22 octobre. Kempt à Huskisson, N° 2. Il demande copie du bail concédant les mines de la Nouvelle-Écosse à feu le duc d'York. p. 99

Halifax, le 23 octobre. Kempt à Huskisson, N° 3. Il lui accuse réception de la circulaire du 8 septembre, avec le décret du Conseil du 16 juillet 1827 réglementant le commerce avec les pays étrangers. Ces textes on été publiés. p. 101

Halifax, le 27 octobre. Kempt à Huskisson, N° 4. Il lui transmet l'état des revenus et des dépenses de 1824 à 1826. p. 102

Annexe:—

L'état des revenus et des dépenses. p. 103

Halifax, le 25 novembre. Kempt à Huskisson, N° 5. Il le renvoie à la dépêche du 7 septembre 1827, adressée à Goderich. On peut maintenant fermer l'hôpital établi pour les émigrants malades. Parmi 11,000 émigrants, plus de 800 sont morts. Le Conseil recommande de remettre en vigueur la loi concernant les passagers. p. 104

Annexe:—

Note du Conseil, Halifax, le 20 novembre 1827. p. 106

Halifax, le 14 décembre. Kempt à Huskisson, N° 6. Il recommande que MM. Smith et Liddell soient libérés de leur bail concernant les houillères de Pictou. p. 108

Annexe:—

Le bail. p. 110

Halifax, le 14 décembre. Kempt à Huskisson (personnelle et confidentielle). Il prétend que MM. Rundell et Bridge ne devraient pas avoir la permission d'acquérir les houillères de Pictou au détriment de la Couronne. p. 113

Kempt à Huskisson, N° 7. Il n'a pas reçu une réponse à sa dépêche du 6 avril ayant trait aux traitements des douaniers. Il donne ses vues sur la question. p. 115 — 1827, Halifax, le 24 décembre.

Liste des dépêches reçues par Kempt, depuis le 1er janvier jusqu'au 1er juillet 1827, dont on n'a pas accusé réception et auxquelles on n'a pas répondu. p. 117 — 1828, Halifax, le 1er janvier.

Liste des dépêches envoyées par Kempt en 1827. p. 118 — Halifax, le 1er janvier.

DIVERS

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

J. Planta, fils, sous-secrétaire, à Wilmot Horton. Il lui transmet de nouvelles lettres sur les matelots américains accusés de meurtre et extradés. p. 121 — 1827, Ministère des Affaires étrangères, le 16 janvier.

Annexes:—

(1) C. R. Vaughan, ministre de Sa Majesté, au très honorable G. Canning, secrétaire d'Etat, N° 88, Washington, le 5 décembre 1826. p. 122

(2) Kempt à Vaughan, Halifax, le 30 octobre 1826. p. 123

(3) Vaughan à H. Clay, secrétaire d'État des États-Unis, Washington, le 24 novembre 1826. p. 125

(4) Kempt à Vaughan, Halifax, le 11 novembre 1826. p. 126

(5) Clay à Vaughan, Washington, le 1er décembre 1826. (Sans transcription.) p. 127

Planta à Wilmot Horton. Il lui transmet une requête de John Howe qui demande une compensation pour ses services en qualité d'agent secret, en 1808. Il s'est acquitté de ladite mission à la demande de sir George Prevost. p. 128 — Ministère des Affaires étrangères, le 30 janvier.

Annexe:—

La requête, Halifax, le 20 octobre 1826. p. 129

Planta à Wilmot Horton. Il lui transmet des lettres qui attestent la bonne réputation de J. Howe dont la requête a été envoyée au ministère des Colonies. p. 131 — Ministère des Affaires étrangères, le 30 janvier.

Annexes:—

(1) Le vice-amiral sir John Beresford à Planta, Bedale, le 14 janvier 1827. p. 132

Sous-annexe:—

J. Howe fils, à Beresford, Londres, le 11 janvier 1827. p. 133

(2) Le capitaine W. P. Canning à Planta, Halifax, le 4 septembre 1826. p. 136

1827 (3) F. Freeling, secrétaire, à [Planta], administration générale des Postes, le 28 décembre 1826. p. 137

Ministère des Affaires étrangères, le 14 avril. Planta à Wilmot Horton. Il lui transmet une documentation qui renferme des détails sur l'accusation portée contre James Stewart, consul britannique à New London, Connecticut. On a dit que James Stewart avait gardé en sa possession une somme d'argent provenant des biens de Mme E. Kidston. p. 138

Annexes:—

(1) Stewart à J. Bidwell, New London, le 15 février 1827. p. 139

(2) Mme E. Kidston à Stewart, New London, le 29 août 182 (*sic*). p. 143

(3) Reçu donné par James MacQueen et Mathew Paton, le 9 juin 1825. p. 144

(4) Billets et reçus, avec endos, New London, le 9 juin 1827. p. 146

(5) Testament de Mme E. Kidston. p. 148

Ministère des Affaires étrangères, le 12 septembre. J. Backhouse, sous-secrétaire, à Wilmot Horton. Il lui transmet une correspondance échangée au sujet de la nomination de H. Morfit, consul des États-Unis à Halifax. p. 152

Annexes:—

(1) Vaughan au vicomte Dudley, N° 10, Washington, le 5 août 1827. p. 153

(2) Kempt à Vaughan, Halifax, le 15 juillet 1827. p. 154

(3) Vaughan à Kempt, Washington, le 3 août 1827. p. 89

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Whitehall, le 19 septembre. S. M. Phillipps, sous-secrétaire, à Wilmot Horton. On a donné l'ordre au surintendant des forçats, aux Bermudes, de recevoir J. Nixon. Le document qui porte son pardon conditionnel devrait être envoyé en même temps que lui aux Bermudes. p. 157

J. STEPHEN, AVOCAT

Whitehall, le 2 mars. Stephen à Wilmot Horton. Il lui transmet de nouvelles instructions pour abaisser, de sept à cinq membres, le quorum du Conseil de la Nouvelle-Écosse. Il vaudrait mieux obtenir ce résultat en vertu d'une nouvelle commission. p. 157

Annexe:—

Brouillon des nouvelles instructions. p. 158

Whitehall, le 17 août. Stephen à Wilmot Horton. Il lui accuse réception de la lettre du 9 août. Ce qu'il pense de la déportation de J. Nixon aux Bermudes. p. 159

TRÉSORERIE 1827

W. Hill, sous-secrétaire, à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre des commissaires des vivres. On devra donner l'ordre d'exempter, des droits locaux, toute farine importée à Halifax pour la marine. p. 161 — Trésorerie, le 8 août.

Annexe:—

Les commissaires à J. C. Herries, secrétaire, bureau du ravitaillement, le 26 juillet 1827. p. 162

Hill à l'honorable E. G. Stanley, sous-secretaire. Il lui transmet une lettre de John Parkinson qui déclare que le bail consenti à feu le duc d'York comprend les mines du Cap-Breton. p. 163 — Trésorerie, le 17 novembre.

Annexe:—

Parkinson à T. F. Lewis, secrétaire, le 6 novembre 1827. p. 164

Lewis à Stanley. Il lui accuse réception de la lettre du 19 novembre et il lui transmet copie du bail consenti à feu le duc d'York. p. 165 — Trésorerie, le 3 décembre.

Annexe:—

Le bail, le 25 août 1826. p. 166

MINISTÈRE DE LA GUERRE

L. Sulivan, adjoint du ministre de la Guerre, à Wilmot Horton. Il demande si A. C. Dodd, autrefois juge en chef du Cap-Breton, a qualité pour faire prêter serment. p. 179 — Ministère de la Guerre, le 4 avril.

BUREAU ECCLÉSIASTIQUE

Le vénérable A. Hamilton à Wilmot Horton. Pourquoi il faudra accroître l'aide accordée à l'Église anglicane dans la Nouvelle-Écosse. p. 180 — 42 Castle St., Leicester Sq., le 23 janvier.

Hamilton à Wilmot Horton. Il demande les dépêches de Kempt et les remarques de l'évêque de la Nouvelle-Écosse sur les décisions prises sur l'Église anglicane dans le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. p. 183 — 42 Castle St., Leicester Sq., le 26 janvier.

Hamilton à Wilmot Horton. Pourquoi il faut venir en aide à l'Église anglicane dans la Nouvelle-Écosse. p. 186 — 42 Castle St., Leicester Sq., le 12 mars.

ADMINISTRATION DES POSTES

F. Freeling, [secrétaire], à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre de J. Howe fils, qui demande que son père reçoive une rémunération pour son travail en qualité d'agent secret. p. 188 — Administration générale des Postes, le 15 juillet.

Annexe:—

Howe à F. Freeling. (Sans date.) p. 189

1827

B

54 Harley St., [février]. Le vice-amiral sir John Beresford à Wilmot Horton. Il lui demande d'accorder une entrevue à J. Howe qui voudrait construire une route entre la Nouvelle-Ecosse et le Canada. p. 191

Dromore, le 5 septembre. Le révérend H. E. Boyd à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre qu'un vétéran de la guerre américaine adresse à Kempt. *Note:* On a envoyé la lettre. p. 192

C

Marseille, le 16 mars. Sir Alexander T. Cochrane à Wilmot Horton. Il demande qu'on prolonge la période d'exemption en ce qui concerne la confiscation de sa propriété, vu que celle-ci fut endommagée par l'inondation. p. 193

Hockley St., Birmingham, le 3 août. J. Carrington à Goderich. Il lui demande copie d'une lettre envoyée par Goulburn en 1820. p. 196

Hockley St., Birmingham, le 3 août. Carrington à Goderich. Il demande un poste dans une école nationale dans un des dominions britanniques. p. 197

Hockley St., Birmingham, le 1er novembre. Carrington au très honorable W. Huskisson, secrétaire d'État. Il demande encore une fois copie de la lettre de 1820 de Goulburn. p. 196

D

12 Kelmell Building, Portman Sq., le 16 juillet. J. Doyle au secretaire d'État. Il demande un passage pour Halifax. p. 199

G

2 Sambrook Court, Basinghall St., le 27 août. MM. Green et Ashurst. Ils demandent qu'on leur fasse connaître le nom et la demeure des personnes qui possèdent la terre concédée à Thomas Pitts. p. 200

N

Halifax, le 20 janvier. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Bathurst. Pourquoi les archidiacres devraient conserver le traitement qu'ils reçoivent en leur qualité de grands vicaires. p. 201

O

Clonmell, le 20 avril. Margaret O'Connor au secrétaire d'État. Elle demande qu'une lettre soit envoyée à son frère. Elle ne peut payer le port de cette lettre. *Note:* On a envoyé la lettre. p. 203

P

4 Castle St., Holborn, le 8 mai. W. Poynter à Wilmot Horton. La lettre qu'il annexe à ce mot lui a causé du mécontentement. (L'annexe manque. Il s'agit, semble-t-il, de la demande du révérend W. Taylor. Voir A. 169, p. 217.) p. 204

Ludgate Hill, le 4 juillet. MM. Rundell, Bridge et Rundell à Wilmot Harton. Ils lui demandent de transmettre une lettre. *Note:* Lettre transmise. p. 205

Rundell, Bridge et Rundell à Huskisson. Ils demandent une entrevue. *Notes:* (1) Les propositions de cette compagnie. (2) Les mines de la Nouvelle-Écosse et du Cap-Breton. (3) R. Smith, agent, à sir Rupert D. George, secrétaire, Halifax, le 15 octobre 1827. (4) George à Smith, Halifax, le 16 novembre 1827. p. 206 1827 Ludgate Hill, le 31 décembre.

S

C. W. Schmidt à Bathurst. Il demande que des mesures soient prises pour le compenser de la perte du loyer de sa propriété dans le Hesse-Cassel. p. 213 Halifax, le 7 avril.

A. Stewart à Goderich. Il lui transmet la requête de T. Chapman qui demande une pension parce que le poste d'adjoint de l'officier de la marine à Fort Lawrence a été aboli. p. 216 Amherst, le 31 juillet.

Annexe:—

La requête, le 21 mai 1827. p. 217

T

L'abbé W. Taylor à Bathurst. Il demande d'être nommé évêque catholique romain de la Nouvelle-Écosse, p. 217 Bordeaux, le 6 mars.

Annexe:—

Lettre de recommandation de G. Manners, consul britannique à Boston, le 1er janvier 1826. p. 220

J. Woodhouse, inspecteur général des douanes de Sa Majesté, à Wilmot Horton. Il lui transmet une lettre de Kempt. Il ira lui rendre visite si on le lui demande. (L'annexe manque.) p. 221 Bureau de la douane, le 18 mai.

Nouvelle-Écosse, A. 170

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL SIR JAMES KEMPT ET CERTAINS FONCTIONNAIRES, 1828

1828

Kempt à Huskisson, N° 1. L'étude géographique et topographique du pays n'a fait aucun progrès. Par contre, on a obtenu des renseignements sur le canal de la baie de Fundy. p. 4 Halifax, le 1er janvier.

Kempt à Huskisson, N° 2. Il lui transmet la requête de MM. Piers qui demandent que l'importation du chanvre soit exempte de droits. p. 5 Halifax, le 20 janvier.

Annexe:—

La requête. p. 6

Kempt à Huskisson, N° 3. Il lui transmet les adresses et le discours prononcés à l'ouverture de la session. (Les annexes manquent.) p. 10 Halifax, le 8 février.

Kempt à Huskisson, N° 4. Il lui demande une réponse à sa dépêche du 22 novembre 1826, réclamant l'abolition du poste de surintendant des pêcheries. p. 12 Halifax, le 15 février.

1828

Halifax, le 14 mars. Kempt à Huskisson (confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 5 janvier. Il aimerait mieux attendre jusqu'au mois de mai avant de se rendre au Canada où il dirigera la commission qui examinera le projet du canal Rideau. p. 14

Halifax, le 20 mars. Kempt à R. W. Hay, sous-secrétaire (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 30 janvier et lui promet de la transmettre. p. 15

Halifax, le 24 mars. Kempt à Huskisson, N° 5. Il lui transmet une requête des habitants de Cornwallis qui demandent un édifice pour la douane à cet endroit. p. 16

Annexes:—

(1) La requête, novembre 1827. p. 17

(2) T. N. Jeffery, percepteur, et J. Wallace, contrôleur, ministère de la Douane, Halifax, le 24 janvier 1828. p. 20

Halifax, le 25 mars. Kempt à Huskisson, N° 6. Il lui transmet copie de la requête des habitants de Pictou qui voudraient avoir un port libre. p. 21

Annexe:—

La requête. p. 24

Halifax, le 25 mars. Kempt à R. W. Hay. Il lui présente [C. D.] Archibald, porteur de la requête des habitants de Pictou. p. 23

Halifax, le 25 mars. Kempt à Huskisson, N° 7. Il lui transmet les résolutions de l'Assemblée au sujet de la douane. (L'annexe manque.) p. 28

Halifax, le 25 mars. Kempt à Huskisson, N° 8. Il lui transmet la requête de la chambre de Commerce où on expose les difficultés que crée le règlement qui exige le payement des droits en argent britannique. Pourquoi il a donné les instructions de suspendre ce règlement. On a déjà exhorté la Législature à prendre les mesures nécessaires pour donner cours à la monnaie britannique. p. 30

Annexes:—

(1) La requête, le 5 mars 1828. p. 31

(2) Les commissaires de la douane au percepteur et au contrôleur, Halifax, le 20 décembre 1827. p. 34

Halifax, le 31 mars. Kempt à Huskisson, N° 9. Il lui accuse réception de la lettre du 25 janvier; le Livre Bleu sera bientôt envoyé. p. 35

Halifax, le 31 mars. Kempt à Huskisson. Il lui accuse réception de la circulaire du 30 janvier; les règlements qui se rapportent aux congés. p. 36

Halifax, le 10 avril. Kempt à Huskisson, N° 10. Il lui accuse réception de la dépêche du 5 février; il préconise la concession à bail des mines réservées de Sydney et de Pictou, à MM. Rundell et Cie au nom de la *General Mining Association*. p. 37

Annexes:— 1828

(1) Etat des revenus des mines. p. 40

(2) Les dépêches de Kempt au sujet des mines. p. 41

Kempt à Huskisson, N° 11A. Il lui accuse réception de la dépêche du 6 février. J. Parkinson a été induit en erreur lorsqu'il a déclaré que, au sentiment d'un juge de la Nouvelle-Écosse, le bail consenti à feu le duc d'York comprenait les mines de Pictou et de Sydney. Halifax, le 11 avril. p. 43

Kempt à Huskisson, N° 11B. Il lui transmet le Livre Bleu pour 1827. (L'annexe manque.) Halifax, le 19 avril. p. 45

Kempt à Huskisson, N° 13. Il lui accuse réception du décret du Conseil, du 13 février, qui ouvre les ports de Sydney et de Pictou. Halifax, le 30 avril. p. 46

Kempt à Huskisson, N° 14. Il lui transmet une adresse de l'Assemblée qui demande l'abandon des redevances. Il a cessé toute action à ce sujet. (L'annexe manque.) Halifax, le 2 mai. p. 47

Kempt à Huskisson (personnelle et confidentielle). L'opposition au payement des redevances. Il propose un compromis. Halifax, le 2 mai. p. 49

Kempt à Hay (personnelle). Il lui transmet la substance de ses lettres sur la liste civile, les sommes affectées au clergé et l'état de la province. Halifax, le 4 mai. p. 53

Annexe:—

Le mémoire. p. 54

Kempt à Huskisson, N° 15. Renseignements fournis par le recensement de 1827. Halifax, le 12 mai. p. 55

Kempt à Huskisson, N° 16. Il lui accuse réception de la lettre du 25 avril et il lui transmet une requête de MM. Smith et Liddell qui demandent encore une fois d'être libérés de leur bail au sujet des houillères de Pictou. Il est d'avis qu'on devrait acquiescer à cette demande. Halifax, le 13 mai. p. 57

Annexe:—

La requête, Pictou, le 9 mai 1828. p. 59

Kempt à Huskisson, N° 17. Il lui accuse réception des dépêches des 6 et 25 mars. Il s'empressera de se rendre au Canada pour diriger la commission qui a été chargée d'examiner les dépenses qu'occasionnera le creusage du canal Rideau. Halifax, le 14 mai. p. 62

Kempt à Hay (personnelle). Il lui transmet une lettre de S. G. W. Archibald, juge en chef de l'Ile du Prince-Édouard, qui prétend ne pas être obligé de vivre dans cette colonie. Il regrette les difficultés qu'on doit surmonter à l'Ile du Prince-Édouard et il fait l'éloge d'Archibald. Halifax, le 14 mai. p. 63

1828 Annexe:—

Archibald à Kempt, Halifax, le 12 mai 1828. p. 64

Halifax, le 21 mai. Kempt à Huskisson. Il lui transmet un état du revenu casuel de la Nouvelle-Écosse. p. 71

Annexe:—

L'état du revenu. p. 72

Halifax, le 22 mai. Kempt à Huskisson, N° 19. Il lui transmet les journaux ainsi que les lois adoptées au cours de la récente session. Il attire l'attention sur la loi, concernant les passagers, qui pourrait bien n'être plus nécessaire par suite d'une loi votée récemment par le Parlement. (Les annexes manquent.) p. 73

Québec, le 6 juillet. Kempt à Huskisson, N° 20. Il lui accuse réception de la dépêche du 9 mai où il est nommé gouverneur en chef de l'Amérique britannique du Nord. Il rentrera bientôt dans la Nouvelle-Écosse et il devrait pouvoir revenir à Québec dans le mois d'août. p. 75

Halifax, le 18 juillet. Kempt à sir George Murray, secrétaire d'État, N° 1. Il lui accuse réception de la dépêche du 31 mai lui faisant savoir que Murray remplacera Huskisson au ministère des Colonies. p. 76

Halifax, le 12 août. Kempt à Murray (personnelle). Il demande d'être remboursé des frais de voyage encourus par son enquête au sujet du canal Rideau. Il demande que M. Wallace reçoive une allocation en sa qualité d'administrateur pendant cette période. p. 77

Halifax, le 13 août. Kempt à Murray (distincte). Il quittera bientôt Halifax pour se rendre à Québec. Il espère y trouver sa commission. M. Wallace sera l'administrateur de la province. p. 78

Québec, le 24 octobre. Kempt à R. W. Hay (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 8 juin. L'emploi du revenu casuel. L'augmentation considérable de la population. p. 79

DIVERS

Le président M. Wallace

Halifax, le 10 septembre. Wallace à Murray. Il est devenu administrateur de la province le 23 août. p. 84

Halifax, le 2 décembre. Le major général sir Peregrine Maitland

Maitland à Murray, N° 1. Il a prêté le serment d'office le 29 novembre. Sa commission n'est pas encore arrivée. p. 85

Halifax, le 11 décembre. Maitland à Murray, [N° 2]. Il demande une réponse à la communication de Kempt sur les traitements des douaniers. p. 86

Le commandant en chef

Grand Quartier-général, le 31 mai. Lord Fitzroy Somerset, secrétaire, à Hay. Il faudra donner l'ordre à l'Amirauté de remplacer le 96e régiment, maintenant aux Bermudes, par le 74e, actuellement dans la Nouvelle-Écosse. p. 89

BUREAU DU CONSEIL 1828

Décret du Conseil qui ouvre les ports de Pictou et de Sydney. Le 13 février. p. 90

T. Lack, secrétaire du conseil du Commerce, à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 22 mai. Pictou est déjà un port libre; en conséquence, il ne saurait accéder à la requête de ceux qui voudraient en faire un port libre d'entreposage. Whitehall, le 5 juin. p. 92

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

J. Backhouse, sous-secrétaire, à E. G. Stanley, sous-secrétaire. Il lui transmet une dépêche de C. R. Vaughan, ministre de Sa Majesté à Washington, avec une note à H. Clay, secrétaire d'État des États-Unis, autorisant la résidence à Halifax d'un agent commercial. Ministère des Affaires étrangères, le 12 janvier. p. 93

Annexes:—

(1) Vaughan au comte de Dudley, ministère des Affaires étrangères, N° 30, Washington, le 13 décembre 1827. p. 94

(2) Vaughan à Clay, Washington, le 4 décembre 1827. p. 95

BUREAU DE LA MARINE

Sir Byam Martin, contrôleur, à Hay. Il lui accuse réception de la note du 7 juillet. T. Whitby pourra s'embarquer sur un vaisseau si la demande en est faite au bureau de la Marine. Bureau de la Marine, le 7 juillet. p. 96

Les commissaires à Hay. T. Whitby peut s'embarquer immédiatement sur le *Kingston*. Bureau de la Marine, le 10 juillet. p. 97

LA TRÉSORERIE

[G.] Maule, sollicitor, à Stanley. Il demande qu'on renvoie, à la Chambre des Communes, le bail qu'on a envoyé à Stanley le 19 décembre. Il demande aussi copie de la commission qui nomme Kempt lieutenant-gouverneur; ainsi que copie des instructions qui lui furent données le 15 août 1820. Lincoln's Inn, le 3 janvier. p. 98

Maule à Stanley. Si le rapport désiré se trouve à la Trésorerie, il y adressera sa demande. Lincoln's Inn, le 5 janvier. p. 99

Maule à Stanley. Il lui retourne le rapport sur les mines. Lincoln's Inn, le 21 janvier. p. 100

W. Hill, adjoint du secrétaire, au sous-secrétaire du ministère des Colonies. Il lui transmet l'opinion des légistes; ceux-ci prétendent que les mines de Pictou et de Sydney n'étaient pas comprises dans la concession accordée à feu le duc d'York. Trésorerie, le 4 février. p. 101

Annexe:—

Exposé du cas, le 15 janvier 1828. p. 109

G. R. Dawson, secrétaire, à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 22 janvier et il déclare que la Trésorerie ne libérera pas MM. Smith et Liddell de leur bail concernant les houillères de Pictou. Trésorerie, le 5 février. p. 102

1828
Le [5] février. Documentation au sujet de la concession de mines de la Nouvelle-Écosse à feu le duc d'York. Cette documentation comprend les pièces suivantes:—

(1) Note de la Trésorerie des 29 mars, 3 mai et 17 mai 1826. p. 103

(2) J. Parkinson, sollicitor du duc d'York, à G. Harrison, 66 Lincoln's Inn Fields, le 3 avril 1826. p. 104

(3) Note de la Trésorerie, le 12 mai 1826. p. 105

(4) Parkinson à T. F. Lewis, 66 Lincoln's Inn Fields, le 6 novembre 1827. p. 106

(5) E. G. Stanley à W. Hill, Downing St., le 14 décembre 1827. p. 107

(6) Opinion des légistes. p. 109

Trésorerie, le 16 mai. Dawson à Hay. Il lui transmet un rapport des commissaires de la douane sur les frais généraux de l'administration dans la Nouvelle Écosse, pour l'année se terminant le 5 janvier 1827. p. 111

Annexe:—

Le rapport, le 9 mai 1828. p. 112

Trésorerie, le 28 juin. Dawson à Hay. Il approuve la concession des mines du Cap-Breton à MM. Rundell et Bridge. p. 114

Trésorerie, le 22 juillet. J. Stewart, secrétaire adjoint, à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 29 juin et il approuve qu'on libère MM. Smith et Liddell de leur bail concernant les mines de Pictou. p. 115

Trésorerie, le 19 septembre. Stewart à Hay. Il lui accuse réception des lettres du 16 avril, du 26 mai et du 27 juin, ainsi que d'autres papiers ayant trait au payement des droits en numéraire britannique. Les lieutenants-gouverneurs ont mal interprété la loi; en conséquence, le numéraire britannique a disparu de la circulation. On pourra permettre les payements en doublons dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick, mais les billets de la province ne sauraient être acceptés. p. 116

Annexes:—

(1) Kempt à Hill, Halifax, le 4 mai 1828. p. 118

(2) Requête de la Chambre de Commerce, Halifax, le 1er mai 1828. p. 119

(3) Les commissaires de la douane aux douaniers, Halifax, le 20 décembre 1827. p. 34

(4) Estimation des droits prélevés sur les marchandises importées des États-Unis. p. 124

(5) Estimation des droits prélevés sur 100 barils de farine. p. 125

(6) Requête de J. Bainbridge et de H. Bliss, agents du Nouveau-Brunswick. 1828 p. 126

(7) Requête des commissaires de la douane à la Trésorerie, le 1er mai 1838. p. 129

(8) T. N. Jeffery, percepteur, et J. Wallace, contrôleur, aux commissaires de la douane, Halifax, le 22 mars 1828. p. 130

(9) R. D. George, secrétaire, aux commissaires de la douane, Halifax, le 7 mars 1828. p. 131

(10) Les douaniers à George, Halifax, le 7 mars 1828. p. 132

(11) Les commissaires de la douane à la Trésorerie, bureau de la Douane, le 10 juillet 1828. p. 133

(12) Les douaniers aux commissaires de la douane, Halifax, le 22 mai 1828. p. 134

(13) Les douaniers à George, Halifax, le 2 mai 1828. p. 135

(14) George aux douaniers, Halifax, le 3 mai 1828. p. 136

Ministère de la Guerre

L. Sulivan, sous-ministre de la Guerre, à Hay. Il demande de lui faire connaître la date de la nomination du capitaine A. P. Forbes, adjoint du percepteur à Yarmouth, ainsi que le chiffre de ses émoluments. Ministère de la Guerre, le 21 mai. p. 137

Sulivan à Hay. Il voudrait savoir à quel moment le capitaine W. Beresford a été nommé adjoint de l'intendant général d'armée ainsi que le total de ses émoluments. Ministère de la Guerre, le 16 juillet. p. 138

Sulivan à Hay. Il demande quels sont les émoluments des lieutenants-colonels D. Macdougall et W. Cochrane, inspecteurs de la milice. Ministère de la Guerre, le 25 juillet. p. 139

Administration des Postes

Sir Francis Freeling, secrétaire, à Hay. Il a transmis les dépêches adressées à Kempt. Administration générale des Postes, le 17 juillet. p. 140

Freeling à Hay. Il lui transmet une lettre de W. Banning, maître de poste à Liverpool, faisant savoir qu'il a envoyé la dépêche adressée à Kempt. Administration générale des Postes, le 17 juillet. p. 141

Annexe:—

Banning à G. H. [sic] Freeling, Liverpool, le 15 juillet 1828 p. 142

DIVERS

T. Thomson à Hay. Il lui transmet copie des chartes accordées à sir William Alexander, le 10 septembre 1621 et le 12 juillet 1625. General Register House, Edimbourg, le 25 décembre. p. 143

1828

A

Edimbourg, le 12 juillet. — Roger Aytown à sir George Murray. Il lui présente Charles Archibald. p. 144

Halifax, le 8 octobre. — Archibald à Murray. Il voudrait être remboursé des pertes qu'il a subies lorsqu'il exerçait les fonctions de juge en chef à l'Ile du Prince-Édouard. Il sera remplacé par un juge qui résidera à l'Ile. p. 145

B

South American Coffee House, le 7 mars. — J. Blackwell à Huskisson. Pendant 1825 et 1826, il a fait des recherches minéralogiques. Il pourrait fournir des renseignements sur un gisement secret de cuivre. p. 146

Londres, le 18 mars. — Blackwell à Huskisson. Il demande de répondre à sa lettre du 7 mars. p. 147

L[illegible] 22 mars. — Blackwell à Hay. Le cuivre se trouve près du Haut-Canada et il n'est pas compris dans la concession du duc d'York. p. 148

G

Thames Dilton, le 7 février. — H. A. Gladwin à Huskisson. Il voudrait obtenir une terre dans la Nouvelle-Écosse. p. 149

73 Mill St., Liverpool, le 24 février. — Gladwin à Huskisson. Il demande une réponse à sa lettre du 6 février. p. 150

74 Long Lane Borough, le 17 juin. — Gladwin à Huskisson. Ses remerciements pour l'obtention d'une terre dans la Nouvelle-Écosse. p. 151

74 Long Lane Borough, le 17 juin. — Requête de A. Gisner qui n'a pu obtenir que l'on fasse droit aux réclamations de son père désireux d'obtenir la demi-solde. Il voudrait se rendre dans la Nouvelle-Écosse. *Note:* Gisner devra s'adresser à l'agent de la colonie. p. 152

M

Sans date. — N. Matheson au secrétaire de la Guerre. Il demande copie des instructions données au sujet de l'envoi de colons dans la Nouvelle-Écosse. p. 156

Halifax, le 8 octobre. — J. S. Morris, commissaire des terres de la Couronne, à Hay. Il lui accuse réception de la lettre; il lui transmettra le rapport désiré. p. 158

Halifax, le 8 octobre. — Morris à Hay. L'opposition aux redevances. Nulle somme n'a été versée depuis que l'on sait que l'Assemblée s'y oppose et qu'elle présentera là-dessus une requête. p. 159

Halifax, le 8 octobre. — Morris à ——. Il lui accuse réception de la lettre du 30 août. Il présentera un rapport en sa qualité d'inspecteur général des forêts du Roi. p. 160

O

1828

H. D. O'Connell à ——. Il voudrait obtenir des renseignements sur un parent qui s'est établi à Halifax. Il demande aussi de lui transmettre une lettre. p. 161 — Six Mile Bridge, Co. Clare, Irlande, le 13 mai.

Requête de John Mark et d'Anne O'Brien qui désirent avoir copie du testament de leur frère Charles, alias J. Lane, qui mourut à Halifax en 1820. p. 162 — Tuam, Galway, sans date.

P

J. Pearl à Murray. Il demande une terre en sa qualité d'officier de marine en retraite. *Note:* L'ordre de 1827 de l'Amirauté s'applique seulement à l'Australie. p. 163 — Portland Sq., Plymouth, le 28 juin.

Pearl à Murray. Il lui transmet la requête de Jesse Gray, loyaliste, qui désire avoir une terre pour chacun de ses sept fils et chacune de ses sept filles. p. 164 — Digby, le 16 octobre.

Annexe:—

La requête, Kemptville, le 25 septembre 1828. p. 153

Sous-annexe:—

Le certificat, par le major Robert Timpany. p. 155

R

Requête de Robert Richards qui demande un dédommagement pour les pertes qu'il a subies par suite d'un naufrage. *Note:* Nul moyen de venir à son aide. p. 165 — Londres, le 31 mars.

MM. Rundell (General Mining Association)

E. W. Rundell, président, à Hay. La correspondance échangée entre le secrétaire de la province et R. Smith, leur agent, a été remise au ministère des Colonies. Comment s'y prendre pour que la *General Mining Association* ait le droit d'examiner tout terrain dont le bail ne réserve pas ce droit au propriétaire. p. 167 — Ludgate Hill, le 9 janvier.

Requête où l'on demande la concession des mines de Pictou et de Sydney. p. 169 — Londres, le 22 janvier.

Rundell, Bridge et Rundell à Hay. Ils demandent une réponse à leur requête avant le départ du courrier de la Nouvelle-Écosse. p. 172 — Ludgate Hill, le 3 juin.

E. W. Rundell à Hay. Offre plus alléchante afin d'obtenir la concession des mines de Sydney et de Pictou. p. 173 — Londres, le 6 juin.

Rundell à Hay (personnelle et confidentielle). Au sujet du bail projeté. p. 176 — Ludgate Hill, le 9 juin.

Rundell à Hay. Commentaires sur le paragraphe se rapportant aux dépôts de charbon. p. 175 — Le 12 juin.

1828

Ludgate Hill. le 29 novembre. Rundell à Hay. Il demande la permission de fournir du charbon aux fonderies, aux cubilots, aux forges, etc., qui peuvent être établis sur la rivière Pictou et qui n'appartiennent pas à la *General Mining Association* ou qui ne travaillent pas pour elle. Il a l'intention de soumettre une requête demandant que Pictou soit déclaré port d'entreposage libre. Le secrétaire de la province a refusé de recevoir le loyer que comportait le bail du Cap-Breton; il demande qu'on donne à celui-ci l'avis que ce bail a été consenti. p. 178

Ludgate Hill, le 29 novembre. Rundell à Hay. Il attire l'attention sur sa lettre du 29 novembre. p. 181

Ludgate Hill, le 6 décembre. Rundell à Hay. Il lui accuse réception de la lettre et il retire sa demande en ce qui concerne la réduction des redevances pour le charbon fourni aux fourneaux, etc. Ses vues sur la question d'entreposage libre. Il a l'intention de soumettre une requête à ce sujet. p. 182

S

24 Rathbone Place, Oxford St., le 7 août. W. W. Sibbald à Hay. Il demande des renseignements sur les terres concédées à sir James Sibbald en 1630. Sir Georges est mort en 1780. p. 184

T

Halifax, le 17 avril. Requête du révérend J. T. Twining qui demande un poste dans la Nouvelle-Écosse où dans toute autre colonie. p. 185

W

27 John St., Tottenham Court Rd., le 4 juillet. T. Whitby à Hay. Il lui transmet les lettres de recommandation et il demande un billet de retour pour Halifax. *Note:* Le billet fut accordé le 7 juillet 1828. p. 186

Annexes:—

(1) Lettre de recommandation de T. N. R. Morson, 19 Southern Row, Russell Sq. p. 187

(2) Lettre de recommandation de J. Bowditch, Ecole de Médecine, Soho Sq. p. 188

Nouvelle-Écosse, A. 171

LE MAJOR GÉNÉRAL SIR PEREGRINE MAITLAND ET LE PRÉSIDENT M. WALLACE, 1829

1829

Halifax, le 27 janvier. Maitland à Murray, N° 3. Accusé de réception de la lettre du 2 décembre. Il propose d'ajouter quelques articles au bail qu'il accorde à MM. Rundell et Cie. p. 4

Annexe:—

Le rapport du comité du Conseil, le 17 janvier 1829. p. 8

Halifax, le 5 février. Maitland à Murray, N° 4. Il lui transmet le discours qu'il vient de prononcer à l'ouverture de la session. (L'annexe manque.) p. 11

Maitland à Murray, N° 5. Pourquoi la transmission des tableaux que demandait la dépêche du 6 juin a été retardée. p. 12 — 1829 Halifax, le 16 février.

Maitland à Hay (personnelle). Au sujet de M. Wallace qui, à titre d'administrateur, désire une rémunération. *Note:* Il n'a droit qu'à la moitié du traitement. p. 13 — Halifax, le 16 février.

Annexes:—

(1) Sir Rupert D. George, secrétaire, à Wallace, Halifax, le 11 février 1829. p. 14

(2) Wallace à George, Halifax, le 12 février 1829. p. 16

Commentaires sur une lettre de sir Peregrine Maitland au sujet du collège de Windsor; la question des frontières; la réintégration du juge Willis et le rapport du comité du Conseil. [Cette lettre est reliée avec les lettres personnelles de Hay.] p. 17 — Le 16 février.

Maitland à Murray, N° 5 [sic]. Rapports sur les émoluments de G. Sherlock, membre du service de la Douane. p. 18 — Halifax, le 9 avril.

Maitland à Murray, N° 6. Il lui transmet une requête de Yarmouth demandant l'établissement d'un port franc. On pourvoit à peine au maintien du personnel actuel de la Douane. p. 19 — Halifax, le 10 avril.

Annexe:—

La requête, le 4 février 1829. p. 20

Maitland à Murray, N° 7. Il lui transmet le Livre Bleu. (L'annexe manque.) p. 29 — Halifax, le 10 avril.

Maitland à Hay. Il lui transmet des journaux de Halifax. (L'annexe manque.) p. 31 — Halifax, le 10 avril.

Note sur une lettre personnelle de Hay. p. 32 — Le 10 avril.

Note sur un projet de loi qui indique qu'on a pourvu au personnel de la Douane. p. 33 — Le 13 avril.

Maitland à Murray (personnelle). Il lui présente J. Cochrane, secrétaire du collège King, qui peut donner des renseignements sur les affaires de ce collège. p. 34 — Halifax, le 13 avril.

Annexes:—

(1) Notes sur le collège King, Halifax, le 27 mars 1829. p. 35

(2) Notes sur le collège Dalhousie, le 13 avril 1829. p. 41

Maitland à Murray, N° 8. Les documents demandés par le ministre de Sa Majesté à Washington lui ont été expédiés. — Halifax, le 13 avril.

Listes des documents:—

(1) Concession accordée à William Owen et à d'autres personnes par lord William Campbell.

1829 (2) Concession accordée à Francis Bernard et à d'autres personnes par M. Wilmot.

(3) Commissions accordées à R. Phillips, à E. Cornwallis et à M. Wilmot.

(4) Décret du Conseil établissant la frontière de Sunbury.

On n'a trouvé aucun ordre d'arpenter l'étendue de terre accordée à F. Bernard et à d'autres personnes, et aucune des commissions accordées à H. Ellis, à lord William Campbell ou à F. Legge. p. 46

Halifax, le 8 mai. Maitland à Murray, N° 9. Il lui accuse réception de la dépêche du 4 décembre. La loi pourvoyant au personnel du service de la Douane. p. 48

Annexes:—

(1) État des traitements et des allocations accordés aux officiers de la province de la Nouvelle-Écosse. p. 51

(2) État des honoraires et des traitements annuels des douaniers. p. 52

(3) T. N. Jeffery, percepteur, et J. Wallace, vérificateur à ——, bureau de la Douane. La loi pourvoyant au personnel du service de la Douane. p. 53

Halifax, le 9 mai. Maitland à Murray, N° 10. Il lui transmet un état du revenu casuel pour l'année 1828. p. 56

Annexe:— p. 57

Halifax, le 9 mai. Maitland à Murray, N° 11. Il lui transmet un mémoire de la Chambre de Commerce, à Halifax, demandant l'importation en franchise de certains articles. p. 59

Annexe:—

Mémoire, Halifax, le 7 mai 1829. p. 60

Halifax, le 9 mai. Maitland à Murray, N° 12. M. Wallace désire donner sa démission de trésorier en faveur de son fils, C. W. Wallace, qui exerce ces fonctions depuis quelque temps. *Note:* Cela ne peut se faire. p. 64

Annexe:—

Wallace à Maitland, Halifax, le 25 avril 1829. p. 65

Halifax, le 14 mai. Maitland à Murray, N° 13. Il lui accuse réception de la lettre du 1er décembre. L'Assemblée a nommé un comité pour étudier la question des redevances. p. 66

Halifax, le 14 mai. Maitland à Murray, N° 14. Il lui transmet le discours prononcé à la prorogation ainsi que les lois adoptées au cours de la session. Pourquoi il approuve la loi concernant le terrain communal. Maitland a maintenant raison de croire qu'on devrait rejeter cette loi. *Note:* La loi sera rejetée et on en donnera les raisons. p. 67

Annexes:— 1829

(1) Le colonel G. Nicolls, commandant des Ingénieurs royaux, à ——, Halifax, le 4 mai 1829. p. 69

(2) La liste des lois. p. 70

Maitland à Murray, N° 15. On a accordé un congé à sir Rupert D. George, secrétaire de la province; W. Hill le remplacera. Halifax, le 23 mai. p. 74

Maitland à Murray. Il lui présente C. R. Fairbanks, agent de la compagnie Shubenacadie Canal. Halifax, le 26 mai. p. 75

Maitland à Murray, N° 15 [sic]. (Sans transcription. Voir Documents parlementaires, N° 371, du 6 mai 1830.) Halifax, le 27 mai.

Maitland à Murray. Il voudrait prendre 3,000 louis à même le revenu casuel pour aider la compagnie Shubenacadie Canal. Halifax, le 28 mai. p. 77

Maitland à Murray (personnelle). Il lui transmet un extrait de la dépêche qu'il adressa à Huskisson au sujet de la période d'activité des juges dans les colonies. Halifax, le 24 juin. p. 78

Annexe:—

L'extrait. p. 79

Maitland à Murray, N° 17. Il désire qu'on donne, au surintendant des forçats aux Bermudes, les instructions de recevoir J. Taylor, J. Heffernan et J. Jobe, qui sont tous trois convaincus de cambriolage. Leur peine sera commuée en la déportation. Halifax, le 25 juin. p. 83

Maitland à R. W. Hay, sous-secrétaire. Il lui transmet la lettre de S. G. W. Archibald, qui renouvelle sa demande de secours pour les pertes qu'il a subies alors qu'il agissait en qualité de juge en chef de l'Ile du Prince-Édouard. Halifax, le 16 août. p. 84

Annexe:—

Archibald à Hay, Halifax, le 1er août 1829. p. 168

Maitland à Murray, N° 18. Il lui transmet une liste des membres du Conseil avec la date de leur nomination. Halifax, le 22 août. p. 85

Annexe:—

La liste. p. 86

Maitland à Murray, N ° 19. Il lui transmet les journaux de l'Assemblée pour la dernière session. Halifax, le 22 août. p. 87

Maitland à Murray, N° 20. Il lui transmet les journaux du Conseil législatif pour la dernière session. Halifax, le 2 septembre. p. 88

Maitland à Murray, N° 21. Il lui transmet une attestation du médecin et il demande un congé. Halifax, le 3 septembre. p. 89

1829 Annexe:—

L'attestation du médecin. p. 90

Halifax, le 3 octobre. Maitland à Hay, N° 22. Il lui transmet un exposé sur la disposition de la propriété que laissa feu le capitaine John Ure, de la marine royale, à Shelburne. p. 91

Annexe:—

L'exposé. p. 92

Halifax, le 13 octobre. Maitland à Murray, N° 23. Il lui accuse réception de la dépêche du 7 mai. Remarques sur les lois concernant les écoles, les ordres religieux, ainsi que les droits sur les spiritueux, la mélasse, le café et le sucre brun. Il espère que ces explications préviendront la sanction de ces lois. p. 93

Annexes:—

(1) S. G. W. Archibald, président de l'Assemblée, à Maitland, Halifax, le 9 octobre 1829. p. 94

(2) Remarques de S. B. Robie, garde des archives. p. 98

(3) B. Halliburton, juge, à Maitland. p. 102

Halifax, le 14 octobre. Maitland à Murray, N° 24. Il lui transmet un mémoire de B. Halliburton qui désire être nommé juge en chef lorsque le poste deviendra vacant. *Note:* Lettre personnelle à Maitland. On ne perdra pas de vue la réclamation de Halliburton. p. 109

Annexes:—

(1) Halliburton à Maitland, Halifax, le 10 octobre 1829. p. 110

(2) Le mémoire, du 10 octobre 1829. p. 116

Halifax, le 14 octobre. Maitland à Murray, N° 25. Il lui transmet un mémoire de J. W. Nutting, sous-greffier de la Couronne et protonotaire, qui désire succéder au principal actuel, W. Thomson. p. 119

Les Bermudes, le 1er décembre. Maitland à Murray. Le climat de la Barbade ne lui convient pas et, sur l'avis de son médecin, il est maintenant aux Bermudes. p 121

Le président M. Wallace

Halifax, le 17 octobre. Wallace à Murray. Il a pris les rênes de l'administration le 15 octobre. p. 122

Halifax, le 19 octobre. Wallace à Murray. Il lui transmet un exposé de R. J. Uniacke, procureur général, qui désire être nommé juge en chef lorsque le poste deviendra vacant. p. 123

Annexe:—

Uniacke à Wallace, Halifax, le 14 octobre 1823. p. 124

Wallace à Hay. Il ne trouve aucun dossier sur les états de service d'Edward Kelly. p. 133 **1829** Halifax, le 14 décembre.

Annexe:—

Le lieutenant-colonel H. B. Harris, sous-adjudant général, à Wallace, le 7 décembre 1829. p. 134

Wallace à Murray. Il lui accuse réception de la dépêche N° 18, du 1er novembre. Wallace attendra le rapport du Comité spécial afin de faire connaître à l'Assemblée les changements qu'ils ont proposé de faire dans le cas des redevances. p. 135 Halifax, le 15 décembre.

DIVERS

Bureau du Comité

T. Lack, secrétaire, à R. W. Hay, sous-secrétaire. Les droits prélevés sur les marchandises importées de l'Afrique du Sud en Nouvelle-Écosse ne peuvent être retournés à MM. Venning et Cie. p. 137 Whitehall, le 2 mars.

Salle du Conseil

Décret du Conseil établissant un port franc d'entreposage à Pictou. p. 136 Le 18 mars.

Lack à Hay. On a étudié le mémoire de la Chambre de Commerce de Halifax. Les dispositions qui régissent les meuneries. Pourquoi les droits sur le matériel de la Marine ne devraient pas être réduits. On étudiera la question d'imposer un droit sur les peaux vertes. p. 138 Whitehall, le 28 août.

Ministère des Affaires etrangères

Lord Douglas, sous-secrétaire, à Hay. Il lui transmet une note de T. R. G. Bourke, le chargé d'affaires du Danemark, qui demande de nommer un consul pour la Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick. *Note:* Inopportunité de cette recommandation. p. 140 Ministère des Affaires étrangères, le 7 janvier.

Annexe:—

Bourke à Aberdeen, 6, rue George, Portman Sq., le 5 janvier 1829. p. 141

J. Backhouse, sous-secrétaire, à Hay. Accusé de réception de la lettre du 15 mai. Il demande des copies certifiées de certains documents se rapportant aux frontières de la Nouvelle-Écosse. p. 142 Ministère des Affaires étrangères, le 20 mai.

Ministère de l'Intérieur

W. Peel à H. Twiss. Il lui accuse réception de la lettre. Le surintendant des forçats aux Bermudes recevra les instructions d'accepter les trois condamnés. L'ordre de la cour devra déclarer qu'ils sont déportés à cet endroit. p. 143 Whitehall, le 27 juillet.

Bureau de la Marine

Les commissaires à Hay (urgente). Accusé de réception de la lettre du 18 juillet. Mary Anne Flinn pourra partir sur le *Mary* vendredi prochain. p. 144 Bureau de la Marine, le 19 août.

1829

Bureau de la Marine, le 6 novembre. T. Harding, secrétaire adjoint, à Hay. Il n'est pas probable qu'un vaisseau se rende à Halifax avant le printemps. p. 145

La Trésorerie

Bureau de la Trésorerie, le 7 janvier. L'honorable J. Stewart, secrétaire adjoint, à Hay. Il désire connaître la nature des fonctions que remplit G. Sherlock et le traitement qu'elles comportent. p. 146

Annexe:—

J. Barrow à Stewart, bureau de l'Amirauté, le 23 décembre 1828. p. 147

Bureau de la Trésorerie, le 9 février. G. R. Dawson, secrétaire, à Hay. Il lui transmet l'opinion des conseilliers juridiques de la Couronne sur les traitements du personnel de la Douane. p. 148

Annexe:—

L'opinion, Serjeant's Inn, le 14 avril 1826. p. 149

Bureau de la Trésorerie, le 21 avril. Stewart à Hay. Il lui transmet une lettre du lieutenant général sir Peregrine Maitland, où celui-ci déclare qu'il a annulé un ordre au montant de 350 louis pour une carte du Nouveau-Brunswick. p. 150

Annexe:—

Maitland à Stewart, Halifax, le 9 février 1829. p. 151

Bureau de la Trésorerie, le 15 août. Stewart à Hay. Il désire savoir quelle somme a été votée par la Nouvelle-Écosse pour le canal Shubenacadie. p. 152

Bureau de la Trésorerie, le 17 août. Stewart à Hay. Il lui transmet un rapport des commissaires de la Douane. La loi pourvoyant à la liste de la Douane devrait être confirmée. *Note:* Le projet de loi sera autorisé. Décret du Conseil, en date du 1er novembre 1830. p. 153

Annexe:—

Le rapport du bureau de la Douane, le 8 août 1829. p. 154

Bureau de la Trésorerie, le 7 septembre. Stewart à Hay. Accusé de réception de la lettre du 27 juillet. Puisqu'on doit recevoir des fonds pour parachever le canal Shubenacadie, la Trésorerie recommandera un emprunt de 20,000 louis. p. 163

Downing St., le 10 septembre. E. Walpole à Hay. Il n'existe aucune accumulation de doublons dans la caisse militaire à Halifax. L'agent des Indes Orientales est payé en dollars ou en doublons. Les versements de la douane dans le Trésor colonial sont plus fréquents que la loi ne le requiert. p. 164

Ministère de la Guerre

Ministère de la Guerre, le 20 août. L. Sulivan, sous-secrétaire, à Hay. Il désire savoir à quelle date le lieutenant-colonel Loring a reçu sa solde à titre d'officier supérieur de la milice. p. 166

A 1829

C. D. Archibald à Hay. Murray a accueilli favorablement la demande qu'il lui a adressée. Il désire être nommé secrétaire provincial lorsque le titulaire actuel se retirera ou recevra une situation quelconque dans les colonies. p. 167 Halifax, le 30 juin.

S. G. W. Archibald à Hay. Il demande de nouveau une rémunération pour la perte de revenu dont il a souffert pendant qu'il occupait le poste de juge en chef de l'Ile du Prince-Edouard. p. 168 Halifax, le 1er août.

Annexe:—

R. Hodgson, procureur général de l'Ile du Prince-Edouard, à Archibald, Charlottetown, 1828. Le barreau de l'Ile du Prince-Edouard estime beaucoup Archibald. p. 169

Archibald à Hay. Il le renvoie à sa lettre du 1er août et il espère que sa demande sera reçue favorablement. Il a confiance qu'on pourra faire quelque chose pour son fils. p. 171 Halifax, le 1er août.

Un *Nova-Scotian* à Murray. Il s'oppose à la nomination de S. G. W. Archibald comme juge en chef de la Nouvelle-Écosse. Charles Archibald réside encore à Halifax en dépit de sa nomination au poste de greffier de la cour à Terre-Neuve. p. 172 Halifax, le 17 décembre.

C

J. Cochrane, sécretaire du collège King, à Hay. Il a soumis à l'archevêque de Canterbury une série de statuts pour le collège King; l'archevêque a consenti à exempter des 39 articles les candidats aux grades, excepté en théologie, mais il exige ces articles de tous les professeurs. p. 174 8 Thavies Inn, Londres, le 26 août.

D

D. N. O. Davies à Murray. Il demande une rémunération pour l'abandon de sa terre, en Nouvelle-Écosse, par suite d'un accident qu'il eut à souffrir, dans l'exercice de ses fonctions, alors qu'il était surintendant de l'établissement de Dalhousie. p. 175 Ship Tavern, Charing Cross, le 21 août.

F

Madame Mary Ann Flinn au secrétaire d'État. Son mari, le sergent William Flinn, est retenu dans un hôpital d'aliénés et elle demande un passage gratuit pour retourner en Nouvelle-Écosse. p. 176 Chatham, le 16 juillet.

Le capitaine A. V. S. Forbes à Murray. Il demande une concession de terre sur les lacs Tusket, comté d'Yarmouth. p. 177 Yarmouth, le 14 novembre.

Exposé explicatif de C. R. Fairbanks à J. Bainbridge au sujet du mémoire de la compagnie Shubenacadie Canal. p. 178 Londres, le 14 juillet.

Notes de Fairbanks sur la compagnie Shubenacadie Canal. p. 180 Londres, le 9 septembre.

1829
Londres, le 16 juillet. Fairbanks à Hay. Il lui transmet un exposé au sujet de la demande de la compagnie Shubenacadie Canal. Cet exposé devra être substitué au précédent. p. 183

Annexe:—

L'exposé, le 20 août 1829. p. 184

Londres, le 20 août. Fairbanks à Hay. Il recommande la sanction de la loi concernant le communal de Halifax. p. 192

Londres, le 22 septembre. Fairbanks à Hay. Il demande plus d'aide pour le creusage du canal ou le droit de passage pour le matériel en transit. p. 196

Annexe:—

Procuration pour Fairbanks et Bainbridge. p. 199

Sans date. Esquisse du plan pour le canal de la baie Verte. p. 206

Sans date. Loi concernant le canal de la baie Verte. p. 209

Sans date. Loi concernant les redevances. p. 213

Sans date. Exposé concernant les redevances. p. 216

3 Suffolk Place, Pall Mall, le 25 novembre. Sir Rupert D. George à Hay. Il désire que son congé soit prolongé. p. 221

K

6 Whitehall, le 5 mars. J. Kirkland à Hay. Il lui transmet l'extrait d'une lettre de M. Wallace, trésorier provincial, demandant des instructions au sujet du traitement que réclame Kempt. p. 222

Annexe:—

L'extrait, le 10 janvier 1829. p. 223

M

Halifax, le 5 janvier. J. S. Morris. commissaire des terres et inspecteur général des forêts de la Couronne, à Hay. Il a saisi du bois coupé sur les terrains de la Couronne dans les comtés d'Annapolis, de Queens et de Shelburne. Il a pris des mesures pour faire cesser cette pratique. p. 224

Halifax, le 5 janvier. Morris à [Hay]. Rapports sur les travaux du bureau des terres de la Couronne. Remarques sur les méthodes suivies. p. 225

Annexes:—

(1) Liste des terres vendues et en vente. p. 228

(2) État des terres de la Couronne, le 5 janvier 1829. p. 229

Bureau des terres de la Couronne, le 15 décembre. Morris à ——. Il lui transmet une demande de traitement. p. 230

Annexe:—

La demande, Halifax, le 15 décembre 1829. p. 231

N

1829

L'évêque de la Nouvelle-Écosse au secrétaire d'État. Il nomme le vénérable G. Coster archidiacre du Nouveau-Brunswick. p. 233 — Halifax, le 27 août.

Alex. Nisbet à Murray. Les avantages accordés au collège King font tort aux presbytériens. p. 234 — 136 Kirkgate, Leith, le 29 décembre.

Annexe:—

Deuxième exposé des étudiants de la dissidence, de la part de l'Église presbytérienne en Nouvelle-Écosse et du séminaire à Pictou, Glasgow, le 22 septembre 1829. p. 236

R

E. W. Rundell, *General Mining Association*, à Hay. Il demande une entrevue. p. 246 — Ludgate Hill, le 11 mars.

Rundell, Bridge et Rundell à Hay. Les dépenses considérables qu'entraîne l'ouverture des mines. Ils consentent à payer 33 louis additionnels, en monnaie courante, pour le loyer. Les dangers du monopole. *Note:* [par Hay.] Ceci fut soumis à une conférence et n'exige aucune réponse. On devra mentionner dans le bail qu'ils ont consenti à payer 3,333 louis de loyer en monnaie courante. p. 247 — Ludgate Hill, le 12 mars.

J. Ritchie à Murray. Il demande des renseignements sur une propriété située à Shelburne et appartenant au capitaine J. Ure qui se noya en 1785. p. 250 — 16 Queen St., Glasgow, le 3 juin.

Ritchie à Murray. Il demande si l'on a reçu des renseignements sur la propriété que laissa le capitaine J. Ure. p. 251 — 16 Queen St., Glasgow, le 2 octobre.

E. W. Rundell à Hay. On devra laisser savoir à la Nouvelle-Écosse le prix du loyer que devra payer la *General Mining Association*, et donner au Conseil les instructions de faciliter l'adoption de la loi constituant cette association en société. p. 252 — St. Leonard's Hall, N. Hastings, le 19 octobre.

T

Pétition du révérend J. T. Twining qui désire un poste dans l'une des colonies. p. 254 — Halifax, le 16 février.

T. Thomson à Hay. Il lui transmet copie de deux chartes que demande Murray. (L'annexe manque.) p. 256 — Edimbourg, le 9 mai.

U

R. J. Uniacke, procureur général, à ——. Sa réclamation. p. 257 — Halifax, le 15 octobre.

Annexes:—

(1) Uniacke à Kempt, Halifax, le 15 octobre 1829. p. 258

(2) Le juge B. Halliburton à Uniacke, [le 17 octobre 1829]. p. 260

1829 (3) Uniacke à Halliburton, Halifax, le 19 octobre 1829. p. 261

3 Figtree Court, Temple, le 17 novembre. C. Uniacke à —. Il demande une entrevue afin de faire valoir les titres de son père au poste de juge en chef. p. 265

3 Figtree Court, Temple, le 23 novembre. C. Uniacke à Hay. La réclamation de son père. p. 267

W

6 Whitehall, le 1er septembre. Le lieutenant général F. A. Wetherall à Murray. Il lui transmet des documents concernant E. Kelly et il demande un rapport sur l'état de ses services. p. 269

Annexe:—

(1) H. Hardinge à Wetherall, bureau de la Guerre, le 11 août 1829. p. 270

(2) La pétition de Kelly. p. 271

Y

9 St. Helen's Place, sans date. W. T. Young à Murray. Il critique la loi de la Nouvelle-Écosse qui exige le payement des garanties pour les émigrants. p. 272

Nouvelle-Écosse, A. 172

LE PRÉSIDENT M. WALLACE ET LE MAJOR GÉNÉRAL SIR PEREGRINE MAITLAND, 1830

1830

Halifax, le 12 janvier. Wallace à Murray. Il lui transmet des requêtes où l'on réclame une diminution de certains droits et où l'on s'oppose à l'entrée des vaisseaux américains dans les ports des Indes Occidentales. p. 2

Annexes:—

(1) La requête de la Chambre de Commerce, Halifax, le 4 janvier 1830. p. 3

(2) La requête de la Chambre de Commerce, Halifax, le 9 janvier 1830. p. 4

Halifax, le 1er février. Wallace à Murray, N° 27. Il lui accuse réception des dépêches N^{os} 20 et 21. Les intéressés ont semblé très satisfaits. La Législature sera convoquée pour le 11 février. Il espère que la question des redevances sera réglée. La santé de Maitland semble s'améliorer aux Bermudes. p. 5

Halifax, le 6 février. Wallace à Murray, N° 28. Il lui transmet la liste des membres du Conseil. p. 6

Annexe:—

La liste, le 1er janvier 1830. p. 7

Halifax, le 15 mars. Wallace à Murray. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée qui désire que les ports des Indes Occidentales demeurent inaccessibles aux vaisseaux américains. (L'annexe manque.) p. 8

Wallace à Murray. La mort de J. Stewart. R. Uniacke le remplace et devient juge adjoint. S. G. W. Archibald a refusé ce poste. p. 9 1830 Halifax, le 14 avril.

Wallace à Murray. La Législature a nommé J. Bainbridge agent. Ce poste était vacant depuis quelque temps. p. 10 Halifax, le 16 avril.

Wallace à Murray. Il a prorogé la Législature au moment où le projet de loi sur les revenus suscitait une impasse. Il espère que Maitland a dissout l'Assemblée. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée qui désire être exemptée des redevances. Les offres de commutation n'ont pas été acceptées. (L'annexe manque.) p. 11 Halifax, le 21 avril.

Wallace à Murray, N° 34. Il lui transmet la harangue qu'il prononça à la prorogation de la Législature. (L'annexe manque.) p. 13 Halifax, le 1er mai.

Wallace à Murray. Il lui transmet une note de l'Assemblée qui demande la liste des revenus casuels, ainsi que sa réponse. Il désire là-dessus des instructions. p. 14 Halifax, le 8 mai.

Annexes:—

(1) La note, le 24 février 1830. (Sans transcription.)

(2) W. Hill, adjoint du secrétaire provincial, au président de la Chambre, Halifax, le 1er mars 1830. p. 15

Wallace à Murray. Il lui transmet une documentation et il explique les divergences d'opinions qui existent entre le Conseil et l'Assemblée au sujet du projet de loi sur les revenus. p. 16 Halifax, le 10 mai.

Annexes:—

(1) Extraits des journaux du Conseil et de l'Assemblée. (Sans transcription.)

(2) Extrait du *Nova Scotian* au sujet du débat. p. 19

Wallace à Hay. Il lui transmet des documents exigés pour le règlement de la question des frontières. (Les annexes manquent.) p. 89 Halifax, le 26 mai.

Wallace à Hay. Vu le retour de Maitland dans la colonie, il ne dirige plus l'administration de la province. Il attire l'attention sur sa lettre concernant le projet de loi sur les revenus. Il demande d'appuyer les autorités constitutionnelles. p. 90 Halifax, le 15 juin.

Wallace à Hay. Il lui transmet une documentation sur J. Nixon, prisonier détenu aux Bermudes, et il demande là-dessus des instructions. Maitland est absent et fait un voyage dans l'est de la Nouvelle-Écosse. p. 92 Halifax, le 7 juillet.

Annexes:—

(1) Le lieutenant-colonel C. Yorke, secrétaire militaire, à Wallace. Québec, le 2 février 1830. p. 93

BIBLIOTHECA Ottaviensis

1830 (2) La requête de J. Nixon. p. 94

(3) La sentence de la cour d'Amirauté, le 18 juin 1827. p. 96

(4) W. Black, président, à Wallace, Fredericton, le 2 juin 1830. p. 97

(5) C. Calverlay à Black, Saint-Jean, le 19 mai 1830. p. 98

(6) Le major L. Donaldson à Black, Saint-Jean, le 19 mai 1830. p. 99

Halifax, le 2 novembre. Wallace à Hay. Il voudrait savoir si l'on a pris une décision au sujet de sa requête; il désire démissionner en faveur de son fils Charles. p. 100

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL SIR PEREGRINE MAITLAND

Les Bermudes, le 15 janvier. Maitland à Murray. Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 31 août, au sujet des groupes religieux et de la possibilité d'établir un système d'enregistrement. Le R. P. Vincent est le seul membre d'un ordre religieux; on croit qu'il est trappiste. p. 101

Les Bermudes, le 23 février. Maitland à Hay. Il lui transmet la requête de C. Morris, inspecteur général, qui désire démissionner en faveur de son fils, John S. Morris, commissaire des terres de la Couronne. p. 102

Annexe:—

La requête, Halifax, le 30 janvier 1830. p. 103

Les Bermudes, le 20 mars. Maitland à Murray. Il lui transmet l'adresse de la Législature, le 6 mars 1830. (L'annexe manque.) p. 105

Les Bermudes, le 30 mars. Maitland à Murray. Il lui transmet une documentation sur les réclamations de R. J. Uniacke qui désire être nommé juge en chef. Il ne savait pas que S. G. W. Archibald avait ce poste en vue. Lorsqu'il fut mis au courant de l'affaire, il se crut obligé d'exposer les cas de B. Halliburton et d'Uniacke. p. 106

Annexes:—

(1) Uniacke à Maitland, Halifax, le 14 octobre 1829. p. 107

(2) Uniacke à Maitland, Halifax, le 21 octobre 1829. p. 108

Halifax, le 1er juin. Maitland à Murray. Il dirige de nouveau l'administration. p. 110

Halifax, le 15 juin. Maitland à Murray. Il lui transmet les journaux de l'Assemblée. (L'annexe manque.) p. 111

Halifax, le 15 juin. Maitland à Murray. Il lui transmet le rapport sur le procès de Peter Paul, un sauvage accusé de meurtre. On veut connaître là-dessus le bon plaisir de Sa Majesté. p. 112

Annexe:—

Le rapport, Halifax, le 12 mai 1830. p. 113

Maitland à Murray. Il lui transmet le Livre Bleu pour 1829. (L'annexe manque.) p. 116 — 1830, Halifax, le 15 juin.

Maitland à Murray. Il lui transmet les journaux du Conseil législatif. (L'annexe manque.) p. 117 — Halifax, le 2 juillet.

Maitland à Murray. Il lui transmet la liste des membres du Conseil. p. 118 — Halifax, le 2 juillet.

Annexe:—

La liste. p. 119

Maitland à Murray. Il espère recevoir les instructions nécessaires au sujet de la controverse que suscite la loi sur le revenu. Il lui transmet une documentation qui explique l'affaire. p. 120 — Halifax, le 5 juillet.

Annexes:—

(1) Les membres du Conseil à Maitland, Halifax, le 1er juillet 1830. p. 122

(2) S. G. W. Archibald, président, à Maitland, Halifax, le 12 juin 1830. p. 123

(3) Les membres du Conseil au [secrétaire d'État], Halifax, le 1er juillet 1830. p. 125

(4) Extraits des journaux de l'Assemblée avec commentaires de S .G. W. Archibald, président, le 12 juin 1830. p. 143

(5) Extrait du journal *The Acadian*, le 11 juin 1830. p. 152

Maitland à Murray. Il lui transmet des demandes. Recommandation de nommer S. Cunard membre du Conseil en remplacement de J. Stewart. *Note:* Approbation de la nomination de Cunard. p. 157 — Halifax, le 6 juillet.

Annexes:—

(1) L. M. Wilkins à [Maitland], Windsor, le 30 avril 1830. p. 158

(2) R. Uniacke, Halifax, le 17 février 1830. p. 159

(3) Andrew Belcher, Halifax, le 18 février 1830. p. 161

(4) Le Dr. W. B. Almon, Halifax, le 8 mars 1830. p. 162

Maitland à Murray (personnelle). Il croit que la population ne s'intéresse guère à la controverse suscitée par le projet de loi sur le revenu, et que, privément, les membres approuvent une attitude conciliatrice à ce sujet. Il demande que l'on accuse réception de la loi sur la douane. p. 163 — Halifax, le 7 juillet.

Note se rapportant à la lettre du 4 juin et à la reconstitution du Conseil. p. 165 — Le 14 août.

1830
Halifax, le 14 octobre. Maitland à Murray. Il lui transmet la démission de C. Morris, inspecteur général, ainsi qu'une lettre de Hay qui promet d'accorder le poste à J. S. Morris. *Note:* Permission de procéder à cette nomination si on ne l'a pas déjà fait.

Annexes—

(1) Morris à Maitland, Halifax, le 23 août 1830. p. 167

(2) Hay à J. S. Morris, Downing St., le 23 mai 1830. p. 168

Le 14 octobre. Résumé d'une dépêche se rapportant à l'affectation du revenu casuel et territorial. p. 169

Le 14 octobre. Maitland à ——. Il transmet un texte rédigé par un ancien habitant de la province. (L'annexe manque. Voir ci-dessous la lettre du 7 décembre.) p. 170

Halifax, le 22 novembre. Maitland à Murray. Il lui transmet le rapport sur le procès de E. Kelly, accusé de meurtre. L'exécution à mort a été retardée afin de connaître là-dessus le bon plaisir de Sa Majesté. p. 171

Annexes:—

(1) Les juges à Maitland, Halifax, le 4 novembre 1830. p. 172

(2) Le rapport du juge B. Halliburton, le 4 novembre 1830. p. 173

(3) Requête des avocats de la Nouvelle-Écosse, Halifax, le 5 novembre 1830. p. 176

(4) Le colonel J. Ferguson à Maitland, Halifax, le 4 novembre 1830. p. 178

Halifax, le 22 novembre. Maitland à Murray. Il lui transmet le discours et les adresses prononcés lors de l'ouverture de la session. (Les annexes manquent.) p. 179

Halifax, le 24 novembre. Maitland à Murray. Il lui transmet l'adresse de la Législature à l'occasion de la mort du Roi. (L'annexe manque.) p. 181

Halifax, le 24 novembre. Maitland à Murray. R. J. Uniacke, procureur général, est mort. Maitland transmet la candidature de ceux qui voudraient exercer ces fonctions; le poste de soliciteur général. *Note:* de Murray. Maitland ne veut pas qu'une décision soit prise avant la réunion de la Législature. Dans une lettre personnelle, on proposera la nomination de S. G. W. Archibald ou de C. R. Fairbanks. p. 182

Annexes:—

(1) La requête de S. G. W. Archibald, Halifax, le 22 novembre 1830. p. 183

(2) C. R. Fairbanks à Maitland, Halifax, le 28 octobre 1830. p. 186

(3) William Hill à Maitland, Halifax, le 21 novembre 1830. p. 190

(4) La requête de W. Hill, Halifax, le 21 novembre 1830. p. 191 1830

(5) La requête de T. Ritchie, Annapolis, le 30 octobre 1830. p. 193

Note: Maitland a exposé le cas de John Kelly et il prétend que cet individu est digne de clémence. p. 198 Le 24 novembre.

Maitland à Murray. Il lui transmet une requête où l'on demande le pardon de John Kelly. p. 199 Halifax, le 27 novembre.

Annexe:—

La requête. p. 200

Maitland à Hay. Il lui transmet un texte qu'il avait voulu annexer à sa lettre du [14 octobre]. p. 202 Halifax, le 7 décembre.

Annexe:—

Commentaires sur la présente situation dans les colonies de l'Amérique du Nord. p. 203

Nouvelle-Écosse, A. 173

SERVICES PUBLICS ET PAPIERS DIVERS, 1830

Amirauté

J. Barrow, deuxième secrétaire, à H. Twiss, sous-secrétaire. Il lui demande si le lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse a reçu la commission qui lui a été expédiée avec la lettre du 6 mai 1829. p. 3

Bureau du Commerce

T. Lack, secrétaire, à R. W. Hay, sous-secrétaire. Yarmouth deviendra peut-être un port d'entreposage libre si les intéressés consentent à en défrayer le coût. Pénurie de fonds pour encourir ces dépenses. p. 5 Whitehall, le 20 février.

Lack à Hay. On recommande qu'un port d'entreposage libre soit établi à Sydney par décret du Conseil. p. 6 Whitehall, le 20 octobre

Lack à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 16 novembre, et il lui donne des renseignements sur les procédés à suivre au sujet de la constitution légale des sociétés. *Note:* le 18 décembre. On demandera au bureau du Commerce une opinion sur l'article dont se plaint la *Nova Scotia Mining Company.* p. 7 Whitehall, le 26 novembre.

Lettre sans signature à sir Francis Doyle. L'auteur explique qu'un article exigeant une garantie égale au double des actions devra être inséré dans la charte projetée qui constituera en société la *Nova Scotia Mining Association.* p. 8 Downing St., décembre.

Annexe:—

L'article projeté. p. 9

Lack à Hay. Lord Auckland voudrait étudier la loi qui constitue légalement la *Nova Scotia General Mining Association.* p. 11 Bureau du Commerce, le 31 décembre.

1830 CONSEIL

Le 25 août. Décret du Conseil qui recommande la nomination de S. Cunard comme membre du Conseil de la Nouvelle-Écosse. p. 4

AVOCAT-CONSEIL

Downing St., le 2 mars. J. Stephen à Hay. Il donne son opinion sur le brouillon du projet de loi qui constitue légalement en société la *General Mining Association*. *Note:* le 3 mars. Les objections seront expliquées et on rédigera un nouveau projet de loi. p. 16

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le 8 avril. Résumé d'une lettre dans laquelle on demande des documents sur la question des frontières. p. 12

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Whitehall, le 15 juillet. S. M. Phillips, sous-secrétaire, à Hay. Il estime qu'il n'a pas les renseignements nécessaires pour porter un jugement sur le cas du sauvage appelé Peter Paul; il demande l'opinion de sir George Murray. *Note:* (par Maitland.) La question devrait être réglée par le lieutenant-gouverneur; le laps de temps écoulé et l'opportunité d'user de mansuétude. p. 13

Whitehall, le 19 août. Phillips à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 6 août, et il lui transmet un mandat commuant la sentence de Peter Paul en deux années d'emprisonnement. Si le lieutenant-gouverneur estime qu'il serait opportun d'adoucir de nouveau la sentence, Peel l'appuiera. p. 14

Whitehall, le 26 août. G. Clerk à Hay. Peel ne voit aucun motif d'accorder actuellement un pardon à J. Nixon. Son procès aura lieu le printemps prochain. S'il se conduit bien d'ici là, on recommandera le pardon. p. 15

ARTILLERIE

Artillerie, le 5 juin. Lord Downes à Hay. L'Artillerie approuvera la loi se rapportant au terrain communal de Halifax si la Législature décide qu'on ne construira en cet endroit aucun mur et aucun édifice. p. 19

Artillerie, le 15 septembre. R. Byham, secrétaire, à Hay. Il demande de répondre à la lettre du 2 décembre; il voudrait aussi avoir un rapport sur la milice de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. p. 20

Artillerie, le 18 octobre. Byham à Hay. Il lui transmet une lettre du colonel G. Nicolls, commandant des Ingénieurs royaux. Il espère que les mesures nécessaires seront prises pour que l'Artillerie soit mise en possession du terrain communal dont elle a besoin pour la défense de la ville. p. 21

Annexe:—

Nicolls au major-général sir Alexander Bryce, inspecteur général des fortifications, Halifax, le 7 septembre 1830. p. 22

Sous-annexes:—

(i) Nicolls à Maitland, Halifax, le 31 juillet 1829. p. 24

(ii) W. Hill, adjoint du secrétaire, à Nicolls, Halifax, le 25 août 1829. p. 25 1830

(iii) Plan du Fort George, Halifax, le 7 septembre 1830. (Dans la Division des cartes géographiques, T.104.)

(iv) Nicolls au président M. Wallace, Halifax, le 2 avril 1830. p. 26

(v) D. S. Clarke, greffier de la paix, à Wallace, le 5 avril 1830. p. 27

(vi) Nicolls à Wallace, Halifax, le 8 avril 1830. p. 28

(vii) Nicolls à Maitland, Halifax, le 23 août 1830. p. 29

Downes à Hay. Il lui transmet un rapport sur la loi ayant trait au terrain communal de Halifax, avec une note de l'inspecteur général des fortifications. Il demande de prohiber la construction de murs ou d'édifices en cet endroit. p. 31 Artillerie, le 26 octobre.

Annexes:—

(1) Le rapport, Halifax, le 30 août 1830. p. 32

(2) Le plan du terrain communal, le 30 août 1830. (Division des cartes, T.50A.)

Trésorerie

L'honorable J. Stewart, adjoint du secrétaire, à Hay. Il approuve la demande du Parlement qui désire emprunter 20,000 louis pour creuser le canal Shubenacadie. *Note:* Il faudra porter immédiatement la chose à la connaissance de C. R. Fairbanks. p. 35 Trésorerie, le 23 avril.

G. R. Dawson, secrétaire, à Hay. Il lui transmet une lettre de G. Maule, solliciteur de la Trésorerie; une avance de 18,000 louis à la compagnie Shubenacadie Canal est approuvée. Les légistes de la Nouvelle-Écosse devront préparer l'hypothèque nécessaire. *Note:* Il faudra soumettre cette lettre immédiatement. p. 36 Trésorerie, le 6 août.

Annexes:—

(1) Maule à Stewart, Loncoln's Inn, le 4 août 1830. p. 37

(2) L'entente, le 4 août 1830. p. 38

Dawson à Hay. Dans l'entente ayant trait au prêt à la compagnie Shubenacadie Canal, il faudrait substituer les mots "1ère année de Sa présente Majesté" aux mots "11e année de George IV". p. 46 Trésorerie, le 16 août.

Ministère de la Guerre

Le colonel sir Henry Hardinge à Murray. Le successeur de Maitland, qui dirigera le personnel de la Nouvelle-Écosse, devrait avoir rang de major général seulement et avoir droit à un aide. *Note:* Murray est du même avis. p. 47 Ministère de la Guerre, le 1er février.

1830
Ministère de la Guerre, le 19 juillet. Hardinge à Murray. La réduction demandée dans la lettre du 1er février ne se rapporte aucunement à Maitland. p. 49

DIVERS

L'Église d'Écosse

Le 21 janvier. Requête du clergé de l'Église d'Écosse qui demande une aide financière. p. 257

Requêtes au sujet des ports libres

Sydney, le 11 janvier. P. H. Clarke, J. Noad et C. R. Ward à Murray. Ils lui transmettent une requête demandant d'établir à Sydney un port libre d'entreposage. p. 246

Annexes:—

(1) La requête, le 2 janvier 1830. p. 247

(2) Résolutions adoptées au cours d'une réunion publique. p. 249

Yarmouth, le 24 mai. Un comité d'habitants à Murray. Ils lui accusent réception de la lettre du 28 février; pourquoi il faudrait établir un port libre à Yarmouth. p. 253

Annexe:—

État de la farine et des céréales panifiables importées à Yarmouth en 1829. p. 255

A

Halifax, le 30 mars. S. G. W. Archibald à Hay. Pourquoi il devrait remplacer le juge en chef au cas où ce poste deviendrait vacant. p. 50

Annexe:—

Halifax, le 20 avril. L. M. Wilkins à Archibald, Halifax,le 28 janvier 1830. p. 51

Halifax, le 23 novembre. S. G. W. Archibald, président de l'Assemblée, à Hay. Commentaires sur le débat que suscite le projet de loi sur le revenu. p. 55

Archibald à Hay. Il demande d'être nommé procureur général. *Note:* On ne sait pas encore officiellement que ce poste est vacant. p. 64

Annexe:—

Archibald à Maitland, Halifax, le 22 novembre 1830. p. 66

B

35 Southampton Row, le 28 juillet. J. Bainbridge, agent, à Hay. Il demande une entrevue afin de discuter la question de la concession de terres non loin du canal Shubenacadie. p. 67

F 1830

C. R. Fairbanks à Hay. Il lui transmet un mémoire sur la liste civile; les faveurs administratives; les terres devraient rapporter un revenu de 6,000 louis pour atteindre le chiffre prévu de 14,420 louis. p. 70 — Londres, le 2 février.

Annexe:—

Le mémoire. p. 71

Fairbanks et Bainbridge à Hay. (Sans transcription.) — Le 27 mars.

Liste des actionnaires du canal Shubenacadie. (Sans transcription.) — Le 27 mars.

Fairbanks à Hay. Il lui transmet une documentation de la Nouvelle-Écosse ainsi qu'un compte rendu du débat occasionné par le projet de loi sur le revenu. p. 84 — 5 Norfolk St., Strand, le 13 mai.

Ce que coûtera probablement le parachèvement du canal Shubenacadie. (Sans transcription.) — Le 20 mai.

Fairbanks à Hay. Il le remercie des rapports qu'il vient de recevoir. Il désire surtout des rapports sur les lois qui ont trait à l'enregistrement et à l'enquête sur le revenu, ainsi que sur les projets de loi lorsqu'ils sont publiés. p. 85 — 5 Norfolk St., Strand, le 31 mai.

Fairbanks à Hay. Commentaires sur certaines difficultés dans la Nouvelle-Écosse. p. 86 — Londres, le 1er juin.

Annexe:—

Projet de loi pour introduire certaines réformes dans les colonies. p. 101

Fairbanks à Hay. Il demande d'être nommé solliciteur général. p. 108 — Halifax, le 8 novembre.

Requête de T. Forrester qui prétend n'avoir pas obtenu justice devant les tribunaux de la Nouvelle-Écosse. *Note:* Il faudrait soumettre le cas au lieutenant-gouverneur et faire savoir au pétitionnaire que le secrétaire d'État ne saurait intervenir dans cette affaire. p. 68 — Halifax, le 30 novembre.

G

Le révérend C. Griffin à Murray. Il lui transmet certains extraits ayant trait à son renvoi de la Société pour la propagation de l'Évangile. Il demande une lettre de recommandation. p. 111 — Godalming, Surrey, le 16 septembre.

Annexes:—

(1) Extrait de la loi de la 59e Geo. III, ch. 60 p. 112

(2) L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Griffin. Extrait. p. 113

(3) Le révérend J. Lonsdale à Griffin. Extrait. p. 113

(4) Le vénérable A. Hamilton à Griffin. Extrait. p. 113

1830 (5) Discours de Bathurst. Extrait. p. 114

(6) Hamilton à Griffin, Leicester Square, le 22 mars 1830. p. 114

Godalming, le 23 septembre. Griffin à Murray. Il demande encore une fois une lettre de recommandation. *Note:* Pourquoi il ne lui est pas loisible d'accéder à cette demande. p. 115

Halifax, novembre. A. D. Gifford à Murray. Il demande d'user de clémence à l'égard de John Kelly, reconnu coupable de meurtre. p. 117

Annexe:—

Rapport sur le procès de J. Kelly; extrait du *Nova Scotian*, le 4 novembre 1830. p. 119

6 Maddox St., Hanover Sq., le 12 juin. Sir Rupert D. George, secrétaire de la province, à Hay. Il[1] demande que son congé soit prolongé. p. 135

Annexe:—

Certificat du médecin. p. 136

6 Maddox St., le 17 juillet. George à Hay. Il offre de démissionner s'il peut obtenir un poste moins important dans un climat plus clément. p. 137

Myshall Lodge, Co. Carlow., le 12 septembre. Lady Margaret George à Murray. Elle demande un autre congé pour son fils. p. 138

6 Little Maddox St., le 4 octobre. George à Hay. Il lui demande la permission de passer le prochain hiver à l'Ile Madère, ou de retarder son départ jusqu'à l'arrivée du paquebot en novembre. *Note:* Pourquoi il ne saurait accéder à cette demande. p. 140

6 Maddox St., le 9 octobre. George à Hay. Peut-il retarder son départ jusqu'au mois de novembre? p. 141

H

Halifax, le 24 novembre. W. Hill à Murray. Il lui transmet le double de sa candidature au poste de solliciteur général. p. 142

J

Halifax, le 24 novembre. J. W. Johnston à Murray. Il demande d'être nommé conseil du Roi. p. 143

Halifax, le 27 novembre. Johnston à Murray. Il demande d'être nommé conseil du Roi. p. 145

M

Clownes, le 26 février. Requête de D. McMahon qui demande des renseignements sur les biens que lui a laissés son oncle, S. Bell, de Halifax. p. 146

Londres, le 10 mars. Requête de J. S. Morris qui demande une commission en vertu de laquelle il deviendra commissaire des terres de la Couronne et inspecteur général. p. 147

Morris à Hay. Il lui transmet une liste des terres de la Couronne qui ont été vendues ainsi qu'une requête de C. Morris, inspecteur général, qui demande la permission de démissionner. p. 151 — 1830, 8 Northumberland St., Strand, le 12 mars.

Annexes:—

(1) La liste. p. 152

(2) État des redevances. p. 154

(3) La requête. (Sans date.) p. 149

Morris à Hay. A-t-on reçu une communication de Maitland au sujet de la nomination d'un inspecteur général? p. 155 — 8 Northumberland St., Strand, le 8 mai.

Requête de Robert Mayn qui demande, à titre gracieux, un billet de passage pour la Nouvelle-Écosse. p. 156 — Manchester Sq., le 19 octobre.

N

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Murray. Il nomme le vénérable G. O. Spencer archidiacre de Terre-Neuve. p. 158 — Halifax, le 28 janvier.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Murray (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 5 octobre; commentaires sur de récentes nominations. p. 160 — Halifax, le 19 avril.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Murray. L'archidiacre Coster désire rester aux Bermudes. Il nomme le révérend E. Wix archidiacre de Terre-Neuve. p. 163 — Les Bermudes, le 10 mai.

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Murray (personnelle). Il lui transmet des lettres au sujet de nouvelles nominations. Pourquoi il ne partage pas l'opinion de sir Hilgrove Turner au sujet de la dispensation de faveurs ecclésiastiques. p. 164 — Les Bermudes, le 12 mai.

Annexes:—

(1) Spencer à l'évêque, les Bermudes, le 30 décembre 1829. p. 172

(2) Spencer à l'évêque, Paget, le 7 mai 1830. p. 168

(3) Adresse du Conseil des Bermudes au vénérable archidiacre Spencer. p. 170

Pourquoi l'évêque de la Nouvelle-Écosse approuve le mémoire du Conseil sur la controverse avec l'Assemblée. p. 256 — Le 1er juillet.

R

E. W. Rundell à Hay. Il lui transmet le projet de loi qui constitue légalement la *General Mining Association;* les aubains et les difficultés qu'ils suscitent. Il lui demande d'approuver ce projet de loi. p. 173 — Ludgate Hill, le 18 janvier.

Annexe:—

Le projet de loi, le 19 janvier 1830. p. 174

1830
2 Green St., Glasgow, sans date. Margrate Rose à Murray. Elle demande des renseignements sur son père, James Rose, qui prit part à la révolution. p. 186

Goadwood, le 14 août. Le duc de Richmond à Murray. Il lui transmet son opinion sur la santé de sir Peregrine Maitland. (L'annexe manque.) p. 187

Greenock, Renfrewshire, le 25 octobre. Le révérend E. Renny [Église d'Écosse] à Murray. Il a été victime d'injustice lorsqu'il a dû offrir sa démission parce qu'il ne pouvait pas accepter les conditions posées par les paroissiens de St. Matthew. Il demande de remédier à la situation. p. 188

Annexe:—

Le cas du révérend E. Renny. Correspondance échangée sur le sujet. p. 190

S

Ardgowan, le 27 octobre. Sir Michael Shaw Stewart à Murray. Il lui transmet une documentation ayant trait au cas du révérend E. Renny. *Note:* le 5 novembre 1830. Il rédigera les papiers qui sont censés avoir été envoyés par M. Campbell, de Blythswood. p. 242

V

23 Bolton St., le 17 septembre. R. Verity à Murray. Sa santé précaire l'oblige à passer l'hiver dans un climat tempéré. p. 245.

Nouvelle-Écosse, A. 174

1831 LE MAJOR GÉNÉRAL SIR PEREGRINE MAITLAND, 1831

Halifax, le 17 janvier. Maitland à Goderich, N° 1. Il lui transmet son discours de prorogation. p. 3

Annexe:—

Le discours. p. 4

Halifax, le 17 janvier. Maitland à Goderich, N° 2 (confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 17 décembre, et il dit ce qu'il pense des modifications que l'on se propose d'apporter dans la composition du Conseil législatif. Il lui transmet une documentation qui fournit des renseignements sur l'état de la colonie. Il a demandé au juge B. Halliburton d'apporter cette dépêche en Angleterre. p. 6

Annexes:—

(1) Les vues de S. B. Robie, garde des archives. p. 13

(2) Le mémoire et les remarques de Halliburton. p. 22

(3) Bathurst à Kempt, Downing St., le 20 juillet 1824. p. 28

Halifax, le 17 janvier. Maitland à Goderich, N° 3. Il a nommé S. G. W. Archibald, procureur général; W. Hill remplace Archibald et devient solliciteur général. Il demande de confirmer ces nominations. *Note:* le 22 février. Archibald sera procureur général, mais C. R. Fairbanks deviendra solliciteur général. Pourquoi il a mis du temps à prendre cette décision. p. 29

Maitland à [Goderich], N° 4. Il lui présente S. G. W. Archibald, procureur général et président. Archibald devrait être consulté au sujet des modifications que l'on se propose d'effectuer dans la Nouvelle-Écosse; opportunité de rémunérer Archibald. *Note:* On écrira une lettre personnelle où il sera déclaré que Goderich ignore pour quel motif il serait bon de consulter Archibald. Impossible de rémunérer ce dernier. 1831 Halifax, le 17 janvier. p. 31

Maitland à Goderich, N° 5. Il lui transmet l'adresse de la Législature qui demande de diminuer les droits dont est frappé le bois de construction de provenance étrangère. Halifax, le 17 janvier. p. 33

Annexe:—

L'adresse, le 11 janvier 1831. p. 34

Maitland à Goderich, N° 6. Il a pris 250 louis à même le revenu casuel pour les remettre à B. Halliburton, afin de défrayer sa mission. Que doit-il lui donner en outre? *Note:* Il se demande si cette dépense sera approuvée. Halifax, le 18 janvier. p. 40

Maitland à Goderich, N° 7. Il lui transmet copie de l'adresse de la Législature, en date du 6 mars 1830, où l'on demande que le poste de trésorier soit accordé à C. W. Wallace, lorsque son père aura démissionné. Cette adresse fut transmise à sir George Murray mais nulle réponse n'a encore été reçue. Halifax, le 18 janvier. p. 41

Annexes:—

(1) L'adresse. (Sans transcription.)

(2) M. Wallace à Maitland, Halifax, 1831. p. 44

Maitland à Goderich. Il lui transmet deux copies de la loi en vertu de laquelle une partie du terrain communal de Halifax est annexée au Fort George. Il espère que cette modification permettra de sanctionner la loi se rapportant au terrain communal de Halifax. (L'annexe manque.) Halifax, le 31 janvier. p. 49

Maitland à Goderich, N° 8. Il lui accuse réception de la dépêche du 1er décembre. On a fait savoir aux propriétaires du vaisseau provincial que celui-ci ne sera plus requis après le 1er mars. Il lui transmet un mémoire qui démontre que le revenu casuel ne pourrait suffire à acquitter les dépenses qu'on se propose de prélever sur ce fonds si le budget parlementaire est réduit. On pourrait toutefois prélever lesdites dépenses sur un fonds de 7,000 louis qui ont été accumulés dans le passé. Halifax, le 1er février. p. 50

Annexe:—

Le mémoire. p. 52

Maitland à Goderich. Il lui présente l'évêque de la Nouvelle-Écosse qui a obtenu un congé. Halifax, le 1er février. p. 55

Maitland à Goderich, N° 9. Il lui présente S. Cunard. Celui-ci visite l'Angleterre et est porteur de la requête de la Chambre du Commerce qui s'oppose à une réduction des droits sur le bois de construction provenant de l'étranger. Halifax, le 3 février. p. 56

1831 Annexe:—

La requête, le 28 janvier 1831. p. 57

Halifax, le 3 février. Maitland à R. W. Hay, sous-secrétaire. Il lui présente S. Cunard. p. 63

Halifax, le 4 février. Maitland à Hay. Il approuve les vues que l'évêque de la Nouvelle-Écosse a exprimées dans sa lettre au sujet de ses émoluments. p. 64

Annexe:—

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Maitland, Halifax, le 28 janvier 1831. p. 65

Halifax, le 4 février. Maitland à Goderich, N° 10. Il lui apprend la mort de Mme W. C. Tonge, pensionnaire. p. 72

Halifax, le 7 février. Maitland à Hay. Il demandera probablement de permettre, pendant quelque temps encore, l'usage du vaisseau provincial. Il fait l'éloge de S. Cunard, propriétaire du vaisseau. p. 73

Halifax, le 8 février. Maitland à Goderich, N° 9 [sic.]. Il lui transmet une lettre de T. Forrester qui prétend être la victime d'une erreur judiciaire. Il envoie cette documentation. Il n'a d'autre but que de plaire au pétitionnaire qui prétend avoir été injustement traité. *Note:* (par J. Stephen.) Il n'existe aucun grief réel. p. 75

Annexes:—

(1) La requête de Maitland, le 31 août 1830, avec documentation se rapportant à l'affaire. p. 78

(2) La requête de Maitland, le 2 octobre 1830, avec documentation qui s'y rapporte. p. 108

(3) W. Young à W. Hill, Halifax, le 18 novembre 1830, avec documentation à l'appui de ses assertions. p. 122

Halifax, le 9 février. Maitland à Hay. Il lui transmet une documentation sur l'état du collège King. Pourquoi il n'a pas répondu tout de suite à la dépêche de Murray. A son sentiment, l'entente obtenue par l'honorable M. Wallace au sujet du collège Dalhousie ne donnera pas les résultats désirés. p. 139

Annexes:—

(1) La requête au sujet du collège King. p. 141

(2) Message à l'Assemblée, du 27 février 1830, et extrait des journaux au sujet du collège Dalhousie, le 2 mars 1830. p. 150

(3) Mémoire sur le collège Dalhousie. p. 155

(4) Discussion du Conseil, le 11 décembre 1817. p. 159

Maitland à Goderich. Il lui transmet la requête de l'abbé John Chisholm. Celui-ci demande une rémunération pour le ministère qu'il exerça auprès des soldats catholiques romains à Halifax. 1831 Halifax, le 5 mars. p. 163

Annexes:—

(1) La requête. p. 166

(2) J. Young à Maitland, Willowpark, le 25 février 1831. p. 165

Mémoire: Estimations parlementaires; nomination de W. Hill qui l'emporte sur C. R. Fairbanks. Difficultés que comporte le remboursement de l'avance faite à Halliburton. Le 16 avril. p. 169

Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche personnelle du 7 mars se rapportant aux droits sur le bois de construction. Halifax, le 28 avril. p. 170

Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 2 mars. Pourquoi il en est venu à croire que le revenu casuel ne suffira pas à porter le poids des dépenses qu'on se propose de lui attribuer. Halifax, le 28 avril. p. 171

Annexe:—

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à sir Rupert D. George, secrétaire (personnelle). Halifax, le 29 janvier 1831. p. 178

Maitland à Goderich. Il lui rappelle la promesse de sir Robert Peel d'étudier de nouveau le cas de J. Nixon, prisonnier. *Note:* L'affaire sera soumise au ministère de l'Intérieur. Halifax, le 2 mai. p. 181

Maitland à Goderich. Il lui transmet une requête des habitants de Yarmouth qui désirent qu'un port libre d'entreposage soit établi en cet endroit. (L'annexe manque.) Halifax, le 5 mai. p. 183

Maitland à Goderich. Il lui transmet une liste des émigrants. Nulle documentation n'existe à ce sujet avant 1810. Halifax, le 11 mai. p. 187

Annexe:—

La liste. p. 188

Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche confidentielle du 30 janvier, et il répond aux demandes de renseignements sur l'organisation et l'équipement des miliciens. Halifax, le 11 mai. p. 190

Annexes:—

(1) La liste des miliciens, le 1er mai 1831. p. 197

(2) La liste des armes, etc., le 12 mai 1831. p. 198

Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 25 janvier, et il lui transmet une lettre de la *Halifax Banking Company* qui fournit des renseignements sur l'organisation et les fonctions de cette compagnie. C'est la seule société bancaire dans la colonie. Halifax, le 11 mai. p. 200

1831 Annexe:—

H. H. Cogswell, président, à ——, Halifax, le 16 avril 1831. p. 201

Halifax, le 13 mai. Maitland à Goderich. Il lui transmet un rapport sur le revenu casuel pour 1830. *Note:* le 13 juin. Au sujet des indemnités qui seront accordées ultérieurement au lieutenant-gouverneur et au secrétaire des Colonies. p. 210

Annexe:—

Le rapport. p. 212

Halifax, le 13 mai. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 3 avril, au sujet des émoluments de l'évêque de la Nouvelle-Écosse et de certaines pensions que renfermaient autrefois les estimations parlementaires. Il fera bientôt savoir s'il est possible d'employer J. Noad qui demeure au Cap-Breton. Il est heureux d'apprendre que le vaisseau provincial sera encore utilisé. p. 216

Halifax, le 13 mai. Maitland à Hay. Le juge en chef et le procureur général recevront-ils l'équivalent de la prime que comportaient les lettres de change, maintenant que leurs traitements sont prélevés sur le revenu casuel? *Note:* le 13 juin. On demandera là-dessus des renseignements à la Trésorerie. p. 218

Halifax, le 31 mai. Maitland à Hay. Il lui transmet une correspondance échangée au sujet de la terre que réclame George Fourneaux, par suite de la mort de son frère. p. 219

Annexes:—

(1) T. Crawley, juge du Cap-Breton, à sir Rupert D. George, secrétaire, Sydney, le 17 mars 1831. p. 220

(2) Rapport sur les biens de feu J. Fourneaux. p. 221

Halifax, le 6 juin. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 1er mars, et il approuve le projet d'augmenter le nombre des membres du Conseil qui seraient au nombre de 15. Il appuie la candidature de H. H. Cogswell qui serait prêt à quitter le poste de greffier de la cour de la Chancellerie. Il aimerait aussi que P. McNab, J. Tobin et J. Allison deviennent membres du Conseil. Nul d'entre eux ne sait que cette recommandation est faite. p. 223

Halifax, le 6 juin. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 7 mars. Le commissaire des terres de la Couronne a reçu l'ordre de ne plus concéder de terres moyennant une rente foncière et d'établir de nouveaux règlements en ce qui concerne les concessions de terres dans les provinces de l'Amérique du Nord. p. 225

Halifax, le 6 juin. Maitland à Goderich. Il lui transmet la requête de E. Morton qui désire quitter son poste d'adjoint du percepteur à Digby et être remplacé par son fils, J. E. Morton. (L'annexe manque.) *Note:* (1) Cette lettre sera transmise à la Douane. (2) Il semble que cette nomination ne relève pas de la Douane. p. 226

Maitland à Goderich. Il lui transmet la copie authentique de 25 lois votées au cours de la dernière session, ainsi que copie des journaux de l'Assemblée. p. 228 1831 Halifax, le 6 juin.

Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 7 février et il lui transmet une documentation renfermant des remarques sur le rapport de —— Richards, au sujet de l'établissement des émigrants. Les dépenses occasionnées par les enquêtes. p. 229 Halifax, le 6 juin.

Annexes:—

(1) Le rapport du comité du Conseil, le 3 juin 1831. p. 231

(2) Extrait d'une lettre de l'inspecteur général, le 9 mai 1831. p. 237

(3) Extrait d'une lettre de D. B. McNab, adjoint de l'inspecteur, à l'inspecteur général du Cap-Breton. p. 239

Maitland à [Hay] (personnelle). Pourquoi il a choisi les personnes qui ont été nommées membres du Conseil. La candidature de W. Lawson. R. Smith serait utile. On aurait pu étudier le cas de l'évêque catholique romain, mais J. Tobin est lui aussi un catholique romain. p. 344 Halifax, le 6 juin.

Maitland à Goderich. Il lui transmet une liste des émigrants qui sont arrivés au Cap-Breton de 1821 à 1830. p. 348 Halifax, le 24 juin.

Annexe:—

La liste. p. 349

Maitland à Goderich. Il lui transmet les journaux du Conseil législatif pour la dernière session. (L'annexe manque.) p. 450 Halifax, le 24 juin.

Maitland à Goderich. Il lui transmet un rapport général et le Livre Bleu pour 1830; motifs du délai. p. 451 Halifax, le 20 juin.

Annexe:—

Le rapport général. p. 452

Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 avril, et il lui transmet un rapport renfermant les renseignements demandés sur la quantité de charbon obtenue par la *General Mining Association;* les anciens concessionnaires des mines du Cap-Breton et de Pictou et les résultats de leurs exploitations. La situation actuelle est un encouragement pour la *General Mining Association. Note:* le 23 septembre. Rundell devrait obtenir un poste. p. 463 Halifax, le 10 août.

Annexe:—

Le rapport. p. 466

Maitland à Goderich. Il lui apprend la mort de A. C. Dodd, autrefois juge en chef du Cap-Breton. Il lui transmet une requête de la veuve du juge; elle voudrait continuer à recevoir la pension de son mari. Il appuie cette requête. p. 468 Halifax, le 12 août.

1831 Annexe:—

La requête. p. 469

Halifax, le 12 août. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 7 juillet; les préparatifs pour les émigrants et les dépenses qu'ils ont occasionnées. *Note:* Il faudrait demander à Maitland de fournir des détails supplémentaires. Le secrétaire d'État aimerait obtenir des renseignements sur le Cap-Breton. p. 475

Halifax, le 13 août. Maitland à Goderich (personnelle et confidentielle). Il lui accuse réception de la dépêche personnelle et confidentielle et il lui dit ce qu'il pense de l'Académie de Pictou. p. 481

Annexe:—

[Goderich] à Maitland, ministère des Colonies, le 6 juin 1831 (personnelle et confidentielle). p. 485

Halifax, le 26 août. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception des dépêches du 1er mars et du 7 juillet. Cogswell, McNab, Tobin et Allison ont appris qu'ils ont été nommés membres du Conseil; ils devront réclamer leurs mandats. p. 491

Halifax, le 26 août. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 1er juin. Il se demande si la Législature décidera de constituer une société qui s'occupera des réserves du clergé, même lorsque l'assentiment à la loi de 1828, en faveur des dissidents, n'a pas été donné. *Note:* Il demande de voir cette loi. p. 492

Halifax, le 29 août. Maitland à Goderich. P. Crane est accusé de meurtre en mer. Le procès ne peut avoir lieu parce que, vu la mort du Roi, on doute de la validité de la commission spéciale. p. 494

Annexe:—

Les légistes à sir Rupert D. George, secrétaire, Halifax, le 27 août 1831. p. 495

Halifax, le 27 septembre. Goderich à Maitland. Il lui accuse réception des dépêches des 20, 29 et 31 juillet. Il fera l'impossible pour régler la question de l'Académie de Pictou. Il verra les directeurs au sujet de l'union des collèges King et Dalhousie. Il a demandé de faire une enquête afin de savoir si la réserve destinée à la résidence d'un doyen pourrait être affectée au soutien de l'évêque. p. 497

Halifax, le 29 septembre. Maitland à Goderich. Il a transmis à J. Kirkland, l'agent financier, la somme qui permettra de payer les pensions et les indemnités aux personnes qui demeurent en Angleterre. Ces frais sont acquittés à même le revenu casuel. p. 499

Halifax, le 14 novembre. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 1er août, et lui transmet le rapport que réclamait les commissaires de l'Émigration. p. 500

Annexe:—

Rapport au sujet des prix et des employés. p. 501

Maitland à Goderich. Il lui apprend la mort du trésorier, M. Wallace. Il aimerait offrir le fauteuil devenu vacant dans le Conseil à quelqu'un qui demeure dans la province. Il l'offrira à T. Ritchie. p. 504 1831 Halifax, le 16 novembre.

Maitland à Goderich. Nulles instructions n'ont été reçues au sujet des octrois accordés aux militaires retraités qui sont arrivés portant des lettres du sous-secrétaire. *Note:* par Hay. Ces octrois ne comportent sûrement pas l'exemption d'honoraires et de frais d'inspection. Il croit qu'on devrait les éliminer complètement. p. 506 Halifax, le 16 novembre.

Maitland à Goderich (personnelle). Il lui transmet une documentation qui se rapporte à l'Académie de Pictou et il expose les deux thèses. Il fera l'impossible pour aplanir les difficultés. *Note:* La lettre personnelle de Goderich à sir [Alexander Cochrane] règle toutes les questions sauf la demande de l'évêque qui désire qu'un vaisseau de guerre soit placé à sa disposition. Cette demande doit être envoyée à l'Amirauté. p. 509 Halifax, le 18 novembre.

Annexes:—

(1) La requête de Pictou. p. 515

(2) Le révérend K. J. MacKenzie, Église d'Écosse, à Maitland, Halifax, le 2 septembre 1831. p. 526

(3) Requête des révérends D. A. Fraser, K. J. MacKenzie, J. McRae et D. McKichan, Pictou, le 24 février 1830. p. 537

Annexe:—

Goderich à Maitland, le 18 décembre 1831 (personnelle—brouillon). Il lui accuse réception de la lettre personnelle. Puisqu'il existe une divergence d'opinions entre l'Église d'Écosse et les Presbytériens, il vaut mieux que l'Exécutif n'agisse que comme arbitre en l'occurrence. Le projet d'éducation est insuffisant. Il espère que Windsor ne soulève pas les mêmes difficultés. p. 511

Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la circulaire confidentielle du 10 septembre, et il lui transmet la loi de 1828, sur l'émigration, qui vient d'expirer. Les circonstances malheureuses où se trouvaient les émigrants à cette époque. Tout règlement, visant à aider les émigrants, qu'on pourrait transmettre au Gouvernement de Sa Majesté serait sans doute reçu favorablement. p. 544 Halifax, le 10 décembre.

Annexe:—

La loi. p. 546

Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 septembre et il lui transmet la liste des frais d'arpentage des terres pour les émigrants du Cap-Breton. Le sol est si pauvre qu'on ne saurait y établir plus d'une vingtaine de familles. p. 553 Halifax, le 15 décembre.

Annexe:—

La liste. p. 555

1831 *Nouvelle-Écosse, A. 175*

SERVICES PUBLICS ET DIVERS, 1831

Amirauté

Amirauté, le 30 mars. J. Barrow, deuxième secrétaire, à R. W. Hay, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 28 mars. Pour le moment, nul vaisseau ne fait voile vers Terre-Neuve. Si l'évêque de la Nouvelle-Écosse exige un billet de passage pour cet endroit, il faudra que Sa Majesté fasse connaître là-dessus son bon plaisir. p. 9

Amirauté, le 3 octobre. G. Elliot, secrétaire, à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 30 septembre. L'Amirauté ne saurait accéder au désir de transporter les prisonniers sur les vaisseaux de Sa Majesté. *Note:* La décision devra être portée à la connaissance du lieutenant-gouverneur. p. 13

Amirauté, le 30 décembre. Barrow au vicomte Howick, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 28 décembre. On a demandé à l'amiral d'acquiescer à la demande de l'évêque de la Nouvelle-Écosse qui désire se rendre à Terre-Neuve. p. 17

Agent

Southampton Row, le 12 mai. J. Bainbridge à Hay. Il lui transmet la requête de G. Smith. [S. G. W.] Archibald, qui est encore à Londres, pourrait fournir là-dessus des renseignements. (L'annexe manque.) *Note:* Il voudrait avoir une documentation sur le sujet. p. 23

Commandant en chef

Grand Quartier-général, le 15 avril. Lord Hill, commandant en chef, à Goderich. Il lui transmet une lettre de Maitland à propos d'un déserteur, et il demande l'opinion de Goderich sur le sujet. (L'annexe manque.) p. 29

Grand Quartier-général, le 17 septembre. Lord Fitzroy Somerset à Hay. Il lui transmet une lettre de Maitland. Il faudra demander à l'Amirauté de prêter son concours pour mettre à exécution les sentences de déportation. p. 33

Annexe:—

Maitland à l'adjudant général, Quartier-général, Halifax, le 24 novembre 1830. p. 37

Bureau du Conseil

Le 27 juillet. Décret du Conseil qui nomme P. McNab, James Tobin et J. Allison, membres du Conseil de la Nouvelle-Écosse. p. 43

Le 21 septembre. Décret du Conseil qui nomme H. H. Cogswell membre du Conseil de la Nouvelle-Écosse. p. 47

Bureau du Commerce

Whitehall, le 3 janvier. T. Lack, secrétaire, à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 22 décembre; en l'occurrence, l'on ne s'oppose pas à limiter la responsabilité de la *Nova Scotia Mining Company* au plein montant de son capital nominal. p. 53

Lack à Hay. Yarmouth pourra devenir un port libre d'entre- **1831**
posage si le traitement des fonctionnaires est payé par la colonie. Il Whitehall, le 6 septembre.
croit savoir que le Conseil s'y oppose et que la Législature refusera probablement de voter cette résolution. p. 57

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

S. M. Phillipps, sous-secrétaire, à Hay. Il lui accuse réception Whitehall, le 1er janvier.
de la lettre du 27 décembre, et il lui transmet le mandat commuant la sentence de J. Kelly en déportation à perpétuité. (L'annexe manque.) p. 63

Phillips à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 9 juin, et Whitehall, le 27 juin.
il lui déclare que J. Nixon sera recommandé à la clémence de ses juges. p. 67

CONSEIL (J. Stephen)

Mémoire de Stephen sur le projet de l'archidiacre Hamilton qui Le 27 avril.
désire constituer une société du clergé ayant la gérance des terres réservées au clergé. p. 73

ARTILLERIE

R. Byham, secrétaire, à Hay. Il lui transmet l'extrait d'une Artillerie, le 6 avril.
lettre de l'officier commandant les Artilleurs royaux dans la Nouvelle Écosse. Il voudrait donner l'ordre aux officiers de la milice de présenter leurs rapports au moment voulu. p. 99

Annexe:—

L'extrait, le 25 février 1831. p. 103

Byham au vicomte Howick, sous-secrétaire. Il lui accuse récep- Artillerie, le 28 décembre.
tion de la lettre du 15 décembre. La loi ayant trait au terrain communal de Halifax ne soulève aucune objection. p. 111

Sir James Kempt, maître général, à Hay. A propos du *Chebucto*, Ministère des Colonies, le 19 mars.
vaisseau de la province. p. 87

Kempt à Hay (personnelle). Il lui transmet une lettre de C. Pall Mall, le 29 mars.
Morris qui le prie d'appuyer sa demande de quitter son poste d'inspecteur général en faveur de son fils. Il approuve le projet. p. 91

Annexe:—

Morris à Kempt, Halifax, le 15 janvier 1831. p. 95

Kempt à —— (personnelle). Il lui retourne des dépêches pu- Pall Mall, le 4 juillet.
bliques et personnelles et il recommande d'accepter les hommes que Maitland voudrait nommer membres du Conseil. Il regrette de constater que tous ces candidats demeurent à Halifax. *Note:* Que les trois candidats officiellement recommandés deviennent membres du Conseil. p. 107

TRÉSORERIE

E. Ellice, secrétaire, à Goderich. Il lui transmet des papiers qui Trésorerie, le 5 janvier.
se rapportent à une nomination (le titulaire n'est pas nommé). (L'annexe manque.) p. 117

1831
Trésorerie, le 23 avril. J. Stewart, secrétaire adjoint, à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 23 mars. Il approuve le projet de prélever les deux tiers des frais du *Chebucto* sur les extraordinaires de l'armée et un tiers sur le revenu casuel. p. 121

Trésorerie, le 2 août. Stewart à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 14 septembre. Les traitements, dont le payement a été retranché du budget parlementaire pour être prélevé sur le revenu casuel, devraient être défrayés en monnaie britannique ou en dollars espagnols, au taux de 4 chelins et 4 deniers. Il demande certains renseignements sur ces traitements afin d'éviter toute injustice aux titulaires. p. 125

Trésorerie, le 4 octobre. Stewart à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 23 septembre et il l'autorise à payer une gratification de 500 louis à Mme A. C. Dodd, veuve de l'ex-juge en chef du Cap-Breton. *Note:* le 5 octobre. A moins qu'elle ne soit dans des circonstances extrêmement pénibles, il suffira de lui accorder la somme qu'aurait reçue son mari d'ici à la fin de l'année. p. 129

Trésorerie, le 23 décembre. Stewart à Hay. Il lui transmet une requête de la veuve du lieutenant-colonel William Dixon qui désire obtenir certaines terres à Halifax. Ces terres furent confisquées au moment de la mort de son mari. Quelle ligne de conduite devra-t-il tenir en l'occurrence? p. 133

Annexes:—

(1) La requête, Newport, Isle of Wight, le 2 juin 1831. p. 134

(2) Recommandation du major général sir Alexander Bryce, inspecteur général des fortifications, Pall Mall, le 3 juin 1831. p. 139

(3) Rapport du solliciteur, Lincoln's Inn, le 26 juillet 1831, p. 141

(4) E. Dixon au secrétaire de la Trésorerie, Newport, le 12 octobre 1831. p. 145

(5) Bryce à A. Y. Spearman, 84 Pall Mall, le 7 juin 1831. p. 149

Ministère de la Guerre

Ministère de la Guerre, le 5 janvier. L. Sulivan, adjoint du secrétaire, à Hay. Il lui demande si la nomination de mesureur de grains relève de la Couronne? Si tel est le cas, quel traitement et quels émoluments sont attachés à cette fonction? Alexander Johnston demande sa demi-solde nonobstant sa nomination à ce poste. p. 155

Ministère de la Guerre, le 19 avril. Sulivan à Hay. Il lui transmet l'extrait d'une lettre de sir Peregrine Maitland et il demande si la Nouvelle-Écosse se prêterait à l'établissement des soldats licenciés. p. 159

Annexe:—

L'extrait, le 3 mars 1831. p. 163

Ministère de la Guerre, le 16 décembre. Sulivan à Hay. Il voudrait savoir si C. Morris a résigné ses fonctions d'inspecteur général le 6 avril, le jour même où il demandait sa demi-solde. p. 167

GENERAL MINING ASSOCIATION 1831

Mémoire renfermant des protestations contre le projet de modifier les droits. Sans date. p. 173

E. W. Rundell, président, à Hay. Il lui transmet un avis que lord Stirling a fait parvenir à l'Association, soumettant une réclamation en vertu de chartes accordées à l'un de ses ancêtres. Ludgate Hill, le 29 juillet. p. 181

Annexe:—

L'avis, le 14 juillet 1831. p. 185

G. Duval, secrétaire à Hay. Il lui transmet des lettres de Rundell. E. Blount, le président actuel, se présentera si cela est nécessaire. La lettre de Rundell explique certains points mentionnés dans l'entente. 10 Ludgate Hill, le 27 septembre. p. 189

Annexes:—

(1) Rundell à Hay, le 26 septembre 1831. p. 193

(2) Rundell à Hay, le 27 septembre 1831. p. 197

Rundell à Hay. Il est heureux de constater que l'on considère l'Association comme rendant des services à la Nouvelle-Écosse, et qu'une somme lui sera accordée pour la dédommager des pertes qu'elle a subies par suite de la disparition des droits sur le charbon. Blendworth House, Horsedean, le 1er octobre. p. 201

Duval à Hay. Il demande qu'on prépare un bail qui sera remis à l'Association. *Note:* On enquêtera là-dessus à la Trésorerie. 10 Ludgate Hill, le 17 octobre. p. 205

DIVERS

Projet de la Société pour la propagation de l'Évangile visant à créer une société du clergé qui gérerait les réserves du clergé de la Nouvelle-Écosse. La bibliothèque St-Martin, le 11 avril. p. 211

A

Un indigène au secrétaire d'État. Il s'oppose aux octrois accordés à l'Église d'Angleterre. Nouvelle-Écosse, le 7 septembre. p. 221

Liste des papiers reçus de S. G. W. Archibald; celui-ci désire que soit confirmée sa nomination de procureur général intérimaire. Le 23 février. p. 227

(1) La commission de procureur général intérimaire, le 1er janvier 1831. p. 231

(2) Avis de publication de cette commission, le 11 janvier 1831. p. 233

(3) Résolution de l'Assemblée qui espère que cette nomination sera confirmée, le 6 janvier 1831. p. 235

(4) Congé accordé à Archibald, le 16 janvier 1831. p. 239

(5) Archibald à Hay, Londres, le 22 mars 1831. p. 243

1831 (6) Archibald à Goderich, le 14 juin 1831. p. 247

Halifax, le 10 octobre. Archibald à Goderich. Il lui rappelle qu'il a déjà demandé d'aider l'Académie de Pictou en lui accordant des fonds pris à même les revenus de la Couronne. Il demande qu'on supprime les examens et les souscriptions exigés des administrateurs. p. 255

Halifax, le 10 décembre. Archibald à Hay. Il lui transmet une lettre de C. D. Archibald, son fils. Pourquoi il s'est absenté de Terre-Neuve. p. 259

Annexe:—

C. D. Archibald à Hay, Halifax, le 10 décembre 1831. p. 267

Halifax, le 10 décembre. Archibald à Goderich. Il demande d'étudier avec bienveillance l'explication de son fils qui s'est absenté de Terre-Neuve. p. 263

B

Drumhalrey, le 4 janvier. G. Brierly à Goderich. Il demande copie de la concession de terre que reçut son père, l'enseigne John Brierly des Volontaires de la Nouvelle-Écosse. p. 277

Drumhalrey, le 9 mars. Brierly à Goderich. Il demande de répondre à sa lettre du 4 janvier. p. 281

Temple, le 11 mars. H. Bliss à Goderich. Il transmet un certificat de W. B. Bliss, donné par S. S. Blowers, juge en chef. p. 285

Annexe:—

Le certificat, Halifax, janvier 1831. p. 289

17 Token House Yard, le 3 août. —— Blanchet, consul général intérimaire de France, à Goderich. Il demande d'enquêter sur Louis Prégent. Il semble que cet individu soit monté à bord du vaisseau du Cap-Breton. p. 293

Granville, le 5 août. C. Benson à Goderich. Il lui transmet une requête adressée au Roi, demandant d'être mis en demi-solde. *Note:* Cette requête aurait dû être transmise par l'intermédiaire du lieutenant-gouverneur. p. 297

Annexe:—

(1) La requête. p. 299

(2) J. Stewart à Benson, bureau de la Trésorerie, le 4 décembre 1829. p. 307

(3) États de service, le 5 octobre 1827. p. 313

Le 20 mai. Requête de J. Blanchard, agent des directeurs de l'Académie de Pictou, qui expose la situation de cette institution. p. 317

Annexe:—

La requête. p. 321

Sous-annexes:— 1831

(i) Rapport du comité de l'Assemblée, 1825. p. 373

(ii) Protestation du juge B. Halliburton, 1826. p. 375

(iii) Les directeurs de l'Académie de Pictou. p. 383

(4) Règlements de l'Académie de Pictou, 1829. p. 387

(5) Lettres de recommandation adressées au révérend Dr. T. McCulloch, 1825. p. 395

(6) Mémoire de la Société littéraire et philosophique de Pictou, Nouvelle-Écosse. p. 397

(7) Extrait: matières enseignées par l'institution. p. 399

(8) Mémoire des ministres, et des anciens de l'Église dissidente, Edimbourg, le 27 avril 1831. p. 401

(9) Extrait du rapport de la Société pour la propagation de l'Évangile, 1823. p. 407

Blanchard à [Hay.] Il lui demande une entrevue au sujet de l'Académie de Pictou. p. 409 Le 28 juillet.

Annexe:—

Résolutions votées lors d'une réunion des directeurs de l'Académie de Pictou. p. 413

C

S. Cunard à Hay. Les services rendus par le vaisseau provincial. Pourquoi il faut garder le *Chebucto*. p. 417 Londres, le 19 mars.

Mme Barbara Cox à Goderich. Elle attend sa pension depuis deux mois. p. 421 Lodge Croft, Herts, le 8 septembre.

Mme B. Cox à Goderich. Elle le remercie d'avoir pris note de sa lettre du 8 septembre. p. 425 Lodge Crof, Herts, le 16 septembre.

D

Requête des filles de feu J. F. W. Des Barres; elles voudraient conserver les propriétés de leur père. p. 431 Halifax, le 30 janvier.

F

C. R. Fairbanks à Hay. Il le remercie de sa nomination de procureur général. p. 441 Halifax, le 15 avril.

G

Lady George à Goderich. Elle demande de nommer sir Rupert George à un poste en Angleterre. p. 447 Mysall Lodge, Carlow Co., le 6 juillet.

1831 H

Halifax, le 16 avril. W. Hill à Goderich. Il est surpris de constater que sa nomination d'adjoint du procureur général n'ait pas été confirmée. *Note:* Cette omission n'est pas le résultat d'un rapport défavorable sur Hill. p. 453

Glasgow, le 23 mai. R. Hastie et Cie à Goderich. La requête de T. Forrester a-t-elle été soumise à Maitland? p. 457

B. Halliburton

Londres, le 26 mars. Halliburton à [Hay]. Ce qu'il pense de la controverse au sujet de l'Académie de Pictou. p. 463

Le 2 mai. Halliburton à Hay. Il demande d'augmenter le nombre des membres du Conseil. p. 471

Sans date. Halliburton à Hay. Il demande que les juges de la cour Suprême aient préséance sur les membres du Conseil. *Note:* Il voudrait transmettre cette lettre à sir Peregrine Maitland. p. 472

Sans date. Halliburton à Hay. De nouvelles observations sur l'Académie de Pictou. p. 473

3 Jermyn St., le 25 juin. Halliburton à Hay. Il consignera quelques remarques sur le mémoire de J. Blanchard au sujet de l'Académie de Pictou. p. 475

Le 2 juillet. Halliburton à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 1er juillet. Il soumettra les remarques de Hay au sujet de la dépêche de Maitland sur les terres confisquées. p. 479

3 Jermyn St., le 2 juillet. Halliburton à Hay. Il lui transmet des remarques sur le mémoire de J. Blanchard au sujet de l'Académie de Pictou; ses propres vues. p. 483

Annexe:—

Les remarques. p. 487

3 Jermyn St., le 5 juillet. Halliburton à Hay. Il dit ce qu'il pense des mesures prises au sujet des terres confisquées. p. 561

Halifax, le 17 décembre. Halliburton à Hay. Il demande d'être remboursé des frais occasionnés par son voyage en Angleterre pour affaires publiques. p. 565

J. Hyde

Blandford, le 8 juillet. J. Hyde à [Goderich]. Sa pension impayée et les difficultés que cette omission suscite. Il demande de donner là-dessus les instructions nécessaires. p. 571

Spetisbury House, Blandford, le 9 juillet. Hyde à Goderich. Il lui transmet une lettre de J. Kirkland, agent financier, qui explique pourquoi la pension n'est pas payée. p. 575

Annexe:—

Kirkland à Hyde, Londres, le 7 juillet 1831. p. 579

1831

Hyde à Goderich. Quand sa pension lui sera-t-elle payée. p. 581 — Spetisbury House, Blandford, le 12 juillet.

Hyde à [Hay]. Il lui accuse réception de la lettre du 13 juillet. A quel moment et à quelle personne devra-t-il demander sa pension? *Note:* Il faudra en référer à Kirkland. p. 583 — Spetisbury House, Blandford, le 13 juillet.

Hyde à Goderich. Nouvelle démarche au sujet de sa pension. Il ne lui est pas facile de s'adresser pour cette pension au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse. p. 587 — Spetisbury House, Blandford, le 15 juillet.

Hyde à Hay. Nouvelle démarche. *Note:* Il faudra lui laisser savoir que sa pension ne peut pas être placée de nouveau dans les estimations parlementaires et lui donner le nom de l'agent. p. 591 — Spetisbury, le 17 juillet.

Hyde à [Hay]. Il lui accuse réception de la lettre du 20 juillet; nouvelles démarches. p. 595 — Spetisbury House, le 21 juillet.

Hyde à Hay. Il aimerait obtenir un poste qui lui permettrait de retirer une pension égale à celle qu'il reçoit actuellement. Toutefois, il ne veut pas d'un poste en Asie, en Afrique ou dans les Indes Occidentales. Il n'a pas encore reçu sa pension. p. 599 — Spetisbury House, le 5 août.

Hyde à Hay. Sa pension ne lui a pas encore été remise. Il espère que l'on prendra des mesures à ce sujet. p. 603 — Spetisbury House, le 21 août.

Hyde à Hay. Il demande une avance puisque sa pension ne lui a pas été remise. *Note:* Cette question relève de la Trésorerie; Goderich n'interviendra pas en l'occurrence. p. 607 — Spetisbury House, le 30 août.

Hyde à Hay. Quand sa pension lui sera-t-elle payée? L'autorité de Goderich en la matière. p. 611 — Spetisbury House, le 11 septembre.

Hyde à Hay. Quand sa pension lui sera-t-elle payée? p. 615 — Spetisbury House, le 16 septembre.

Hyde à Hay. Quand sa pension lui sera-t-elle payée? *Note:* Lorsque l'agent recevra la somme nécessaire de la Nouvelle-Écosse. p. 619 — Spetisbury House, le 18 septembre.

Hyde à Hay. Il lui transmet une lettre adressée à Goderich au sujet de sa pension impayée. p. 627 — Dorchester, near Wallingford, le 18 octobre.

Annexe:—

Hyde à Goderich, Wallingford, le 17 octobre 1831. p. 623

Hyde à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 21 octobre; nouvelles démarches. p. 631 — Dorchester, near Wallingford, le 22 octobre.

K

J. Kirkland, agent financier, à Hay. J. Noad demeure à Sydney, au Cap-Breton. p. 637 — 80 Pall Mall, le 8 mars.

M

J. S. Morris, commissaire des terres de la Couronne, à Hay. Il lui transmet la liste des ventes ainsi que son état de compte pour l'année se terminant le 5 janvier 1831. p. 643 — Halifax, le 29 janvier.

1831 Annexes:—

(1) L'extrait. p. 647

(2) L'état de compte. p. 649

Halifax, le 6 juin. J. S. Morris, inspecteur général à Hay. Lorsque l'inspecteur général du Cap-Breton mourra, ce poste et le sien ne pourraient-ils pas être fusionnés? *Note:* Il faudra accéder à cette demande. p. 651

Halifax, le 29 août. Morris à ——. Le nom de —— Weatherby n'apparaît pas dans les livres. Il présentera les anciens plans qui appartiennent à son département lorsque quelqu'un aura été désigné pour les recevoir. Commentaires sur les lots riverains et sur la demande de T. Andrews. p. 655

2 Upper Harley St., le 23 novembre. Malcolm à Hay. Il demande d'enquêter sur les fonds laissés au Cap-Breton par Mungo Smith. p. 659

N

20 Jermyn St., le 25 mars. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Goderich. Il lui faut visiter Terre-Neuve et s'y rendre directement. p. 665

Mars. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Hay. Il demande la permission d'envoyer des papiers à l'archevêque de Canterbury sous enveloppe adressée à Hay. p. 669

20 Jermyn St., avril. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Goderich. Il lui transmet un mémoire au sujet de la nécessité où il se trouve de se rendre à Terre-Neuve. p. 673

Annexe:—

Le mémoire. p. 677

Halifax, le 19 novembre. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Goderich (personnelle). La véritable difficulté que soulève l'Académie de Pictou est occasionnée par une divergence d'opinions entre l'Église d'Écosse et les Presbytériens dissidents. Il voudrait aller à Terre-Neuve l'été suivant afin d'épargner à ces gens un second désappointement. p. 681

P

Le 17 [septembre.] Requête de Catherine Power [Aylward], qui demande une enquête sur les biens que lui laissa son frère, M. l'abbé Thomas Power, prêtre catholique romain, qui mourut à Halifax, vers 1812. p. 687

Annexe:—

Certaines pièces. p. 689

R

Greenock, le 5 janvier. Le révérend E. Renny, Église d'Écosse, à Goderich. Il lui transmet copie de certaines lettres et il demande où sont pris les 100 louis d'indemnité accordés au ministre de l'église St. Matthew à Halifax. p. 695

Annexes:— 1831

(1) Hay à Renny, Downing St., le 16 novembre 1830. p. 697

(2) L. Sulivan, adjoint du ministre de la Guerre, à Renny, ministère de la Guerre, le 23 décembre 1830. p. 698

S

Sir Michael Shaw Stewart à Goderich. Il lui envoie une documentation qui se rapporte au révérend E. Renny. Le 21 janvier. p. 701

Requête de G. Smith qui demande d'être remboursé des pertes qui lui furent occasionnées par l'octroi de droits miniers à feu le duc d'York. Pictou, le 28 février. p. 705

Annexe:—

Rapport sur ses pertes. p. 709

T

M. Taylor (Mme Rufus Taylor) à Goderich. Elle désire vendre ses propriétés à Country Harbour, dans la Nouvelle-Écosse. *Note:* Le Gouvernement de la province ne désire pas acheter ces propriétés. Coleshill St., le 9 mai. p. 715

C. W. Wallace à Hay. Comment son père fut nommé trésorier. *Note:* Copie de cette lettre sera envoyée à la Trésorerie et on demandera à Maitland de nommer Wallace. Londres, le 24 février. p. 721

Nouvelle-Écosse, A. 176-1

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL SIR PEREGRINE MAITLAND ET LE PRÉSIDENT T. N. JEFFERY, 1832 1832

Maitland à Goderich. Il lui transmet copie de la harangue et des adresses prononcées lors de l'ouverture de la Législature. Il demande que les déclarations de loyalisme soient transmises au Roi. Halifax, le 1er février. p. 5

Annexes:—

(1) La harangue, le 25 janvier 1832. p. 9

(2) L'adresse de l'Assemblée, le 27 janvier 1832. p. 17

(3) L'adresse du Conseil législatif, le 26 janvier 1832. p. 25

Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 29 juillet et il lui transmet le rapport du commissaire des terres de la Couronne, ayant trait aux terres mises à part pour la dotation d'un doyenné. Les terres en friche ne rapportent aucun revenu. Nécessité de continuer l'enquête sur les moyens à prendre afin d'obtenir pour l'évêque un secours financier. Halifax, le 7 février. p. 33

Annexe:—

Le rapport, le 5 février 1832. p. 37

1832 Sous-annexe:—

Observations de Morris, le 13 février 1832. p. 41

Halifax, le 15 février. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la circulaire du 30 octobre et il lui transmet un rapport sur les collèges et les écoles. p. 49

Annexe:—

Le rapport, le 15 février 1832. p. 51

Halifax, le 16 février. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la circulaire du 11 décembre et il lui transmet copie d'une loi qui frappe d'un droit les vaisseaux transportant des émigrants. p. 57

Annexe:—

La loi. p. 61

Halifax, le 16 février. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 5 novembre. Pourquoi il n'a pas fait partir des troupes du Nouveau-Brunswick; le débat au sujet de la frontière du Maine et les craintes de sir Archibald Campbell. p. 81

Annexes:—

(1) Campbell à Maitland, Fredericton, le 13 septembre 1831. p. 89

Sous-annexes:—

(i) Autorisation accordée par l'État du Maine à J. E. Deans et à E. Kavanagh d'enquêter sur les personnes qui possèdent des terres au nord de la ligne en litige, le 2 avril 1831. p. 93

(ii) Avis d'élections qui auront lieu dans le Madawaska en vertu de l'autorité du Maine, le 19 août 1831. p. 97

(2) Maitland à Campbell, Halifax, le 18 septembre 1831. p. 101

(3) Campbell à Maitland, Madawaska, le 26 septembre 1831. p. 105

(4) Lord Aylmer, commandant des troupes, à Maitland, Halifax, le 1er octobre 1831. p. 109

(5) Maitland à Aylmer, Halifax, le 19 octobre 1831. p. 113

(6) Aylmer à Maitland, Québec, le 7 novembre 1831. p. 117

Halifax, le 17 février. Maitland à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche N° 26, du 30 novembre, et il lui transmet une documentation sur les membres du clergé. p. 121

Annexes:—

(1) Réponses aux questions, le 17 février 1832. p. 125

(2) L'évêque de la Nouvelle-Écosse à sir Rupert D. George, secrétaire, Halifax, le 14 février 1832. p. 129

(3) Inventaire des biens ecclésiastiques de la Nouvelle-Écosse en 1832. p. 133 **1832**

(4) L'évêque à Maitland, Halifax, le 16 février 1832. p. 145

Maitland à R. W. Hay, sous-secrétaire. La loi ayant trait au terrain communal de Halifax a-t-elle obtenu l'assentiment royal? p. 149 Halifax, le 18 février

Annexe:—

Maitland à Goderich, Halifax, le 31 janvier 1831. p. 153

Maitland à Goderich (personnelle et confidentielle). Les pertes que le Gouvernement a subies par suite du bail accordé à la *General Mining Association* selon les termes de la mesure Newcastle plutôt que de la mesure Winchester. *Notes:* (1) Il demande des renseignements sur l'entente. (2) Il donne des renseignements et il déclare que Kempt a vu les articles de l'entente. p. 157 Halifax, le 26 février..

Maitland à Goderich. Il lui transmet la requête des habitants de Liverpool qui demandent qu'un port libre d'entreposage soit établi dans leur ville. Ce privilège vient d'être accordé à Yarmouth. (L'annexe manque.) p. 163 Halifax, le 17 mars.

Maitland à Goderich. Il lui transmet la résolution votée par les directeurs du collège King qui demandent la fusion des collèges King et Dalhousie. L'octroi que le Parlement accorde au collège King. Il lui envoie aussi un rapport des directeurs de l'un et de l'autre collège. p. 167 Halifax, le 19 mars.

Annexes:—

(1) La résolution. p. 183

(2) Rapports des directeurs du collège King. Extrait. p. 187

(3) Note faisant savoir que ces résolutions furent votées par les directeurs du collège Dalhousie le même jour. p. 192

Sous-annexe:—

Mémoire pour Goderich. p. 171

Maitland à Goderich (personnelle et confidentielle). Alex. Stewart désirerait être nommé conseil du Roi. Maitland n'a pas accédé à ce désir. Il prétend que de pareilles nominations susciteraient des objections; en outre, il ne veut pas faire de nouvelles nominations. *Note:* Il faudra voir cette dépêche si Stewart soumet sa demande. p. 195 Halifax, le 19 mars.

Maitland au vicomte Howick, sous-secrétaire. Il demande que la demi-solde soit accordée à C. Morris à partir du 6 avril 1831, alors qu'il résigna ses fonctions d'inspecteur général, jusqu'au 17 décembre, jour où il mourut. *Note:* Copie envoyée au ministère de la Guerre. p. 199 Halifax, le 9 avril.

1832
Halifax, le 18 avril. Maitland à Goderich. Il lui transmet, avec ses explications, des rapports sur le revenu casuel pour 1831. Il n'a pas encore reçu les instructions ayant trait à la perception des redevances. p. 203

Halifax, le 20 avril. Maitland à Goderich. Mesures prises pour la fusion des collèges King et Dalhousie. Pourquoi il voudrait venir en aide au collège King; il transmet un rapport sur les terres réservées pour ce collège. p. 213

Annexes:—

(1) Messages à l'Assemblée, le 30 mars 1823. p. 217

(2) Les remarques de l'inspecteur général sur les terres réservées pour le collège King, le 11 avril 1832. p. 225

Halifax, le 21 avril. Maitland à Goderich. Les rapports financiers pour la Nouvelle-Écosse ne sont fournis que tous les six mois; il voudrait ne pas être obligé de soumettre des rapports trimestriels. *Note:* Des rapports semestriels suffiront, mais il faudra envoyer les estimations pour la prochaine période. p. 229

Halifax, le 21 avril. Maitland à Goderich. Il lui transmet le discours qu'il prononça lors de la prorogation de la Législature. La question de l'Académie de Pictou est réglée à la satisfaction générale. Les lois seront transmises quand la rédaction en sera terminée. Il lui envoie la loi ayant trait à la représentation du Cap-Breton et il lui demande de la sanctionner sous peu. (Cette loi manque.) *Note:* Sa satisfaction. La loi sera sanctionnée. p. 233

Annexe:—

Le discours, le 14 avril 1832. p. 237

Halifax, le 23 avril. Maitland à Goderich. Il lui transmet copie du message qu'il envoya à l'Assemblée en conformité de la note de la Trésorerie, en date du 25 novembre 1831, au sujet du traitement des douaniers. Il envoie aussi l'adresse de l'Assemblée qui demande que Yarmouth, Liverpool et Lunenburg deviennent des ports libres d'entreposage; en outre, il lui fait parvenir les résolutions votées au sujet des traitements des douaniers. p. 241

Annexes:

(1) Le message, le 21 février 1832. p. 243

(2) L'adresse, le 11 avril 1832. p. 249

(3) Les résolutions, le 7 avril 1832. p. 263

Halifax, le 12 mai. Maitland à Goderich. Il lui transmet le Livre Bleu et le rapport pour 1831. p. 279

Annexes:—

(1) La liste civile. p. 283

(2) Rapport des directeurs de la compagnie du canal Shubenacadie, (Halifax, 1832). p. 295

Maitland à Howick. Il lui transmet une documentation sur une propriété que Mungo Smith, semble-t-il, a laissée au Cap-Breton. (L'annexe manque). p. 313 — 1832, Halifax, le 16 mai.

Maitland à Goderich. Il lui demande de nouveaux renseignements sur le payement du traitement des fonctionnaires civils et des retraités. *Note:* On pourra continuer à payer en lettres de change jusqu'à la fin de l'année; ensuite les dollars remplaceront les lettres de change. A cause de circonstances spéciales, on continuera à payer Mme Hartley par traites tirées sur l'Angleterre. Il faudra mettre la Trésorerie au courant. p. 317 — Halifax, le 20 mai.

Maitland à Goderich. Il lui transmet les lois votées au cours de la dernière session ainsi que le rapport du procureur général. La loi ayant trait à la représentation au Cap-Breton a été envoyée le 21 avril. (La loi manque). p. 321 — Halifax, le 3 juillet.

Annexe:—

Le rapport, le 15 avril 1832. p. 325

Maitland à Goderich. Il lui transmet un état du revenu casuel depuis janvier jusqu'à juin 1832. p. 357 — Halifax, le 10 août.

Annexe:—

L'état. p. 359

Maitland à Goderich. Il lui demande la permission de prendre de courtes vacances. p. 365 — Halifax, le 12 août.

Maitland à Goderich. Il lui transmet une documentation au sujet de P. Crane, condamné à mort en vertu d'une décision de l'Amirauté. On a suspendu l'exécution de cette sentence en attendant de connaître la volonté de Sa Majesté. (L'annexe manque.) p. 369 — Halifax, le 25 août.

A propos d'une dépêche de Maitland sur les revenus qui pourraient servir à défrayer certaines dépenses des différentes confessions. (La dépêche manque.) p. 373 — Le 5 septembre.

A propos d'une autre dépêche sur le même sujet (personnelle). p. 375 — Le 6 septembre.

J. S. Morris, commissaire, à sir Rupert D. George, secrétaire. A propos du refus de payer les redevances et de la difficulté que suscitera toute tentative de les percevoir. (Annexe à une dépêche de Maitland. La dépêche manque.) p. 381 — Bureau des terres de la Couronne, le 1er octobre.

Mémoire sur le revenu casuel de la Nouvelle-Écosse. (Reçu dans une dépêche de Maitland. La dépêche manque.) p. 377 — Halifax, le 6 octobre.

Annexe:—

Les estimations pour 1833. p. 387

Maitland à Howick. Il lui transmet une documentation sur la demande de l'Assemblée qui aimerait que le parc aux combustibles soit transformé en place du marché. p. 389 — Cavendish Square, le 4 décembre.

1832 Annexe:—

(1) La résolution de l'Assemblée, le 12 avril 1832. p. 393

(2) Rapport du comité de l'Assemblée, le 29 mars 1832. p. 397

(3) W. R. Robinson, commissaire général intérimaire, au capitaine Maitland, secrétaire militaire, Halifax, le 2 octobre 1832. p. 405

Brighton, le 11 décembre. Maitland à Howick. Il lui transmet une documentation. Il serait sage de concéder le parc aux combustibles requis par l'Assemblée si un échange de la terre peut être effectué entre Halifax et le commissariat. (L'annexe manque.) p. 409

Halifax, —— 20. Maitland à Goderich (personnelle et confidentielle). Il lui transmet un mémoire ayant trait aux conditions de l'entente conclue avec la *General Mining Association.* p. 413

Annexe:—

Le mémoire. p. 417

Le président T. N. Jeffery

Halifax, le 9 octobre. Jeffery à Goderich. En ce jour, il est devenu administrateur pendant l'absence de Maitland qui a obtenu un congé. Il lui transmet copies de l'adresse à Maitland. (Les annexes manquent. Voir A. 176-2.) p. 429

Nouvelle-Écosse, A. 176-2

LE LIEUTENANT GÉNÉRAL SIR PEREGRINE MAITLAND ET LE PRÉSIDENT T. N. JEFFERY, 1832

1832 Annexes à la dépêche de Jeffery à Goderich, le 9 octobre 1832. [Voir A.176——, p. 429.] Adresses à Maitland:—

(1) Du Conseil exécutif, avec réponse, le 5 octobre 1832. p. 433

(2) De l'évêque et du clergé de l'Église d'Angleterre, avec réponse, le 6 octobre 1832. p. 437

(3) Des magistrats et des habitants de Halifax, avec réponse, le 5 octobre 1832. p. 445

Halifax, le 12 octobre. Jeffery à Goderich. Il lui transmet les journaux du Conseil législatif et de l'Assemblée pour la dernière session. (L'annexe manque.) p. 449

Halifax, le 8 novembre. Jeffery à Goderich. Il lui accuse réception de la dépêche du 25 septembre au sujet du traitement des fonctionnaires. La Trésorerie envoie des traites pour les pensions de J. Hyde, de Mme B. Cox et de Mme E. Hartley. p. 453

Amirauté

Le 31 août. Copie des remarques du vice-amiral sir Edward G. Colpoys. Il soulève les difficultés que suscite la demande des évêques qui veulent être transportés dans les régions éloignées de leurs diocèses. [L'original se trouve dans les papiers relatifs à la Jamaïque.] p. 459

J. Barrow, deuxième secrétaire, au vicomte Howick, sous-secrétaire. Les frais du transport de l'évêque de la Nouvelle-Écosse et de sa suite devraient-ils être imputés sur les fonds publics? Si oui, de telles dépenses devraient-elles être autorisées à l'avenir? *Notes:* (1) La question n'a-t-elle pas été discutée? (2) Cette dépense sera autorisée, mais le cas ne devra pas se présenter de nouveau. p. 461 1832 Amirauté, le 30 octobre.

Bureau du Conseil

Décret du Conseil stipulant que Liverpool et Yarmouth sont des ports libres. p. 467 Le 12 octobre.

Bureau du Commerce

T. Lack, secrétaire, à Hay. Il désire connaître son opinion sur la demande de J. Ottley qui voudrait exporter des jetons de cuivre à Halifax. *Note:* Le jeton est daté de 1823. Cette pièce a-t-elle été approuvée? Si oui, pourquoi les jetons n'ont-ils pas été expédiés? p. 473 Whitehall, le 7 juin.

Annexe:—

La requête de J. Ottley, Birmingham, le 19 mai 1832. p. 477

Lack à Howick. Il lui accuse réception de la lettre du 15 juin. On a demandé à Ottley de fournir de plus amples renseignements sur son projet. p. 481 Whitehall, le 23 juin.

Bureau des Indes

W. T. Grant à R. W. Hay, sous-secrétaire. Il lui transmet une lettre personnelle, non terminée, de C. Grant. p. 489 Le 15 novembre.

Annexe:—

C. Grant à Hay. Il demande si le Gouvernement viendra en aide aux colons de la rivière Nine Mile. Ces colons se sont cotisés pour le soutien du ministre de l'Église d'Écosse. p. 487

Ministère de l'Intérieur

L'honorable G. Lamb, sous-secrétaire, à Howick. Il lui accuse réception de la lettre du 10 octobre, et il lui transmet un mandat commuant la sentence de P. Crane en emprisonnement à vie. De nouvelles recommandations pourront être faites sur ce sujet. (L'annexe manque.) p. 493 Whitehall, le 20 octobre.

Artillerie

Le colonel G. Couper à Howick. Il lui accuse réception de la lettre du 8 août. Y a-t-il des instructions spéciales à donner au lieutenant-colonel R. Boteler, commandant des Ingénieurs royaux, qui fera l'inspection du canal Shubenacadie? p. 499 Artillerie, le 9 août.

R. Byham, secrétaire, à Howick. Il lui envoie un rapport sur les casernes d'Annapolis. Elles ne sauraient abriter plus de 48 soldats. *Note:* Mesures à prendre pour loger les troupes qui sont nécessaires à la protection du Nouveau-Brunswick. p. 503 Artillerie, le 16 novembre.

1832

Artillerie, le 19 décembre. Byham à Howick. Il lui accuse réception de la lettre du 24 novembre. Les estimations pour l'agrandissement des casernes ne peuvent être préparées avant d'avoir consulté le commandant des Ingénieurs royaux. Une certaine somme a été inscrite dans le budget de 1833 pour ce travail. *Note:* Il faudra consulter la Trésorerie lorsque les estimations seront reçues. p. 507

TRÉSORERIE

Trésorerie, le 24 janvier. L'honorable J. Stewart, secrétaire-adjoint, à Howick. Il lui accuse réception de la lettre du 16 janvier. Il approuve le payement de 250 louis à B. Halliburton, afin d'acquitter les frais de voyage que celui-ci dut faire pour obtenir des renseignements sur l'état de la colonie. p. 513

Trésorerie, le 24 février. Stewart à Howick. Il lui accuse réception de la lettre du 14 février. La Trésorerie approuve la dépêche sur les frais de concession de terres à ceux qui ont échangé leur pension. p. 517

Trésorerie, le 25 février. Stewart à Howick. Il lui transmet un rapport du commissaire de la Douane sur les mesures à prendre pour aplanir les difficultés auxquelles se heurtent les capitaines de vaisseaux qui s'approvisionnent de charbon au Cap-Breton. *Note:* On devra communiquer ce rapport aux personnes qui ont rédigé le mémoire. p. 521

Annexe:—

Le rapport, bureau de la Douane, le 16 février 1832. p. 525

Trésorerie, le 25 avril. Stewart à Howick. Il lui transmet une lettre de W. Allan et de son fils qui demandent si les enfants doivent payer la pleine taxe exigée des émigrants. *Note:* pour J. Stephen. Il ne croit pas que les enfants soient exemptés en entier du payement de ladite taxe. p. 530

Annexe:—

W. Allen et son fils à la Trésorerie, Leith, le 21 avril 1832. p. 533

[Lincoln's] Inn, le 28 mai. G. Maule, sollicitor, à R. W. Hay, sous-secrétaire. Pictou fait-il vraiment partie de la Nouvelle-Écosse? A-t-il été uni à la colonie en vertu d'une proclamation? *Note:* Il croit nécessaire d'enquêter là-dessus. p. 537

Trésorerie, le 18 juin. T. Spring Rice, secrétaire, à Howick. Il lui accuse réception de la lettre du 11 juin. La Trésorerie étudiera la requête de l'Assemblée qui désire que Yarmouth, Liverpool et Lunenburg deviennent des ports libres d'entreposage, et que les autres ports de la colonie deviennent également libres. p. 541

Trésorerie, le 11 août. Stewart à Howick, Le chiffre de la pension de Mme E. Hartley ne devra pas être changé. La Trésorerie ne saurait autoriser le payement de pareilles pensions dans ce département. La question des règlements sera étudiée lorsque Goderich aura donné son opinion sur la nomination projetée d'un agent général pour les colonies. p. 545

Lincoln's Inn, le 8 novembre. Maule à Hay. Il demande le résultat de son entrevue avec sir Francis Doyle au sujet de la concession d'une houillère. *Note:* (1) L'entrevue de Doyle; à l'issue de cette entrevue il fut décidé de ne

rien faire aussi longtemps que Goderich n'aura pas discuté l'affaire avec quelques-uns des directeurs de la compagnie. (2) Maule sera tenu au courant. p. 549

Mémoire sur le traitement des ministres. (Parmi la documentation de l'Ile du Prince-Edouard.) p. 553 Trésorerie, le 16 novembre.

Stewart à Howick. Il lui accuse réception de la lettre du 4 décembre et il approuve les mesures prises au sujet des traitements des juges et de la retraite du juge en chef. Les redevances tiendront lieu de l'indemnité législative pour le corps judiciaire. Il partage l'opinion de Goderich en ce qui concerne les redevances. p. 558 Trésorerie, le 7 décembre.

Stewart à Howick. Il lui transmet la lettre de sir Peregrine Maitland dans laquelle ce dernier déclare avoir tiré une traite au montant de 42 louis et 10 chelins pour acquitter le coût des vivres fournis aux émigrants en quarantaine. Il demande là-dessus une opinion. p. 569 Trésorerie, le 11 décembre.

Annexe:—

Maitland à la Trésorerie, Halifax, le 6 octobre 1832. p. 563

Sous-annexe:—

Le compte. p. 565

Stewart à Howick. Il lui transmet copie d'une note de la Trésorerie, en date du 6 décembre, au sujet des ports libres d'entreposage. *Note:* le 24 décembre. Inutilité d'en faire le sujet d'une communication, puisque la question ne sera pas réglée avant d'avoir reçu certains renseignements de la Douane. p. 567 Trésorerie, le 14 décembre.

Annexe:—

La note, le 6 décembre 1832. Exposé de la question et demande de renseignements. p. 575

Stewart à Howick. Il lui accuse réception de la lettre du 7 décembre. On donna l'ordre de poursuivre les travaux en cours au bureau de la Douane, à Halifax, pendant que T. N. Jeffery est lieutenant-gouverneur intérimaire. p. 583 Trésorerie, le 26 décembre.

Ministère de la Guerre

L. Sulivan, secrétaire-adjoint, à Hay. Il voudrait avoir une réponse à sa lettre du 16 décembre 1831, dans laquelle il demandait si le lieutenant Charles Morris avait résigné ses fonctions d'inspecteur général, le 6 avril 1831. *Note:* Que l'on prenne immédiatement les renseignements nécessaires. p. 590 Ministère de la Guerre, le 19 janvier.

Sulivan à Hay. A quel moment le lieutenant John Mackinnon a-t-il été nommé juge de paix au Cap-Breton? Quels sont les émoluments et le traitement attachés à ses fonctions? p. 593 Ministère de la Guerre, le 19 septembre.

Sulivan à Hay. Il lui demande une réponse à sa lettre du 19 septembre. p. 597 Ministère de la Guerre, le 17 octobre.

Résumé d'une lettre du ministère de la Guerre sur le traitement des aumôniers militaires. (Cette lettre se trouve parmi les papiers du Bas-Canada.). p. 601 Le 18 octobre.

1832 GENERAL MINING ASSOCIATION

Bryanstone Sq., le 26 janvier. E. Blount, président, à Hay. Il lui transmet un extrait d'une lettre de R. Smith, agent de la Nouvelle-Écosse, qui demande que le bureau de la Douane de South Sydney soit établi à North Sydney, ou que la permission soit accordée aux vaisseaux de faire leur approvisionnement de charbon sans être obligés de se rendre à South Sydney. Serait-il possible d'avoir un soldat de garde aux mines de Sydney? p. 605

Annexe:—

Extrait de la lettre de Smith, du 21 janvier 1832. p. 609

10 Ludgate Hill, le 3 avril. Sir [Francis] Doyle à Hay (personnelle). Il demande que l'Association conserve le privilège d'envoyer ses lettres dans le sac des dépêches du ministère des Colonies. *Note:* Les difficultés qui résulteraient de ce privilège. p. 617

10 Ludgate Hill, le 17 avril. Blount à Goderich. Il lui transmet une requête de la *General Mining Association.* Pourquoi il ne faut pas permettre à la Chambre du Commerce, de Saint-Jean, d'importer, de l'Angleterre, du charbon qu'on exporterait ensuite aux États-Unis. Il lui demande de recevoir une députation de la société. p. 621

Annexe:—

La requête, le 11 avril 1832. p. 629

Le 11 octobre. —— à Hay, (personnelle). Il lui transmet une lettre de E. W. Rundell, ancien président, au sujet de la mesure de poids dont on avait l'intention de se servir lorsque l'entente fut conclue. p. 637

Annexe:—

Rundell à ——, le 21 septembre 1832. Extrait. Il prétend qu'on précisa, lorsque l'entente fut conclue avec le ministère des colonies, qu'on se servirait de la mesure Newcastle. p. 641

Ludgate Hill, le 8 novembre. —— à Hay. Il demande une entrevue qui lui permettra de discuter la question de la mesure Newcastle. Il aimerait que l'entrevue eût lieu à un moment qui lui permettrait d'envoyer sa lettre par le courrier de Halifax. *Note:* Mesures prises pour que l'entrevue ait lieu. p. 645

Ludgate Hill, le 13 novembre. Bigge à Hay. Il attendra que sir Francis Doyle et E. Blount soient arrivés avant d'avoir son entrevue. p. 649

Londres, le 31 décembre. Blount à Howick. Il souligne l'injustice que comporte l'insistance qu'on met à calculer les redevances d'après la mesure Winchester pour les premiers 20,000 chaudrons de charbon. p. 653

Annexe:—

(1) Note de Hay. Il déclare n'avoir jamais consenti à substituer la mesure Newcastle à la mesure Winchester. p. 681

(2) Note: le bail sera confirmé. Les payements qui devront être faits. p. 689

DIVERS 1832

J. Bennett à Howick. Il lui accuse réception de la lettre au sujet de la taxe pesant sur les émigrants. On a porté ces renseignements à la connaissance du public. Lloyds, le 22 mars. p. 693

Mémoire de la Société pour la propagation de l'Évangile qui proteste contre la décision de ne plus accorder d'octroi au collège King. Bibliothèque St-Martin, le 17 novembre. p. 697

R. B. Dean, commissaire, à Goderich. Il lui accuse réception de la lettre du 4 décembre. Il avait prétendu que T. N. Jeffery ne pouvait pas être en même temps percepteur de la douane et administrateur. Par déférence pour l'opinion de Goderich, il ne saurait donner suite à l'ordre du bureau à ce sujet. Bureau de la Douane, le 5 décembre. p. 701

Annexes:—

(1) Le décret du Conseil, le 14 août 1815. p. 705

(2) Jeffery aux commissaires de la Douane, bureau de la Douane, Halifax, le 7 novembre 1832. p. 709

A

S. G. W. Archibald à Howick. Il lui accuse réception de la lettre du 31 janvier et il le remercie de la bienveillance témoignée à son fils Charles. Une loi sur l'émigration sera bientôt adoptée; on étudie aussi les moyens d'accroître le nombre de représentants du Cap-Breton. La question de l'Académie de Pictou sera bientôt réglée. *Note:* Il faudra, en répondant, exprimer sa satisfaction et proposer une amélioration à la loi qui concerne l'émigration. Halifax, le 21 mars. p. 715

Archibald à Howick. Les questions de l'Académie de Pictou et du nombre de représentants du Cap-Breton ont été réglées. Il regrette de constater que l'union des collèges King et Dalhousie a été renvoyée à une date ultérieure. Halifax, le 20 avril. p. 719

Archibald à Howick. En raison des modifications apportées au mode de concession des terres, les émoluments qu'il reçoit en sa qualité de procureur général ont été diminués de 264 louis, 19 chelins et 5 deniers. Il demande une compensation. Halifax, le 29 septembre. p. 723

Archibald à Howick. Il demande d'être nommé juge en chef lorsque ce poste deviendra vacant. Halifax, le 29 septembre. p. 727

B

Requête d'Elizabeth Burke qui désire recevoir les 20 louis qui furent accordés annuellement à son défunt mari par son frère, Mgr E. Burke, évêque catholique romain, dont les exécuteurs testamentaires demeurent à Halifax. Son mari mourut en 1829 et lui légua cette pension. Kilminehy, le 5 mai. p. 733

J. Bainbridge, agent colonial, à Goderich. Il demande de nommer quelqu'un qui pourra terminer le levé du canal Shubenacadie. Southampton Row, le 30 juillet.

1832 Lorsque le travail de l'arpenteur sera terminé, les actionnaires de Londres pourront obtenir les fonds qui permettront de terminer le creusage du canal. *Note:* On devra porter la lettre à la connaissance de l'Artillerie. p. 737

Southampton Row, le 20 août. Bainbridge à Goderich. Il lui accuse réception de la lettre du 13 août et il est heureux de constater que des mesures ont été prises pour faire le levé du canal Shubenacadie. Il faudrait donner l'ordre de faire connaître l'état actuel des travaux ainsi que la somme nécessaire à leur parachèvement. p. 741

C

Cheltenham, le 24 juillet. Mme Barbara Cox à Goderich. Elle demande que sa pension soit versée à la Trésorerie. Elle ne connaît personne à Halifax qui puisse lui servir d'agent et elle ne saurait supporter la perte de 15 pour cent pour couvrir les frais du change. p. 749

Cheltenham, le 23 août. Mme Cox à Goderich. Elle lui accuse réception de la lettre du 28 juillet. La Trésorerie n'a pas donné suite à la recommandation qui fut faite pour elle. Sa pension impayée et les difficultés qui en résultent. p. 753

Cheltenham, le 16 septembre. Mme Cox à Goderich. Nouvelle lettre au sujet de sa pension qu'elle n'a pas encore reçue. p. 757

Lambeth, le 12 novembre. L'archevêque de Canterbury à [Goderich] (personnelle). Il lui transmet une requête des directeurs du collège King. La nécessité d'aider financièrement les maisons d'éducation qui sont sous la tutelle de l'Église. p. 761

Annexe:—

La requête. p. 915

Cheltenham, le 17 novembre. Mme Cox à Goderich. Nouvelle lettre sur sa pension qui reste toujours inpayée. p. 765

Cheltenham, le 6 décembre. Mme Cox à Goderich. Elle lui accuse réception de sa pension. p. 769

D

Deal, le 17 mars. E. Darby à Goderich. A qui devra-t-il s'adresser pour obtenir des renseignements sur Anthony Bowles qui vivait, semble-t-il, au Cap-Breton. p. 775

Deal, le 21 mars. Darby à Goderich. Il apprend que l'on a donné l'ordre de faire des recherches sur A. Bowles. Il le remercie. p. 777

G

Halifax, le 9 novembre. Sir Rupert D. George, secrétaire, à Howick. Il lui transmet les lettres de change pour le payement des traitements de J. Hyde, de Mme B. Cox et de Mme E. Hartley. p. 783

Annexe:—

George à Mme E. Hartley, Halifax, le 9 novembre 1832. (Les autres annexes manquent.) p. 787

H 1832

Mme E. Hartley à Howick. Elle demande que sa pension lui soit payée en Angleterre afin d'éviter les frais du change. p. 795 — 20 Phoenix St., Somers Town, le 2 juillet.

J. Harper à G. Burrell. Il lui transmet une lettre de C. Connor et il lui demande d'examiner le testament de Charles Connor. p. 801 — Sans date.

Annexe:—

Connor à [Harper], Leeds, le 22 juillet 1832. Il se déclare héritier de Charles Connor qui mourut, à Halifax, vers 1800. p. 799

J. Hyde à Hay. Il lui transmet une lettre de Goderich ainsi que des annexes de J. Kirkland, l'agent financier, et de sir Rupert D. George, secrétaire de la Nouvelle-Écosse. Il n'approuve pas les mesures prises au sujet de sa pension qui lui sera remise dans la colonie. *Note:* Ce qu'on devra communiquer à la Trésorerie. p. 821 — Dorchester, près Wallingford, le 10 août.

Annexe:—

Hyde à Goderich, Dorchester, le 10 août 1832. p. 825

Sous-annexes:—

(i) George à Hyde, le 23 avril 1832. Il lui demande de nommer un fondé de pouvoirs qui recevra sa pension à Halifax. p. 829

(ii) Kirkland à Hyde, Londres, le 9 mai 1832. Il refuse de faire de nouveaux payements à moins que sa qualité d'agent ne soit reconnue. p. 831

Hyde à Hay (personnelle). A propos de sa pension qui n'est pas encore payée. p. 833 — Dorchester, le 12 août.

Hyde à Hay. Il demande une décision de Goderich sur le payement de sa pension. p. 837 — Dorchester, le 15 août.

Brenton Halliburton à Goderich. Pourquoi il devrait être nommé juge en chef lorsque ce poste deviendra vacant. p. 803 — Halifax, le 15 août.

Hyde à Goderich. Pourquoi il voudrait que sa pension lui fût payée en Angleterre. p. 839 — Dorchester, le 24 août.

Hyde à Goderich. Il lui accuse réception de la lettre du 24 août. C'est J. Kirkland qui, à titre d'agent, recevra sa pension. p. 843 — Dorchester, le 28 août.

Mme E. Hartley à Howick. Elle demande de donner l'ordre de lui verser sa pension. p. 815 — 26 Phoenix St., Somers Town, le 6 octobre.

Hyde à Goderich. Il lui accuse réception de sa pension. p. 847 — Dorchester, le 7 décembre.

M

J. S. Morris à Hay. Il lui transmet le rapport du commissaire des terres de la Couronne. p. 853 — Halifax, le 5 janvier.

Annexes:—

(1) Le rapport, le 5 janvier 1832. p. 858

1832 (2) Listes des terres vendues de 1831 à 1832. p. 861

(3) Listes des terres pour lesquelles des permis ont été accordés et dont l'arpentage a été effectué, de 1831 à 1832. p. 865

[St-Jean], N.-B., le 20 mars. J. S. Menes à Goderich. Les circonstances qui ont entouré sa nomination de principal du collège Dalhousie. Sera-t-il maintenu à ce poste? Quand les collèges King et Dalhousie seront-ils fusionnés? *Note:* Il faudra obtenir de nouveaux renseignements sur cette nomination. p. 872

Le 5 avril. A. McIver au secrétaire d'État. Le projet de loi sur la taxe à laquelle les émigrants sont soumis aura de malheureux effets pour les émigrants qui viennent de la région. Quelle est la nature de cette sanction en vertu de laquelle certains émigrants ne seraient tenus de payer qu'une taxe d'un dollar? *Note:* Il faudra donner la réponse ordinaire. p. 873

Benbecula, Invernesshire, le 5 avril. A. MacNiven à Goderich. La taxe sur les émigrants s'applique-t-elle au Cap-Breton? *Note:* Écrire là-dessus une lettre semblable à celle qu'on adressa à M. Lambert. p. 877

N

Sydney, le 18 mars. J. Noad à Goderich. Il demande d'être nommé inspecteur général de Terre-Neuve. *Note:* Indemnité de retraite de Noad; autres candidatures. p. 883

Halifax, le 23 avril. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Goderich (personnelle). Il désire recevoir, au moins pendant cette année encore, une indemnité pour ses voyages. *Note:* Il regrette de ne pouvoir accéder à ce désir. p. 887

Sydney, le 15 juillet. Noad à Howick. Il le remercie de sa nomination d'inspecteur général de Terre-Neuve. Il demande la permission de rester à Terre-Neuve jusqu'au printemps. *Note:* Permission accordée. p. 891

R

10 Buckingham Place, Fitzroy Sq., sans date. Requête de J. Roberts. Il demande de l'aide afin de pouvoir rentrer à Halifax. *Note:* Existe-t-il là-dessus des précédents? p. 898

Londres, le 3 juin. Le duc de Richmond à Goderich. Il regrette de constater que Goderich n'a pas reçu la lettre de sir Peregrine Maitland qui demandait un congé. *Note:* Maitland devra obtenir ce congé. p. 899

S

Wallace, le 1er mai. J. Stevenson à Goderich. Il lui transmet une pétition au Roi. *Note:* L'annexe a été envoyée à l'Amirauté. p. 905

Le 7 février. Le comte de Westmorland à Hay. Il lui demande d'envoyer une lettre au bureau de Poste. Instructions quant à sa destination. p. 909

Nouvelle-Écosse, A. 177-1 1833

LE PRÉSIDENT T. N. JEFFERY ET SIR PEREGRINE MAITLAND, 1833

Jeffery à Goderich. Il lui transmet copie d'une lettre de l'agent de la *General Mining Association*. Cette lettre déclare que la conflagration à la houillère Albion, près de Pictou, a été l'œuvre d'incendiaires. Il lui envoie aussi l'opinion des légistes. Le solliciteur général a fait une enquête; son rapport n'est pas terminé. p. 21 Halifax, le 24 janvier.

Annexes:—

(1) R. Smith, agent, à sir Rupert D. George, secrétaire, Halifax, le 4 janvier 1833. p. 25

(2) Les légistes à George, Halifax, le 5 janvier 1833. Ils recommendent une enquête sur l'origine de l'incendie. Le coût de l'enquête devra être imputé sur le budget de la compagnie qui pourra subséquemment demander un remboursement au Gouvernement si le rapport des enquêteurs le justifie. p. 29

(3) George à Smith, Halifax, le 5 janvier 1833. Il lui accuse réception de la lettre du 4 janvier et il autorise le solliciteur général à enquêter sur l'origine de l'incendie, aux frais de la compagnie. La compagnie pourra demander de l'aide au Gouvernement si le résultat de l'enquête le justifie. p. 33

Jeffery à Goderich. Il lui transmet le rapport du solliciteur général sur l'incendie dans la houillère Albion. Il lancera une proclamation offrant une récompense aux personnes qui captureront les incendiaires. *Note:* Il exprime ses regrets et il approuve l'offre d'une récompense. p. 38 Halifax, le 28 janvier.

Annexe:—

Le rapport, le 25 janvier 1833. p. 41

Jeffery à Goderich. Il lui transmet les comptes et il lui fait observer que les dépenses dépasseront les revenus annuels. Maitland a manifesté le désir de lui adresser une communication sur le sujet. p. 5 Halifax, le 30 janvier.

Annexe:—

(1) État du revenu casuel, du 1er juillet au 31 décembre 1832. p. 9

(2) État du revenu casuel, du 1er janvier au 31 décembre 1832. p. 13

(3) État des dépenses proposées pour 1833 et autorisées par la dépêche de Goderich du 1er mars 1832. p. 17

Jeffery à Goderich. Il lui transmet le discours et les adresses qui ont été prononcés à l'ouverture de la session. p. 61 Hôtel du Gouvernement, le 10 février.

1833 Annexes:—

(1) Le discours, le 7 février 1833. p. 65

(2) L'adresse de l'Assemblée, le 9 février 1833. p. 73

(3) L'adresse du Conseil législatif. p. 81

Hôtel du Gouvernement, le 23 février. Jeffery à Goderich. Il lui transmet la démission de S. S. Blowers, juge en chef; B. Halliburton le remplace. La question de maintenir ou de diminuer le nombre des juges sera réglée par la Législature, à laquelle fut soumise la dépêche de Goderich, N° 94, en date du 4 décembre. Il attire l'attention sur les émoluments insuffisants du procureur général. p. 85

Annexe:—

La lettre de démission, Halifax, le 30 janvier 1833. p. 87

Halifax, le 23 février. Jeffery à Goderich (confidentielle). Les circonstances qui entourent la démission de S. S. Blowers et la nomination de B. Halliburton qui devient juge en chef. S. G. W. Archibald a appris la nouvelle sans trop de mécontentement. Des adresses ont été présentées à Blowers et à Halliburton. L'Assemblée n'a pas encore étudié les dépêches ayant trait aux mesures judiciaires. Blowers ne recherche pas une pension mais il demande de l'avancement pour W. B. Bliss. Jeffery propose que W. Hill devienne juge si le nombre des juges n'est pas diminué. Ceux qu'il a consultés sont d'avis qu'il serait inopportun de soumettre à l'Assemblée la question des redevances; on prétend que celles-ci seront échangées au cours de cette session. Il lui transmet aussi une lettre de N. W. White, troisième candidat au poste de juge. Sir Peregrine Maitland a nommé White greffier, à la Chancellerie. *Note:* Hill sera nommé juge. La nomination de Bliss n'eût pas été possible. Il en exprime ses regrets. p. 93

Annexes:—

(1) Adresses des membres du Barreau à Halliburton, Halifax, le 4 février 1833. p. 101

(2) Réponse à l'adresse, Halifax, le 4 février 1833. p. 105

(3) Blowers à Jeffery, Halifax, le 7 février 1833. Il propose d'accorder de l'avancement à W. B. Bliss. p. 109

(4) W. Hill à Jeffery, Halifax, le 7 février 1833. Il demande d'être nommé juge. p. 113

(5) Lettres des membres de l'Assemblée qui recommandent W. Hill. p. 117

(6) N. W. White à Jeffery, Halifax, le 23 février 1833. Il demande d'être nommé juge. p. 125

Hôtel du Gouvernement, le 25 février. Jeffery à Goderich. Il a accordé un congé de six mois à W. Hill, conseiller. p. 129

Jeffery à Goderich. Il lui transmet la demande de J. W. Johnston qui désire être nommé juge. Les titres de W. Hill et de C. R. Fairbanks. Il ne croit pas que la Législature diminuera le nombre des juges. Tous les candidats ont les titres nécessaires pour exercer les fonctions de juge. p. 133 **1833** Halifax, le 26 février.

Annexe:—

Johnston à Goderich, Halifax, le 25 février 1833. p. 137

Jeffery à Goderich. Pourquoi il a retardé à consulter le Conseil sur l'établissement de Conseils exécutif et législatif. p. 145 Halifax, le 20 mars.

Jeffery à Goderich. Il lui transmet un extrait des journaux de l'Assemblée au sujet des mesures judiciaires. Les délibérations ont porté des résultats peu satisfaisants. La question des redevances. Il croit savoir que l'Assemblée désire assumer une pleine responsabilité financière moyennant l'abandon du revenu casuel et territorial. Puisque le nombre des juges ne sera pas diminué, il existe actuellement une vacance. p. 149 Halifax, le 21 mars.

Annexe:—

Extrait des journaux de l'Assemblée, le 1er mars 1833. Résolutions protestant contre l'acquiescement à la recommandation ayant trait aux mesures judiciaires; en outre, protestations contre la commutation des redevances; l'abandon des revenus de la colonie. p. 153

Jeffery à Goderich. John Morrow, sujet britannique et commis dans les bureaux de la compagnie Cunard, est nommé consul des Etats-Unis à Halifax. Il le renvoie à la correspondance échangée en 1827 au sujet de la nomination de J. Morfit à ce poste. *Note:* Pourquoi s'est-on opposé à Morfit. p. 157 Halifax, le 13 avril.

Annexe:—

Mémoire du 7 mai au sujet de Morfit. Une note marginale indique qu'on a accordé un *exequatur* à Morrow lui permettant d'exercer ses fonctions de consul. p. 161

Jeffery à Goderich. Nul revenu n'a été obtenu des redevances. La moitié du traitement du lieutenant-gouverneur pourrait-elle être payée à même les revenus obtenus des houillères? Cette somme a été jusqu'ici imputable sur les redevances. p. 165 Halifax, le 15 avril.

Jeffery à Goderich. Il lui demande copie de l'acte concédant des mines à la *General Mining Association.* p. 169 Halifax, le 15 avril.

Jeffery à Goderich. Il lui transmet le discours prononcé lors de la prorogation ainsi qu'une lettre de S. G. W. Archibald, président de l'Assemblée, et une résolution de l'Assemblée qui refuse de hausser les appointements des juges ou de commuer les redevances. Il n'a pas accédé à la demande de l'Assemblée qui voudrait annuler l'ordre de percevoir les redevances. Il croit que les frais de cette perception absorberont tous les revenus. D'autres questions soumises à la Législature ont été réglées à la satisfaction générale. L'Assemblée a décidé de ne pas envoyer l'adresse dans laquelle on demande d'avoir la haute-main sur le revenu casuel et territorial. p. 173 Halifax, le 29 avril.

Annexes:—

(1) Le discours. p. 179

(2) Archibald à Jeffery, Halifax, le 27 avril 1833. Il demande que la résolution protestant contre les redevances [annexe 3] soit portée à l'attention de Goderich. Il croit que toute tentative de percevoir ces redevances susciterait l'effervescence des esprits. Son traitement est insuffisant. p. 183

(3) Résolution de l'Assemblée qui demande d'annuler l'ordre de percevoir les redevances, le 10 avril 1833. p. 187

(4) Adresse de l'Assemblée: pourquoi elle refuse de composer sur la question des redevances; on devrait cesser de les réclamer. p. 191

Sous-annexes:—

(i) Stanley à Jeffery, Downing St., le 1er juin 1833 (extrait imprimé). Il lui accuse réception des dépêches des 15 et 29 avril, et il lui donne l'autorisation de suspendre l'ordre de percevoir les redevances. p. 177

(ii) Stanley à Jeffery, Downing St., le 30 septembre 1833 (extrait imprimé). Il lui accuse réception de la dépêche du 17 juillet et il lui offre d'abandonner le revenu casuel et territorial moyennant une liste civile. Ce revenu s'élève à 5,000 louis et les dépenses occasionnées par la liste civile se chiffrent à 4,500 louis. Il resterait ainsi une somme de 500 louis qui pourrait être affectée par la Législature. p. 177

Halifax, le 14 mai. Jeffery au [très honorable E. G. Stanley, secrétaire d'État]. Il a donné l'ordre de payer le *Chebucto*, vaisseau de la province, à la fin du présent trimestre, le 30 juin. p. 203

Halifax, le 20 mai. Jeffery à Stanley. Il lui transmet le Livre Bleu pour 1832. (L'annexe manque.) p. 207

Halifax, le 24 mai. Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 mars. La nouvelle formule à l'effet de réserver les mines et minéraux sera désormais incluse dans toutes les concessions de terres. p. 211

Halifax, le 30 mai. Jeffery à Stanley. Il lui transmet copie de la loi ayant trait au terrain communal de Halifax. p. 215

Annexe:—

La loi (imprimé). p. 217

Halifax, le 3 juin. Jeffery à R. W. Hay, sous-secrétaire. Il demande qu'on lui envoie les lettres de change acquittant les pensions de J. Hyde, de Mme Barbara Cox et de Mme E. Hartley. .p. 221

Halifax, le 6 juin. Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la dépêche du 26 avril. S. S. Blowers a appris que W. Hill a été nommé juge. Impossibilité d'accéder à la demande en faveur de W. B. Bliss. p. 225

Halifax, le 10 juin. Jeffery à Stanley. Il lui transmet copie des lois votées au cours de la dernière session. (L'annexe manque.) p. 229

Jeffery à Stanley. Il lui transmet le journal du Conseil législatif pour la dernière session. L'index du journal de l'Assemblée n'est pas encore terminé. (L'annexe manque.) p. 233 — 1833 Halifax, le 29 juin.

Jeffery à Stanley. Il lui transmet l'état du revenu casuel et les estimations pour les premiers six mois de l'année. Le déficit; il espère que l'on saura remédier à la situation. p. 237 — Halifax, le 10 juillet.

Annexes:—

(1) État du revenu casuel du 1er janvier au 1er juillet 1833. p. 241

(2) Estimation des frais imputables sur le revenu casuel du 1er juillet au 31 décembre 1833. p. 245

Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la dépêche du 1er juin. L'annulation de l'ordre de percevoir les redevances devrait disposer l'Assemblée à pourvoir à une liste civile. Il lui transmet l'adresse adoptée, au cours de la dernière session, puis annulée. Cette adresse démontre que l'Assemblée n'accorderait pas la liste civile sans conditions. *Note:* Il demande des renseignements sur le revenu casuel et la liste civile. p. 249 — Halifax, le 27 juillet.

Annexe:—

Adresse de l'Assemblée qui demande d'avoir la haute-main sur le revenu casuel. p. 259

Sous-annexes:—

(1) Mémoire du 29 septembre 1833. Opportunité d'abandonner le revenu casuel puisque la Couronne dépend maintenant complètement de l'Assemblée. p. 253

(2) Mémoire sur le revenu et la liste civile. p. 255

Jeffery à Stanley. Il lui transmet copie du journal de l'Assemblée pour la dernière session. (L'annexe manque.) p. 267 — Halifax, le 13 septembre.

Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la dépêche N° 5, du 31 mai, et il lui transmet le rapport du bureau de Poste. p. 271 — Halifax, le 14 septembre.

Annexes:—

(1) Rapport sur le personnel des Postes, frais généraux, etc., 1828-1832. p. 275

(2) Frais d'affranchissement payés pour les journaux par leurs propriétaires, 1827-1831. p. 285

Jeffery à Hay. Il lui accuse réception de la dépêche du 24 mai et il lui transmet des renseignements sur Z. Holden qui s'est établi dans le Nouveau-Brunswick. p. 293 — Halifax, le 16 septembre.

Annexe:—

Le major général sir Archibald Campbell, lieutenant-gouverneur à Jeffery, Fredericton, le 8 septembre 1833. Il lui transmet la lettre de J. M. Wilmot, maire de St-Jean, qui donne des renseignements sur Holden. p. 295

1833 Sous-annexe:—

Holden à A. G. Blair, St. John, le 5 septembre 1833. p. 297

Halifax, le 23 septembre. Jeffery à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 25 juin; la propriété laissée par le lieutenant-colonel —— Dixon a été concédée de nouveau à sa veuve et l'acte a été remis à son agent le Dr [W. B.] Almon. p. 305

Halifax, le 23 septembre. Jeffery à Stanley. Il lui transmet l'extrait d'une lettre de J. H. Tidmarsh, l'un des commissaires des phares, et il lui demande de l'aider à obtenir des fonds pour construire un phare sur l'île Scatterie. La Législature a voté 500 louis à cet effet, mais cette somme ne serait pas suffisante. p. 309

Annexe:—

Extrait de la lettre de Tidmarsh. p. 317

Sous-annexe:—

Mémoire. Cette question a été suscitée par une requête des marchands à l'Amirauté; elle n'offre qu'un aspect du problème des phares de l'Amérique du Nord. p. 313

Halifax, le 10 octobre. Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la dépêche du 28 juillet et il lui transmet la requête d'Allan McDonald que celui-ci désire substituer à sa requête précédente demandant la remise du droit sur le tabac. Il lui envoie un rapport des douaniers recommandant l'abolition de ce droit. (La requête manque.) p. 321

Annexe:—

Le rapport des douaniers, Halifax, le 24 février 1832. p. 325

Halifax, le 17 octobre. Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la dépêche du 17 août. T. Crawley, inspecteur général du Cap-Breton, a fait savoir qu'il n'a reçu aucun ordre d'arpenter une terre qui serait concédée à Caroline Nepean. La terre concédée au général M. Nepean a été confisquée et accordée à des colons qui l'habitent présentement. p. 329

Annexe:—

Crawley à sir Rupert D. George, secrétaire, Sydney, le 30 septembre 1833. p. 331

Halifax, le 15 novembre. Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la circulaire du 15 novembre et il lui transmet les renseignements demandés sur l'évêque, l'archidiacre et le ministre presbytérien à Halifax. *Note:* Mémoire de G. F. Elliot qui propose que les traitements soient retournés à la Chambre des Communes. Approuvé par Hay. p. 337

Annexes:—

(1) Le révérend R. G. Willis, archidiacre, à George, Halifax, le 30 octobre 1833. Il lui donne des renseignements sur sa nomination et sur son traitement. p. 343

(2) Lettre semblable de l'évêque de la Nouvelle-Écosse, Halifax, le 28 octobre 1833. p. 347 — 1833

(3) Lettre semblable du révérend John Scott, ministre de l'église St. Matthew, Halifax, le 7 novembre 1833. p. 351

Jeffery à Stanley. Il lui transmet une lettre de S. G. W. Archibald. Pourquoi il devrait recevoir un relèvement de traitement en sa qualité de procureur général. La Législature n'a pas pourvu à ce relèvement de traitement pour le corps judiciaire. p. 355 — Halifax, le 18 novembre.

Annexe:—

Archibald à Stanley, Halifax, le 18 octobre 1833. *Note:* par Stanley. Cela est du ressort de l'Assemblée. p. 359

Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la dépêche du 27 juillet. Il lui transmet copie de l'opinion des légistes au sujet des houillères de feu le duc de Kent. Nécessité d'envoyer à la Nouvelle-Écosse l'acte original de concession et une partie du sous-bail. Il lui transmet une lettre du surintendant au sujet des honoraires que comportent les permis de chargement du charbon. Très peu de fraude; l'octroi de permis ne stimule pas la contrebande. p. 363 — Halifax, le 18 novembre.

Annexes.:—

(1) Le rapport, Halifax, le 18 novembre 1833. p. 367

(2) T. Crawley, surintendant, à George, Sydney, le 30 septembre 1833. p. 371

Jeffery à Stanley. Il lui transmet une requête des missionnaires de la Société pour la propagation de l'Évangile qui demandent que les traitements soient maintenus pendant la vie des titulaires. Extrait d'une lettre d'un missionnaire: les misères des missionnaires et la pauvreté des ouailles. *Note:* On accusa réception de cette requête le 4 août; des mesures générales ont été adoptées en août 1834. p. 375 — Halifax, le 16 décembre.

Annexe:—

La requête. p. 383

Jeffery à Stanley. Il lui transmet une requête de P. J. Holland et d'Edmund Ward, ainsi qu'une lettre de J. Howe, adjoint de l'administrateur général des Postes. Holland et Howe se plaignent des taux d'affranchissement. Il croit qu'on devrait payer ces taux. (La lettre de Howe manque.) p. 391 — Halifax, le 17 décembre.

Annexe:—

La requête, Halifax, le 18 novembre 1833. *Note:* Le journal a-t-il été mis en circulation avant que les taux d'affranchissement soient établis? La publication du journal n'a-t-elle pas été commencée avec pleine connaissance de l'affranchissement qui devrait être payé? p. 395

SIR PEREGRINE MAITLAND

Maitland au vicomte Howick, sous-secrétaire (personnelle). Il lui accuse réception de la lettre du 18 janvier. Quand l'entente fut — Brighton, le 24 janvier.

1833 conclue avec la *General Mining Association*, on avait l'intention de faire les calculs d'après la mesure Winchester. Comme il est sans documentation, il ne peut répondre aux questions que pose la lettre d'E. Blount, président; ses commentaires. p. 403

Brighton, le 9 mars. Maitland à Howick. Il a fait savoir à S. Cunard que les services du vaisseau du Gouvernement seront discontinués. À partir de la date de son avis, Cunard recevra pendant trois mois un prorata de 1,500 louis par année. Après cette période, il continuera à exercer ses fonctions et on lui accordera un traitement annuel de 1,000 louis. p. 407

Brighton, le 18 mars. Maitland à ——. Il a mal lu la dépêche au sujet du vaisseau du Gouvernement. Il ne s'oppose pas à ce que le lieutenant-gouverneur se serve quelquefois de ce vaisseau. p. 411

Brighton, le 17 avril. Maitland à ——. Le déficit du revenu casuel et territorial. Nulles instructions sur le sujet. p. 415

Brighton, mai. Maitland à ——. Il s'oppose à ce que A. Stewart devienne conseil du Roi. p. 419

Le 17 juin. Maitland à ——. Il lui transmet une documentation reçue de J. W. Nutting, adjoint du greffier de la Couronne et protonotaire. Les titres du candidat au cas où le poste deviendrait vacant. p. 423

Annexe:—

La requête, Halifax, le 28 septembre 1832. p. 425

Sous-annexes:—

(i) Sir James Kempt, lieutenant-gouverneur, au comte de Bathurst, Halifax, le 1er décembre 1832. Il sollicite sa bienveillance. p. 427

(ii) Mémoire de Nutting. p. 429

(iii) Maitland à sir George Murray, secrétaire d'État, Halifax, le 14 octobre 1829. Il lui demande d'étudier la requête avec bienveillance. p. 432

(iv) Murray à Maitland, Downing St., le 26 novembre 1829. Il promet d'étudier la requête avec bienveillance quand l'occasion s'en présentera. p. 433

Nouvelle-Écosse, A. 177-2

SIR PEREGRINE MAITLAND ET DIVERS, 1833

1833

Cavendish Sq., le 24 juin. Maitland à Stanley. Explication de la ligne de conduite qu'il a tenue au sujet de W. Forsyth et de sa propriété à Niagara. Il ne savait pas que sir George Murray avait envoyé une dépêche à Colborne, blâmant cette décision prise alors que Colborne était administrateur du Haut-Canada. *Note:* On copiera cette lettre pour le Parlement. *Autre note:* Cela a été fait. p. 435

Annexes:— 1833

(1) Mémoire de C. A. Hagerman, solliciteur général du Haut-Canada. Pourquoi Maitland n'a pas permis à deux officiers de prendre part à une réunion du comité de l'Assemblée. p. 447

(2) H. J. Boulton, procureur général, à Maitland, Hôtel Morley, Londres, le 24 juin 1833. De nouveaux renseignements sur l'affaire. p. 451

Note: Maitland demande de prolonger son congé. p. 455 Le 14 septembre.

Maitland à Stanley. La démission de S. B. Robie, garde des archives, devrait être acceptée et le poste offert au procureur général, puis au solliciteur général. Puisque ces deux fonctionnaires n'accepteront pas l'invitation, le poste pourra alors être offert à J. W. Johnston. *Note:* On donnera des instructions à T. N. Jeffery, administrateur. p. 457 Cavendish Sq., le 29 novembre.

Bureau du Commerce

T. Lack, secrétaire, à Hay. Il consent à diminuer les droits sur le tabac en feuille en raison de la requête de A. McDonald sur le sujet. Cette question sera soumise au Parlement. p. 481 Whitehall, le 19 décembre.

Cap-Breton

Un comité, nommé au cours d'une réunion publique, à Goderich. Il lui transmet une requête qui proteste contre l'union avec la Nouvelle-Écosse. p. 1017 Sydney, le 4 mars.

Annexe:—

La requête. p. 1027

Mémoire de Stanley. La requête des habitants du Cap-Breton devra être soumise à J. Stephen. Il s'oppose à la multiplication de petites législatures. p. 1021 Le 27 mai.

Stanley au grand chancelier. Il lui demande son opinion sur la requête des gens du Cap-Breton. Il attire l'attention sur le rapport de Stephen qui prétend que l'annexion fut illégale. Il s'oppose aussi à la multiplication de petites législatures. (L'opinion de Stephen est consignée plus bas sous "Conseil".) p. 1023 Carlton Gardens, le 16 juin.

[Le grand chancelier] à Stanley (personnelle). Il admet que l'annexion fut illégale. Situation épineuse; elle devrait être soumise au Conseil privé. p. 1025 Sans date.

Le Chambellan

—— Mash à Hay. Le portrait du Roi, qui fut envoyé à la Nouvelle-Écosse, coûte 279 louis, 11 chelins et 6 deniers. *Note:* Il n'existe aucun fonds permettant de payer ce compte. p. 659 Bureau du chambellan, le 23 avril.

Commandant en chef

Lord Fitzroy Somerset, secrétaire, à R. W. Hay, sous-secrétaire du bureau des Colonies. Il lui transmet une requête de la *General Mining Association* ainsi qu'une lettre de sir Peregrine Maitland sur Grand Quartier-général, le 5 novembre.

1833 cette société qui demande une protection militaire. On pourra accéder à cette demande si la société met un vaisseau à vapeur à la disposition d'une vingtaine de soldats et s'engage à les loger. *Note:* Autorisation accordée. p. 463

Annexes:—

(1) La requête, 10 Ludgate Hill, le 18 octobre 1833. p. 467

(2) Maitland à Fitzroy Somerset, Brighton, le 28 octobre 1833. p. 475

CONSEIL—J. STEPHEN

Downing St., le 6 juin. Stephen à Hay. Il a examiné la requête des habitants du Cap-Breton qui désirent que la constitution de 1784 soit remise en vigueur. A son sentiment, le Cap-Breton ne fut pas légalement uni à la Nouvelle-Écosse en 1820. p. 487

Downing St., le 29 juin. Stephen à Stanley. La *General Mining Association* et la divergence d'opinions qu'elle a suscitée. A son avis l'on ne devrait plus s'opposer à l'octroi d'un bail à cette société. p. 503

ARTILLERIE

Artillerie, le 2 avril. Le lieutenant-colonel G. Couper à Hay. Il croit que la loi ayant trait au terrain communal de Halifax fut retournée en 1830. *Note:* La loi n'est pas insérée avec la documentation. Une dépêche a été envoyée pour demander copie de cette loi. p. 517

Artillerie, le 1er mai. R. Byham, secrétaire, à J. G. S. Lefevre. Il lui transmet un rapport de l'inspecteur général des fortifications sur les dépenses qu'occasionnera la construction de casernes à Annapolis. Si Stanley est d'avis que d'autres mesures devraient être prises, la question sera étudiée. p. 521

Annexe:—

Le rapport, 84 Pall Mall, le 22 avril 1833. p. 523

TRÉSORERIE

Trésorerie, le 20 juin. L'honorable James Stewart, secrétaire adjoint, à Hay. On avait demandé d'enquêter sur une propriété laissée à Mme Elizabeth Dixon par son défunt mari. A-t-on reçu une réponse à cette demande? Il faudra là-dessus rédiger un rapport le plus vite possible. p. 531

Trésorerie, le 28 juin. Stewart à Hay. Il lui transmet les rapports des commissaires de la Douane sur le retard et les difficultés que suscite la décision d'obliger les vaisseaux qui arrivent au Cap-Breton à s'arrêter à South Sydney. *Note:* D'après ces rapports il est évident que l'enquête se continue. p. 535

Annexes:—

(1) Le rapport, bureau de la Douane, le 27 avril 1833. p. 539

(2) Décision de la Trésorerie, le 14 mai 1833. p. 543

(3) Rapport de la Douane, le 12 juin 1833. p. 547

1833

T. Spring Rice, secrétaire, à Hay. La lettre de change au montant de 500 louis, tirée par le secrétaire et le trésorier du collège King, sera acceptée. On fera savoir aux autorités de la Nouvelle-Écosse qu'aucun autre payement ne sera fait au Collège avant janvier 1834 alors qu'un quart des 500 louis sera dû. Trésorerie, le 30 juillet. p. 551

Stewart à Hay. L'avocat des représentants de feu le duc de Kent a soumis un exposé authentique des faits. Cet exposé sera porté à la connaissance du conseiller de la Trésorerie, avant que des instructions définitives soient données pour la préparation du bail en faveur de la *General Mining Association*. *Note:* Urgence de faire connaître à la Trésorerie les inconvénients que comporterait un retard de nature à porter la société à cesser tout payement pendant que l'affaire est en contestation. Trésorerie, le 15 novembre. p. 555

C. Wood, secrétaire, à Hay. Il lui transmet une documentation et il déclare que le solliciteur de la Trésorerie a reçu l'ordre de consulter les légistes sur l'opportunité d'accorder une concession à la *General Mining Association*, par suite de représentations faites par les héritiers de feu le duc de Kent. L'entente conclue avec la société sera immédiatement mise à effet lorsqu'on aura reçu l'assurance qu'il est possible de le faire légalement. Trésorerie, le 30 novembre. p. 559

Annexes:—

(1) G. Maule, solliciteur de la Trésorerie, à Stewart, Lincoln's Inn, le 22 novembre 1833. p. 563

(2) Requête de la *General Mining Association*, 10 Ludgate Hill, le 16 janvier 1833. p. 569

(3) Extrait d'une lettre de R. Smith, agent de la société, Sydney Mines, le 26 septembre 1833. p. 575

Sous-annexe:—

Formule de concession de terre (imprimé). p. 579

(4) E. Blount, président de la société, au vicomte Howick, sous-secrétaire, Bryanstone Square, le 8 mars 1833. p. 581

(5) E. W. Rundell, président, à Hay, Ludgate Hill, le 6 janvier 1833. p. 585

(6) Mémoire par Rundell sur la réclamation de la *General Mining Association*, Ludgate Hill, le 6 juin 1833. p. 589

(7) Mémoire par Rundell. Ce texte a été laissé à Stanley le 3 décembre 1827. p. 613

(8) Projet de Rundell, le 6 juin 1833. p. 621

(9) Rundell à Hay, 10 Ludgate Hill, le 21 juin 1833. p. 625

(10) Rundell à Hay, Ludgate Hill, le 27 juin 1833. p. 631

(11) Rundell à Hay, Londres, le 3 juillet 1833. p. 635

(12) Rundell à Hay, Ludgate Hill, le 10 juillet 1833. p. 639

1833 (13) E. Blount, président, à Hay, 10 Ludgate Hill, le 26 juillet 1833. p. 641

(14) Rundell à Hay, Paris, le 24 octobre 1833 (personnelle). p. 645

(15) Rundell à Hay, Paris, le 2 novembre 1833. p. 649

(16) Rundell à Hay, Ludgate Hill, le 15 novembre 1833. p. 653

La Société pour la propagation de l'Évangile

Great Queen St., le 4 décembre. Le révérend A. M. Campbell, secrétaire, à Hay. Il lui transmet une requête de la Société et du clergé de la Nouvelle-Écosse, et il attire l'attention sur des documents annexés à la requête: des lettres du comte de Liverpool et du comte de Bathurst sur l'octroi du Parlement et sur les pensions. (La lettre du comte de Liverpool manque.) *Note:* du 5 décembre. On étudie la question. *Autre note:* du mois d'août 1834. Une dépêche partira avec le prochain courrier. p. 663

Annexes:—

(1) La requête, Great Queen St., le 3 décembre 1834. L'auteur demande de maintenir les traitements et les pensions pendant la vie des présents titulaires. p. 667

(2) Extrait d'une lettre du comte de Bathurst à l'archevêque de Canterbury, le 16 juin 1813. A propos des pensions. p. 671

(3) Extrait d'une annonce publiée par la Société pour la propagation de l'Évangile, juin 1813. p. 671

(4) Mémoire du clergé de la Nouvelle-Écosse, juin 1833. p. 675

Great Queen St., le 26 décembre. Campbell à Hay. Il lui transmet une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse avec une requête du clergé. Les difficultés auxquelles les ministres auront à faire face par suite de la diminution de leurs traitements. p. 687

Annexe:—

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Stanley, Halifax, le 14 novembre 1833. p. 897

Sous-annexes:—

(i) La requête du révérend C. W. Weeks, Halifax, le 23 août 1833. p. 901

(ii) La requête du révérend C. Ingles, Sydney, le 1er octobre 1833. p. 905

A

Halifax, le 25 février. S. G. W. Archibald, solliciteur général, à Goderich. Il refuse le poste de juge et il lui adresse ses remerciements. p. 691

Halifax, le 25 février. Archibald à Hay. Il lui présente W. Hill. p. 695

B

1833

S. S. Blowers à Goderich. Il résigne ses fonctions de juge en chef et il recommande que W. B. Bliss soit nommé juge. *Note:* du 19 avril. La dépêche qui sera rédigée à propos de la nomination d'un juge répondra à cette lettre. p. 701 — Halifax, le 12 février.

W. Beechey à ——. Il demande de défrayer le portrait du Roi; ce portrait fut envoyé à la Nouvelle-Écosse. *Note:* Mesures à prendre; il n'y a pas de fonds pour acquitter ce compte. p. 711 — 10 Harley St., le 11 septembre.

Requête d'Isaac Bonnett qui demande une partie de la terre connue sous le nom de White House et située à Annapolis. p. 705 — Annapolis, sans date.

C

H. H. Cogswell, président de la Banque de Halifax, à Goderich. Proposition de donner suite au projet de 1831 de la Trésorerie: la banque et non pas le commissariat payera les soldats. p. 715 — Londres, le 7 mars.

Mme Barbara Cox à [Goderich]. Elle réclame sa pension. *Note:* On lui enverra cette pension aussitôt qu'on l'aura reçue. p. 719 — 2 Argyle Place, Cheltenham, le 1er juillet.

Mme Cox à ——. Elle lui accuse réception de sa pension. p. 723 — 2 Argyle Place, Cheltenham, le 14 juillet.

D

[E.] Darby à Howick. Il le renvoie à la lettre de Howick, en date du 20 mars 1832, et il lui demande si on a obtenu du Cap-Breton quelques renseignements sur Anthony Bowles. p. 727 — Deal, le 7 janvier.

W. Denison à [Howick]. Il lui transmet une requête du révérend C. Griffin. Il espère qu'il recevra une réponse satisfaisante. *Note:* Le secrétaire d'État ne saurait s'immiscer dans les affaires de la Société pour la propagation de l'Évangile. Il n'existe pas de fonds permettant d'accorder la pension demandée. p. 731 — Pall Mall, le 6 mars.

Annexe:—

La requête. Ses états de service et sa destitution de la Société. Quelles mesures à prendre pour obtenir le traitement et la pension qui lui sont dus. p. 739

G

Le révérend C. Griffin à Goderich. Il demande encore une fois de l'aide pour le rembourser des pertes subies par suite de sa destitution de la Société pour la propagation de l'Évangile. p. 735 — Ripley, Surrey, le 13 mars.

Autre requête de Griffin. p. 743 — Ripley, Surrey, le 15 mars.

Griffin à Howick. Nouvelle demande d'aide. p. 747 — Ripley, Surrey, le 17 mars.

Annexe:—

La requête. Ses réclamations. p. 751

Griffin à [Goderich]. Il déplore le refus qu'il a essuyé et il demande d'étudier de nouveau sa requête. p. 755 — Ripley, Surrey, le 26 mars.

1833

H

Halifax, le 15 février. W. Hill à Goderich. Il demande d'être nommé juge de la Nouvelle-Écosse. p. 751

Annexe:—

Mémoire de T. F. Elliott sur les candidats dont les dossiers ont été examinés lors de la dernière nomination judiciaire. p. 763

Annexe:—

Hill à T. N. Jeffery, administrateur, Halifax, le 7 février 1833. p. 769

Halifax, le 25 février. B. Halliburton à Goderich. Il le remercie de sa nomination de juge en chef. Il a reçu des félicitations de son rival, S. G. W. Archibald. p. 773

Londres, le 10 avril. Hill à J. G. S. Lefevre. Pourquoi il devrait être nommé juge. *Note:* On fera savoir à Hill qu'on l'a recommandé au Roi. p. 777

Halifax, le 4 juin. Mme Margaret Ann Howe à Stanley. Elle lui transmet une requête où elle demande de recevoir la pension qui a été accordée jusqu'ici à la famille Cottnam. *Note:* Demande refusée. p. 781

Annexe:—

La requête, Halifax, le 4 juin 1833. p. 785

Sous-annexes:—

(i) A. G. Blair à Mme Howe, bureau du secrétaire militaire, le 1er août 1828. p. 789

(ii) Les pertes subies par l'ennemi à Canso. p. 791

Dorchester, le 14 juillet. J. Hyde à Hay. Il lui accuse réception de sa pension. p. 793

26 Phoenix St., Sommers Town, le 22 août. William Harris à ——. Mme E. Hartley est morte le 15 août; ses dettes. *Note:* du 27 août. La pension sera accordée jusqu'au 27 août; elle sera versée à Harris. p. 795

Annexes:—

(1) La déclaration. p. 797

(2) L'extrait mortuaire. p. 801

(3) N. Segston à Harris, Beanley, le 17 août 1833. Il ne peut aider à payer les frais funéraires. p. 803

Dorchester, Wallingsford, le 17 novembre. J. Hyde à Hay. Des lettres de sir Rupert George lui ont-elles été adressées au soin du bureau des Colonies? p. 807

J

Newhouse, Pelting, Shetland, le 18 décembre. John Jacobson à Goderich. Pourquoi il a droit à une certaine terre. S'il ne peut obtenir cette terre, il lui demande qu'on le mette en possession d'une autre. p. 813

Annexe:— 1833

La déclaration. p. 817

M

A. Murray à Howick. Il lui transmet un extrait d'une publication, en date de 1795, au sujet de la frontière. Il espère que ce texte facilitera le règlement de la question. Fremley, le 22 janvier. p. 821

Annexe:—

L'extrait. p. 823

J. S. Morris, commissaire des terres de la Couronne, à Hay. Il lui transmet un compte courant et une liste. Halifax, le 25 février. p. 829

Annexe:—

(1) Liste des ventes des terres de la Couronne. p. 833

(2) Le compte. p. 837

Morris à Hay. Le receveur général du revenu casuel a déclaré qu'il n'y a pas assez d'argent pour payer son traitement d'inspecteur général. Comme il cumule ces fonctions ainsi que celles de commissaire des terres de la Couronne, il désire savoir s'il continuera à ne recevoir qu'un seul traitement. *Note:* du 9 avril. Question à soumettre à Maitland. Halifax, le 25 février. p. 839

Morris à Hay. Il lui demande des instructions au sujet des indemnités qui sont accordées aux officiers de l'armée et de la marine. *Notes:* du 16 avril et du 8 mai. Les indemnités. Bureau des terres de la Couronne, le 27 février. p. 844

Morris à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 31 mai et il lui demande de nouvelles explications sur les règlements édictés au sujet des officiers. On se montre hostile aux nouvelles restrictions que comportent les baux au sujet de la pierre à chaux, de l'ardoise et des dépôts d'argile qui sont nécessaires à la construction de maisons. Halifax, le 14 août. p. 847

N

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à [Goderich]. La vente des terres réservées dans le Nouveau-Brunswick et les difficultés qu'elle suscite. Il demande de suspendre ces ventes. Le mécontentement existe dans l'Ile du Prince-Edouard parce que l'Assemblée a demandé d'affecter à l'éducation les terres réservées. Le mécontentement existe aussi dans la Nouvelle-Écosse. *Note:* Le mémoire de T. F. Elliott souligne le fait que ces terres furent réservées pour des fins utiles et qu'elles ne sont pas considérées comme des terres du clergé. Halifax, le 25 février. p. 857

L'évêque à Hay. Il lui présente W. Hill et le recommande à sa bienveillance. Halifax, le 25 février. p. 861

L'évêque à Hay (personnelle). Si une vacance se produit dans la magistrature de Terre-Neuve, James Cochran devrait être nommé juge. Il se demande si l'on a bien fait d'accorder une Législature à cette colonie. Halifax, le 30 avril. p. 865

1833
Clarmont, le 8 juin. L'évêque au secrétaire d'État. Le mémoire des missionnaires de la Société pour la propagation de l'Évangile et la misère qui résultera de l'abandon de l'indemnité. La question des pensions. Il demande que les indemnités soient accordées aux titulaires leur vie durant. p. 869

Annexes:—

(1) Le comte de Liverpool, secrétaire d'État, à sir George Prevost, Downing St., le 22 juin 1811. Il accorde une pension aux missionnaires après dix années de service. p. 877

(2) Annonce émanant de la Société pour la propagation de l'Évangile, juillet 1831. p. 881

Halifax, le 9 juillet. L'évêque, B. Halliburton et sir Rupert D. George au secrétaire d'État. Si l'octroi annuel n'est pas accordé, le collège King sera ruiné. p. 885

Annexe:—

Requête des directeurs du collège King. p. 889

Halifax, le 14 novembre. L'évêque à Stanley. Il lui transmet les requêtes des ministres qui ne purent signer la requête générale. Les difficultés prévues se manifestent déjà. p. 897

Annexes:—

(1) La requête du révérend C. W. Weeks, de Guysborough, Halifax, le 23 août 1833. p. 901

(2) La requête du révérend Charles Ingles, du Cap-Breton, Sydney, le 1er octobre 1833. p. 905

P

89 Jermyn St., le 7 mai. Sir Henry Parnell à Stanley (personnelle). Il demande des renseignements sur Z. Holden qui s'est établi dans la Nouvelle-Écosse. *Note:* Il faudra faire là-dessus une enquête. p. 915

Le 10 septembre. Le révérend Dr C. Porter, président du collège King, au secrétaire d'État. Il lui transmet une documentation et lui demande une entrevue. *Note:* Stanley sera en dehors de la ville jusqu'à la fin d'octobre et il veut voir la dépêche du 31 juillet 1831 à son retour. p. 951

Annexe:—

Recommandation des directeurs du collège King. Il a reçu de ceux-ci la permission d'aller en Angleterre pour y exposer la situation du collège, Halifax, le 9 juillet 1833. (Nulle autre annexe.) p. 953

Le 5 novembre. Mémoire sur les collèges dans la Nouvelle-Écosse. L'union projetée des collèges King et Dalhousie. Ce mémoire est muni des initiales E. T. H. p. 921

Le 6 novembre. Mémoire de T. F. Elliot sur une documentation se rapportant au révérend Dr C. Porter, président du collège King. La difficulté que soulève un règlement ayant trait aux croyances religieuses des professeurs. p. 945

Annexe:— 1833

Mémoire par Elliot, le 13 janvier 1834; l'octroi d'un traitement ou d'une indemnité de retraite à Porter. p. 941

Mémoire: l'union des deux collèges est importante et la question devrait retenir l'attention du gouverneur intérimaire de la Nouvelle-Écosse. p. 947 Le 13 novembre.

Porter au secrétaire d'État. Il lui transmet le mémoire et il le remercie d'avoir demandé que la Trésorerie étudie ce texte. p. 957 3 Cecil St., Strand, le 18 novembre.

Annexes:—

(1) Le mémoire, le 18 novembre 1833. Ses états de service. Il réclame une pension quelconque qu'il ne peut recevoir un traitement après la disparition de l'octroi parlementaire. p. 961

(2) Recommandation des directeurs du collège King. Écrit attestant qu'ils consentent à ce que Porter se rende en Angleterre pour exposer la situation du collège, Halifax, le 9 juillet 1833. p. 969

(3) H. Goulburn, sous-secrétaire, à Porter, Downing St., le 4 juillet 1815. Il lui promet de mettre en vigueur les règlements au sujet des pensions accordées aux ministres. p. 973

(4) Extrait d'une loi du Parlement au sujet des pensions. p. 977

R

T. Ritchie à Goderich. Il demande d'être nommé juge. p. 983 Annapolis, le 20 mars.

W. R. Ritchie à Stanley. Le percepteur des Douanes ne saurait être administrateur. *Note:* Demande de renseignements sur l'auteur de la lettre. p. 991 Lloyds, le 11 septembre.

S

A. Stewart à Goderich. Si W. Hill est nommé juge, ne pourrait-il pas remplacer ce dernier et devenir conseil du Roi? p. 997 Halifax, le 26 février.

Annexe:—

Recommandation par S. G. W. Archibald, Halifax, le 25 février 1833. p. 999

J. Stedman au secrétaire d'État. Il demande si —— Sherwin est toujours au département de la Douane à Halifax. p. 1005 Rutland Donegal, Irlande, le 12 mai.

J. R. Smith à Stanley. Il demande que sa nomination de conseil du Roi dans les îles sous le Vent soit reconnue dans la Nouvelle-Écosse. p. 1009 Halifax, le 17 novembre.

1834 *Nouvelle-Écosse, A. 178-1*

LE PRÉSIDENT T. N. JEFFERY ET LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL, 1834

Halifax, le 12 février. Jeffery à Stanley. Il lui transmet une lettre de H. W. Crawley, commissaire des terres de la Couronne au Cap-Breton. Il espère que cette lettre permettra de modifier, non seulement au Cap-Breton mais aussi dans la Nouvelle-Écosse, les instructions formulées au sujet de l'indemnité accordée aux officiers. p. 5

Annexe:—

Crawley à sir Rupert D. George, secrétaire, Sydney, le 18 décembre 1833. p. 9

Halifax, le 6 mars. Jeffery à Stanley. Il lui transmet les comptes et lui fait observer qu'un tiers des traitements imputés au revenu casuel est encore impayé. Toutes les pensions ont été versées. p. 13

Annexes:—

(1) Les comptes du revenu casuel pour 1833. p. 17

(2) Arriérés des traitements. p. 21

Halifax, le 7 mars. Jeffery à Stanley. Il lui transmet la requête du capitaine T. Crawley, inspecteur général du Cap-Breton, qui demande un remboursement, à même les deniers provenant de la vente des terres, pour le temps qu'il a consacré à la préparation des plans et des cartes. Il recommande ce payement. p. 25

Annexe:—

La requête, Sydney, le 26 février 1834. p. 37

Sous-annexe:—

Mémoire sur le sujet avec une note à l'effet que Crawley devrait prendre sa retraite et recevoir une pension. p. 29

Halifax, le 8 mars. Jeffery à Stanley. Il lui transmet la harangue qu'il prononça à l'ouverture de la session ainsi que l'adresse et les messages sur le revenu casuel, la liste civile, les redevances et la judicature. Ces questions n'ont pas encore été étudiées. Commentaires sur les délibérations. Il consultera le Conseil au sujet de la modification que le Nouveau-Brunswick vient d'apporter dans la composition du Conseil de cette colonie. p. 41

Annexes:—

(1) La harangue. p. 47

(2) L'adresse de l'Assemblée. p. 53

(3) L'adresse du Conseil législatif. p. 59

(4) Le message, Hôtel du Gouvernement, le 31 janvier 1834, à propos de l'abandon du revenu casuel. p. 63

1834

Sous-annexes:—

(i) Liste des papiers. p. 65

(ii) Les traitements et autres dépenses imputés sur le revenu casuel. p. 67

(iii) État des honoraires reçus au bureau du secrétaire des Colonies; le charbon vendu, extrait d'une liste des ventes des terres de la Couronne, de 1831 à 1833. p. 69

(5) Message au sujet des redevances, le 31 janvier 1834. p. 79

Halifax, le 8 mars.

Jeffery à Stanley. La mort de R. J. Uniacke, juge de la Cour suprême. C. R. Fairbanks, solliciteur général, a refusé l'invitation de remplir ce poste. La candidature de W. B. Bliss et de J. Johnston; pourquoi il aimerait nommer Bliss. Il lui demande de confirmer cette nomination. *Note:* de Stanley. Il voudrait étudier la loi 1809 à laquelle T. Ritchie fait allusion. p. 83

Annexes:—

(1) S. S. Blowers, autrefois juge en chef, à Jeffery, Halifax, le 5 février 1833. Il recommande la nomination de W. B. Bliss. p. 93

(2) Blowers à Jeffery, Halifax, le 7 mars 1834. Il recommande de nommer Bliss au poste devenu vacant par la mort d'Uniacke. p. 91

Sous-annexe:—

Mémoire de T. F. Elliot; Bliss pourra être nommé à ce poste. p. 89

Halifax, le 8 mars.

Jeffery à Stanley. Il lui transmet, avec sa recommandation, l'adresse conjointe et lui demande de n'apporter aucune modification aux droits sur le bois de construction. *Note:* Nulle modification ne sera effectuée au cours de la présente année. p. 99

Annexe:—

L'adresse conjointe, le 8 mars 1834. p. 103

Halifax, le 13 mars.

Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la dépêche N° 15, du 20 décembre. Il a donné l'ordre de discontinuer les honoraires exigés pour les permis de charger le charbon. On s'entendra avec la compagnie pour émettre des certificats. p. 113

Halifax, le 20 mars.

Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la dépêche N° 18, du 6 février. Il lui transmet la copie des documents annexés à sa lettre au vicomte Howick, en date de 6 septembre 1832, où ce dernier demandait des renseignements sur les phares. Il n'a pas conservé la copie de la réponse. p. 119

Annexes:—

(1) Liste des documents annexés. p. 121

(2) S. Cunard et T. Maynard, commissaire des Phares, à sir Rupert D. George, secrétaire, Halifax, le 23 novembre 1832. p. 123

1834 (3) Cunard et Maynard au vice-amiral sir Edward G. Colpoys, Halifax, le 16 octobre 1832. p. 125

(4) Rapport sur les phares de la côte de la Nouvelle-Écosse. p. 131

(5) Extrait d'une lettre de J. H. Tidmarsh [l'un des commissaires] à George. p. 135

(6) F. Crawley à George, Sydney, le 24 novembre 1832. Les dangers de la navigation et la nécessité de remédier à la situation. p. 139

Halifax, le 20 mars. Jeffery à R. W. Hay, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 5 février. Il n'existe aucune pièce attestant que des terres, dans l'Ile du Prince-Edouard, ont été concédées au comte de Westmorland et au vicomte Melville. p. 145

Halifax, le 20 mars. Jeffery à Stanley. Il lui présente J. W. Nutting. Il lui transmet une documentation et lui souligne l'importance de la candidature de Nutting qui désire remplir le poste de greffier de la Couronne et de protonotaire. Pendant plusieurs années ce candidat a été adjoint du greffier. p. 149

Annexes:—

(1) Sir James Kempt, lieutenant-gouverneur, au secrétaire d'État, Halifax, le 1er décembre 1822. p. 153

(2) Sir Peregrine Maitland, lieutenant-gouverneur, à sir George Murray, secrétaire d'État, Halifax, le 14 octobre 1829. p. 157

(3) Murray à Maitland, Downing St., le 26 novembre 1829. p. 159

Halifax, le 22 mars. Jeffery à Hay. Il lui transmet officieusement les résolutions de l'Assemblée sur la question de la liste civile. On désire aussi réunir deux questions distinctes dans un seul projet de loi, ce qui pourrait bien empêcher le règlement de l'une et de l'autre questions. Les émoluments du lieutenant-gouverneur ne s'élèvent qu'à 2,500 louis; on a rejeté la proposition de porter ces émoluments à 3,500 louis. Il se peut, toutefois, qu'on lui accorde 3,000 louis. Il lui transmet une résolution au sujet des redevances ainsi que la réponse faite à la résolution. p. 161

Annexes:—

(1) Résolutions au sujet du revenu casuel et de la liste civile. (Une note à la page 166 stipule que la question du revenu casuel doit faire l'objet d'une mesure distincte.) p. 165

(2) Résolution demandant, au sujet des redevances, tous les renseignements que pourra fournir le président. p. 181

(3) Réponse à cette résolution, le 19 mars 1834. A quelles conditions il donnera son assentiment au projet de loi sur les redevances. p. 183

(4) Résolutions sur les redevances et la judicature. p. 189

1834

Jeffery à Stanley. Il a nommé juge W. B. Bliss. p. 193 Halifax, le 9 avril.

Jeffery à Stanley. Il lui transmet une adresse de l'Assemblée qui demande que Liverpool et Yarmouth redeviennent des ports d'entreposage libres; elle désirerait également qu'on accepte des produits étrangers, transportés dans des vaisseaux britanniques et coloniaux, à n'importe quel port où se trouve un douanier en permanence. Il demande qu'on n'en arrive pas à une décision là-dessus avant d'avoir obtenu le rapport du Conseil. Il transmet également deux requêtes de la compagnie Cumberland qui demande qu'Amherst et Pugwash deviennent des ports d'entrée pour les produits étrangers. *Note:* Cette question devra être laissée en suspens jusqu'à ce qu'on ait reçu là-dessus une communication de la colonie. p. 197 Halifax, le 9 avril.

Annexes:—

(1) L'adresse de l'Assemblée, le 29 mars 1834. p. 201

Sous-annexes:—

(i) Liste des membres du service de la Douane. p. 233

(ii) État des traitements des douaniers. p. 235

(2) Requête des habitants de Cumberland, le 1er avril 1834. On demande qu'Amherst devienne un port d'entrée. p. 237

(3) Requête des habitants de Cumberland, le 10 avril 1834. On demande qu'un bureau de la Douane soit établi à Pugwash. p. 247

(4) Affidavit de J. R. Kerr, de J. N. C. Ackerby et de G. Oxley à propos de sommes versées à un messager qui transporte des certificats de dédouanement entre Pugwash et Fort Lawrence. p. 241

Jeffery à Stanley. Il lui transmet une adresse de l'Assemblée demandant que le Parlement impose un droit minime sur les vaisseaux qui pénètrent dans les ports coloniaux, ce qui permettrait de défrayer l'établissement de phares aux îles St-Paul et Scatterie. Les secours accordés aux émigrants naufragés et les dépenses qui en résultent. Opportunité de secourir l'établissement de l'île du Cap de Sable. L'Assemblée estime qu'un établissement, dont l'utilité est générale ne devrait pas être défrayé uniquement à même des fonds régionaux. *Note:* Copie de cette adresse fut envoyée à l'Amirauté, le 7 juillet 1834. p. 251 Halifax, le 10 avril.

Annexes:—

(1) L'adresse, le 4 avril 1834. p. 255

(2) Rapport du comité de l'Assemblée sur les phares, le 4 février 1834. p. 267

Jeffery à Stanley. Il lui transmet copie de la résolution du Conseil législatif demandant que le Roi fasse connaître son bon plaisir au sujet de la loi de 1832 sur le mariage. p. 291 Halifax, le 12 avril.

Annexe:—

La résolution, le 10 avril 1834. p. 295

1834
Halifax, le 15 avril. Jeffery à Stanley. Il lui transmet et il lui recommande le mémoire de J. S. Morris, commissaire des terres de la Couronne. Celui-ci demande qu'on pourvoie à une compensation au cas où les nouvelles mesures concernant le revenu casuel seraient de nature à nuire à ses intérêts. p. 299

Annexe:—

La requête, le 15 avril 1834. p. 301

Sous-annexe:—

Notes sur le cas. On décida, le 4 août, d'étudier la requête au cas où le poste serait aboli. p. 307

Halifax, le 15 avril. Jeffery à Stanley. Il lui transmet une résolution de l'Assemblée qui promet d'étudier la question du revenu casuel à la prochaine session. Il ne croit pas que cette question soit réglée avant quelques années, et il espère qu'il sera possible de dégager ce fonds de quelques-unes de ses obligations en attendant de nouveaux revenus. Les traitements qui sont dus. Il lui transmet sur le sujet une lettre de S. G. W. Archibald. p. 315

Annexe:—

(1) La résolution de l'Assemblée. p. 319

(2) Archibald à Jeffery, Halifax, le 15 avril 1839. p. 323

Halifax, le 16 avril. Jeffery à Stanley. Il lui transmet la harangue qu'il prononça lors de la prorogation. Les lois seront envoyées sous peu. p. 327

Annexe:—

La harangue. p. 331

Halifax, le 16 avril. Jefferey à Stanley. Il lui transmet le Livre Bleu pour 1833. (L'annexe manque.) p. 335

Halifax, le 19 avril. Jeffery à Stanley. Il lui transmet copie d'une requête des Acadiens d'Eel Brook, dans le comté d'Argyle, qui demandent que la possession des terres qu'ils détiennent, en vertu d'anciennes autorisations, leur soit assurée. La pauvreté de ces gens; opportunité de ne pas tenir compte des règlements en l'occurrence. p. 339

Annexes:—

(1) Le révérend M. Segoine au président, Argyle, le 6 novembre 1833. p. 347

(2) La requête, Argyle, le 5 octobre 1833. p. 349

(3) Rapport de J. S. Morris, inspecteur général, le 20 novembre 1833. p. 355

Sous-annexe:—

Mémoire de T. F. Elliot; commentaires sur cette requête. p. 343

Jeffery à Stanley. Il lui transmet la décision du Conseil qui s'oppose à la séparation des Conseil législatif et exécutif. Il demande de maintenir en vigueur la présente constitution. p. 359 1834 Halifax, le 7 mai.

Annexe:—

La décision du Conseil, le 6 mai 1834. p. 367

Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la circulaire du 21 mars et il lui transmet les rapports sur la quarantaine. Il lui explique les règlements. p. 379 Halifax, le 9 mai.

Annexes:—

(1) Les règlements. p. 383

(2) Les noms et titres de ceux qui ont pour fonction de mettre en vigueur les règlements de la quarantaine. p. 387

(3) Proclamation concernant la quarantaine, le 17 avril 1832. p. 391

(4) Loi qui a pour but d'enrayer la propagation des maladies contagieuses. p. 395

(5) Loi à l'effet d'empêcher l'introduction, dans le pays, de maladies infectieuses ou contagieuses. p. 399

Jeffery à Stanley. Il lui transmet la requête de Mme Benjamin Green, veuve de l'ancien trésorier de la colonie, qui demande du secours. Il faudra lui accorder l'aide qu'elle réclame. *Note:* La Nouvelle-Écosse est trop pauvre pour payer ses officiers de l'armée active, elle ne peut donc accorder cette pension. p. 402 Halifax, le 10 mai.

Annexes:—

(1) Susan Green à Stanley, Halifax, avril 1834. p. 405

(2) La requête. p. 409

Jeffery à Stanley. Il lui accuse réception de la dépêche, du 25 novembre, qui demande que la question de l'union des collèges Dalhousie et King soit soumise à la Législature. La dépêche n'a été reçue qu'après la prorogation des Chambres. La question n'a pas été soumise à l'Assemblée au cours de la dernière session, à cause des observations faites par le président de l'Assemblée et le solliciteur général. p. 413 Halifax, le 10 mai.

Annexe:—

Procès-verbal d'une réunion des directeurs du collège King, le 14 mars 1834. p. 417

Jeffery à Stanley. Il lui transmet les observations du Conseil sur l'adresse de l'Assemblée en ce qui a trait aux ports libres et au commerce étranger. p. 421 Halifax, le 17 mai.

1834 Annexes:—

(1) Rapport du Conseil, le 16 mai 1834. Commentaires sur la question; il faudra nommer un commissaire avant d'en arriver à une décision. p. 425

(2) États des droits perçus à Pictou et à Sydney, de 1824 à 1828 et de 1829 à 1833. p. 423

Halifax, le 17 mai. Jeffery à Stanley. Il lui transmet les débats de l'Assemblée sur la composition du Conseil. Les raisons qui l'ont poussé à faire part à l'Assemblée des modifications proposées; l'indifférence de l'Assemblée à ce sujet. Pourquoi le Conseil est tenu en haute estime. Il s'oppose à des changements pour le moment. p. 437

Annexes:—

(1) La résolution du Conseil sur le projet de loi concernant les billets de banque, le 17 février 1834. p. 441

(2) Extraits des journaux de l'Assemblée, le 19 février 1834. (Imprimé.) p. 447

(3) Rapport sur les débats. (Imprimé.) p. 453

Halifax, le 17 mai. Jeffery à Stanley. Il lui transmet une pétition qui demande de constituer légalement la *Marine and Fire Insurance Co.* Au cours de la dernière session, un projet de loi rédigé à cette fin a été rejeté. Il lui transmet aussi une requête de l'*American Insurance Co.* demandant que la pétition précitée soit refusée. Cette requête est munie de la signature de personnes qui ne sauraient attacher beaucoup d'importance à la question. p. 461

Annexe:—

Pétition qui demande de constituer légalement la *Marine and Fire Insurance Co.* (Voir d'autres annexes de A.178-2.) p. 477

Sous-annexe:—

Propositions faites à ce sujet. p. 465

Downing St., le 25 juin. T. Spring Rice, secrétaire d'État, à Campbell (confidentielle—brouillon. Cancellée). Il demande ce que Campbell pense de la proposition du Conseil et il lui transmet là-dessus une correspondance échangée avec le lieutenant-gouverneur de l'Ile du Prince-Édouard. (Les annexes sont également cancellées.) p. 363

Downing St., août. Lettre sans signature au major général sir Colin Campbell, lieutenant-gouverneur (brouillon). L'auteur demande que l'on fasse savoir à J. S. Morris que le cas de ce dernier ne sera pas mis de côté si l'on en vient à adopter les modifications que l'on se propose d'apporter au ministère des terres de la Couronne. Entre-temps on n'émettra pas d'opinion sur sa requête. p. 311

Nouvelle-Écosse, A. 178-2 1834

LE PRÉSIDENT T. N. JEFFERY ET LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL, 1834

Suite des pièces annexées à la dépêche de Jeffery à Stanley, le 17 mai 1834. (Voir A. 178-2.) p. 461

(2) Requête à la Législature, N° 1. p. 491

(3) Requête de J. L. Starr, agent de l'*American Insurance Co.* et d'autres particuliers, Halifax, le 16 mai 1834. p. 499

(4) Délibérations de l'Assemblée, le 2 avril 1834. p. 505

(5) Pièce attestant que J. F. Gray est l'adjoint du greffier de l'Assemblée. p. 508

(6) Projet de loi qui constitue légalement la *Nova Scotia Marine Insurance Co.* p. 509

(7) Principaux passages d'une charte qui constitue légalement la *Marine and Fire Insurance Co.*, N° 3. p. 565

Jeffery à Stanley. Il recommande la requête de John et d'Elizabeth Farrell à qui on a promis, semble-t-il, une pension de 30 louis. *Note:* Il faudra demander là-dessus des renseignements au ministère de l'Irlande. Halifax, le 27 juin. p. 581

Annexe:—

La requête, Halifax, le 26 juin 1834. p. 585

Jeffery à Stanley. Il lui transmet les lois votées au cours de la dernière session. (L'annexe manque.) Hôtel du Gouvernement, le 28 juin. p. 589

Jeffery à R. W. Hay, sous-secrétaire. Il lui transmet copie d'une documentation; le Conseil a fait savoir que le nom de R. Gibbons ne devrait pas être mentionné dans la nouvelle commission de paix pour le Cap-Breton. Halifax, le 1er juillet. p. 593

Annexe:—

John G. Marshall, juge en chef de la cour des Plaids communs, à sir Rupert D. George, secrétaire, Halifax, le 11 juin 1834. p. 597

Sous-annexes:—

(i) N. H. Martin à Marshall, Sydney, le 18 mars 1834. p. 603

(ii) Marshall à J. Howe, directeur général de l'administration des Postes, Sydney, le 19 mars 1834. p. 603

(iii) Gibbons à Marshall, Sydney, le 21 avril 1834. p. 605

Le major général sir Colin Campbell

Campbell à Hay. Il lui transmet deux mémoires sur les appointements du lieutenant-gouverneur. Insuffisance de ces appointements. Raggett's Hotel, Dover St., le 8 janvier. p. 611

1834 Annexes:—

(1) Le mémoire qui expose la situation. p. 623

(2) Le mémoire qui établit le montant de ces appointements. p. 627

Sous-annexes:—

(i) Le mémoire de T. F. Elliott sur la question. p. 615

(ii) R. Earle à Hay, le 25 janvier 1834. Stanley désire faire savoir à Campbell que le Gouvernement ne peut lui promettre plus de 3,947 louis ou 3,500 louis avec les indemnités militaires. Ce n'est pas l'Assemblée qui lui accordera annuellement cette somme. *Note:* de Hay. Il ne saurait être plus explicite en l'occurrence qu'il ne l'a été dans le passé. p. 617

Raggett's Hotel, Dover St., le 23 janvier. Campbell à Hay. Il accepte la somme de 3,500 louis, en plus de la paye de 691 louis à titre d'attaché à l'état-major, à la condition que le payement en soit garanti. p. 631

Raggett's Hotel, Dover St., le 25 janvier. Campbell à Hay. Il regrette que le deuxième traitement n'ait pas été clairement établi. Il ne saurait accepter de diriger l'administration avec des appointements inférieurs à 3,500 louis en plus de la paye accordée à un officier de l'état-major. p. 635

Portsmouth, le 28 janvier. Cambepll à Hay. Il accepte de diriger l'aministration. p. 639

12 Pall Mall, le 17 mars. Campbell à Hay. Il demande un billet de passage pour lui-même et pour les membres de sa suite. *Note:* Le roi devra faire connaître son bon plaisir à l'Amirauté. p. 643

Le 17 mars. Mémoire de Campbell. Il demande de maintenir le service du vaisseau provincial jusqu'à ce que la question de la frontière soit réglée. p. 647

Annexe:—

Mémoire sur les décisions prises là-dessus avec une note du 23 mars stipulant que la nouvelle mesure doit être mise à l'essai. p. 651

12 Pall Mall, le 29 mars. Campbell à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 25 mars, où l'on dit qu'un billet de passage lui est accordé. Il donne la liste des membres de sa suite. p. 653

Annexe:—

La liste. p. 655

12 Pall Mall, le 17 mars. Campbell à Stanley. La situation où se trouve les fonctionnaires qui n'ont pas reçu leur traitement. Comment remédier à la situation. p. 657

Le 28 mai. Mémoire sur la requête de Campbell. p. 661

Halifax, le 12 juillet. Campbell à T. Spring Rice, sous-secrétaire. Il est arrivé le 1er juillet et il a prêté serment le 2 juillet. p. 663

Campbell à Hay. On lui a ménagé un bel accueil. Les nouvelles anglaises lui manquent. p. 667 **1834** Halifax, le 12 juillet.

Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la dépêche N° 3, du 29 juin. Pourquoi il n'a pas convoqué tout de suite l'Assemblée. Il croit que les redevances devraient être perçues; mais à moins qu'il ne reçoive là-dessus des instructions par le courrier d'octobre, il suivra les directives de Stanley et il proposera d'abandonner ces redevances. *Note:* Il a été répondu à cette lettre le 5 septembre. p. 671 Halifax, le 16 juillet.

Campbell à Spring Rice. Il lui transmet un rapport sur le revenu casuel et les estimations ainsi que d'autres papiers qui démontrent que les fonctionnaires ont reçu seulement un tiers de leur traitement. Il lui envoie aussi un mémoire sur la somme de 1,242 louis et 5 chelins qui est réclamée de la *General Mining Association*. Même si cette somme est payée, le revenu accusera un déficit; les ventes de charbon ne sont pas considérables cette année. Il demande du secours financier. p. 679 Halifax, le 17 juillet.

Annexes:—

(1) Rapport sur le revenu casuel. p. 684

(2) Pièces qui se rapportent au revenu. p. 687

(3) Mémoire sur la somme réclamée de la *General Mining Association*, le 1er juillet 1834. p. 691

Sous-annexes:—

(i) Extrait du bail, le 25 août 1826. p. 695

(ii) Permis d'exploiter les mines de Pictou, le 3 novembre 1819. p. 703

(iii) Permis d'exploiter une autre mine à Pictou, le 3 novembre 1819. p. 707

(iv) J. Smith [au nom de la *General Mining Association*], à sir Rupert D. George, secrétaire, Albion Mines, le 17 juin 1834. p. 711

(v) Plan des houillères des mines Albion, dans le district de Pictou. (Dans la division des Cartes géographiques.)

Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la dépêche du 5 juin, faisant savoir que ce dernier est nommé secrétaire des Colonies. p. 725 Halifax, le 25 juillet.

Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception des dépêches N^{os} 25 et 26, des 21 et 22 mai, en vertu desquelles J. W. Nutting est nommé greffier de la Couronne et protonotaire; à propos de la loi de 1832 sur le mariage. p. 721 Halifax, le 26 juillet,

Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception des dépêches N^{os} 1 et 2, des 23 et 24 mai, ainsi que des décrets du Conseil confirmant la loi sur le mariage. Il lui accuse aussi réception de 61 autres lois. p. 717 Halifax, le 26 juillet.

1834
Halifax, le 28 juillet. Campbell à Spring Rice. Il lui transmet la correspondance échangée avec C. R. Fairbanks qui a résigné ses fonctions de solliciteur général pour devenir garde des archives en remplacement de S. B. Robie. Fairbanks désire être nommé procureur général si ce poste devient vacant. J. W. Johnston sera nommé solliciteur général. *Note:* Nominations approuvées, le 22 août 1834. p. 729

Annexes:—

(1) S. G. W. Archibald, procureur général, à George, Halifax, le 21 juillet 1834. Il refuse le poste de garde des archives. p. 733

(2) Fairbanks à George, Halifax, le 28 juillet 1834. Il accepte le poste. p. 737

Halifax, le 28 juillet. Campbell à Hay. Il lui transmet une documentation au sujet de l'impossibilité de payer le traitement des fonctionnaires. Il a refusé d'accepter un tiers de son traitement; il ne saurait continuer à exercer ces fonctions à moins qu'il ne reçoive l'assurance d'être payé. Il devrait pouvoir tirer une traite pour son traitement ou le recevoir du commissariat. Sa maison et ses frais de départ lui ont occasionné une dépense de 3,000 louis et il n'a encore rien reçu. p. 745

Annexes:—

(1) Mémoire sur le revenu casuel et les arriérés de ses appointements. p. 757

(2) Son rapport. p. 762

(3) Extrait de la correspondance échangée entre Hay et Campbell au sujet de ses appointements. p. 765

Sous-annexe:—

Mémoire sur les difficultés que soulève cette affaire; moyen d'aplanir ces difficultés. p. 753

Halifax, le 6 août. Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la dépêche N° 4, du 2 juillet, au sujet du commerce et des ports de la Nouvelle-Écosse. p. 771

Halifax, le 7 août. Campbell à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 1er juillet. Il lui promet de suivre les instructions au sujet de la transmission du double des dépêches. p. 775

Halifax, le 7 août. Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la dépêche N° 5, du 3 juillet, permettant d'assurer aux Acadiens du canton d'Argyle la possession des terres qu'ils détiennent moyennant le payement des honoraires qui sont dus. *Note:* A mettre de côté. p. 779

Halifax, le 9 août. Campbell à Spring Rice. S. S. Blowers a refusé une nouvelle commission le nommant juge de l'Amirauté. C. R. Fairbanks est donc nommé à ce poste. *Note:* A-t-on pris là-dessus les mesures nécessaires dans la métropole. p. 783

Halifax, le 12 août. Campbell à Spring Rice. Il lui transmet une lettre du capitaine H. A. Gladwin, autrefois du 19e des Dragons, qui réclame, à titre gracieux, la concession d'une terre évaluée à 200 louis. Il demande là-dessus les instructions nécessaires. p. 787

Annexe:— 1834

Gladwin à George, Musquodoboit, le 30 juillet 1834. p. 791

Campbell à Spring Rice. Il lui transmet une documentation sur S. G. W. Archibald qui, en sa qualité de procureur général, réclame une plus forte remunération parce qu'il a dû renoncer à certains honoraires attachés aux concessions de terres. p. 795 Halifax, le 13 août.

Annexes:—

(1) Archibald à Campbell, Halifax, le 5 août 1834. p. 799

(2) Archibald à T. N. Jeffery, administrateur, le 15 avril 1834. p. 801

(3) Mémoire sur cette affaire, Halifax, le 7 août 1834. p. 803

(4) Jeffery à Stanley, Halifax, le 18 novembre 1834. p. 807

(5) Extrait d'une lettre de Jeffery à Stanley, le 15 avril 1834. p. 811

Mémoire à T. F. Elliott, greffier au bureau des Colonies, au sujet de l'importance de la dépêche de la Nouvelle-Écosse; aussi un mémoire du 22 août déclarant qu'on a dû consentir à ce qu'une somme soit prise dans la caisse militaire pour payer les traitements dus aux fonctionnaires. Il faudrait commencer à percevoir les redevances. p. 675 Le 21 août.

Campbell à Spring Rice (personnelle). Il y a des cas de choléra dans tous les ports et les règlements de la quarantaine n'ont pas été observés. On a ouvert des hôpitaux. Il demande des fonds. *Note:* le 2 octobre. Le lieutenant-gouverneur pourra dépenser 500 louis pour remédier à la situation. p. 815 Halifax, le 2 septembre.

Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la dépêche N° 7, du 2 août, au sujet des concessions accordées dans le Cap-Breton aux officiers en demi-solde. p. 819 Halifax, le 23 septembre.

Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la circulaire du 5 juillet, stipulant que tout poste devenu vacant devrait faire l'objet d'un étude avant la nomination d'un titulaire. p. 823 Halifax, le 23 septembre.

Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la dépêche N° 8, du 3 août. Il a fait part à l'évêque de la nouvelle entente conclue pour le soutien des missionnaires de la Société pour la propagation de l'Évangile. Il lui accuse aussi réception de la dépêche N° 9, du 4 août, qui explique pourquoi on a différé de répondre au mémoire du clergé sur le sujet. p. 827 Halifax, le 24 septembre.

Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la dépêche N° 10, du 5 août. On a fait savoir à J. S. Morris que sa demande sera étudiée si ses fonctions de commissaire des terres de la Couronne sont modifiées. p. 831 Halifax, le 25 septembre.

1834

Halifax, le 26 septembre. Campbell à Spring Rice. Il lui demande une réponse à la dépêche de Jeffery, du 7 mars 1834, qui approuvait la requête du capitaine T. Crawley, inspecteur général au Cap-Breton, désireux d'obtenir une rémunération pour avoir tracé l'état descriptif de terres pour le commissaire des terres de la Couronne. *Note:* Une dépêche en réponse à cette lettre partira par le premier courrier. p. 835

Annexes:—

(1) Jeffery à Stanley, Halifax, le 7 mars 1833. p. 839

(2) La requête, Sydney, le 26 février 1834. p. 843

Halifax, le 26 septembre. Campbell à Hay. Il lui transmet la copie de la dépêche du 9 août qui fournit tous les renseignements sur le poste de juge de la cour de la Vice-Amirauté. Comme le juge en chef et le procureur général ont refusé d'exercer ces fonctions, le poste a été confié à C. R. Fairbanks. *Note:* par J. Stephen, sous-secrétaire, le 22 octobre. Il faudra remettre ce texte à Hay qui connaît la question. p. 847

Annexe:—

Campbell à Spring Rice, Halifax, le 9 août 1834. p. 851

Halifax, le 29 septembre. Campbell à Spring Rice. Il lui transmet le rapport annuel sur les émoluments que reçoivent les officiers de la quarantaine à Halifax. p. 855

Annexe:—

Le rapport. p. 859

Halifax, le 30 septembre. Campbell à Spring Rice. Les mesures prises pour combattre le choléra. Comme cette maladie s'est introduite dans le pays par l'intermédiaire d'émigrants naufragés, il a cru opportun de prendre 500 louis à même les fonds pour le soutien des émigrants en quarantaine Il a déjà dépensé 1,500 louis. p. 863

Halifax, le 30 septembre. Campbell à Spring Rice (confidentielle). Il lui accuse réception de la lettre du 25 juin. On discutera sans doute la composition du Conseil au cours de la prochaine session. Son expérience ne lui permet pas de formuler là-dessus une opinion. p. 871

Halifax, le 18 octobre. Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception des dépêches N^{os} 11 à 16, des 20 et 22 août et des 1er, 3 et 4 septembre. p. 875

Halifax, le 20 octobre. Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la dépêche N° 17, du 5 septembre. Il ne sait pas jusqu'à quelle date il faudra remonter pour percevoir l'arriéré des redevances. *Note:* Il faudra commencer à l'année 1831. p. 879

Le 20 octobre. Résumé d'une lettre personnelle de Campbell qui accuse réception de la lettre du 20 octobre au sujet de son traitement. p. 883

Halifax, le 11 novembre. Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la dépêche N° 18 du 27 septembre. Il a fait savoir à S. G. W. Archibald que sa demande de relèvement de traitement sera étudiée lorsqu'on saura ce que l'Assemblée prétend faire au sujet de nouvelles ententes financières. p. 885

Campbell à Spring Rice. Il le remercie de la dépêche N° 19, du 2 octobre, au sujet de l'épidémie de choléra. Son compte se chiffrera probablement à 467 louis, 11 chelins et 3 deniers. Les deux autres tiers des frais seront payés à même les fonds provinciaux et particuliers. 1834 Halifax, le 12 novembre. p. 889

Campbell à Spring Rice. Il lui accuse réception de la dépêche N° 6, du 1er août. Il n'existe aucune pièce attestant qu'une terre a été concédée au brigadier général Courtland Skinner; on a cherché en vain cette pièce dans le Nouveau-Brunswick. Il lui transmet une documentation renfermant un rapport d'Edward Bartlett qui démontre que Skinner a rendu de grands services et a subi des pertes considérables. Halifax, le 13 novembre. p. 893

Annexes:—

(1) Le mémoire de J. S. Morris, inspecteur général, le 29 septembre 1834. p. 897

(2) W. F. Odell, secrétaire du Nouveau-Brunswick, à George, Fredericton, le 4 novembre 1834. p. 901

(3) Le mémoire de E. Bartlett. p. 905

Campbell à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 2 octobre. Avant de recevoir cette lettre, on avait donné l'ordre à J. Bainbridge, agent de la colonie, de remettre à Hay une carte gravée de la Nouvelle-Écosse sur le point d'être terminée. Halifax, le 14 novembre. p. 911

Campbell à Spring Rice. Il lui transmet le discours et les adresses prononcés lors de l'ouverture de la session, le 27 novembre. Halifax, le 29 novembre. p. 915

Annexes:—

(1) Le discours. p. 919

(2) L'adresse du Conseil législatif. p. 931

(3) L'adresse de l'Assemblée. p. 935

Campbell à Spring Rice. Il lui transmet une documentation sur R. Gibbons qui réclame certaines terres connues sous le nom de "terres de l'école". Ses commentaires. Gibbons se rend en Angleterre et pourra communiquer là-dessus avec le bureau des Colonies. Halifax, le 1er décembre. p. 943

Annexes:—

(1) La requête de Gibbons. p. 959

Sous-annexe:—

Permis accordé à Gibbons, le 26 janvier 1786. p. 963

(2) Gibbons à George, Sydney, le 29 janvier 1834. p. 967

(3) Rapport du comité du Conseil, Halifax, le 30 janvier 1834. p. 971

(4) Mémoire de l'évêque de la Nouvelle-Écosse, Halifax, le 4 décembre 1834. p. 975

1834 (5) Gibbons à George, Sydney, le 1er mai 1834. p. 979

(6) Gibbons à George, Sydney, le 14 octobre 1834. p. 983

Sous-annexes:—

(i) Mémoire du bureau des Colonies sur la question. p. 955

(ii) [Spring Rice] à Campbell, Downing St., le 25 janvier 1835 (brouillon). Il discute la question. Pourquoi sa terre devrait être affectée à l'éducation; il n'est pas nécessaire d'accorder à Gibbons une autre terre d'une valeur équivalente. p. 947

Halifax, le 24 décembre. Liste des dépêches reçues, le 20 décembre 1834. Ces dépêches portent les numéros 20 à 26 et sont datées du 4 septembre au 31 octobre, y compris une circulaire datée du 5 octobre. p. 987

Halifax, le 29 décembre. Campbell à Spring Rice. L'adoption de la loi qui permet la remise des redevances. Pourquoi il l'a approuvée même lorsque cette loi comportait des restrictions. Il lui transmet une lettre de S. G. W. Archibald, président de l'Assemblée, qui lui a conseillé de ne pas insister auprès de ce corps sur la question des arriérés de la liste civile. Nécessité d'avoir l'aide du Parlement afin de suppléer au revenu casuel. p. 991

Annexes:—

(1) Archibald à George, Halifax, décembre 1834. p. 999

(2) Mémoire de Campbell sur l'insuffisance du revenu casuel. p. 1001

(3) La loi se rapportant aux redevances. p. 1007

Sous-Annexe:—

Mémoire personnel de Hay sur la réponse qu'il faudra rédiger. On exprimera sa satisfaction de constater que la question des redevances est réglée mais on déplorera le fait que l'on n'a pas pourvu aux arriérés. Les difficultés que comporte le règlement de cette question. On s'adressera au Parlement cette année. p. 1015

Halifax, le 29 décembre. Campbell à Hay (personnelle). Commentaires sur les renseignements donnés à Spring Rice dans la dépêche précédente. Il attire l'attention sur la question de son traitement. Il espère que l'on prendra des mesures pour qu'il reçoive régulièrement son traitement à l'avenir. p. 1019

Nouvelle-Écosse, A. 179

EMPLOIS PUBLICS ET DIVERS, 1834

Amirauté

Amirauté, le 6 janvier. J. Barrow, deuxième secrétaire, à R. W. Hay, sous-secrétaire au ministère des Colonies. Il lui accuse réception de la lettre du 7 décembre Il conviendrait d'établir un phare à l'île Scatterie, mais il n'existe pas de fonds permettant d'acquitter les frais de l'entreprise. Les autres colonies devraient payer une partie de ces frais. p. 7

Le capitaine F. Beaufort, hydrographe, à Hay. Peut-il emprunter le rapport sur les phares de la Nouvelle-Écosse et dans les autres colonies de l'Amérique du Nord? Ce rapport existe-t-il? p. 11 — 1834 Amirauté, le 12 mars.

Barrow à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 21 mars. On accordera, au major général sir Colin Campbell, un billet de passage à bord du *Président*, vaisseau de Sa Majesté. Combien de personnes devront l'accompagner? *Note:* Il faudra obtenir ce renseignement de Campbell. p. 13 — Amirauté, le 24 mars.

Barrow à Hay. On pourra déposer les dépêches à bord du *Gannet*, vaisseau de Sa Majesté, qui partira de Falmouth. p. 17 — Amirauté, le 7 mai.

Barrow à Hay. Il lui accuse réception de la note. Le *Gannet* partira probablement au cours de la prochaine semaine. p. 21 — Amirauté, le 8 mai.

Barrow à Hay. Il lui accuse réception de la note du 6 juin. Nulle pièce ne démontre que S. S. Blowers a refusé le poste de juge de la cour de la Vice-Amirauté. p. 25 — Amirauté, le 10 juin.

Mémoire: on a demandé à Barrow de retourner la note de Hay en date du 6 juin. p. 28 — Le 11 juin.

Barrow à Hay. Il lui retourne la note de Hay en date du 6 juin. (L'annexe manque.) *Note:* On n'aurait pas dû envoyer l'original de ce document. p. 29 — Amirauté, le 13 juin.

Barrow à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 15 juin. On ne sait pas si Blowers a refusé d'exercer les fonctions de juge de la cour de la Vice-Amirauté. Si tel est le cas, l'Amirauté nommera le candidat de Spring Rice. p. 33 — Amirauté, le 21 juin.

Barrow à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 6 septembre et il lui déclare que C. R. Fairbanks a été nommé juge de la cour de la Vice-Amirauté. p. 37 — Amirauté, le 11 septembre.

Agent

J. Bainbridge, agent, à Hay. En plus de ce qui est mentionné dans l'adresse de la Nouvelle-Écosse, au sujet d'un phare à l'île Scatterie, l'*Astrea*, qui se dirigeait vers Québec, a fait naufrage et a perdu 237 de ses 240 passagers. p. 43 — 15 Kings Arms Yard, le 18 juin.

Commandant en chef

Lord Fitzroy Somerset, secrétaire, à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 17 février. Le 83e régiment sera envoyé à Halifax. La liste des personnes qui devront avoir un billet de passage. *Note:* Il faudra mettre l'Amirauté au courant du tonnage nécessaire. p. 50 — Grand Quartier-général, le 19 février.

Fitzroy Somerset à Hay. Il a reçu une lettre de Campbell qui déclare que les ravages du choléra diminuent à Halifax. Campbell craint de ne pas recevoir son traitement; il aimerait mieux être payé par la métropole. *Note:* On n'a pas répondu à cette lettre qui pourrait être mise de côté selon les instructions de Hay. p. 53 — Grand Quartier-général, le 22 octobre.

Bureau du Commerce

Le baron Auckland, président, à l'honorable E. G. Stanley, secrétaire d'État. Il ne peut lui rendre visite demain, mais C. P. — Bureau du Commerce, le 16 mai.

1834 Thomson, vice-président, le remplacera et aussi J. D. Hume, secrétaire-adjoint, si Stanley le désire. Il a dit à Stanley ce qu'il pense de sa demande. La question des préposés à l'entreposage sera soumise à la Douane. Liverpool et Yarmouth seront des ports francs au sens large du terme. Il ne s'oppose pas à accorder les mêmes privilèges à Amherst et aux autres ports, mais ces ports ne peuvent être ouverts au commerce étranger que pour les vaisseaux britanniques. Il lui transmet, sur le même sujet, une lettre de J. Stephen, avocat du bureau des Colonies. p. 57

Annexe:—

Stephen à Hume, Downing St., le 16 mai 1834. p. 61

Whitehall, le 7 juin. T. Lack, secrétaire, à Hay. Par suite des représentations d'A. Stewart, on a décidé de faire de Yarmouth et Liverpool des ports d'entreposage libres. Le bureau du Commerce ne pourra permettre l'ouverture de certains ports de moindre importance, car ce serait provoquer des mesures de représailles de la part d'autres pays. Windsor et Cumberland peuvent être déclarés ports francs si les habitants le désirent. Rapport sur le personnel du bureau de la Douane; les réductions projetées. Les fonds de la NouvelleÉcosse ne devront pas être soumis à de nouvelles charges. Il recommande de placer un officier à Wallace. p. 65

Annexe:—

Le personnel et les traitements, bureau de la Douane. p. 69

Whitehall, le 23 juin. Lack à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 7 juin. Les lords du Commerce n'ont rien à ajouter à l'opinion déjà exprimée. En conséquence, il n'est pas nécessaire de nommer une commission d'enquête comme le propose le Conseil de la Nouvelle-Écosse. p. 71

LE CONSEIL

Downing St., le 28 avril. J. Stephen à Hay. A son sentiment, on ne pourra nommer T. Ritchie juge de la cour Suprême: *Note:* Pourquoi il n'est pas nécessaire de communiquer avec Ritchie. p. 77

TRÉSORERIE

Trésorerie, le 10 janvier. L'honorable J. Stewart, secrétaire-adjoint, à Hay. Si le collège King ne reçoit pas son octroi, la Trésorerie approuvera la demande au Parlement d'accorder une pension au révérend Dr C. Porter. *Note:* Il faudra porter la chose à la connaissance de Porter. p. 83

Trésorerie, le 2 mai. Stewart à Hay. Il faudra faire savoir aux membres du corps ecclésiastique que, à partir du 31 mars, les traitements seront payés trimestriellement au lieu d'être payés, comme par le passé, le 30 juin et le 31 décembre. p. 87

Trésorerie, le 8 août. Stewart à Hay. Il lui transmet un rapport de G. Maule, avocat de la Trésorerie, au sujet de l'attitude prise par la *General Mining Association* en ce qui a trait aux mines du Cap-Breton. p. 91

Annexe:—

Maule à Stewart, Lincoln's Inn, le 19 juillet 1834. p. 93

Stewart à Hay. On donnera l'ordre aux officiers du Commissariat de payer les missionnaires quand la liste aura été reçue. Il demande copie des instructions envoyées dans le Haut-Canada et dans le Nouveau-Brunswick pour donner suite à la nouvelle entente dans la mesure où elle concerne les colonies. p. 99 1834 Trésorerie, le 28 août.

Stewart à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 24 août. Il lui propose de mettre à la retraite T. Crawley, inspecteur général du Cap-Breton, et d'assigner ces fonctions à un autre fonctionnaire. Crawley pourra recevoir une pension de 120 louis en plus de sa pension de retraite du service de la Marine. p. 103 Trésorerie, le 19 septembre.

Annexe:—

Mémoire: Crawley est aussi surintendant des Mines et ces fonctions ne pourraient être exercées par l'inspecteur général de la Nouvelle-Écosse puisque la résidence est obligatoire. La meilleure façon de procéder serait d'envoyer une lettre au lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse et de lui demander de mettre Crawley à la retraite si possible. p. 105

Stewart à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 2 octobre. La Trésorerie acceptera les traites jusqu'à concurrence de 500 louis pour acquitter les dépenses causées par le choléra. La Nouvelle-Écosse devra prendre des mesures de protection et les sommes qui ne peuvent être prélevées sur le revenu casuel ou sur les fonds locaux devraient être insérées dans les estimations parlementaires. Il faudra soumettre copie des instructions à ce sujet pour la gouverne des vérificateurs. p. 109 Trésorerie, le 13 octobre.

Stewart à Hay. Il lui transmet copie d'une lettre de sir Colin Campbell. La Trésorerie acceptera sa traite de 467 louis, 11 chelins et 3 deniers, pour acquitter les dépenses causées par l'épidémie de choléra. Il faudra insérer cette somme dans les estimations, à moins qu'elle ne puisse être payée à même les revenus de la Nouvelle-Écosse. *Note:* On a inscrit cette somme dans le livre des estimations. p. 113 Trésorerie, le 5 novembre.

Annexe:—

Campbell à la Trésorerie, Halifax, le 30 septembre 1834. p. 115

Stewart à Hay. Il lui transmet un autre rapport de G. Maule, solliciteur de la Trésorerie, au sujet du bail de la *General Mining Association*. C'est la société qui devrait enregistrer le bail dans la Nouvelle-Écosse. *Note:* le 17 décembre. On demande à T. F. Elliot de donner des renseignements sur la question. p. 121 Trésorerie, le 16 décembre.

Annexe:—

Maule à Stewart, Lincoln's Inn, le 2 décembre 1834. p. 129

Sous-annexe:—

Mémoire d'Elliot pour J. Stephen; commentaires sur la question. p. 123

1834 GENERAL MINING ASSOCIATION

10 Ludgate Hill, le 1er mai. G. Duval, secrétaire, à Hay. Il lui transmet copie de la lettre des exécuteurs testamentaires de feu le duc d'York; ceux-ci prétendent que les mines du Cap-Breton étaient incluses dans la concession en question. La Trésorerie devra prendre les mesures nécessaires au sujet de la société qui a déjà dépensé des sommes considérables par suite de son bail. p. 135

Annexe:—

J. Parkinson, exécuteur testamentaire du duc d'York, à Duval, 66 Lincoln's Inn Fields, le 30 avril 1834. p. 137

10 Ludgate Hill, le 28 mai. Duval à Hay. Il lui transmet une autre lettre; le retard apporté à la mise à exécution des stipulations du bail et les dépenses qui en résultent; la fidélité de la société à observer les conditions du bail. p. 143

Annexes:—

(1) Duval à Parkinson, Londres, le 13 mai 1834. p. 147

(2) E. W. Rundell à Duval, Thorndean, le 5 mai 1834. p. 149

(3) Parkinson à Duval, 66 Lincoln's Inn Fields, le 24 mai 1834. p. 151

ADMINISTRATION DES POSTES

Administration des Postes, le 21 février. Sir Francis Freeling, secrétaire, à Hay. L'administration des Postes et les journaux. MM. Holland et Ward devaient connaître les règlements des Postes lorsqu'ils commencèrent à publier leurs textes. p. 157

Administration des Postes, le 29 avril. Freeling à Stanley. Il lui envoie un journal des États-Unis qui est arrivé avec le nom de Stanley sur la bande. (L'annexe manque.) *Note:* le 30 avril. A propos du revenu casuel et territorial. p. 161

BUREAU DE L'IRLANDE

Dublin Castle, le 9 août. Le lieutenant-colonel sir William Gossett, sous-secrétaire, à Hay. J. et E. Farrell ont émigré. On ne leur a promis aucune terre et aucune pension. p. 165

NORTH AMERICAN COLONIAL SOCIETY

Glasgow, le 7 juillet. Mémoire de la *North American Colonial Society* (dont le révérend Robert Burns est le secrétaire). Ce que la société a fait pour promouvoir les intérêts de l'Église d'Écosse dans l'Amérique britannique du Nord. La situation au Cap-Breton. Il lui transmet un projet de diviser l'île en paroisses avec l'établissement d'une école et d'une église dans chacune d'elles. (L'annexe manque. Voir A. 181, p. 469.)

A

Halifax, le 15 mars. S. G. W. Archibald, procureur général et président de l'Assemblée, à Hay. Il lui présente J. W. Nutting, adjoint du greffier de la Couronne et protonotaire. p. 181

2 York Terrace, Regent's Park, le 24 mai. Mémoire soumis par C. D. Archibald sur la réclamation de S. G. W. Archibald qui, en sa qualité de procureur général, désire un relèvement de traitement. p. 191

Annexe:— 1834

Le *Nova Scotian*, le 3 avril 1834: compte rendu du discours d'Archibald sur les redevances. (Imprimé.) p. 195

Remarques de C. D. Archibald: les droits que la Couronne perçoit sur les vins. p. 199 — 3 York Terrace, Regents Park, le 24 mai.

Archibald à Stanley. Il lui présente A. Stewart que l'Assemblée a envoyé en Angleterre afin de discuter avec le Gouvernement la question du commerce étranger. *Note:* A propos de l'entretien. p. 185 — Chambre de l'Assemblée, le 14 juin.

Annexe:—

Résolution qui nomme Alex. Stewart, le 21 mars 1834. p. 187

Archibald à Hay. L'adoption de la loi au sujet des redevances lui a occasionné beaucoup de travail et de craintes. Il demande que son traitement de procureur général soit relevé. p. 203 — Halifax, le 30 décembre.

Annexe:—

(1) Mémoire de T. F. Elliot à J. Stephen où l'auteur demande une explication de la partie de la lettre d'Archibald se rapportant à une perte de revenu par suite des méthodes de saisie suivies par les douaniers. p. 215

(2) Explication de Stephen qui considère que la réclamation n'est pas fondée. p. 211

B

W. B. Bliss à Stanley. Il lui demande d'être nommé juge. p. 221 — Halifax, le 8 mars.

Bliss à Stanley. Il le remercie de la nomination. p. 225 — Halifax, le 22 mai.

C

Mme Barbara Cox à ——. Elle demande le payement de sa pension. p. 231 — 3 Argyle Place, Cheltenham, le 2 janvier.

Anna M. Cox à ——. Elle demande le payement de la pension de sa mère. *Note:* Impossibilité pour le moment de lui faire tenir une réponse satisfaisante. p. 233 — 3 Argyle Place, le 11 mars.

Mme Cox à ——. Elle accuse réception de sa pension. Elle demande que cette pension soit dorénavant payée par la Trésorerie afin d'éviter des retards. p. 237 — 3 Argyle Place, Cheltenham, le 10 avril.

Anna M. Cox à ——. La mort de sa mère. Elle voudrait que la dernière traite soit payable à sa sœur et à elle-même et que la pension soit dorénavant versée par la Trésorerie. p. 243 — 3 Argyle Place, le 18 août.

Anna M. Cox à ——. Elle demande de l'aide pour obtenir le payement de la pension. p. 247 — Argyle Place, le 22 août.

1834
3 Argyle Place, Cheltenham, le 21 décembre. Anna M. Cox au duc de ——. Elle demande de l'aide pour obtenir sa pension de la Trésorerie au lieu de la Nouvelle-Écosse. *Note:* Impossibilité pour le moment d'éviter le retard; on espère en venir à de nouveaux arrangements. p. 251

Essex, sans date. Mary A. Cassidy à Stanley. Elle demande l'adresse du juge en chef, B. Halliburton. p. 239

D

Le 15 avril. —— Dawson à Hay. Il demande si quelqu'un a été nommé juge de la Nouvelle-Écosse. *Note:* W. B. Bliss a été nommé à ce poste. p. 257

F

Halifax, le 22 mars. C. R. Fairbanks à Hay. Il lui présente J. W. Nutting, adjoint du greffier de la Couronne et protonotaire. *Note:* On a décidé de nommer Nutting à ce poste. p. 263

Halifax, le 15 avril. Fairbanks à Hay. Les délibérations au sujet des redevances et du traitement des fonctionnaires. Commentaires sur le sujet. p. 267

Annexes:—

(1) Message de T. N. Jeffery, administrateur, à l'Assemblée, au sujet des redevances, le 31 janvier 1834. (Imprimé.) p. 275

(2) Message sur le revenu casuel et territorial, le 31 janvier 1834. (Imprimé.) p. 277

(3) La loi sur les redevances. (Imprimé.) p. 281

(4) Extrait des journaux de l'Assemblée, le 15 mars et le 22 mars 1834. (Imprimé.) p. 305

(5) Le *Nova Scotian*, le 27 mars 1834. p. 319

(6) Le *Nova Scotian*, le 3 avril 1834. p. 325

(7) Le *Nova Scotian*, le 10 avril 1834. p. 331

Halifax, le 13 août. Fairbanks à Hay. Il lui transmet copie de la correspondance échangée au sujet de sa nomination comme garde des archives, et il lui demande d'envoyer un mandat ainsi qu'une commission pour le poste de juge de la Vice-Amirauté. La rémunération que comportent ces postes; il désire qu'on accorde toute l'attention nécessaire à cette question. p. 335

Annexes:—

(1) Loi qui pourvoit à la nomination d'un garde des archives. p. 341

(2) George à Fairbanks, Halifax, le 23 juillet 1841. Il offre à Fairbanks le poste de garde des archives. p. 351

(3) Fairbanks à George, Halifax, le 20 juillet 1834. p. 353

Sous-annexes:—

(i) Mémoire sur les émoluments des juges de la cour de la Vice-Amirauté dans les autres colonies.

(ii) Note du 15 septembre: on ne peut rien faire pour le moment au sujet des émoluments mais on soumettra ultérieurement la question à Spring Rice. 1834 p. 348

G

J. Galt à Stanley (personnelle). La *General Mining Association* a rejeté la proposition de la Nouvelle-Écosse. Toutefois, certains membres approuvent le projet. Il est très important de connaître l'opinion de S. Cunard qui est en Angleterre. Cunard lui a dit que la Couronne n'est pas censée posséder un grand nombre de terres dans la Nouvelle-Écosse. A propos de la formation d'une société des terres. *Note:* Il faudra faire savoir à Galt que les circonstances ne permettent pas l'établissement d'une pareille société. Barn Cottage, Brompton, le 3 janvier. p. 363

Annexe:—

Esquisse d'un projet. p. 367

Sous-annexe:—

Mémoire du 14 janvier par T. F. Elliot: pourquoi ce projet ne mérite pas d'être encouragé. p. 371

Sir Rupert D. George, secrétaire provincial, à Hay. Il lui transmet les pensions de J. Hyde et de Mme B. Cox. Explications du retard. Halifax, le 8 mars. p. 375

George à Hay. Il lui transmet des traites pour la pension de J. Hyde et de Mme B. Cox, ainsi qu'une traite pour la pension due à Mme E. Hartley à sa mort. *Note:* Comment disposer de ces traites. Halifax, le 20 mars. p. 379

Annexe:—

Traite en faveur de Mme Cox. p. 383

Note de sir Rupert D. George: il pourvoit à une seconde traite pour la pension de Mme Cox. Halifax, le 20 mars. p. 385

George à Hay. Il lui transmet des traites acquittant la moitié des pensions de J. Hyde et de Mme B. Cox. Il lui fait remarquer que les fonctionnaires n'ont reçu que la moitié de leur traitement. Halifax, le 10 juin. p. 391

Annexe:—

Double de la traite en faveur de Hyde. p. 387

[B. Charles Grass, marchand de Londres] à Spring Rice. Il lui transmet un extrait des journaux de l'Assemblée. Il est l'agent des personnes qui ont demandé une charte pour la *Royal Marine Insurance Co.* 14 Upper Stamford St., le 8 juillet. p. 395

Annexe:—

L'extrait. p. 401

Sous-annexe:—

Mémoire de T. F. Elliot, du 17 juillet. Pourquoi la demande d'une charte a été refusée. p. 399

1834 H

Dorchester, le 3 janvier. J. Hyde à Hay. Il lui transmet une lettre de sir Rupert D. George. A-t-on l'intention d'abandonner le revenu casuel de la Nouvelle-Écosse? Sir Rupert D. George a-t-il remis certaines sommes? *Note:* On étudie actuellement les mesures financières. p. 411

Dorchester, le 22 janvier. Hyde à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 10 janvier. Il n'avait pas l'intention de tenir le bureau des Colonies responsable du retard. Il regrette que lord Ripon ait donné l'ordre à la Nouvelle-Écosse de payer les pensions. p. 415

Dorchester, le 29 janvier. Hyde à [Stanley]. Les mesures financières et les inconvénients qui en résultent pour les titulaires d'une pension. *Note:* du 1er février. Ordre de dresser une liste des pensionnaires; possibilité de s'adresser au Parlement. p. 419

Annexe:—

La liste. p. 423

Halifax, le 8 mars. W. Hill, juge de la cour Suprême, à Hay. Il lui recommande A. Stewart qui désire être nommé solliciteur général. p. 427

Halifax, le 21 mars. Le juge en chef B. Halliburton à Hay. Il lui transmet une documentation qui démontre que l'on s'est efforcé de recueillir des souscriptions dans le dessein de constituer un fonds pour l'achat de la propriété d'Abbotsford. Cette propriété devait être remise à la famille de sir Walter Scott. L'échec de l'entreprise. Il lui présente J. W. Nutting qui désire être nommé greffier de la couronne et protonotaire. *Note:* On doit des remerciements à Halliburton. p. 431

Annexes:—

(1) W. H. Keating à Halliburton, Yarmouth, le 7 mars 1834. p. 435

(2) Avis de la souscription d'Abbotsford, Yarmouth, le 4 octobre 1833. (Imprimé.) p. 439

Dorchester, le 30 mars. J. Hyde à Hay. Il lui accuse réception de la pension et il lui transmet une lettre adressée à Stanley demandant un plus prompt payement de cette pension. *Note:* Le secrétaire d'État ne saurait s'immiscer dans cette affaire. Si Hyde le désire, on pourra transmettre sa lettre à sir Rupert D. George. p. 443

Annexe:—

Hyde à Stanley, Dorchester, le 30 mars 1834. p. 447

Dorchester, le 13 avril. Hyde à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 4 avril. Pourquoi il devrait être payé par la Couronne. p. 451

Dorchester, le 27 avril. Hyde à Stanley. Nouvel appel. p. 455

Dorchester, le 13 juillet. Hyde à Hay. Nouvel appel. p. 459

Dorchester, le 24 juillet. Hyde à [Hay] (personnelle). Nouvel appel. p. 463

Hyde à [Hay]. Il lui accuse réception de la pension. Comment peut-il vivre jusqu'à Noël avec 25 louis? Existe-t-il une solution au problème financier? p. 467 1834 Dorchester, le 19 août.

Hyde à Hay. Il lui transmet une propostion qu'il a recue de J. Kirkland et il espère qu'elle sera bien accueillie. (L'annexe manque.) p. 471 Dorchester, le 22 août.

Annexe:—

Mémoire: La pension de Hyde. Le département ne saurait en garantir le payement. C'est une question qui, comme toute autre, doit être étudiée du point de vue financier. *Note:* Le 6 septembre. Il s'oppose à cette demande. p. 473

Hyde à Hay. Il demande si la lettre de Hay, du 28 août, constitue une réponse à la demande de Kirkland. p. 475 Dorchester, le 29 août.

W. Hill à Hay. Il lui transmet une requête des juges adjoints de la cour Suprême qui désirent obtenir un relèvement de leurs émoluments. p. 477 Halifax, le 29 décembre.

Annexe:—

La requête, Halifax, le 29 décembre 1834. p. 481

J

H. Jephson, M.D., à ——. J. W. Johnston, solliciteur général, et la maladie de sa femme. *Note:* le 8 janvier. On fera savoir à Johnston que son excuse est acceptée. p. 500 Lemington, le 22 décembre.

K

Sir James Kempt à Stanley (personnelle). Lorsque les cours de districts furent établies dans la Nouvelle-Écosse, on décida que les juges de ces cours ne pourraient être nommés à la cour Suprême. T. Ritchie a été juge dans le district de l'Ouest. Il recommande de nommer W. B. Bliss à la cour Suprême. *Note:* de Stanley. W. B. Bliss devrait être nommé puisque J. W. Johnston a refusé ce poste. p. 506 Brook Town, près Colham, le 1er avril.

M

Sir Peregrine Maitland à Hay (personnelle). Il demande que les sommes qui lui sont dues dans la Nouvelle-Écosse lui soient payées en Angleterre. p. 511 Brighton, le 28 février.

J. Marks à Stanley. Il lui demande de transmettre une [lettre] à sir Colin Campbell. p. 515 Limerick, le 21 mars.

J. S. Morris, commissaire des terres de la Couronne. Il lui transmet un rapport et un relevé des ventes des terres au cours de la dernière année. p. 517 Halifax, le 21 mars.

Annexes:—

(1) Le rapport, le 5 janvier 1834. p. 521

(2) Le relevé des terres vendues pendant l'année 1833. p. 523

1834
Brighton, le 29 mars. Maitland à ——. Il lui accuse réception de l'arriéré de son traitement. Il aimerait avoir des nouvelles sur la décision de l'assemblée. p. 527

Annexe:—

Le mémoire sur le traitement et les indemnités de Maitland en 1833. p. 531

46 York Terrace, Londres, le 7 mai. J. W. Nutting à Stanley. W. Thomson, greffier de la Couronne et protonotaire, est mort en mars. Nutting demande de le remplacer; il a été adjoint de Thomson pendant 22 ans. p. 531

Annexes:—

(1) La recommandation des juges, le 8 mars 1834. p. 547

(2) Témoignages du Conseil, le 8 mars 1834. p. 551

(3) Témoignages de l'Assemblée, le 27 février 1834. p. 555

(4) Témoignages du barreau de la Nouvelle-Écosse, le 6 mars 1834. p. 559

Sous-annexe:—

Mémoire: Nutting sera nommé; ses appointements. p. 539

P

Cecil St., Strand, le 30 janvier. Le révérend C. Porter, D.D., à Hay. Ses appointements et l'union des collèges King et Dalhousie. Il n'est pas probable que l'Assemblée étudie la question au cours de la présente session. Il aimerait avoir une autre entrevue avec Stanley, avant de quitter l'Angleterre. *Note:* Stanley verra Porter quand ce dernier sera sur le point de partir. p. 565

3 Cecil St., Strand, le 26 avril. Porter au secrétaire d'État. Il a l'intention de partir en juin et il demande des instructions au sujet de l'union. L'histoire du Collège; les obstacles qui s'opposent à l'union. Il prétend que le traitement du président devrait être indépendant du vote de la Législature. p. 569

3 Cecil St., Strand, le 3 mai. Porter au secrétaire d'État. Pourquoi il n'a pas soumis la question de l'union à l'Assemblée au cours de la dernière session. Quelles décisions prendra-t-on au sujet de son traitement? Lui accordera-t-on une indemnité de retraite? p. 573

3 Cecil St., Strand, le 13 mai. Porter à Hay. Il lui demande une entrevue avant son départ afin de discuter les mesures qui seront prises au sujet de son indemnité de retraite. p. 577

S

Halifax, le 8 mars. A. Stewart à Stanley. Il lui demande d'être nommé solliciteur général si C. R. Fairbanks obtient de l'avancement. p. 583

93 Jermyn St., le 8 mai. Stewart à Stanley. Il lui transmet une documentation et il lui demande une entrevue pour obtenir son assentiment à la requête de ceux qui désirent qu'Amherst devienne un port franc. p. 589

Annexes:— 1834

(1) J. Chandler, shérif de Cumberland, à Stewart. Il lui demande d'obtenir que la pétition de Cumberland soit approuvée. p. 589

(2) La pétition des habitants de Cumberland, le 1er avril 1834. p. 595

(3) D. Macfarlane, juge de paix, à Stewart, Wallace, le 11 avril 1834. Il lui demande de transmettre la pétition. p. 599

Stewart à Hay. Il lui transmet une coupure de journal ayant trait au Nouveau-Brunswick et à un phare pour l'île St-Paul. p. 603 93 Jermyn St., le 15 mai.

Annexe:—

La coupure. (Imprimé.) p. 605

Stewart à Hay. Il lui transmet copie de la description que sir James Kempt a faite de l'établissement de l'Île de Sable. On soumettra bientôt la communication ayant trait aux juges de la cour de l'Amirauté. *Note:* Au sujet de l'Amirauté. p. 607 93 Jermyn St., le 15 mai.

Annexes:—

(1) C. W. Wallace, trésorier, à Stewart, Halifax, le 16 avril 1834. Il lui demande d'attirer l'attention sur l'établissement du Cap de Sable. Il lui envoie une description de cet établissement p. 609

(2) Mémoire de sir James Kempt, Londres, le 25 juin 1825. p. 613

Stewart à Stanley. Il lui demande d'être nommé conseil du Roi. p. 621 93 Jermyn St., le 23 mai.

Stewart à Stanley. Il lui transmet les remarques qui permettront au bureau du Commerce d'accéder aux désirs des gens de la Nouvelle-Écosse qui voudraient avoir des ports francs. p. 625 93 Jermyn St., le 24 mai.

Annexe:—

Les remarques, Londres, le 24 mai 1834. p. 627

Stewart à Stanley. Il lui transmet une lettre des membres de l'Assemblée qui demeurent près de Douglas et il offre de donner de nouveaux renseignements sur le fait suivant: l'Assemblée aurait désiré un port franc à cet endroit s'il en avait été question. *Note:* (1) Le cas est soumis au bureau du Commerce. (2) Stewart expose son propre cas défavorablement car l'adresse de l'Assemblée manifeste le désir d'avoir un tel port. p. 631 93 Jermyn St., le 27 mai.

Annexe:—

A. L. Archibald, R. Dickson et J. Weir à Stewart, Halifax, le 14 avril 1834. p. 633

Stewart à Hay. Blowers a refusé d'accepter le poste de juge de la cour de la Vice-Amirauté; il ne convient pas que ces fonctions soient exercées par le juge en chef. p. 639 Londres, le 28 mai.

1834

93 Jermyn St., le 31 mai. Stewart à Hay. Il demande que les instructions, au sujet des changements qui ont été adoptés par suite de la requête de l'Assemblée sur les ports francs, soient envoyées par le prochain courrier. Remerciements pour l'attention qui a été accordée à cette question. p. 643

93 Jermyn St., le 14 juin. Stewart à Hay. Il lui transmet une requête de gens qui désirent fonder la *Marine Insurance Co.* L'Assemblée a rejeté la requête à une forte majorité; il est un des membres de cette majorité. p. 647

Annexes:—

(1) La pétition, Halifax, le 16 mai 1834. p. 649

(2) Témoignages de J. L. Starr, agent, Halifax, le 24 février 1834. (Imprimé.) p. 653

93 Jermyn St., 17 juin. Stewart au secrétaire d'État. Il lui demande de donner des instructions au sujet des privilèges accordés à Yarmouth et à Liverpool ainsi que pour la nomination d'un douanier dans la partie orientale du comté de Cumberland. Le rapport du bureau du Commerce est tellement différent de celui de lord Auckland, ancien président, qu'il devrait être envoyé en Nouvelle-Écosse pour être soumis à l'étude de l'Assemblée. Il a écrit à la Nouvelle-Écosse à ce sujet. p. 657

93 Jermyn St., le 21 juin. Stewart à Hay. Il demande que les revenus de la colonie soient abandonnés à l'Assemblée. A propos de la démission de S. S. Blowers comme juge de la cour de la Vice-Amirauté. *Note:* La question des droits de la Couronne sera étudiée. L'amirauté n'a aucune pièce attestant que Blowers a démissionné. p. 661

Liverpool, le 11 juillet. Stewart à Hay. Il ne savait pas que la Nouvelle-Écosse différait du Nouveau-Brunswick en ce qui a trait au poste de la Vice-Amirauté. Il ne désirerait nullement empêcher B. Halliburton, juge en chef, d'occuper ce poste. p. 665

T

Halifax, le 8 mars. J. Thompson fils, à Stanley. Il lui transmet un journal qui donne un compte rendu du débat sur la composition du Conseil de la Nouvelle-Écosse. Il ferait bien d'étudier ce compte rendu afin d'éviter certaines difficultés politiques dans la colonie. p. 671

Annexe:—

Le compte rendu du débat imprimé dans le *Nova Scotian.* p. 675

Halifax, le 27 juillet. S. Tremain, greffier adjoint de l'Amirauté, à Spring Rice. Il demande que A. Stewart soit nommé juge de la cour de la Vice-Amirauté. p. 677

Bristol, le 23 septembre. T. Trenton au secrétaire d'État. Il demande des renseignements sur la veuve du Dr —— Power, autrefois du 101e régiment. p. 495

Y

Londres, le 27 janvier. G. R. Young à Hay. Il demande la permission de consulter une documentation concernant les pêcheries de Terre-Neuve. *Note:* Permission accordée. p. 683

Nouvelle-Écosse, A. 180-1 1835

LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL, 1835

Campbell à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 29 novembre; pourquoi il a retardé à répondre aux dépêches. p. 5 — Halifax, le 7 janvier.

Campbell au secrétaire d'État. Il le remercie de la décision qu'on a prise d'accorder à la Nouvelle-Écosse les travaux publiés par la commission des Archives. Ces ouvrages seront déposés dans la bibliothèque des légistes et mis à la disposition du public. p. 9 — Halifax, le 8 janvier.

Campbell à Hay (personnelle). L'Assemblée a adopté un projet de loi en vertu duquel le fauteuil de C. R. Fairbanks est déclaré vacant, puisque ce dernier a accepté le poste de juge de la cour de la Vice-Amirauté. Le règlement de la question des redevances et la satisfaction qu'il suscite. La nécessité d'un vaisseau du Gouvernement. p. 13 — Halifax, le 15 janvier.

Campbell au secrétaire d'État. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée qui désire que Digby, Windsor, Douglas ou Parsboro, Cornwallis et Cumberland, soient ouverts aux vaisseaux britanniques portant des produits étrangers. La réalisation de ce désir mettrait fin à la contrebande. C'est l'Assemblée qui devrait défrayer cette modification. Il espère qu'on n'abandonnera pas les anciens droits de la Couronne. *Note:* Cette adresse a été présentée au Parlement en 1836. p. 17 — Halifax, le 16 janvier.

Annexe:—

L'adresse, le 15 janvier 1835. p. 21

Campbell au secrétaire d'État. Il lui transmet un rapport sur les effectifs de la milice; les réductions et les fusions qui pourraient être faites. *Note:* Des extraits du rapport ont été envoyés à l'Artillerie le 23 mai. p. 49 — Halifax, le 17 janvier.

Annexes:—

(1) Le rapport général sur les effectifs de la milice. p. 51

(2) Le personnel du département de l'adjoint du secrétaire militaire. p. 57

(3) Le personnel du service du major de brigade, le 17 décembre 1834. p. 61

(4) Le personnel du département de l'adjudant général adjoint, le 22 décembre 1834. p. 65

Sous-annexes:—

(i) Rapport du lieutenant-colonel H. B. Harris, adjudant général adjoint, le 7 octobre 1831. p. 79

(ii) Le rapport de Harris sur le sujet, le 24 mars 1823. p. 87

(iii) Les différents services de département. p. 91

1835

(iv) Rapport circonstancié sur le personnel actuel du département. p. 103

(v) Le rapport du major John Bazalgett, adjoint intérimaire du quartier-maître général, le 20 mars 1823. p. 105

(vi) Rapport circonstancié sur les effectifs actuels du département. p. 123

(vii) Les fonctions du commissaire et d'autres fonctionnaires de ce département. p. 107

(Viennent ensuite plusieurs rapports qui ne sont pas mentionnés dans la liste des annexes):—

(a) Les officiers préposés au bureau du quartier-maître et de l'adjudant général. (N° 3.) p. 129

(b) Le département du commandant d'armes. (N° 4.) p. 133

(c) Le corps de santé. (N° 5.) p. 137

(d) Le service des manutentionnaires. p. 139

(e) Le service des casernes. (N° 7.) p. 141

(f) L'Artillerie. (Le N° 7 est également inscrit ici.) p. 145

(g) Le département des Ingénieurs royaux. (N° 8.) p. 149

(h) L'Artillerie, Nouveau-Brunswick. (N° 9.) p. 151

(i) Le service des casernes, Nouveau-Brunswick. p. 153

(j) Unité du génie, Nouveau-Brunswick. p. 157

(k) Le Commissariat, Nouvelle-Écosse, Nouveau-Brunswick et Ile du Prince-Édouard. p. 162

(l) Le département du commandant d'armes, Nouveau-Brunswick, Ile du Prince-Édouard et Cap-Breton. p. 173

(m) Liste des soldes, indemnités et nominations de la milice. p. 185

Halifax, le 18 février:

Campbell au comte d'Aberdeen, secrétaire d'État. Il lui transmet des rapports sur le revenu casuel et territorial et les arriérés actuels qui se chiffrent à 4,225 louis, 6 chelins et 8 deniers. Les dernières mesures prises ont permis d'acquitter tous les arriérés sauf les 1,500 louis des émoluments du lieutenant-gouverneur ainsi que l'octroi accordé à l'Île de Sable. Il est certain qu'un appel au Parlement à ce sujet ne resterait pas sans réponse, puisque la Nouvelle-Écosse a déjà payé sa part des frais de l'établissement. *Note:* Copie de cette dépêche a été envoyée à la Trésorerie, le 7 septembre 1835. p. 199

Annexes:—

(1) Les rapports. p. 209

(2) Les arriérés, le 1er janvier 1835. p. 203

(3) Les arriérés payés antérieurement. p. 213

Campbell à Aberdeen. Commentaires sur les dépenses qui ont surgi à propos de l'union des collèges King et Dalhousie. Il lui transmet là-dessus la résolution de l'Assemblée et il lui fait observer que les fonds du collège Dalhousie seront insuffisants, si les 5,000 louis prêtés en 1823 doivent être remboursés. Il espère que lord Dalhousie permettra que ces fonds soient utilisés pour les besoins du collège King. On doit des égards au président, le Dr C. Porter. p. 217

1835
Hôtel du Gouvernement, le 18 février.

Annexe:—

Résolution de l'Assemblée qui demande le remboursement du prêt à Dalhousie, le 4 février 1835. p. 225

Sous-annexe:—

Mémoire: l'union doit être effectuée conformément aux projets de Stanley; la présidence après la mort ou la démission du révérend Dr C. Porter. p. 229

Campbell à Aberdeen. Il lui transmet la harangue qu'il prononça à la clôture de la session. Le règlement de la question des redevances et la satisfaction qu'il en éprouve. Les lois lui seront envoyées. Il y en a trois qui sont annexées à cette dépêche: (1) la loi qui a pour objet de rendre vacant le poste occupé par le garde des archives et le juge de la Vice-Amirauté [C. R. Fairbanks]; (2 et 3) la loi qui a pour objet de diviser les comtés de Halifax et du Cap-Breton et d'augmenter le nombre des représentants. Il espère que ces lois ont été confirmées. (Des notes marginales indiquent qu'on a confirmé ces lois.) p. 231

Halifax, le 20 février.

Annexes:—

(1) La harangue, le 19 février 1835. p. 235

(2) Loi ayant trait aux fonctions de garde des archives et de juge de la Vice-Amirauté. p. 237

(3) Loi qui divise le comté de Halifax. p. 241

(4) Loi qui divise le comté de Cap-Breton. p. 249

Campbell à Aberdeen. Il lui accuse réception de la dépêche du 5 octobre. Il lui fait savoir que l'Assemblée a renvoyé à la prochaine session l'étude de la loi sur l'administration des Postes. Il lui transmet une résolution en vertu de laquelle un comité est nommé pour obtenir là-dessus des renseignements. p. 253

Halifax, le 21 février

Annexe:—

La résolution, le 10 février 1823. p. 255

Campbell à Aberdeen. Il lui transmet une requête où l'on demande que Digby devienne un port d'entreposage libre. L'Assemblée désire que Digby et d'autres lieux soient des ports limités. (L'annexe manque.) *Note:* Copie de cette requête sera envoyée au bureau du commerce. p. 261

Halifax, le 21 février.

1835

Halifax, le 9 avril. Campbell à Aberdeen. Il lui accuse réception de la dépêche N° 3, du 4 février. Il lui transmet le rapport de B. Halliburton, juge en chef, sur trois lois de 1834 au sujet desquelles on demande des renseignements. L'administrateur T. N. Jeffery et la loi ayant trait à la dissolution du mariage d'Anne Kidston. La Législature a-t-elle le droit de voter des lois concernant le Cap-Breton? Après l'annexion de 1820, les lois de la Nouvelle-Écosse furent appliquées au Cap-Breton. p. 265

Annexe:—

Le rapport sur la loi ayant trait à la dissolution du mariage d'Anne et de Richard Kidston, sur la loi de prescription ainsi que sur la loi visant à restreindre la circulation de certains billets de banque. p. 297

Sous-annexe:—

Aberdeen au lieutenant-gouverneur, N° 3, du 4 février 1835 (brouillon). Les difficultés que suscitent les lois susmentionnées. Il demande là-dessus un rapport. p. 273

Halifax, le 10 avril. Campbell à Aberdeen. Il lui accuse réception de la dépêche N° 5, du 5 février, en réponse à la requête des juges adjoints de la Cour Suprême qui demandent le relèvement de leurs appointements. Le règlement de 1831 et la façon de communiquer avec le gouvernement de Sa Majesté. p. 317

Halifax, le 11 avril. Campbell à Aberdeen. Il lui accuse réception de la dépêche N° 5, du 3 avril, où il est dit que le doyen des officiers militaires agira comme administrateur si le lieutenant-gouverneur vient à mourir ou à s'absenter. p. 321

Halifax, le 13 avril. Campbell à Aberdeen. Il lui transmet un affidavit où l'auteur nie que les 40 louis promis à J. et à E. Farrell leur aient été remis. Il demande d'enquêter là-dessus. p. 325

Annexe:—

L'affidavit, Halifax, le 8 avril 1835. *Note:* Sir William Gossett devra diriger l'enquête. p. 327

Halifax, le 13 avril. Campbell à Aberdeen. Il lui transmet une requête des directeurs du collège King qui demandent d'étudier les besoins de cette maison. p. 333

Annexe:—

La requête, Halifax, le 9 avril 1835. p. 343

Sous-annexe:—

Copie d'une requête des directeurs du collège King, Halifax, juin 1832. p. 351

Sous-annexe:—

Mémoire: Il faudra attirer l'attention de Campbell sur la dépêche de lord Glenelg, du 30 avril; nul espoir de maintenir l'octroi du Parlement; le Dr Porter semble ignorer les mesures prises pour pourvoir à sa retraite. p. 335

Campbell à Aberdeen. Il lui transmet une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. Difficultés d'obtenir l'appui financier nécessaire au collège King. p. 371 1835 Halifax, le 13 avril.

Annexe:—

Le révérend John Inglis, évêque de la Nouvelle-Écosse, à Campbell, le 10 avril 1835. p. 373

Campbell à Aberdeen. Il lui transmet le Livre Bleu pour 1834. (L'annexe manque.) p. 385 Halifax, le 20 avril.

Campbell à Aberdeen. Il lui transmet une lettre de C. R. Fairbanks, garde des archives, qui explique qu'un dernier article de la loi de 1834 limitait la circulation de certains billets de banque. *Note:* Cette loi fut maintenue en vigueur en vertu d'un décret du Conseil du 30 septembre qui fut expédié le 8 octobre. p. 389 Halifax, le 21 avril.

Annexe:—

Fairbanks à sir Rupert D. George, secrétaire, Halifax, le 20 avril 1835. p. 391

Campbell à Aberdeen. Il lui transmet la copie authentique des lois votées au cours de la dernière session. Le chapitre 27 abroge et rétablit, suivant les instructions de Spring Rice, la loi concernant les procès intentés aux corps étrangers politiques ou constitués. (L'annexe manque.) p. 405 Halifax, le 21 avril.

Campbell au secrétaire d'État. La mort de J. E. Morton, adjoint du percepteur à Digby. Il recommande que le poste soit rempli par C. Budd qui en a exercé les fonctions depuis le mois de février. Les candidats sont Budd, Lemuel Dean Morton, frère de l'ancien percepteur, et —— Viets, fils du pasteur de Digby. *Note:* Il faudra envoyer copie de cette dépêche à la Trésorerie. p. 409 Halifax, le 15 mai.

Annexes:—

(1) La requête de C. Budd, Digby, le 1er mai 1835. p. 413

(2) La requête de Morton, Digby, le 22 avril 1835. p. 417

Campbell au secrétaire d'État. Il lui transmet une requête de T. et de L. Piers, manufacturiers de filin, qui signalent la nécessité de reviser le tableau des droits auxquels sont soumis les cordages et autres articles du commerce des colonies. Les importations libres pour l'usage des pêcheries devraient être abolies. *Note:* Copie de cette requête sera envoyée au bureau du Commerce. p. 421 Halifax, le 18 avril.

Annexe:—

La requête, Halifax, le 12 mai 1835. p. 425

Campbell à lord Glenelg, secrétaire d'État. Il lui accuse réception de la dépêche du 30 avril qui a été soumise aux directeurs du collège King. Ceux-ci ont nommé un comité de deux membres de l'Église d'Angleterre et de deux autres membres dissidents qui rédigeront là-dessus un rapport. Le retard n'aura pas d'importance puisque la Législature ne se réunira pas avant décembre ou janvier. Le révérend Halifax, le 27 juin.

1835 Dr C. Porter, président du collège King, n'a reçu ni émoluments ni indemnités depuis avril. *Note:* On a écrit une lettre au sujet de l'indemnité de Porter. p. 433

Halifax, le 30 juin. Campbell à Glenelg. Il lui transmet l'état du revenu casuel ainsi qu'un rapport sur les arriérés qui s'élèvent à 3,433 louis, 7 chelins et 11 deniers, compte non tenu de 1,000 louis dus à l'établissement de l'Île de Sable. p. 437

Annexes:—

(1) L'état, jusqu'au 30 juin 1835. p. 441

(2) Les arriérés. p. 446

Le 13 août. Lettre sans signature à Campbell (brouillon). Il lui accuse réception des dépêches des 9 et 21 avril. Les lois ayant trait au divorce d'Anne Kidston ainsi qu'à la limitation de la circulation de certains billets de banque seront maintenues en vigueur. Pourquoi on a étudié le cas que pose la première de ces lois. La question de la légalité des lois touchant le Cap-Breton a été soulevée par les protestations de certains habitants et à provoqué certaines décisions qui ne sont pas encore définitives. p. 397

Nouvelle-Écosse, A. 180-2

LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL, 1835

Halifax, le 30 juin. Campbell à Hay. Il a accordé un congé de six mois à sir Rupert D. George, secrétaire de la Colonie, qui a promis de ne pas demander la prolongation de ce congé. p. 449

Halifax, le 8 juillet. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la dépêche du 3 avril. L'adoption de la loi qui divise le Cap-Breton en trois comtés. Le nombre des membres n'est pas accru par cette loi. p. 453

Halifax, le 9 juillet. Campbell à Glenelg. Il lui transmet une requête de H. Gesner qui demande la demi-solde d'un quartier-maître. *Note:* Cette requête a été envoyée au ministère de la Guerre. p. 465

Annexe:—

La requête, Cornwallis, le 10 juin 1835. p. 469

Sous-annexe:—

Lettres de recommandation, Annapolis, le 5 octobre 1835. p. 473

Halifax, le 10 juillet. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la circulaire du 20 avril et du décret du Conseil qui permet aux vaisseaux danois de jouir des privilèges accordés aux vaisseaux étrangers en vertu de la loi 3 et 4 ,Geo. IV, ch. 59. p. 475

Halifax, le 11 juillet. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la dépêche N° 2, du 22 mai, ainsi que du décret du Conseil du 23 avril qui sanctionne la loi de prescription. p. 479

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des copies de dépêches ayant trait à l'union des collèges King et Dalhousie ainsi qu'à certains travaux militaires. p. 483 1835 Halifax, le 12 juillet.

Campbell à Glenelg. Au cours du printemps et de l'été, il a envoyé un magistrat â l'île Scatterie et il a mis à sa disposition un vaisseau et un équipage. Le *William Ewing* a fait naufrage le 17 juin, mais tous les passagers furent sauvés grâce au dévouement de son équipage. On les transporta à Québec, à bord de vaisseaux nolisés à cet effet. Les dépenses occasionnées en l'occurrence s'élèvent à 300 louis. Sans hésitation, l'Assemblée a toujours pourvu à de pareilles dépenses au cours de la dernière année. Le *Nathaniel Graham* a fait naufrage au large du Cap Ray, le 7 juillet, causant la mort de 40 personnes. *Note:* Copie de cette dépêche sera envoyée à Lloyds et à la Trésorerie avec mention des lettres précédentes au sujet de l'île Scatterie. p. 487 Halifax, le 14 juillet.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la dépêche N° 3, du 24 mai. Il s'oppose à l'abolition des droits sur la farine et les vivres importés. *Note:* "Bureau du Commerce". p. 503 Halifax, le 15 juillet.

[Campbell] à Glenelg. Il lui accuse réception de la dépêche N° 4, du 4 juin. Les obstacles qui s'opposent à l'union des collèges. Les directeurs du collège King ne sont pas disposés à abandonner leur charte et ils désirent rester à Windsor. Il lui transmet là-dessus une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. Le projet d'établir une nouvelle institution avec les ressources des deux collèges. p. 513 Halifax, le 17 juillet.

Annexe:—

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Campbell, Halifax, le 16 juillet 1835. p. 519

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la dépêche N° 5, du 16 juin, où il est question de la terre que l'on a refusé d'accorder à James Walters. Walters n'a fait aucune demande; on tâchera de savoir où il se trouve et de lui accorder une terre, si possible. p. 531 Halifax, le 8 août.

Campbell à Glenelg. Il lui transmet une requête que W. H. Munro adressa à la Douane. Les vaisseaux américains pourraient transporter le bois qui se trouve sur le lac Bras d'Or. (L'annexe manque.) *Note:* On a envoyé la première requête à la Trésorerie. p. 535 Halifax, le 10 août.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la dépêche N° 6, du 30 juin. A propos des victimes du choléra et des veuves et des orphelins qui se trouvaient à bord du *Pacific*. p. 539 Halifax, le 11 août.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des copies des dépêches N^{os} 1 à 4, des 22 et 24 mai et du 4 juin. p. 543 Halifax, le 13 août.

Lettre sans signature à Campbell (brouillon). Il lui accuse réception de la dépêche du 8 juillet. La loi ayant trait aux représentations du Cap-Breton sera sanctionnée à cause des explications que renferme cette dépêche. Ces explications auraient dû être annexées à la loi. p. 461 Le 18 août.

1835
Le 3 septembre. Lettre sans signature à Campbell, N° 14 (brouillon.) Mesures prises pour règler la question financière: octroi du Parlement qui permettra d'accorder l'arriéré des traitements dans la colonie. Instructions à ce sujet. Autorisation de tirer la somme de 1,500 louis, arriéré de son propre traitement qui n'est pas compris dans la liste civile, aussi la somme de 400 louis pour l'établissement du Cap de Sable. Une autre dépêche sera écrite au sujet des arrangements futurs. La compensation de S. G. W. Archibald, qui a subi la perte de ses honoraires pour les patentes de terre, sera payée à même les versements supplémentaires de la *General Mining Association.* p. 639

Downing St., le 3 septembre. Glenelg à Campbell (personnelle—brouillon signé). Au sujet du payement du traitement de Campbell. p. 653

Halifax, le 16 septembre. Campbell à Glenelg. Il lui transmet une requête de MM. Reid et Clarke. (L'annexe manque.) *Note:* La requête a été envoyée à la Trésorerie. p. 547

Halifax, le 17 septembre. Campbell à Glenelg. Il n'a pas reçu le décret du Conseil qui sanctionne les récentes lois de la Nouvelle-Écosse. *Note:* Le décret du Conseil fut envoyé le 3 septembre dernier. p. 551

Halifax, le 17 septembre. Campbell à sir [George] Grey, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 1er août, faisant savoir qu'une motion a été adoptée au sujet des arriérés des traitements des fonctionnaires jusqu'au 31 décembre 1834. Il attendra de recevoir des instructions avant de faire des traites pour ces sommes. p. 555

Halifax, le 18 septembre. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la circulaire du 31 juillet et il lui transmet le rapport désiré sur le service de la Douane. p. 559

Annexe:—

Le rapport, le 18 septembre 1835. p. 561

Halifax, le 18 septembre. Campbell à Glenelg. Il lui transmet une requête de A. Webster, de W. B. Taylor, de C. F. Fairbanks et de Peter McNab qui désirent obtenir une grande étendue de terre dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. Il approuve cette requête. p. 567

Annexe:—

La requête, le 14 septembre 1835. p. 571

Halifax, le 19 septembre. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la dépêche N° 7, du 27 juillet. J. et Elizabeth Farrell persistent à nier qu'ils aient reçu une portion quelconque des 40 louis qui leur ont été promis. *Note:* par Stephen: le 19 octobre 1835. Voilà une tentative d'intimidation dont on peut ne pas tenir compte, p. 579

Annexe:—

Mémoire par T. W. C. Murdock qui donne des renseignements sur l'affaire, le 16 octobre 1835. p. 581

Halifax, le 13 octobre. Campbell à Glenelg, N° 1. Il lui accuse réception de la dépêche N° 15, du 3 septembre. Il est heureux de constater que l'on apprécie les efforts qu'il a tentés pour venir au secours des vaisseaux naufragés.

Il le remercie également d'avoir attiré l'attention de la Trésorerie sur le besoin de phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie. p. 587 1835

Campbell à Glenelg, N° 2. Il lui accuse réception de la dépêche N° 13, du 3 septembre, où il lui transmet un décret du conseil qui sanctionne 46 lois, ainsi que de la dépêche N° 16, de la même date, avec le décret du Conseil qui sanctionne la loi sur les redevances. p. 591 Halifax, le 14 octobre.

Campbell à Glenelg, N° 3. Il lui accuse réception de la dépêche N° 9, du 13 août. Il n'a pas voulu laisser entendre qu'il n'était pas obligé de donner des renseignements sur la loi ayant trait au divorce d'Anne Kidston; en outre, il n'a pas voulu dire que lord Aberdeen ignorait les circonstances qui ont entouré l'annexion du Cap-Breton à la Nouvelle-Écosse. p. 595 Halifax, le 14 octobre.

Campbell à Glenelg, N° 4. Il lui accuse réception de la dépêche N° 10, du 14 août. Dans sa dépêche du 1er juillet, qui transmettait la loi ayant trait à la division du Cap-Breton, il a employé par inadvertance le mot "erreur". S'il avait su que cette loi sortait de l'ordinaire, il aurait exposé les raisons qui justifient cette adoption. *Note:* par J. Stephen. Voilà une tentative d'excuser ce qui est apparemment un manque de courtoisie à l'égard de lord Aberdeen. p. 599 Halifax, le 15 octobre.

Campbell à Glenelg, N° 5. Il lui accuse réception de la dépêche N° 8, du 12 août, avec des requêtes contre la loi qui divise le comté de Halifax. Ces textes seront soumis à l'Assemblée au cours de la prochaine session. Il ne connait aucune opposition à cette loi. p. 611 Halifax, le 16 octobre.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Campbell, le 12 août 1835 (brouillon). L'auteur lui transmet une requête reçue de S. L. Morse, de Bridgetown, qui s'oppose à la loi susmentionnée. Il regrette que ce texte n'ait pas été soumis par l'intermédiaire de Campbell. On attendra d'avoir reçu des explications avant de sanctionner cette loi. (L'annexe manque.) p. 611

(2) Lettre sans signature à Campbell, N° 25 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 5, du 16 octobre. p. 619

Campbell à Glenelg, N° 16. Il lui accuse réception de la dépêche N° 11, du 20 août, et il lui transmet une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse qui explique pourquoi on a retardé à transmettre le rapport des directeurs du collège King sur le projet d'union. Il espère pouvoir envoyer ce rapport par le prochain courrier. p. 624 Halifax, le 17 octobre.

Annexe:—

L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Campbell, Halifax, le 20 octobre [sic] 1835. p. 625

Campbell à Glenelg, N° 7. Il lui accuse réception de la dépêche N° 12, du 22 août, au sujet de H. Gesner, qui désire sa demi-solde à titre de quartier-maître des *King's Orange Rangers.* p. 631 Halifax, le 19 octobre.

Campbell à Glenelg, N° 8. Il lui accuse réception de la dépêche N° 14, du 3 septembre. Il est heureux de constater que l'arriéré des Halifax, le 20 octobre.

1835 traitements sera payé, déduction faite de la somme versée en Angleterre au procureur général, S. G. W. Archibald. Insuccès de sa tentative d'obtenir un vote pour les arriérés que comporte la liste civile. Le reste de son traitement sera payé à même l'octroi du Parlement; il l'en remercie. L'établissement du Cap de Sable. Il espère que les versements de la *General Mining Association* lui permettront de payer les 750 louis qui sont dus au procureur général depuis qu'on a cessé d'émettre des lettres patentes pour les terres. p. 635

Halifax, le 20 octobre. Campbell à Glenelg (personnelle). Il lui accuse réception de la dépêche du 3 septembre; en dépit des incertitudes qu'elle renferme, il espère recevoir son plein traitement. Il croit avoir droit à l'arriéré mentionné dans son mémoire; mais s'il faut en enlever la moitié, il sera satisfait. p. 663

Halifax, le 4 novembre. Campbell à Glenelg, N° 9. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 17, 20 et 21, avec les décrets du Conseil sanctionnant la loi qui restreint la circulation de certains billets de banque, la loi au sujet du garde des archives et du juge de la Vice-Amirauté, ainsi que la loi qui divise le comté du Cap-Breton. p. 667

Le 4 novembre. Lettre sans signature à Campbell (brouillon). On demandera des fonds au Parlement pour construire des phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie. Ces phares seront sous la direction du bureau de la Nouvelle-Écosse. On espère que les colonies payeront leur quote-part; le projet sera soumis à l'étude de l'Assemblée de la Nouvelle-Écosse. On demandera aussi de l'aide au Bas-Canada, au Nouveau-Brunswick et à l'Ile du Prince-Édouard. Une commission d'arbitrage pourra repartir ces dépenses annuelles. p. 491

Halifax, le 5 novembre. Campbell à Glenelg, N° 10. Il a tiré des traites pour les arriérés de traitements dus en Nouvelle-Écosse, ainsi que pour l'établissement du Cap de Sable. p. 671

Halifax, le 6 novembre. Campbell à Glenelg, N° 11. Il lui accuse réception de la dépêche N° 19, du 8 octobre, et il est heureux de constater que d'autres ouvrages publiés par la Commission des Archives lui sont envoyés. p. 687

Halifax, le 7 novembre. Campbell à Glenelg, N° 12. Il lui accuse réception de la dépêche N° 18, du 8 octobre, et de la circulaire du 14 septembre. p. 695

Halifax, le 10 novembre. Campbell à Glenelg, N° 13. Il lui transmet le rapport des directeurs du collège King sur le projet d'union. Ce rapport fut rédigé par C. R. Fairbanks, qui est presbytérien, et opposé par J. W. Johnston qui est baptiste. Tous les autres directeurs approuvent ce texte. Il se demande si la Législature viendra en aide au collège. Commentaires sur les désirs des directeurs. p. 699

Annexes:—

(1) Le rapport, le 9 novembre 1835. p. 731

(2) Liste qui accompagne le rapport. p. 739

Sous-annexes:—

(i) Loi qui établit un collège, 1789. p. 785

(ii) Mémoire sur les réparations du collège King, le 8 octobre 1835. 1835 p. 793

(iii) [L'évêque de la Nouvelle-Écosse] au duc de Portland, secrétaire d'État, Halifax, le 24 décembre 1794. p. 797

(iv) La charte de 1802. p. 803

(v) Projet de loi qui constitue en corps les directeurs du collège King. p. 815

(vi) Résolution adoptée par les directeurs du collège, le 7 décembre 1821. p. 825

(vii) Extrait des procès-verbaux, le 7 janvier 1824. p. 831

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 59, Downing St., le 4 novembre 1836 (brouillon). Il commente la correspondance échangée antérieurement; il répond aux objections et insiste sur la nécessité de l'union des collèges. p. 703

Lettre sans signature à Campbell, N° 26 (brouillon). Il lui transmet une lettre du bureau du Commerce expliquant pourquoi on a rejeté la demande des habitants de Digby qui désiraient avoir un port d'entreposage libre. (L'annexe manque.) Le 1er décembre. p. 509

Lettre sans signature à Campbell (brouillon). L'auteur lui fait savoir qu'il lui envoie les ouvrages de la Commission des Archives. Les autres exemplaires destinés aux autres lieutenants-gouverneurs partiront bientôt. [Downing St.,] le 2 décembre. p. 689

Lettre sans signature à Campbell, N° 29 (brouillon). Il lui accuse réception de la dépêche N° 10, du 5 novembre. La Trésorerie recevra l'ordre d'acquitter les traites qui furent tirées pour payer les arriérés de traitements. Campbell devra rembourser la somme de 112 louis, 17 chelins et 7 deniers qu'il a retirée en trop lorsqu'il croyait avoir droit à sa pleine indemnité, à partir de sa nomination jusqu'à la date de son entrée en fonctions. La Trésorerie remettra aux banquiers de Campbell les sommes en question lorsqu'elle aura reçu l'autorisation officielle. Le 3 décembre. p. 675

Annexe:—

Lettre sans signature à l'honorable J. Stewart, secrétaire adjoint de la Trésorerie, le 5 décembre 1835 (brouillon). p. 679

Nouvelle-Écosse, A. 181

FONCTIONS PUBLIQUES ET DIVERS, 1835

Amirauté

Le capitaine Francis Beaufort, hydrographe de la Marine, à R. W. Hay, sous-secrétaire du ministère des Colonies. Il lui transmet l'opinion du capitaine H. W. Bayfield sur l'emplacement d'un phare à l'île Saint-Paul. (L'annexe manque.) Amirauté, le 19 janvier. p. 7

1835
Amirauté, le 7 juillet. C. Wood, premier secrétaire, à Hay. Faudra-t-il prendre, à même les fonds publics, les deniers nécessaires pour acquitter les frais de voyage de l'évêque de la Nouvelle-Écosse aux Bermudes en avril dernier? *Note:* Oui, si les Bermudes sont dans le diocèse de la Nouvelle-Écosse. p. 11

AGENT

5 Copthall Court, le 27 février. J. Bainbridge, agent, à Hay. Il lui demande une entrevue pour —— Smith, membre de l'Assemblée, qui désire lui parler des phares. *Note:* Il voudrait d'abord obtenir des renseignements sur Smith. p. 17

5 Copthall Court, le 17 octobre. Bainbridge à Glenelg. Il lui transmet une requête de A. Webster, de W. B. Taylor, de C. R. Fairbanks, de J. E. Fairbanks et de P. McNab qui demandent la permission d'acheter 250,000 acres de terre. Ils aimeraient avoir une entrevue. p. 21

Annexe:—

La requête, Halifax, le 14 septembre 1835. p. 29

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Bainbridge, Downing St., le 30 octobre 1835 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 17 octobre. Pourquoi il ne faudrait pas accéder à la demande. p. 23

BUREAU DU COMMERCE

Whitehall, le 6 mars. T. Lack, secrétaire, à Stephen. Il lui transmet la requête de D. Todd qui désire l'annulement de la loi ayant trait à la prescription. Le comte d'Aberdeen modifiera-t-il son opinion. Il demande qu'on lui retourne la requête. *Note:* La requête fut retournée le 2 avril. p. 41

Annexe:—

Lettre sans signature à Lack, le 12 mars 1835 (brouillon). Pourquoi la loi devra être sanctionnée. *Note marginale:* Il faudra soumettre la chose à la considération d'Aberdeen. p. 45

Whitehall, le 12 mars. Lack à W. E. Gladstone, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 24 février. Il faudra demander au comte d'Aberdeen d'étudier de nouveau la question des droits sur la farine et les vivres. Le bureau du Commerce désire que ces droits disparaissent d'abord; ensuite, il en viendra à une décision au sujet des ports francs. *Note:* Il voudrait obtenir là-dessus des renseignements. p. 53

Whitehall, le 16 avril. Lack à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 16 avril. Un article sera inséré dans la loi qui modifie les douanes afin de faire disparaître les droits sur la farine et les vivres. Ainsi il ne sera pas nécessaire de nommer de nouveaux douaniers. p. 57

Whitehall, le 18 septembre. Lack à sir George Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 29 août. Pourquoi on a rejeté la loi qui constitue légalement la *Marine Insurance Co.* L'application de la loi qui établit la *Fire and Life Insurance Co.* doit être suspendue jusqu'à ce que certains règlements aient été édictés. Il s'oppose à la loi ayant trait au chocolat. p. 61

Annexes:— 1835

(1) Mémoire au sujet de ces lois; la lettre susmentionnée devrait être retirée des dossiers à cause des termes qui y sont consignés. p. 71

(2) Lettre sans signature au gouverneur, N° 35, Downing St., le 31 mars 1836 (brouillon). Pourquoi le Roi n'a pas sanctionné plus tôt les trois lois. p. 81

Lack à Gray. Il lui retourne les trois lois de la Nouvelle-Écosse dont il a parlé le 18 septembre. p. 89 Whitehall, le 19 septembre.

Lack à Hay. Pourquoi il s'oppose à l'établissement d'un port franc à Digby. p. 93 Whitehall, le 23 novembre.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

J. Bidwell à Hay. Il lui transmet une lettre de J. B. Gilpin, ancien consul à Newport, Rhode Island. Il demande ce qu'on entend faire de la réclamation de Gilpin qui est en droit de recevoir une terre dans la Nouvelle-Écosse. p. 99 Ministère des Affaires étrangères, le 20 mai.

Annexe:—

Gilpin à Bidwell, Annapolis, le 1er avril 1835. p. 101

TRÉSORERIE

[Hay] à l'honorable J. Stewart (brouillon). Pourquoi il faut demander au Parlement de voter la somme de 4,318 louis qui permettra de payer les arriérés de traitement dus aux fonctionnaires de la Nouvelle-Écosse, ainsi que la somme de 1,500 louis, émoluments dus au lieutenant-gouverneur. p. 131 Downing St., janvier.

Hay à Stewart. (Copie imprimée de la lettre précédente.) p. 140 Downing St., le 23 janvier.

Sir Thomas F. Freemantle, secrétaire, à Hay (personnelle). Il lui demande des renseignements plus précis sur les estimations de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve. p. 109 Trésorerie, le 10 février.

L'honorable James Stewart à Hay. Il lui transmet une requête de la *General Mining Association*. A-t-on échangé une correspondance au sujet d'un droit sur le charbon exporté? *Note:* Il serait peut-être bon de communiquer à la Trésorerie les objections de ceux qui s'opposent à la réclamation de la compagnie. p. 111 Trésorerie, le 27 février.

Annexe:—

La requête de ceux qui demandent une diminution des redevances ou des compensations quelconques, le 12 février 1835. p. 115

Stewart à Hay. La Trésorerie communique avec l'Artillerie et la corporation de la "Trinity House" au sujet des phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie. La quote-part de l'établissement du Cap de Sable sera-t-elle payée à même les revenus de la Couronne? p. 123 Trésorerie, le 6 mars.

Stewart à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 10 mars. La Trésorerie estime que l'établissement du Cap de Sable est nécessaire. Pourquoi la somme annuelle devrait être insérée dans les estimations, si le secrétaire des Colonies approuve cette façon de procéder. *Note:* L'approbation sera donnée. p. 127 Trésorerie, le 28 mars.

1835

Trésorerie, le 2 avril. Hay à Stewart (imprimé). Il lui accuse réception de la lettre du 28 mars. Il approuve le projet d'inscrire, dans les estimations annuelles, une somme de 400 louis pour l'établissement du Cap de Sable. p. 141

Trésorerie, le 13 mai. Stewart à Hay. Il lui transmet une lettre du major général sir Colin Campbell, avec une liste des personnes qui ont obtenu un billet de passage et des vivres sur le vaisseau *Pacific*, nolisé pour transporter en Angleterre les militaires invalides. Il lui transmet là-dessus des renseignements surtout en ce qui a trait aux militaires qui ont échangé leur pension. p. 143

Annexe:—

Mémoire avec note: il faudra faire savoir à la Trésorerie que, à moins de circonstances spéciales, les émigrants qui ont reçu de l'aide ne devront pas être renvoyés; si cela devient nécessaire, le gouverneur recevra l'ordre d'empêcher ce retour au pays d'origine. p. 147

Annexe:—

Campbell à Stewart, Halifax, le 28 octobre 1835. Pourquoi il a permis aux veuves et aux orphelins d'invalides décédés ainsi qu'aux militaires qui ont échangé leur pension et à leurs familles de prendre place sur le vaisseau qui devait transporter les invalides militaires en Angleterre. p. 155

Sous-annexe:—

La liste de ces personnes. p. 161

Trésorerie, le 24 juin. Stewart à sir George Grey, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 20 mai et il lui transmet copie de la lettre du ministre de la Guerre au sujet de l'aide accordée aux émigrants et aux militaires qui, ayant échangé leur pension, désirent rentrer en Angleterre. Il demande que les lieutenants-gouverneurs des colonies de l'Amérique du Nord reçoivent là-dessus des instructions. (L'annexe manque.) p. 167

Trésorerie, le 7 août. Stewart à Hay. Il lui transmet une lettre du révérend Dr C. Porter au sujet de son indemnité de retraite, et il demande que des instructions soient envoyées au lieutenant-gouverneur ou aux authorités ecclésiastiques. p. 171

Annexe:—

Porter à W. Sargent, trésorier des emplois civils, 1 Kings College, le 27 juin 1835. Il demande si on lui a accordé une indemnité. Comment lui sera-t-elle remise? p. 173

Trésorerie, le 2 septembre. Stewart à Grey (urgente). Il lui accuse réception de la lettre du 26 août. La Trésorerie approuve le brouillon de la dépêche qui se rapporte à l'affectation de la somme votée pour les arriérés des traitements des fonctionnaires en Nouvelle-Écosse et pour compléter les traitements du lieutenant-gouverneur et du procureur général. On devra faire savoir au lieutenant-gouverneur que ceci ne garantit aucunement de futurs octrois. Détails circonstanciés demandés ainsi qu'un état complet des arriérés. *Note:* La dépêche du 3 septembre a été envoyée en conformité de ce qui précède. (Voir A. 180-2.) p. 179

Stewart à Grey. Il lui accuse réception des lettres des 7 et 12 septembre. Des instructions ont été données au trésorier des emplois civils [W. Sargent], de payer l'arriéré des appointements dus à S. G. W. Archibald, procureur général de la Nouvelle-Écosse, et à sir Rupert D. George, secrétaire des Colonies en Nouvelle-Écosse. p. 183 — 1835 Trésorerie, le 26 septembre.

Stewart à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 22 août et il lui transmet une documentation au sujet du projet de la construction des phares. Il espère que les Législatures offriront leur collaboration. Opportunité de communiquer avec les Gouvernements respectifs. La direction de l'entreprise devrait être confiée au présent bureau de la Nouvelle-Écosse qui devrait dire ce qu'il pense des rapports rédigés par le commandant des Ingénieurs royaux et par la corporation de la "Trinity House". Les lanternes et les appareils seront fournis par l'Angleterre. p. 187 — Trésorerie, le 12 octobre.

Annexes:—

(1) Note de la Trésorerie, le 6 octobre 1835. p. 191

(2) Le lieutenant-colonel Rice Jones, commandant des Ingénieurs royaux, à l'inspecteur général des Fortifications, Halifax, le 27 juin 1835. p. 199

(3) Liste des phares avec la date de leur construction, Halifax, le 27 juin 1835. p. 205

(4) J. Herbert à Stewart, corporation de la "Trinity House", Londres, le 15 mai 1835. p. 207

Stewart à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 11 novembre. Le traitement de Campbell sera remis à MM. Coutts sur la production d'une autorisation officielle. *Note:* "Une copie à C.C." p. 215 — Trésorerie, le 21 novembre.

E. J. Stanley, secrétaire, à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 5 décembre. On a donné l'ordre d'accepter les traites tirées sur les sommes qui furent votées pour les arriérés des traitements des fonctionnaires. La somme de 112 louis payée en trop à Campbell pour son indemnité additionnelle, devra être remboursée. p. 219 — Trésorerie, le 10 décembre.

Stanley à Grey. Il lui transmet un rapport du bureau de la Douane et une lettre du bureau du Commerce; la Trésorerie est aussi d'avis qu'il sera inopportun de permettre aux vaisseaux américains de prendre du bois sur le lac Bras d'Or. p. 223 — Trésorerie, le 17 décembre.

Annexes:—

(1) T. Lack, secrétaire, à F. T. Baring, secrétaire de la Trésorerie, bureau du Commerce, Whitehall, le 25 novembre 1835. p. 227

(2) Rapport des commissaires de la Douane, le 7 octobre 1835. p. 231

Baring à Hay. Il lui transmet une correspondance échangée au sujet des traitements des missionnaires et il approuve les mesures qu'on a prises. Toutefois, un relèvement de traitement ne sera pas permis; il ne faudra pas remplacer le nom d'une personne quelconque à moins d'un ordre de la Trésorerie. p. 239 — Trésorerie, le 31 décembre.

1835 Annexes:—

(1) W. Hewitson, commissaire adjoint général à la Trésorerie, N° 463, Halifax, le 17 novembre 1833. Les mesures prises pour payer les missionnaires de la Société pour la propagation de l'Évangile. Il demande de substituer le nom du révérend A. D. Parker à celui du révérend M. B. Desbrisay, mort depuis un an. Parker est le présent titulaire à Dartmouth. p. 243

(2) L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Campbell, Halifax, le 5 novembre 1835. Il lui envoie une liste des missionnaires qui ont droit à un traitement et il demande que les arriérés soient payés à partir du 1er avril. p. 247

Sous-annexes:—

(i) La liste. p. 249

(ii) La liste des arriérés dus depuis le 1er avril jusqu'au 30 septembre 1835. p. 251

Ministère de la Guerre

Ministère de la Guerre, le 3 juin. L. Sulivan, secrétaire adjoint, à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 15 mai et il lui transmet un mémoire donné à James Watson, autrefois du 13e régiment des Dragons: à quelles conditions on consentirait à commuer sa pension. p. 255

Annexe:—

Le mémoire. (Imprimé.) p. 257

Downing St., le 20 octobre. Hay à Sulivan. Il lui retourne le mémoire avec certaines modifications. C'est aux pensionnaires à obtenir les renseignements sur le coût de l'émigration. Ceux qui veulent se livrer au commerce ou devenir ouvriers peuvent émigrer en toute sécurité. (L'annexe manque.) p. 267

Ministère de la Guerre, le 20 août. Sulivan à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 11 août. Le mémoire de H. Gesner et la réponse que lui fit sir Henry Hardinge en 1829. p. 271

Annexe:—

Hardinge à sir James Kempt, ministère de la Guerre, le 10 avril 1829. p. 273

General Mining Association

Londres, le 30 janvier. G. Duval, secrétaire, à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 24 janvier au sujet du Gouvernement de la Nouvelle-Écosse qui réclame 1,242 louis et 5 chelins. Il lui transmet une documentation sur le sujet et il déclare que cette réclamation est le résultat d'une mauvaise interprétation du bail de 1828. p. 279

Annexes:—

(1) Le mémoire de la *General Mining Association*, le 22 janvier 1828. p. 283

(2) E. W. Rundell, président, à Hay, le 6 juin 1828. p. 289

(3) Hay à Rundell, Downing St., le 4 juillet 1828. p. 291 1835

(4) Sir George Murray, secrétaire d'État, au lieutenant général sir Peregrine Maitland, lieutenant-gouverneur, Downing St., le 2 décembre 1828. p. 292

La Société pour la propagation de l'Évangile

Le révérend A. Campbell, secrétaire, à Hay. Il demande de ne rien faire au sujet de la vente des terres réservées pour les écoles de l'Ile du Prince-Edouard ou de la Nouvelle-Écosse, avant que l'évêque de la Nouvelle-Écosse ait exposé la situation de l'Église d'Angleterre et que les désirs des habitants de la Nouvelle-Écosse aient été établis. 4 Trafalgar Sq., le 9 mars. p. 295

Bureau d'Irlande

Le lieutenant-colonel sir William Gossett, sous-secrétaire du vice-roi, à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 14 mai et il lui transmet un affidavit se rapportant à la compensation accordée à John et à Elizabeth Farrell. Dublin Castle, le 24 juillet. p. 299

Annexe:—

L'affidavit de John Robertson, de T. McDonagh et de J. Carson, le 14 juillet 1835. p. 311

Sous-annexe:—

Campbell au comte d'Aberdeen, secrétaire d'État, Halifax, le 13 avril 1835. Il lui transmet un affidavit de Farrell qui prétend n'avoir pas reçu les 40 louis qu'on lui avait promis à son arrivée en Amérique. Lloyds, le 12 août: p. 303

Sous-annexe:—

L'affidavit, le 8 avril 1835. p. 305

Lloyds

T. J. Smith [pour le secrétaire] à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 11 août et il le remercie des mesures prises par sir Colin Campbell pour venir au secours des vaisseaux échoués au large de l'île Scatterie. Cette nouvelle sera rendue publique. p. 315

A

S. G. W. Archibald, procureur général, à Hay. Il lui accuse réception de la lettre du 5 février et demande que son emploi lui permette de compter sur des honoraires raisonnables lorsqu'il s'agit de saisies effectuées par la Douane. Cette question est indépendante de celle du traitement et des arriérés qui lui sont dus. On lui a promis un congé à partir du 1er mai. Halifax, le 11 avril p. 321

Archibald à sir Rupert D. George, secrétaire. La nouvelle loi britannique qui réglemente la douane; les pertes qui en résultent pour lui. Il demande qu'on lui permette de recevoir des honoraires raisonnables pour chaque saisie. Il voudrait porter la chose à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté. *Note:* par sir Colin Campbell, Halifax, le 1er mai 1835. Il permet à Archibald de s'adresser au Gouvernement britannique. Halifax, le 27 avril p. 325

1835
3 York Terrace, le 20 juin. Archibald à Grey. Le congé qui lui a été accordé. p. 329

Annexe:—

Congé de six mois à partir du 4 mai 1835. p. 331

B

33 Gt. George St., Westminster, le 7 janvier. Le lieutenant-colonel H. G. Broke au comte d'Aberdeen, secrétaire d'État. Il demande une entrevue: *Note:* Accordée. p. 339

Cecil Lodge, King's Langby (?), le 22 mars. Broke à Hay. Il prendra part, jeudi prochain, à la réunion du comité nommé pour enquêter, sur les dépenses militaires. p. 343

Le 2 juin. Le révérend Robert Burns, secrétaire de la *North American Colonial Society* de Glasgow, à lord Glenelg, secrétaire d'État. Il lui soumet une documentation sur le Cap-Breton ainsi que le dernier rapport de la société. Cette question a déjà retenu l'attention de ses prédécesseurs. Il demande une entrevue pour une députation qui exposera les besoins de la Nouvelle-Écosse et du Cap-Breton. (Les annexes manquent. Voir ci-dessous, p. 469.) *Note:* Glenelg recevra la députation; absence de fonds permettant d'accorder de l'aide. p. 347

C

33 Parik Place, Chettenham, le 19 mai. Mesdemoiselles Cox à Grey. Elles lui accusent réception de leur pension. p. 355

Cambridge House, le 3 juin. Le duc de Cambridge au secrétaire d'État. Il demande qu'une lettre soit envoyée à —— Calneck et à mademoiselle —— Calneck, qui sont devenus les héritiers de certains biens. Ils demeurent à Annapolis. p. 357

F

Yarmouth, le 15 août. A. P. S. Forbes à Glenelg. Il demande une terre en sa qualité de capitaine retraité quoiqu'il exerce les fonctions d'adjoint du percepteur. p. 353

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, le 3 décembre 1835 (brouillon). L'auteur lui envoie la lettre susmentionnée qui aurait dû lui être transmise par Campbell. Forbes n'a pas le droit de recevoir une terre parce qu'il s'était établi dans la Nouvelle-Écosse avant le jour où l'ordre fut émis. p. 367

Halifax, le 17 septembre. C. R. Fairbanks, garde des archives, à Hay. Il demande d'étudier le mémoire soumis par Andrew Webster: certaines autres personnes et lui-même désirent acheter une étendue considérable des terres de la Couronne dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. p. 371

Annexe:—

La requête, Halifax, le 14 septembre 1835. p. 379

G

1835

Sir Rupert D. George, secrétaire, à Hay. Il lui transmet une traite pour de la pension due aux demoiselles Cox. (L'annexe manque.) p. 389 — Halifax, le 7 février.

Requête de Richard Gibbons qui demande d'être réintégré dans ses fonctions de juge de paix dont il a été révoqué par Campbell. p. 391 — 100 Bridge Road, Lambeth, le 15 mars.

Annexes:—

(1) Gibbons à sir Rupert D. George, secrétaire, le 25 juin 1834. p. 403

(2) George à Gibbons, Halifax, le 17 juillet 1834. p. 407

Sous-annexe:—

Le mémoire sur cette affaire, par T. W. C. Murdoch, le 20 mars 1835. p. 397

George à Hay. Il lui transmet un compte au sujet de la pension due aux demoiselles Cox. (L'annexe manque.) p. 411 — Halifax, le 21 avril.

George à Grey. Il lui demande la permission de prendre la somme qui lui est due à même les fonds votés pour le payement des arriérés. Cette somme s'élève à 708 louis et 7 deniers. p. 413 — George St., Hanover Sq., le 8 septembre.

R. Garland à Glenelg. Il demande un poste dans l'une des colonies de l'Amérique du Nord. Copie d'un nouveau travail sur Québec; copie d'une pétition qu'il a présentée à la Législature de la Nouvelle-Écosse. p. 417 — 51 Davis St., Oxford St., le 22 octobre.

Annexe:—

(1) La recommandation. p. 421

(2) Requête de l'Assemblée qui demande qu'on lui aide à recueillir certaines pièces d'un intérêt historique, le 13 février 1834. (Imprimé.) (Le travail sur Québec manque.) p. 427

George à Glenelg. Il a reçu une lettre de sir Colin Campbell qui lui permet de demander la prolongation de son congé. Il demande un autre congé de six mois. p. 435 — 13 Cockspur St., le 11 novembre.

H

G. Hayes au [comte d'Aberdeen]. Il lui transmet une requête de —— Todd. (L'annexe manque.) *Note:* Cette requête devrait être présentée au bureau du Conseil. p. 448 — Stranorlae, le 28 janvier.

Mme Louisa S. Hyde à Aberdeen. Joshua Hyde est mort le 24 novembre 1834. Elle voudrait recevoir une partie de la pension du défunt. p. 449 — Dorchester, avril.

Mme Louisa S. Hyde à Hay. Nouvelle demande pour recevoir la pension de son mari. *Note:* le 7 juillet. Il faudra lui répondre poliment et lui dire qu'on ne peut acquiescer à cette demande. p. 453 — Dorchester, le 5 juillet.

1835

L

Glasford Manse, Strathaven, Lanarkshire, le 12 novembre. Le révérend G. Lang à Glenelg. Il recommande au chirurgien de Barrington, dans la Nouvelle-Écosse, T. O. Geddes qui aimerait être nommé adjoint du percepteur de l'endroit. p. 459

M

Halifax, le 17 janvier. J. S. Morris, commissaire des terres de la Couronne, à Hay. Il lui transmet les comptes pour 1834. p. 507

Annexe:—

Les comptes, le 1er janvier 1835. p. 511

8 St. James Pl., le 24 mars. J. A. Stewart Mackenzie à Aberdeen. Il lui présente un mémoire sur la situation religieuse au Cap-Breton et il lui demande une entrevue. *Note:* Il est difficile de venir en aide à ces gens. p. 465

Annexe:—

La requête de la *Glasgow North American Colonial Society.* (Imprimé, avec des additions manuscrites.) p. 469

Bridgetown, sans date. P. L. Morse à Aberdeen. Il lui transmet une requête des gens de la région supérieure du comté d'Annapolis qui demandent d'annuler la loi qui divise le comté de Halifax. *Notes:* Dont l'une, datée du 13 mai, dit que toute action au sujet de la loi susmentionnée a été suspendue en conséquence de cette requête. p. 447

Annexe:—

La requête. p. 481

Harley St., lundi midi. J. Morrison à Gray. Il lui transmet une requête de T. Crawley, inspecteur général du Cap-Breton. Il demande d'étudier ce texte. p. 491

Annexe:—

La requête, Londres, le 7 septembre 1835: il voudrait obtenir une indemnité de retraite; il voudrait aussi avoir comme successeur H. C. Crawley, son adjoint. p. 499

Harley St., vendredi midi. Morrison à Grey. Il lui transmet une requête sur le projet de Crawley qui désire que son poste soit confié à son fils, actuellement commissaire des terres de la Couronne au Cap-Breton. p. 493

Annexe:—

La requête. p. 495

N

Les Bermudes, le 21 mai. L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Aberdeen. Il lui accuse réception de la dépêche du 10 mars. Pourquoi il a retardé à lui exposer ses vues sur l'Ile du Prince-Edouard. La loi ayant trait au choix des marguillers et des membres du conseil d'administration. Pourquoi il convient de sanctionner cette loi. Si, par suite de son voyage à l'île, il est obligé de modifier ses vues, il le fera savoir à Aberdeen. Il s'oppose à l'abandon des terres réservées pour les écoles de cette colonie. *Note:* par J. Stephen, le 11 juillet 1835. La loi devrait être maintenue en vigueur; l'autre difficulté a été réglée par Aberdeen. p. 523

O 1835

Requête de John, de Julia et d'Anne O'Brien qui demandent des renseignements sur la propriété qui leur fut laissée par leur frère, Charles O'Brien, décédé à Halifax en 1820. On l'appelait John Lane. p. 533 Dunmore Galway, Irlande.

P

Le révérend C. Porter, D.D., à Aberdeen. Il voudrait continuer à recevoir le traitement qui lui fût accordé en 1834. p. 537 Kings College, Windsor, le 3 mars.

Annexes:—

(1) Hay à Porter, Downing St., le 24 janvier 1834. p. 541

(2) H. Goulburn, sous-secrétaire, à Porter, Downing St., le 4 juillet 1835. Il lui promet une pension. p. 543

S

Le révérend W. Sutherland à ——. Il lui demande une petite pension pendant trois ans, ce qui lui permettra de terminer ses recherches et d'avoir des renseignements sur les moyens à prendre pour améliorer la situation religieuse et morale dans la Nouvelle-Écosse et dans d'autres colonies. *Note:* T. W. C. Murdoch commentera cette question. p. 549 Douglas, le 4 juillet.

[Mme] F. W. Taylor à ——. Elle désire que sir Rupert D. George change de poste afin qu'il puisse s'établir en Angleterre. p. 439 29 George St., Hanover Sq., le 4 septembre.

Annexe:—

Note: le 6 septembre. Qui est Mme Taylor? p. 443

W

J. [Watson] à Aberdeen. En sa qualité de militaire qui a échangé sa pension, il n'a pas pu obtenir une terre. A-t-on fait erreur au ministère de la Guerre. p. 557 Shubenacadie, le 10 mars.

G. P. Walters à ——. Il lui accuse réception de la lettre du 14 septembre. Il a obtenu un poste à Halifax. A quelles conditions pourrait-il acheter une terre? p. 561 22 Athol St., Perth, le 25 octobre.

Nouvelle-Écosse, A. 182

RÉCLAMATIONS DU COMTE DE STIRLING, 1831-1835 1831

Index de lettres. p. 5

Requête du comte de Stirling à la Chambre des Communes. L'auteur demande que ses droits dans la Nouvelle-Écosse et dans les Canadas, ainsi que ceux des autres baronnets, soient respectés. p. 11 [Le 29 mars].

Stirling et Dovan au comte Gray, premier ministre. Il prétend avoir le droit de disposer, comme il l'entend, de tous les territoires de la Nouvelle-Écosse. *Note:* La décision rendue en 1762 au sujet de cette réclamation. p. 15 20 Baker St., Portman Sq., le 3 septembre.

1831 Annexe:—

Mémoire du 19 septembre, par J. Stephen: absurdité de cette réclamation et la réponse qu'elle mérite. p. 19

20 Baker St., Portman Sq., le 17 septembre. Stirling au vicomte Goderich, secrétaire d'État. Il lui transmet une réponse à la lettre de Grey, en date du 3 septembre; ses droits à disposer des terres qui sont inaffectées. Plus tard, on pourra discuter la question des autres terres. p. 23

Annexe:—

C. Wood à Stirling, Downing St., le 6 septembre 1831. Sa lettre au comte Grey a été transmise à Goderich. p. 27

20 Baker St., le 30 septembre, Portman Sq. Stirling à Goderich. Il lui transmet copie des chartes et il lui demande de répondre à sa lettre du 17 septembre. *Note:* Il faudra accuser réception de cette lettre. p. 31

Annexe:—

Copies et traductions des chartes royales de 1621, de 1625 et de 1628. (Imprimé.) p. 35

20 Baker St., Portman Sq., le 6 octobre. Stirling à Goderich. Il lui accuse réception de la lettre du 30 septembre et il lui transmet copie d'une brochure sur cette affaire. Ses droits. p. 105

Annexe:—

Address to the Right Honourable, The Peers of Scotland, by Alexander, Earl of Stirling, and Dovan, par T. C. Banks (Londres: 1831). (Imprimé.) p. 109

Le 20 octobre. M. Newland à Goderich. Le Gouvernement s'opposera-t-il aux réclamations de Stirling? Quelqu'un aimerait acheter de Stirling des terres dans le Nouveau-Brunswick. *Note:* Il faudra remettre à Newland copie de la lettre adressée à Stirling. p. 501

Nouvelle-Ecosse, Society Office, 23 Parliament St., le 22 octobre. Stirling à Goderich. Il lui transmet copie de sa réclamation et de sa protestation; il a consulté là-dessus un avocat. L'honneur et la justice du Gouvernement. p. 157

Annexe:—

La réclamation et la protestation, le 22 octobre 1831. p. 161

Downing St., le 1er novembre. Goderich à [A. W. Young, lieutenant-gouverneur de l'Ile du Prince-Édouard]. (Circulaire.) Le comte de Stirling prétend posséder les colonies de l'Amérique du Nord en partie sinon en totalité. Il faudra donner des ordres pour empêcher que des acheteurs agissant dans ses intérêts puissent prendre possession des terres. p. 231

Annexe:—

Prospectus publié par le comte de Stirling, avec carte géographique. (Imprimé.) p. 235

15 Serle St., Lincoln's Inn, le 20 décembre. J. Galt à Howick. Il demande une entrevue pour discuter les réclamations de Stirling. *Note:* Il voudrait obtenir des renseignements avant d'accorder l'entrevue. p. 509

Le baron Henley à —— ,(personnelle). Il donne des lettres de recommandation à J. Burn, avocat de Stirling. p. 513 — 1832 Whitehall Pl., le 6 janvier.

Lady Stirling à l'honorable E. G. Stanley, secrétaire d'État. Elle lui transmet copie d'une lettre officielle envoyée par les avocats du comte de Stirling et elle demande d'étudier cette pièce. p. 239 — 1833 47 Bryanstone Sq., le 20 avril.

Annexe:—

Stirling au vicomte Althorpe, chancelier de l'Échiquier, le 16 mars 1833. Nouveau plaidoyer. p. 243

Stirling à Stanley. Nouveau plaidoyer. p. 247 — 47 Bryanstone Sq., le 18 juin.

Annexe:—

Le rang de Stirling; ses droits et ses privilèges à titre de pair du Royaume-Uni. p. 251

Stirling à Stanley. Il renoncera à ses prétentions s'il reçoit une somme d'argent ou une partie des terres non affectées. p. 255 — 47 Bryanstone Sq., le 26 juin.

—— Spencer à J. Shaw-Lefevre, sous-secrétaire. Il demande que justice soit rendue au comte de Stirling. p. 519 — Le 6 août.

Stirling à R. Earle, secrétaire particulier. Il lui transmet copie de la déclaration préliminaire de son avocat et il lui demande de la transmettre à Stanley. p. 263 — 47 Bryanstone Sq., le 21 septembre.

Annexe:—

Déclaration de J. I. Burn, Grays Inn, le 19 septembre 1833. p. 263

Stirling à Earle. Il lui transmet copie d'une lettre reçue d'Irlande et il espère qu'elle témoignera de sa bonne volonté. Pourquoi il a retardé à soumettre le texte écossais. Il est surpris d'apprendre l'existence de la compagnie des Terres de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick. p. 271 — 47 Bryanstone Sq., le 4 octobre.

Annexe:—

R. B. Dowling à Stirling, 122 Bachelor's Walk, Dublin, le 30 septembre 1833. Il aimerait acheter de grandes étendues de terre dans le Nouveau-Brunswick et les Canadas. p. 273

Stirling à Stanley. Il propose de suspendre les procédures judiciaires pendant que Stanley examinera les dossiers. La constatation authentique de ses réclamations en Écosse est prête. *Note:* le 25 octobre. On a reçu une déclaration avec la lettre du 21 septembre. p. 279 — 47 Bryanstone Sq., le 14 octobre.

Stirling à Stanley. Il demande une réponse à ses lettres avant le 11 novembre: alors son aîné atteindra l'âge de la majorité. p. 287 — 47 Bryanstone Sq., le 28 octobre.

MM. Burn et Cie

Burn, Martin et Vaux au vicomte Goderich. Ils espèrent qu'on pourra en venir à une solution amicale. p. 295 — 1831 Décembre.

J. I. Burn à Goderich. A-t-il reçu une lettre sur la réclamation de Stirling? p. 299 — 1832 Grays Inn, le 18 janvier.

1832

Grays Inn, le 24 janvier. Burn au vicomte Howick, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 23 janvier et il lui transmet une autre copie de la lettre à Goderich. (L'annexe manque.) *Note:* pour J. Stephen. Dans la réponse, il faudra probablement dire que Goderich ne proposera ni n'acceptera de compromis. p. 303

Grays Inn, le 26 janvier. Burn à Howick. Renseignements sur la lettre que l'on croyait perdue. p. 305

Grays Inn, le 3 février. Burn, Martin et Vaux à Howick. Ils se formalisent de certains propos qui laissent entendre que Stirling n'a pas droit au titre de comte de Stirling. *Note:* N'a-t-il pas été reconnu par la Chambre des Lords? p. 307

4 Raymond Buildings, le 6 février. Burn, Martin et Vaux à Howick. Il faut établir une distinction entre le titre de Stirling et sa réclamation. p. 311

Grays Inn, le 23 novembre. Burn à Goderich. Il attire l'attention sur l'avis publié dans le *Times*, faisant savoir que ceux qui achèteront des terres de Stirling ne pourront en prendre possession. Il faudrait mettre ce procédé à l'épreuve en Angleterre. p. 313

1833

Grays Inn, le 8 avril. Burn à l'honorable E. G. Stanley, secrétaire d'État. Il lui demande d'étudier la réclamation de Stirling. p. 315

Grays Inn, le 6 septembre. Burn à ——. Il lui transmet copies des chartes de Stirling. (L'annexe manque. Voir p. 35 de ce volume.) *Note:* par Stanley. Impossibilité d'en venir là-dessus à une entente. p. 317

1835

Pitt St., Edimbourg, le 24 mars. E. Lockhart, avoué, au comte d'Aberdeen, secrétaire d'État. Il ne faudra concéder aucune terre pendant que l'on étudie les réclamations de Stirling. p. 363

Pitt St., Edimbourg, le 7 avril. Lockhart à Aberdeen. Il lui accuse réception de la lettre du 31 mars et il explique sa réclamation. p. 367

Le 10 avril. Lettre sans signature à Lockhart (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la lettre du 7 avril; elle ne renferme rien qui puisse obliger Aberdeen à retarder l'expédition des affaires publiques. p. 371

Edimbourgh, le 17 avril. Lockhart à R. W. Hay, sous-secrétaire. Il lui accuse réception de la lettre du 17 avril. Il se peut que Stirling fasse des représentations au Gouvernement. p. 373

1831 LORD MARCUS HILL

Le 16 janvier. Note sur la réclamation du comte de Stirling. p. 379

Le 22 octobre. Exposé des réclamations de Stirling. p. 383

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Whitehall, le 24 octobre. G. Lamb, sous-secrétaire, à Hay. Il lui transmet copie d'une lettre de Stirling à lord Melbourne où l'auteur expose ses réclamations dans la Nouvelle-Écosse. p. 421

Annexe:—

Stirling à Melbourne, *Nova Scotia Society Office*, 53 Parliament St., le 22 octobre 1831. p. 425

G. MAULE, AVOCAT DE LA TRÉSORERIE 1833

Exposé de la réclamation de Stirling; extrait d'une lettre de J. Stephen à Maule, le 24 novembre 1832. p. 523

Nouvelle-Écosse, A. 183-1

SIR COLIN CAMPBELL, 1836

1836

Campbell à Glenelg, N° 1. Il lui apprend la mort de J. W. Madden, deuxième commis aux Douanes; pourquoi on a nommé Samuel Story greffier surnuméraire et non pas le troisième ou le quatrième commis. La Trésorerie devra approuver cette nomination. *Note:* Copie de la dépêche fut envoyée à la Trésorerie, le 8 février 1850. p. 3 Halifax, le 10 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 2. Il lui accuse réception de la dépêche N° 22, du 30 octobre, et il déplore les inexactitudes que renferme le Livre Bleu de l'an dernier. Ces erreurs ne se répèteront pas. p. 7 Halifax, le 11 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 3. Il lui accuse réception du double de la dépêche N° 24, du 4 novembre; la documentation au sujet des phares sera soumise à la Législature. p. 11 Halifax, le 12 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 4. Il lui accuse réception de la dépêche N° 29, du 3 décembre, et il est heureux de constater que les comptes ont été payés. Il a envoyé à son agent une procuration permettant de recevoir l'arriéré de ses appointements. Il versera dans la caisse militaire la somme de 112 louis, 7 chelins et 7 deniers qu'il a tirée en trop sur son indemnité militaire. p. 15 Halifax, le 14 janvier,

Campbell à Glenelg, N° 5. Il lui accuse réception du double de la circulaire du 27 octobre; il lui promet d'observer les règlements édictés au sujet de la correspondance avec le bureau des colonies. p. 19 Halifax, le 15 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 6. Il lui accuse réception de la circulaire du 28 novembre; la documentation sur la discipline dans les prisons sera soumise à la Législature. p. 23 Halifax, le 16 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 7. Il lui accuse réception de la dépêche N° 27, du 2 décembre, et il le remercie des nouveaux volumes sur les archives publiques. Les volumes adressés aux autres colonies leur sera transmis. p. 27 Halifax, le 16 janvier.

1836

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches 22 à 28, datées du 27 octobre au 2 décembre 1835, ainsi que des circulaires du 21 avril au 27 octobre 1835. p. 31 Halifax, le 16 janvier.

Campbell à Glenelg, N° 9. L'accident survenu à bord du *Star*, vaisseau de Sa Majesté; le lieutenant J. Binney et 11 membres de l'équipage ont été jetés à la mer et ont perdu la vie. p. 35 Halifax, le 17 janvier.

Campbell à ——. La documentation envoyée a été transmise au commissaire des terres de la Couronne au Cap-Breton. Il craint qu'on ne s'oppose à l'union des collèges King et Dalhousie. C. R. Fairbanks, garde des archives, et la question de préséance. Le malheur arrivé aux membres de l'équipage du *Star*. p. 39 Halifax, le 17 janvier.

1836
Halifax, le 23 janvier. Campbell à Glenelg. Il lui transmet l'adresse de la Législature qui proteste contre la modification que l'on projette d'apporter aux droits sur le bois d'œuvre. Il lui demande d'étudier ce texte. *Note:* Copie du texte fut envoyée au bureau du Commerce le 22 février. p.43

Annexe:—

L'adresse, le 23 janvier 1835. p. 51

Sous-annexe:—

Le mémoire sur le sujet, 1834. p. 59

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, le 29 février 1836 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 23 janvier et déclare qu'elle a été transmise au bureau du Commerce. p. 45

Halifax, le 24 février. Campbell à Glenelg, N° 9 (sic). Il a donné des lettres de change au montant de 150 louis à S. Cunard pour le nolisement d'un de ses vaisseaux à destination du Cap-Breton. Il est satisfait de l'état de l'île. Le besoin de chemins; il en fera part à la Législature. *Note:* Il faudra attirer l'attention de la Trésorerie sur la correspondance échangée antérieurement sur ce sujet. p. 71

Halifax, le 2 mars. Campbell à Glenelg, N° 10. Il lui accuse réception de la circulaire du 3 décembre; le voleur qui répond au nom de George Jackson a été arrêté à New-York. p. 75

Halifax, le 2 mars. Campbell à Glenelg, N° 11. Il lui accuse réception de la circulaire du 22 décembre. Voici les seules pensions payées dans la Nouvelle-Écosse: 180 louis à James B. Franklin, autrefois greffier de l'Assemblée, et 18 louis à Susan Green, veuve d'un ancien trésorier, [Benjamin Green]. p. 79

Halifax, le 2 mars. Campbell à Glenelg, N° 12. Il lui accuse réception de la circulaire du 30 décembre et du texte de sir Henry Parnell sur les chemins dans la colonie. p. 83

Halifax, le 2 mars. Campbell à Glenelg, N° 13. La Législature s'est réunie le 21 janvier et il lui transmet les discours et les adresses qui ont été prononcés en cette occasion. *Note:* en date du 26 mars. Il faudra répondre à cette dépêche de la façon habituelle. p. 88

Annexes:—

(1) Le discours, le 21 janvier 1836. p. 91

(2) L'adresse du Conseil législatif, le 23 janvier 1836. p. 99

(3) L'adresse de l'Assemblée, le 23 janvier 1836 p. 107

Halifax, le 7 mars. Campbell à Glenelg, N° 14. Comme on le lui avait demandé, il a soumis à la Législature la dépêche de Glenelg, en date du 12 août, ainsi que la pétition des gens d'Annapolis qui s'opposent au projet de diviser le comté de Halifax. Cette pétition est injustifiée. Il lui transmet l'adresse du Conseil législatif et une résolution de l'Assemblée, de même qu'une pétition des habitants du comté de Pictou qui demandent que la loi soit sanctionnée. Il approuve l'adresse mais il est mécontent de la résolution. p. 115

1836

Annexes:—

(1) L'adresse du Conseil, le 4 mars 1836. p. 123

(2) La résolution: il est inutile de fournir des explications; le 3 février 1836. p. 127

(3) La pétition, Pictou, le 10 février 1836. p. 131

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 40 (brouillon). Il lui accuse réception de la lettre du 12 août et déclare que la loi qui divise le comté de Halifax fut sanctionnée par un décret du Conseil, le 13 avril. p. 119

Campbell à Glenelg. Il lui transmet une brochure reçue de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. p. 135 Halifax, le 7 mars.

Annexe:—

Memoranda Respecting King's College, by one of the Alumni. (Halifax: 1836.) (L'auteur est Charles Inglis.) p. 143

Sous-annexe:—

Mémoire de T. W. C. Murdock, doyen des commis au bureau des Colonies. La brochure n'apporte rien de neuf; nécessité de l'union. *Note:* par Stephen, le 2 avril. Murdoch parlera là-dessus à l'archevêque de Canterbury. p. 139

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des circulaires des 22 et 30 décembre 1835. p. 177 Halifax, le 8 mars.

Campbell à Glenelg, N° 15. Il lui accuse réception de la dépêche du 14 février et il lui transmet copie du testament de M. Herbert. p. 181 Halifax, le 15 mars.

Annexe:—

Le testament, le 29 décembre 1824. p. 183

Campbell à Glenelg, N° 16. Il lui transmet une loi qui réglemente les pêcheries ainsi qu'une adresse de la Législature qui demande que cette loi soit sanctionnée et les règlements adoptés par un décret du Conseil. *Note:* Confirmé et envoyé le 6 juillet 1836. p. 189 Halifax, le 15 mars.

Annexes:—

(1) La loi. p. 193

(2) L'adresse signée au Conseil législatif, le 22 février, et à l'Assemblée, le 24 février 1836. p. 209

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 46, Downing St., le 6 juillet 1836 (brouillon.). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 16, du 15 mars, et il lui transmet le décret du Conseil du 15 juin sanctionnant cette loi, de même qu'un autre décret du Conseil du 6 juin, stipulant que les règlements que comporte cette loi s'appliqueront aux pêcheries. p. 217

1836
Halifax, le 16 mars. Campbell à Glenelg, N° 17. Il lui transmet une résolution de l'Assemblée qui recommande la construction du *St. Andrew and Quebec Railway*. Il lui demande d'étudier ce texte. p. 221

Annexe:—

La résolution, le 11 mars 1836. p. 223

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, Downing St., le 15 avril 1836. L'auteur lui accuse réception de la dépêche précitée et il approuve le projet. p. 225

Halifax, le 18 mars. Campbell à Glenelg, N° 18. L'Assemblée adoptera probablement une adresse sur les honoraires du juge en chef. Il lui transmet là-dessus deux lettres de ce fonctionnaire. Il croit que cette rémunération ne constitue pas une somme trop élevée. *Note:* A mettre de côté jusqu'à l'arrivée de l'adresse. p. 233

Annexes:—

(1) B. Halliburton à Campbell, Halifax, le 4 mars 1836. p. 237

(2) Halliburton à Campbell, Halifax, le 10 février 1836. p. 241

(3) Note du Conseil sur les honoraires, le 1er septembre 1785. p. 249

(4) Liste des honoraires reçus par le juge en chef, de 1812 à 1835. p. 251

Halifax, le 19 mars. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches du 20 janvier et du 4 février 1836. p. 257

Halifax, le 19 mars. Campbell à Glenelg, N° 19. Il lui transmet une adresse de l'Assemblée qui demande que l'on tienne compte des réclamations des habitants de la Nouvelle-Écosse lorsque certaines nominations seront faites. *Notes:* (1) Une copie de cette dépêche a été soumise au Parlement et à la Trésorerie. (2) A propos de la nomination de douaniers. p. 261

Annexes:—

(1) Résolution de l'Assemblée, le 15 mars 1836. p. 273

(2) Adresse de l'Assemblée, le 15 mars 1836. p. 277

Sous-annexe:—

Glenelg à Campbell, N° 36, Downing St., le 12 avril 1836 (brouillon signé). Il lui accuse réception de la dépêche précitée; les principes exposés dans la dépêche à sir Francis Head, [Haut-Canada], le 5 décembre 1835, s'appliquent à la Nouvelle-Écosse. Le Haut-Canada n'a pas de port de mer; c'est pourquoi la question de la nomination des douaniers ne fut pas étudiée en l'occurrence. Cette question a été soumise à la Trésorerie. Une dépêche sera rédigée lorsqu'on aura reçu le rapport sur le sujet. p. 265

Campbell à Glenelg, N° 20. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée sur le commerce et les douanes, ainsi que copie des adresses rédigées antérieurement sur le sujet. Inopportunité d'ouvrir tant de ports. 1836 Halifax, le 24 avril. p. 285

Annexes:—

(1) L'adresse, le 8 mars 1836. p. 305

(2) L'adresse, le 29 mars 1834. p. 309

(3) L'adresse, le 15 janvier 1835. p. 325

Sous-annexe:—

Mémoire sur cette question, par T. W. C. Murdoch, le 1er avril 1835. p. 301

Campbell à Glenelg, N° 21. Il lui accuse réception de la circulaire du 27 février, au sujet des loges orangistes. Halifax, le 25 avril. p. 339

Campbell à Glenelg, N° 22. Il lui accuse réception de la dépêche N° 32, du 26 février. Il étudiera le projet de diviser en paroisses certains établissements presbytériens. *Note:* Cette lettre devrait être transmise à sir George Grey. Halifax, le 25 avril. p. 343

Campbell à Glenelg, N° 23. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée qui demande que les membres de ce corps jouissent de la franchise postale pendant les vacances. Il ne peut recommander cette proposition, parce que la Législature n'en est pas venue à une décision au sujet de la loi ayant trait à l'administration des Postes. *Notes:* (1) Copie de cette adresse fut envoyée à la Trésorerie le 16 juin 1836. (2) Glenelg accéderait volontiers à ce désir. Halifax, le 26 avril. p. 347

Annexe:—

L'adresse, le 27 mars 1836. p. 351

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 47, Downing St., le 10 août 1836. L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il lui transmet copie du rapport du directeur général de l'administration des Postes. (L'annexe manque.) p. 355

Campbell à Glenelg, N° 24. Il lui transmet les résolutions sur l'administration des Postes. Il recommande de donner suite à la résolution se rapportant au relèvement des traitements du directeur général des Postes pour la Nouvelle-Écosse, J. Howe. Il lui envoie aussi une lettre et un mémoire de Howe. *Note:* Cette documentation sera envoyée au directeur général des Postes. Halifax, le 26 avril. p. 357

Annexes:—

(1) Résolutions du Conseil, le 30 mars 1836. p. 361

(2) Résolutions de l'Assemblée, le 23 mars 1836. p. 365

(3) Howe à Campbell, Halifax, le 30 avril 1836. p. 369

(4) État des recettes et des crédits des Postes, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick. p. 373

1836
Halifax, le 27 avril.

Campbell à Glenelg, N° 25. Il lui transmet la harangue prononcée lors de la prorogation des Chambres qui eut lieu le 21 mars. Pourquoi on a omis de voter des sommes pour les officiers supérieurs de la milice. Il n'a pu obtenir l'union des collèges King et Dalhousie. Il demande là-dessus des instructions. Il lui transmet une lettre de l'évêque de la Nouvelle-Écosse. Campbell recommande qu'un plein traitement soit accordé au révérend C. Porter, jusqu'au moment où il résignera ses fonctions de président du collège King, le 1er septembre. p. 377

Annexes:—

(1) Le discours de prorogation, le 4 avril 1836. p. 409

(2) La résolution de l'Assemblée, le 23 mars 1836. p. 405

(3) L'adresse du Conseil législatif, le 31 mars 1836. p. 413

(4) L'évêque de la Nouvelle-Écosse à Campbell, le 29 avril 1836. p. 429

Sous-annexes:—

(i) Mémoire de T. W. C. Murdoch et de J. Stephen sur l'union et les difficultés qu'elle suscite. p. 385

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 60, Downing St., le 4 novembre 1836 (brouillon). L'auteur le renvoie à la dépêche N° 59, au sujet de l'union. Pourquoi un plein traitement ne pouvait être accordé à Porter après le 1er avril 1835. L'évêque de la Nouvelle-Écosse se trompe quand il prétend avoir perdu 125 louis par suite d'une modification apportée au mode de payement de ses appointements. p. 397

Halifax, le 2 mai.

Campbell à Glenelg, N° 26. Il lui transmet copie des lois adoptées au cours de la dernière session. Il lui demande de sanctionner les suivantes: la loi qui divise Sydney en deux comtés; la loi qui divise Shelburne en deux comtés; la loi qui constitue légalement la *General Mining Association;* et la loi qui a trait au creusage de la rivière de l'Est, à Pictou. (Les annexes manquent.) *Note:* La loi N° 1699 a été soumise à la Trésorerie. p. 437

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 52, Downing St., le 31 août 1836 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et des dépêches du 14 et du 17 mai. La Trésorerie étudie les lois se rapportant à la *Marine Insurance Co.*, à l'imposition d'un droit sur les importations, aux marins du commerce et à la modification des principes dont s'inspirent les lois sur les marchands et les commerçants. La loi ayant trait à la monnaie sera probablement sanctionnée. Celle qui se rapporte à la rivière de l'Est ne saurait être sanctionnée à moins qu'elle ne soit rédigée d'une autre façon, conformément aux désirs de la Trésorerie. La même remarque s'applique à la loi qui constitue légalement la *General Mining Association.* La loi se rapportant à l'île de Sable est soumise à la décision de la Trésorerie. Celle qui a pour objet de valider le testament de John MacKay est annulée. Dépêche précédente de l'auteur et les raisons qui justifient sa désapprobation de la loi ayant trait à la confection du chocolat. p. 441

Campbell à Glenelg, N° 27. Il lui transmet l'adresse de l'Assemblée qui demande de faire disparaître les serments qui choquent certains sujets de Sa Majesté. L'Assemblée vota là-dessus un projet de loi qui fut rejeté par le Conseil, celui-ci le considérant comme une atteinte à la prérogative royale. A son sentiment, les formules dont on se sert actuellement pour la prestation des serments ne soulèvent aucune objection. Les Quakers peuvent faire une déclaration tenant lieu de serment mais une reconnaissance générale de ce principe semble soulever des objections. *Note:* en date du 6 juin. Sa Majesté désire que disparaissent toutes objections; mais Elle ne saurait agir en ce sens avant d'avoir obtenu là-dessus de plus amples renseignements. 1836 Halifax, le 2 mai. p. 457

Annexe:—

L'adresse, le 31 mars, 1836. p. 465

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 44, Downing St., le 16 juin 1836 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 27, du 2 mai; sa réponse est en harmonie avec la note susmentionnée. p. 459

Campbell à Glenelg, N° 28. Il le renvoie à la dépêche N° 18, du 18 mars, et il lui transmet l'adresse de l'Assemblée sur les honoraires que reçoit le juge en chef, ainsi que des remarques et un mémoire des juges. Il vaudrait mieux avoir moins de juges et les mieux payer. Le revenu casuel ne permet pas de remédier à la situation. Halifax, le 3 mai. p. 473

Annexes:—

(1) L'adresse, le 26 mars 1831. p. 501

(2) Remarques des juges, Halifax, le 30 avril 1836. p. 513

(3) Les juges à Glenelg, Halifax, le 30 avril 1836. p. 493

(4) Notes du Conseil recommandant les honoraires, le 1er septembre 1785. p. 533

Sous-annexes:—

(i) Mémoire par T. W. C. Murdoch sur la question des honoraires et des rémunérations. Il propose de soumettre la question à l'Assemblée, le 2 juillet 1836. p. 477

(ii) Lettre sans signature à Campbell, N° 45, Downing St., le 6 juillet 1836 (brouillon). L'auteur lui accuse réception des dépêches du 18 mars et du 3 mai. Commentaires: il faudra attirer l'attention de l'Assemblée sur la nécessité de donner aux juges une rémunération convenable. p. 485

Campbell à Glenelg, N° 29. Il lui accuse réception de la dépêche N° 35, du 31 mars. La Législature étudiera la question mentionnée dans cette dépêche. Halifax, le 12 mai. p. 537

1836
Halifax, le 13 mai. Campbell à Glenelg, N° 30. Il lui transmet les requêtes de ceux qui ne veulent pas que soit sanctionée la loi qui divise le comté de Halifax. Il espère que la question a été réglée avant l'arrivée des requêtes au bureau des Colonies. Halifax renferme une population trois fois plus considérable que celle d'autres comtés. (Les annexes manquent. Voir A. 183-2, p. 545.) *Note:* La loi a déjà été sanctionnée. p. 541

Nouvelle-Écosse, A. 183-2

LE MAJOR GÉNÉRAL SIR COLIN CAMPBELL, 1836

Annexes à la dépêche de Campbell à Glenelg, N° 30, du 13 mai 1836. (Voir A. 183-1, p. 541.)

(1) Requête des habitants du district de l'est d'Annapolis. p. 545

(2) Requête de Musquodoboit. p. 567

Halifax, le 14 mai. Campbell à Glenelg, N° 31. Commentaires sur la loi qui a pour objet d'assurer une meilleure administration de l'Île de Sable, de l'Île Phoque, etc. Il demande que cette loi soit sanctionnée. A propos de la décision prise par T. N. Jeffery, percepteur des douanes. *Note:* Cette loi a été sanctionnée. p. 575

Annexe:—

Le percepteur et le contrôleur aux commissaires des douanes, Halifax, le 2 mai 1836. p. 581

Halifax, le 15 mai. Campbell à Glenelg, N° 32. Il lui transmet un rapport sur le revenu casuel pour le semestre qui se termine le 31 décembre 1835. p. 587

Annexe:—

Le rapport. p. 589

Halifax, le 16 mai. Campbell à Glenelg, N° 33. Il lui transmet le Livre Bleu pour 1835; la rédaction de cet ouvrage a demandé beaucoup de travail. p. 593

Halifax, le 17 mai. Campbell à Glenelg, N° 34. Il lui accuse réception de la circulaire du 25 mars et il lui transmet un rapport sur les collèges et les écoles pourvus d'un revenu permanent. p. 597

Annexe:—

Rapport où il est fait mention des maisons suivantes: le collège King, le Collegiate, le collège Dalhousie, l'Académie de Pictou, la Grammar School de Halifax, la Grammar School d'Yarmouth, la Grammar School d'Annapolis, l'Académie baptiste de Horton, l'École nationale de Halifax, l'École acadienne, l'École catholique de Halifax, l'École St-Georges de Halifax, 26 Grammar Schools et écoles communes, 448 écoles communes et une école au Cap-Breton pour l'éducation des sauvages. p. 599

1836

Campbell à Glenelg, N° 35. Il a l'intention de dissoudre la présente Assemblée. Il espère recevoir les lois qui divisent les comtés de Halifax, de Sydney et de Shelburne avant la dissolution. Il fait l'éloge de S. G. W. Archibald, président de l'Assemblée. L'adresse envoyée par L.-J. Papineau, président de l'Assemblée du Bas-Canada, ne fut pas lue mais déposée sur la table. *Note:* La loi ayant trait à Halifax a été sanctionnée; les autres lois seront envoyées sous peu. p. 605

Halifax, le 17 mai.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^cs^ 36 à 40, du 12 au 22 avril 1836. p. 609

Halifax, le 1er juin.

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre personnelle du 22 avril et il le remercie des renseignements sur la nomination du major général sir Archibald Campbell qui commandera les troupes dans les Canadas. Il croit savoir que ce commandement sera distinct de celui de la Nouvelle-Ecosse en attendant la nomination d'un officier supérieur.

Halifax, le 7 juin.

P.S. Les dernières nouvelles le portent à croire que Glenelg a, par erreur, employé le nom de Campbell au lieu de celui de sir John Colborne. *Note:* Il faudra accuser réception de cette lettre dans celle qui sera rédigée au sujet de la nomination de Colborne. p. 613

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, Downing St., le 20 juillet 1836. L'auteur lui accuse réception de la lettre susmentionnée et lui fait part de la nomination de Colborne. Il croit que Campbell approuvera ses décisions. p. 617

Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception de la circulaire du 16 mars. Les prisonniers envoyés aux Bermudes ont été condamnés aux Canadas, à l'exception de certains délinquants militaires envoyés de la garnison à Halifax. Il ne connaît aucun fonds sur lequel on pourrait prélever ces dépenses. p. 625

Halifax, le 9 juin.

Lettre sans signature à C. Wood, premier secrétaire de l'Amirauté, Downing St., juillet 1836 (brouillon). L'auteur lui transmet la dépêche susmentionnée; inopportunité de s'adresser à la Législature provinciale. p. 627

Campbell à Glenelg, N° 36. Il lui accuse réception de la dépêche N° 29, du 16 avril; commentaires sur les rapports soumis par J. S. Morris, commissaire des terres de la Couronne. A son sentiment, Morris n'avait pas le droit de recevoir une rémunération supplémentaire, si les ventes annuelles des terres de la Couronne ont produit une somme inférieure à 500 louis. Il reçoit un traitement de 150 louis et des honoraires en sa qualité d'inspecteur général; il exerce aussi les fonctions d'inspecteur général des forêts. Les ventes des terres de la Couronne ne rapportent rien à la colonie. *Note:* par T. W. C. Murdoch, le 16 août. Si le brouillon de la dépêche est approuvé, il devrait être envoyé à la Trésorerie. p. 653

Halifax, le 12 juillet.

Annexes:—

(1) Lettre sans signature à Campbell, N° 53, Downing St., le 10 septembre 1836 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée. Les fonctions de commissaire des terres

1836 de la Couronne et le traitement de ce fonctionnaire. Il y a contradiction entre les sommes réclamées pour les arriérés à différentes dates. Les sommes que Morris a prélevées pour payer ces arriérés. Il nie que Morris ait le droit de recevoir un payement additionnel de cinq pour cent. Il demande un rapport sur la vérification des comptes. On devrait permettre à Morris de s'expliquer. *Note:* A la demande de la Trésorerie, des modifications furent faites. p. 643

(2) Rapport sur le département des terres de la Couronne, le 5 janvier 1836. p. 676

Halifax, le 13 juillet. Campbell à Glenelg, N° 37. Il lui accuse réception de la dépêche N° 42, du 19 mai. Le Gouvernement estime qu'Amos Seaman n'a aucun droit aux meulières. Il se rendra en cet endroit pendant l'été et rédigera là-dessus un rapport. p. 679

Halifax, le 18 juillet. Campbell à Glenelg, N° 38. Il lui accuse réception de la circulaire du 15 avril et il lui transmet l'opinion des légistes sur l'entente que l'on se propose de conclure avec l'Autriche, sur les droits de succession. p. 683

Annexe:—

Le rapport, Halifax, le 18 juillet 1836. Ces droits n'existent pas, compte non tenu des lois britanniques qui réglementent le commerce. p. 685

Halifax, le 18 juillet. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^{os} 41 et 42, des 18 et 19 mai, et de la circulaire du 15 avril 1836. p. 691

Halifax, le 18 juillet. Campbell à Glenelg (personnelle). Il croit savoir que sir Archibald Campbell se rendra au Canada pour y prendre le commandement des troupes au cas où sir John Colborne quitterait la province. Colborne n'est pas encore parti. La tranquillité de la province. Les pêcheurs se plaignent des empiétements des pêcheurs français et américains. L'essor du commerce. La pauvreté des émigrants et les ventes des terres de la Couronne. p. 695

Halifax, le 13 août. Campbell à Glenelg, N° 39. Commentaires sur Amos Seaman qui prétend avoir des droits sur les meulières de Minudie, dans le comté de Cumberland. Campbell prétend que ces droits n'existent pas. Il a demandé à l'inspecteur général de la Nouvelle-Écosse et du Cap-Breton de faire un relevé et une description de toutes les mines et carrières connues. p. 699

Annexe:—

La requête d'Amos Seaman, Minudie, 1836. p. 719

Sous-annexes:—

(i) Le bail, du 17 juin 1817. p. 735

(ii) Réclamation au sujet des meulières. p. 735

(iii) Sir Rupert D. George, secrétaire, à A. Stewart, le 16 septembre 1834. p. 736

(iv) Stewart à George, Amherst, le 11 septembre 1834. p. 737

(v) Stewart à George, Amherst, le 19 septembre 1834. p. 737 1836

(vi) Stewart à J. S. Morris, commissaire des terres de la Couronne, Truro, le 22 septembre 1834 (extrait). p. 739

(vii) Morris à Stewart, Halifax, le 1er octobre 1834. p. 739

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 56, le 6 octobre 1836 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche susmentionnée et il est d'avis que Seaman n'a aucun droit. Commentaires sur la question. Campbell doit soumettre un rapport sur les réclamations qui sont d'accord avec les principes de l'équité et il faudra attendre ce document pour donner suite à une décision judiciaire quelconque. p. 707

Campbell à Glenelg, N° 40. Il lui transmet une requête de G. Handley qui prétend que le *Furieux*, un brick de Saint-Malo commandé par A. Baullet, a attaqué le *Doré*. L'attaque s'est produite dans la baie Saint-Georges, au large de Terre-Neuve, au cours d'une expédition de pêche. On ne peut obtenir de renseignements sur les plaintes formulées par Handley contre les pêcheurs américains; exagération possible. Il ne croit pas que Handley ait droit à une compensation. (L'annexe manque.) *Note:* Il faudra consulter le ministère des Affaires étrangères au sujet de la réponse à cette dépêche. p. 741 Halifax, le 15 août.

Campbell à Glenelg, N° 41. M. Tobin fils a présenté ses lettres de créance en sa qualité de vice-consul du Brésil dans la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. Campbell demande l'autorisation de le reconnaître. *Note:* par J. Stephen, le 9 septembre. Il faudra envoyer cette dépêche au ministère des Affaires étrangères et demander s'il y a lieu de refuser cette demande. p. 747 Halifax, le 16 août.

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 55 (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche du 16 août et lui donne là-dessus l'autorité nécessaire. p. 749

Campbell à Glenelg, N° 42. Il lui accuse réception des dépêches N^os^ 43 à 46, des 9 et 16 juin et du 6 juillet; des doubles des dépêches N^os^ 41 et 42, des 18 et 19 mai; et de la circulaire du 15 avril. p. 753 Halifax, le 18 août.

Campbell à Glenelg, N° 43. Il lui transmet un rapport sur le revenu casuel pour le semestre se terminant le 30 juin 1836. p. 757 Halifax, le 20 août.

Annexe:—

Le rapport. p. 759

Campbell à Glenelg, N° 43B. Il est surpris de constater que les auditeurs de la Cour des comptes ont posé des questions sur la somme de 467 louis, 11 chelins et 3 deniers qui fut dépensée pour venir en aide aux victimes du choléra, ainsi que sur la somme de 150 louis qui fut accordée à S. Cunard pour acquitter ses frais de transport sur le *Chebucto*. Il le renvoie là-dessus à une correspondance échangée antérieurement et il demande qu'on dissipe les doutes des auditeurs sur ce point. *Note:* Nécessité d'enquêter là-dessus. p. 761 Halifax, le 5 septembre.

1836 Annexes:—

(1) Le reçu du trésorier pour 467 louis, 11 chelins et 3 deniers, Halifax, le 1er octobre 1834. p. 765

(2) Le reçu de S. Cunard pour 150 louis, Halifax, le 24 février 1835. p. 767

Halifax, le 6 septembre. Campbell à Glenelg, N° 44. Il lui transmet la décision des commissaires du Bas-Canada, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de l'Ile du Prince-Edward, sur le projet de construction de phares sur les îles St-Paul et Scatterie. *Note:* L'annexe devra être envoyée à la Trésorerie. p. 771

Annexe:—

La décision, le 16 août 1836. p. 775

Halifax, le 8 septembre. Campbell à Glenelg, N° 45. Il lui transmet les journaux des deux Chambres pour la dernière session. (L'annexe manque.) p. 799

Halifax, le 10 septembre. Campbell à Glenelg, N° 46. Il lui transmet copie d'une lettre de C. W. Wallace, trésorier du collège Dalhousie, qui demande que le comte de Dalhousie approuve le payement de dividendes aux membres du conseil d'administration. p. 805

Annexe:—

Wallace à Campbell, Halifax, le 16 mai 1836. p. 811

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Dalhousie, Downing St., le 8 octobre 1836 (brouillon). L'auteur demande l'autorisation de payer ces dividendes. p. 805

Halifax, octobre. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^{os} 47 à 52, du 10 au 31 août, ainsi que d'une circulaire du 31 août et d'une dépêche personnelle en date du 20 juillet 1836. p. 815

Halifax, le 20 octobre. Campbell à Glenelg, N° 47. Il lui accuse réception de la dépêche N° 52, du 31 août, avec les décrets du Conseil se rapportant à quatre lois. La loi sur l'Île de Sable est importante en ce qui a trait à l'ingérence des douaniers. La clause de surséance fut ajoutée aux lois ayant trait au creusage de la rivière de l'Est, à Pictou, et à la constitution légale de la *General Mining Association;* il a pensé que certaines modifications seraient peut-être nécessaires. Tout cela sera soumis à la Législature ainsi que la question que soulève la dépêche N° 35, du 31 mars, reçue après l'ajournement. p. 819

Halifax, le 23 octobre. Campbell à Glenelg, N° 48. Il lui accuse réception de la dépêche N° 49, du 18 août; nul livre n'a été déposé à bord du *Reindeer*. *Note:* Ces livres ont été expédiés sur le paquebot qui partit en octobre. p. 823

Halifax, le 12 novembre. Campbell à Glenelg. Il lui accuse réception des dépêches N^{os} 53 à 56, des 10, 11 et 20 septembre et du 6 octobre, ainsi que de deux circulaires des 31 août et 15 septembre 1836. p. 827

Halifax, le 14 novembre. Campbell à Glenelg, N° 49. Il lui accuse réception de la lettre confidentielle du 30 septembre. Il promet d'étudier toute proposition

que lord Gosford fera à ce sujet. La Législature a été dissoute et les nouveaux writs peuvent être renvoyés. Tout va bien; il prend les mesures nécessaires pour venir en aide aux émigrants pauvres du Cap-Breton et aux habitants de la Nouvelle-Écosse et du Cap-Breton qui ont eu de mauvaises récoltes. p. 831 **1836**

Campbell à Glenelg, N° 50. La réclamation d'Amos Seaman au sujet des meulières est à l'étude et les procédures judiciaires, conformément aux instructions que renferme la dépêche de Glenelg, N° 56, du 6 octobre, seront retardées. p. 835 Halifax, le 14 novembre.

Campbell à Glenelg, N° 51. La dépêche de Glenelg, N° 53, du 10 septembre, fut remise à J. S. Morris, commissaire des terres de la Couronne. Il lui transmet la lettre que Morris écrivit en réponse aux questions qui furent posées sur l'exercice de ses fonctions. Il s'est trompé en pensant que Morris était aussi inspecteur général des bois et forêts. Il espère que, après avoir lu cette lettre, l'ordre de restitution sera annulé. Les deniers provenant de la vente des terres de la Couronne ont été employés chaque année pour les besoins du service. La comptabilité. Une dépêche sera rédigée au sujet du département des Terres; cette question fut soulevée dans la dépêche N° 54. *Note:* par J. Stephen, du 18 janvier. Il attire l'attention de Murdoch sur le sujet et souligne le fait que le département admet avoir utilisé les denirs provenant de la vente des terres. p. 839 Halifax, le 16 décembre.

Annexe:—

Morris à sir Rupert D. George, secrétaire, bureau des terres de la Couronne, Halifax, le 2 décembre 1836. p. 855

Campbell à Glenelg, N° 52. Il lui transmet copie de la lettre du comte de Gosford; la convocation de la Législature et certaines questions qui intéressent le Bas-Canada. Il convoquera la Législature au moment habituel. p. 871 Halifax, le 17 décembre.

Annexe:—

Gosford à Campbell, Québec, le 21 novembre 1836. p. 873

DIVERS, 1836

Chambre des Communes

Ordre de produire les adresses de l'Assemblée de la Nouvelle-Écosse sur le commerce étranger, du 29 mars 1834 au 15 janvier 1835, et de mars 1836. p. 7 Le 26 avril.

Amirauté

C. Wood, premier secrétaire, à J. Stephen, sous-secrétaire, ministère des Colonies. Il lui accuse réception de la lettre du 13 avril. Le capitaine H. W. Bayfield hydrographie la baie de Fundy. Ce travail durera probablement encore un an. p. 13 Amirauté, le 19 avril.

Wood à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 9 juillet. L'Amirauté n'a aucun fonds lui permettant de payer les rations fournies aux forçats des colonies pendant leur voyage de Halifax aux Bermudes. Ces dépenses ont toujours été acquittées. p. 17 Amirauté, le 15 juillet.

1836
Amirauté, le 14 septembre. J. Barrow, deuxième secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 13 septembre. Les colons du Cap-Breton recevront les bibles par le prochain paquebot. p. 21

Bureau du Commerce

Whitehall, le 21 juin. Sir Denis le Marchant, secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 22 février. On étudiera l'adresse conjointe de la Nouvelle-Écosse qui proteste contre toute modification apportée aux droits sur le bois d'œuvre. p. 27

Ministère des Affaires étrangères

Ministère des Affaires étrangères, le 15 septembre. W. Fox Strangeways, sous-secrétaire, à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 14 septembre; M. Tobin fils et son titre de vice-consul du Brésil. *Note:* Il faudra prendre des mesures à ce sujet. p. 33

Les Légistes

Collège des docteurs en droit civil, le 31 mai. Les légistes à Glenelg. Ils accusent réception de la lettre du 18 avril et ils lui disent que la loi ayant trait aux pêcheries et à la prévention du commerce illicite peut être sanctionnée. *Note:* Cette loi devrait être sanctionnée. p. 39

Annexe:—

Lettre sans signature à l'avocat de la Couronne, sans date (brouillon). L'auteur demande une opinion sur la loi susmentionnée. p. 43

Temple, le 4 août. Sir John Campbell, procureur général, et sir Robert M. Rolfe, solliciteur général, à Glenelg. Ils lui accusent réception de la lettre du 29 juillet. Pourquoi l'assentiment royal ne devrait pas être accordé à la loi qui valide le testament de John Mackay. *Note:* par Stephen. Pourquoi cette loi devrait être rejetée. p. 47

Trésorerie

Trésorerie, le 30 mars. A. Y. Spearman, secrétaire adjoint, à Stephen. Il lui demande copie des instructions en vertu desquelles sir Colin Campbell a pris 150 louis pour noliser le *Chebucto* afin de visiter certains districts éloignés. Faut-il verser cette somme? *Note:* du 29 avril. La Trésorerie ayant récemment reçu une lettre à ce sujet, celle-ci devrait être retournée. p. 53

Trésorerie, le 14 mai. Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 20 avril. Au sentiment de la Trésorerie, ceux qui sont nés dans la Nouvelle-Écosse, ou dans d'autres colonies, peuvent exercer des fonctions publiques. On étudiera leurs réclamations, mais ce serait violer les règlements du service si l'on réservait pour eux les postes de la douane. *Note:* par Stephen, le 16 mai. Copie de cette dépêche devra être envoyée à Campbell avec l'ordre de la transmettre à l'Assemblée. p. 57

Annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 43, Downing St., (brouillon). L'auteur lui accuse réception de la dépêche N° 19, du 19 mars; sa réponse est en harmonie avec la note précédente. p. 59

Spearman à Stephen. Il lui transmet un rapport du comte de Lichfield, directeur général de l'administration des Postes, qui prétend n'avoir aucun droit d'accorder la franchise postal que demande l'Assemblée de la Nouvelle-Écosse. *Note:* Le lieutenant-gouverneur devra recevoir copie de ce rapport pour la gouverne de l'Assemblée. p. 66 1836 Trésorerie, le 29 juillet.

Annexe:—

Le rapport, administration générale des Postes, le 18 juillet, 1836. p. 67

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 6 août. Pourquoi on ne peut sanctionner la loi qui a trait au creusage de la rivière de l'Est, à Pictou. Il lui propose une modification qui ne retardera pas la mise à effet de cette loi. Il ne voit aucun motif d'annuler la loi qui établit le taux de la monnaie émise par la Trésorerie en Nouvelle-Ecosse. *Note:* Mesures à prendre en raison de cette lettre. p. 76 Trésorerie, le 25 août.

Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 14 août. La Trésorerie ne s'oppose pas à la loi qui assure une meilleure réglementation de l'Île de Sable, de l'Île Phoque, etc. Il lui transmet un rapport des commissaires de la douane au sujet des effets provenant du vaisseau américain *Eagle* qui a fait naufrage. *Note:* par Stephen, le 5 septembre. La loi devrait être maintenue en vigueur et le rapport envoyé à sir Colin Campbell. p. 77 Trésorerie, le 2 septembre.

Annexe:—

Le rapport, bureau de la Douane, le 3 août 1836. p. 85

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, N° 8, Downing St., le 8 décembre 1836 (brouillon). Il lui accuse réception de la dépêche N° 52, du 31 août. Sa réponse s'inspire de la note susmentionnée. p. 79

[F. Baring, secrétaire], à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 23 août. La Trésorerie devra avoir reçu le rapport et les estimations de la Nouvelle-Écosse avant de demander au Parlement une somme pour la construction de phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie. Entre-temps, on peut pourvoir à ces dépenses en donnant suite aux propositions faites aux divers Gouvernements. Pour ce qui a trait à la proposition de MM. W. Crane et L. A. Wilmot, du Nouveau-Brunswick, la Trésorerie estime que les soins d'administration peuvent être laissés aux Législatures locales et que ces dernières devraient recevoir copie des rapports. *Note:* du 30 septembre. Le rapport des commissaires devrait être transmis au Nouveau-Brunswick et au Bas-Canada. p. 101 Trésorerie, le 29 septembre.

Annexes:—

(1) Estimations des sommes que nécessitent les appointements du lieutenant-gouverneur, l'établissement du Cap de Sable ainsi que l'établissement de phares (imprimé). p. 105

(2) Note de la Trésorerie sur les phares, le 6 octobre 1836 (imprimé). p. 105

1836 (3) Crane et Wilmot à Glenelg, Downing St., Londres, le 13 août 1836 (imprimé). Ils demandent de prendre immédiatement les mesures nécessaires pour construire les phares. Le Nouveau-Brunswick pourvoira au maintien de l'établissement de l'île St-Paul. La Nouvelle-Écosse devra renoncer à la direction de l'établissement en faveur du Nouveau-Brunswick et du Bas-Canada puisque ces Gouvernements en payeront toutes les dépenses. p. 107

(4) Rapport des commissaires des colonies de l'Amérique britannique du Nord: les frais d'entretien des phares sur les îles Saint-Paul et Scatterie (imprimé). p. 107

(5) Note de la Trésorerie, le 8 novembre 1836 (imprimé). Avant de donner suite au projet, il faudra examiner la loi. p. 110

(6) Note de la Trésorerie, le 6 mars 1837 (imprimé). Mesures à prendre pour obtenir l'argent nécessaire à l'erection d'un phare sur l'île Scatterie. p. 111

Trésorerie, le 21 octobre. Spearman à Stephen. Il est heureux d'apprendre ce que les Législatures ont décidé de faire à propos de la construction et de l'entretien des phares. Les projets de la province ont été soumis à l'Amirauté et à la corporation de la "Trinity House", avec des remarques sur les objections soulevées. Où en sont rendus les commissaires de la Nouvelle-Écosse en ce qui a trait à la préparation des estimations? On a besoin de certains renseignements sur les matériaux choisis ainsi que sur le genre de construction auquel on s'est arrêté. p. 113

Trésorerie, le 28 octobre. Spearman à Stephen. Il lui accuse réception de la lettre du 12 octobre. Des instructions ont été données pour que sir Colin Campbell soit dégagé de toute responsabilité en ce qui concerne les services qui y sont mentionnés. (Voir ci-dessus, Trésorerie, le 30 mars.) *Note:* par Stephen, le 29 octobre. On fera savoir la chose à sir Colin Campbell. p. 118

Trésorerie, le 7 décembre. Spearman à Stephen. Il lui transmet une correspondance échangée au sujet des phares. On devra donner les instructions nécessaires aux différents Gouvernements afin d'obtenir leur collaboration pour l'enquête qui est confiée au capitaine H. W. Bayfield. *Note:* par Stephen, le 8 décembre. Les instructions nécessaires seront données. p. 121

Annexes:—

(1) Barrow à Spearman, Amirauté, le 29 octobre 1836. p. 126

(2) J. Herbert à Spearman, corporation de la "Trinity House", Londres, le 3 novembre 1836. p. 133

(3) Spearman au secrétaire de l'Amirauté, Trésorerie, le 15 novembre 1836. p. 141

(4) C. Wood, premier secrétaire de l'Amirauté, à Spearman, Amirauté, le 30 novembre 1836. p. 145

Annexe:—

Lettre sans signature à divers lieutenants-gouverneurs, le 21 décembre 1836 (brouillon). L'auteur demande de seconder Bayfield. p. 123

Société Biblique 1836

La *British & Foreign Bible Society* à Glenelg. Il lui accuse réception d'une requête des gens du Cap-Breton. Cette requête sera soumise à un comité. p. 151 — Maison de la Société biblique, le 27 juin.

A Brandaing, secrétaire, à Stephen. Sur réception des instructions nécessaires, 50 bibles et 200 testaments seront envoyés. La société ne dispose d'aucun autre livre. p. 167 — La *B and F Bible Society*, le 30 juillet.

General Mining Association

J. B. Fvord, secrétaire, à sir George Grey, sous-secrétaire. Il lui demande si on a sanctionné la loi qui constitue légalement la société ainsi que celle qui se rapporte au creusage de la rivière de l'Est. Nécessité d'expédier le creusage de la rivière de l'Est. p. 155 — 52 Old Broard St., le 17 juin.

Fvord à Grey. Il lui demande une réponse à la lettre du 17 juin. *Note:* Explication du retard et moyens d'assurer la prompte expédition des affaires. p. 159 — 52 Old Broard St., le 8 juillet.

Fvord à Grey. Il lui accuse réception de la lettre du 16 juillet et il lui fournit quelques explications sur la société. L'article de la loi qui a trait au creusage de la rivière de l'Est et qui suscite des objections est simplement une restriction et ne vise aucunement à invalider la concession accordée à feu le duc d'York. p. 163 — 52 Old Broard St., le 21 juillet.

A

C. D. Archibald à Glenelg. Il lui transmet une lettre qu'il a reçue du président de l'Assemblée, [S. G. W. Archibald]. L'Assemblée lui a demandé de la représenter jusqu'à ce qu'un agent de la province soit nommé. (L'annexe manque.) p. 177 — York Terrace, le 29 mars.

Archibald à [T. W.] C. Murdock, doyen des commis. Il lui demande de présenter une communication à propos de la loi qui divise le comté de Halifax. *Note:* par J. Stephen, le 5 avril. Il faudrait accéder à ce désir. p. 181 — 3 York Terrace, le 4 avril.

Lettre anonyme à Glenelg. L'auteur prétend que le lieutenant-gouverneur et le Conseil s'opposent aux mesures dont Glenelg désirerait l'adoption dans la colonie. p. 173 — Halifax, le 10 avril.

Mme Ann Arklay à Glenelg. Elle demande copie de la concession d'une certaine terre près de Canso; cette terre fut concédée à son père, John Myers, en 1789 ou en 1790. *Note:* Elle doit demander ce renseignement à l'inspecteur général de la Nouvelle-Écosse. p. 185 — 3 Pentibaily Pl., Albany Road, Camberwell, le 26 novembre.

B

H. Bliss à Glenelg. Le droit qu'ont les juges de recevoir des honoraires; le Gouvernement devrait protéger ce droit. p. 191 — Kings Bench Walk, Temple, le 7 novembre.

Annexe:—

Copie du tableau des honoraires. *Note:* par J. Stephen, le 16 décembre. Glenelg a déjà donné là-dessus les instructions nécessaires. Il n'y a pas lieu de les modifier. p. 208

1836 Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Bliss, le 8 décembre 1836 (brouillon). L'auteur répond à la lettre susmentionnée en s'inspirant de la note précédente. p. 211

Kings Bench Walk, Temple, le 4 décembre. Bliss à Glenelg. Il a reçu de plus amples renseignements sur les honoraires et il lui demande une entrevue. p. 215

C

Strand, Londres, le 8 février. MM. Coutts et Cie à Glenelg. Ils demandent que l'indemnité de sir Colin Campbell lui soit remise à intervalles réguliers. *Note:* le 11 février. Campbell n'a pas fait cette demande au bureau des Colonies. p. 221

Annexe:—

Extrait de la lettre de Campbell qui remet une procuration à MM. Coutts et Cie. p. 223

Strand, Londres, le 19 février. Coutts et Cie à sir George Grey, sous-secrétaire. Ils lui accusent réception de la lettre du 18 février et ils lui transmettent copie d'une lettre de Campbell qui prétend avoir demandé au bureau des Colonies de remettre régulièrement son indemnité à cette société. (L'annexe fut retournée.) *Note:* par Stephen, le 22 février. Cette lettre induira probablement la Trésorerie à payer son indemnité; mais dans les instructions au bureau des Colonies, il n'était question que des sommes alors dues. p. 225

Hatton Court, Threadneedle St., le 2 juillet. J. J. Caghill au secrétaire d'État. Il demande une pièce attestant que sir Colin Campbell est lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse et qu'il a le pouvoir de faire prêter serment, lorsqu'il n'agit pas comme juge. Certains documents ne peuvent autrement être considérés comme authentiques. *Note:* par J. Stephen, le 4 juillet. Un officier pourrait se rendre à l'endroit voulu pour certifier sous serment la signature de Campbell, mais le bureau des Colonies ne saurait régler la question du point de vue légal. p. 455

Moss, Herefordshire, le 23 juillet. Mlle Caroline Cox à R. W. Hay. Elle demande si sir Rupert D. George est encore en Angleterre. *Note:* Il faudra répondre immédiatement à cette lettre. p. 229

Lambeth, le 10 octobre. L'archevêque de Canterbury à Glenelg. Il est heureux qu'on lui ait demandé une opinion sur le collège King et la dépêche que l'on projette de rédiger là-dessus. En raison des liens qu'il a noués avec le collège, dont il déplore les vicissitudes, il ne saurait toutefois donner son opinion, à moins que les directeurs ne la lui demande. *Note:* par Stephen, le 26 octobre. Cette lettre devrait être envoyée à Campbell avec l'ordre de respecter les droits que l'archevêque possède en sa qualité de visiteur. p. 233

D

Limerick, le 20 janvier. J. Dwyer à lord Palmerston, secrétaire des Affaires étrangères. M. Herbert, marchand de Halifax, mort il y a environ deux ans, a-t-il laissé quelques biens? p. 239

Le comte de Dalhousie à Glenelg. Il lui accuse réception de la lettre. Il ne s'oppose nullement au transfert des fonds du collège Dalhousie aux membres du conseil d'administration actuel, si ces fonds ne sont pas entamés. 1836 Dalhousie Castle, le 14 octobre. p. 243

Le colonel Berkeley Drummond à Glenelg. Il demande des pièces attestant l'existence de D. D. Oran, commandant du brick *Three Sisters*. *Note:* On demandera au lieutenant-gouverneur de faire là-dessus une enquête. Berkeley Sq., le 8 novembre. p. 247

Annexe:—

La requête. p. 249

G

Sir Rupert D. George à Grey. Il demande que son congé soit prolongé jusqu'en septembre. 6 Maddox St., Bond St., le 31 mai. p. 257

Annexe:—

La pièce attestant son état de santé. p. 259

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à George, le 3 juin 1836 (brouillon). Le congé est accordé. p. 261

H

G. W. Handley à Glenelg. Il lui transmet une requête et certains documents. (L'annexe manque. Envoyée au ministère des Affaires étrangères.) Halifax, le 14 juillet. p. 267

Handley à Glenelg. Il lui transmet des affidavit au sujet de la plainte qu'il a formulée contre des pêcheurs français dans la baie Saint-Georges et à Terre-Neuve. Il enverra là-dessus de plus amples renseignements. *Note:* par J. Stephen, le 14 novembre. A mettre de côté jusqu'à l'arrivée de nouveaux documents. Halifax, le 22 octobre. p. 271

Annexes:

(1) Affidavit de Thomas Bell, Halifax, le 21 octobre 1836. p. 275

(2) Affidavit de William Curtis, Halifax, le 21 octobre 1836. p. 277

(3) Affidavit de Robert Downey, Halifax, le 21 octobre 1836. p. 279

(4) Autre affidavit de Robert Downey, sans date (imprimé). p. 281

(5) Affidavit de Martin Fleming, sans date (imprimé). p. 283

(6) Affidavit de Peter McPhee, sans date (imprimé). p. 285

C. W. H. Harris à Glenelg. Il lui transmet copie de la correspondance qu'il a échangée avec S. G. W. Archibald, procureur général, sur la réclamation d'Amos Seaman. Il demande au Gouvernement de défendre les droits de Seaman (au sujet des meulières.) Halifax, le 14 novembre. p. 287

1836 Annexes:—

(1) A. Stewart, J. B. Uniacke et Harris à Archibald, Halifax, le 3 novembre 1836. p. 289

(2) Archibald à Stewart, Uniacke et Harris, Halifax, le 3 novembre 1836. p. 291

Halifax, le 30 novembre. Handley à Glenelg. Les difficultés des pêcheurs et la protection de la flotte. (Les notes sur le sujet se trouvent dans une autre lettre de Handley, de même date.) p. 299

Annexe:—

Lettre sans signature à sir John Barrow, deuxième secrétaire de l'Amirauté, le 31 mars 1837 (brouillon). L'auteur lui transmet un extrait de la lettre susmentionnée. p. 297

Halifax, le 30 novembre. Handley à Glenelg. Il lui transmet de nouvelles pièces qui attestent les pertes qu'il a subies par suite de l'ingérence de certains étrangers. Il demande là-dessus une enquête et réclame la protection qui est due à un sujet britannique. *Note:* Il faudrait demander à l'Amirauté s'il est opportun d'employer plusieurs petits vaisseaux au lieu de quelques gros vaisseaux pour la protection des pêcheries. p. 293

Annexes:—

(1) Affidavit de Samual Oakes, Halifax, le 29 novembre 1836. p. 303

(2) Affidavit de James Snadden, Halifax, le 16 novembre 1836. p. 305

Sous-annexe:—

Documents présentés au Parlement au sujet de Handley (imprimé). p. 309

K

Halifax, le 16 mars. W. H. Keating au secrétaire d'État. Pourquoi il sera avantageux d'acheter la province mexicaine du Texas. *Note:* par Stephen, le 10 avril. Le gouvernement de Sa Majesté ne saurait échanger là-dessus des lettres avec Keating. p. 339

Annexe:—

Extrait d'une brochure publiée par la *Galverston Bay and Texas Land Company*, de New-York. p. 355

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, Downing St., le 14 avril 1836 (brouillon). L'auteur fait part à Campbell du projet de Keating; le Gouvernement ne saurait discuter ce projet. p. 349

L

44 Cornwallis St., Liverpool, le 23 mars. J. S. Lindsay à Glenelg. Il voudrait obtenir une terre. L'histoire de sa famille. *Note:* Il faudra lui faire parvenir la réponse ordinaire. p. 377

1836

Annexes:—

(1) La requête. p. 381

(2) Pièce attestant que nulle terre n'a été concédée à l'enseigne John Lindsay ou à un membre quelconque de sa famille. p. 385

M

Mme —— Mackay à Grey. Il lui envoie une documentation sur les dix paroisses qui devaient constituer le Cap-Breton. Plus tard, il faudrait diviser ces paroisses. Des terres attachées aux revenus d'un bénéfice ecclésiastique ne présenteraient pas pour le moment beaucoup d'avantages, mais une connaissance des possibilités religieuses et morales de la région ainsi que de la nature du sol serait utile. En 1837, on demandera une troisième église qui serait confiée aux ministres écossais. p. 391 Le 23 janvier.

Annexe:—

La documentation (imprimé). C'est un appendice au mémoire A. 181, p. 469 à 470. p. 397

Sous-annexe:—

Mémoire par T. W. C. Murdock, le 22 février. Il ne s'oppose pas à la division du Cap-Breton en paroisses, pourvu que cette division ne s'opère que dans la partie presbytérienne du Cap-Breton. La question devrait être soumise à Campbell. Les revenus de la Couronne ne sauraient pourvoir aux appointements. p. 393

J. Munro, maître d'école, à [Glenelg]. Il lui transmet la requête des habitants du Cap-Breton et lui demande de transmettre à un ami une lettre y annexée. p. 417 La division nord-est de Marquinte [Margaree], Cap-Breton, le 11 février.

Annexe:—

La requête, le 13 janvier 1836. On voudrait avoir des bibles· *Note:* par Stephen, le 6 juin. Cette lettre devrait être renvoyée à la Société biblique. p. 412

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Campbell, Downing St., le 18 août 1836 (brouillon). L'auteur lui envoie copie de la requête susmentionnée. La *British and Foreign Bible Society* a décidé d'envoyer 50 bibles et 200 testaments au Cap-Breton. Ces ouvrages ont été déposés sur un vaisseau avec cette dépêche; Campbell devra prendre les mesures nécessaires pour assurer la distribution de ces ouvrages. p. 413

Mme Mackay à Grey. Elle lui transmet une lettre du révérend R. Burns, secrétaire de la *Glasgow Colonial Society*, à propos des paroisses du Cap-Breton. Elle demande que l'autorité nécessaire lui soit accordée. Elle est d'avis qu'il est préférable d'accorder une terre et un traitement minime à un ministre que de l'obliger à dépendre uniquement de sa congrégation. p. 401 Stafford St., le 17 février.

Annexe:—

Burns à Mme Mackay, Paisley, le 15 février 1836. p. 405

1836
Halifax, le 27 février. J. S. Morris, commissaire des terres de la Couronne et inspecteur général, à R. W. Hay, sous-secrétaire. Il lui transmet ses comptes et il prétend avoir droit à des arriérés de traitement. Il demande qu'on prélève cette somme sur ce qui reste des revenus. p. 429

Annexe:—

Les comptes, le 1er janvier 1836. p. 439

Halifax, le 1er mai. Le lieutenant-colonel —— McDougall, officier supérieur de la milice. Les avantages que comporte l'exercice des fonctions d'inspecteur. *Note:* par Stephen, le 12 août. A mettre de côté. p. 419

S

11 Everet St., Russell Sq., le 2 mai. J. Stewart à Glenelg. Il lui fournit des explications sur le cas d'Amos Seaman qui réclame des meulières. Il s'offre de lui donner tous les autres renseignements nécessaires. *Note:* par Stephen, le 3 juillet. Il faudrait demander des explications à sir Colin Campbell et le laisser savoir à Stewart. p. 465

Annexes:—

(1) A. Stewart à Campbell, Halifax, le 3 février 1836. p. 481

(2) Extraits de communications échangées avec le Gouvernement de Sa Majesté au sujet de certains privilèges dans le Nouveau-Brunswick, 1833. p. 485

Sous-annexes:—

(i) Lettre sans signature à Campbell, N° 42, Downing St., le 19 mai 1836 (brouillon). L'auteur lui demande un rapport. p. 473

(ii) Lettre sans signature à Stewart, Downing St., le 19 août 1836 (brouillon). L'auteur déclare qu'on a demandé un rapport à Campbell. Quand ce rapport aura été reçu, on le fera savoir à Stewart. p. 475

93 Jermyn St., le 4 juillet. J. Stewart à ——. Il demande une entrevue avec Glenelg afin de discuter la question des honoraires réclamés par les juges. *Note:* Mesures à prendre pour accorder cet entretien. p. 489

93 Jermyn St., le 7 juillet. Stewart à Grey. A-t-on reçu un rapport de la Nouvelle-Écosse sur la réclamation d'Amos Seaman? *Note:* du 12 juillet. Il faudra faire savoir à Stewart que nul rapport n'a été reçu. p. 493

93 Jermyn St., le 22 juillet. Stewart à Gray. Il lui transmet une lettre de Glenelg et lui demande de nommer A. Stewart conseil du Roi. *Note:* par Stephen, le 26 juillet. Il ne s'ingérera pas dans ces questions de préséance. p. 497

Annexe:—

Stewart à Glenelg, 93 Jermyn St., le 22 juillet 1836. p. 501

Sous-annexe:—

Lettre sans signature à Stewart, Downing St., le 30 juillet 1836 (brouillon). L'auteur lui répond en s'inspirant de la note précédente. p. 505

Requête d'Amos Seaman qui demande de défendre le droit qu'il prétend avoir à certaines meulières. p. 509 **1836** Minudie, juillet.

Annexes:—

(1) Mémoire par T. W. C. Murdock, le 15 août; la question en litige; copie du mémoire devrait être envoyée à Campbell. p. 521

(2) Lettre sans signature à Campbell, N° 50, Downing St., le 20 août 1836 (brouillon). L'auteur demande un rapport sur le sujet. p. 525

[Mme] Eliza Spencer à Grey. Elle le remercie des égards dont le révérend archidiacre A. G. Spencer a été l'objet. p. 459 Moor Place, le 1er août.

Requête d'Amos Seaman qui essaie de démontrer le bien-fondé de sa réclamation au sujet des meulières. p. 557 Minudie, le 10 août.

Seaman à Glenelg. Il lui transmet de nouvelles lettres au sujet de sa réclamation. p. 529 Minudie, le 15 octobre.

Annexes:—

(1) T. W. James, adjoint du secrétaire provincial, à Seaman, Halifax, le 19 septembre 1836. p. 531

(2) Seaman à James, Minudie, le 27 septembre 1836. p. 537

Seaman à Glenelg. Il croit savoir qu'il lui est permis de voir le rapport authentique avant d'intenter des poursuites. Il compte sur Glenelg pour obtenir justice. p. 545 Halifax, le 22 octobre.

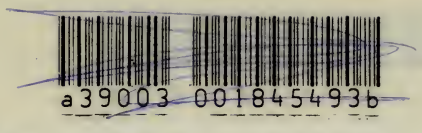
Stewart à Glenelg. Il proteste contre le projet de Campbell d'intenter un procès contre Seaman; nécessité de faire d'abord une enquête; Seaman devrait avoir l'occasion de démontrer le bien-fondé des faits dont il parle. *Note:* par Stephen, le 28 octobre. Brouillon d'une réponse à cette lettre. Pourquoi Glenelg a agi ainsi. p. 554 93 Jermyn St., le 25 octobre.

A. Stewart, J. B. Uniacke et C. H. Harris à Glenelg. Ils demandent de donner à Glenelg le temps d'étudier le cas avant d'intenter un procès contre Seaman. p. 563 Halifax, le 19 décembre.

622 4

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Echéance

The Library
University of Ottawa
Date Due


a39003 00184549 3b

CD 3620 .C312 1947

RAPPORT SUR LES ARCHIV

CD
3620
.C312 1947

CE

-
RAPPORT SUR LES ARCHIVES P

1508477

U D 7 OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 03 08 10 21 10 6